

“ I morti di Bligny trasalirebbero ”. Le 2e Corps d’armée italien sur le front occidental pendant la Grande Guerre : évènements et mémoire d’une expérience oubliée

Lorenzo Fachin

▶ **To cite this version:**

Lorenzo Fachin. “ I morti di Bligny trasalirebbero ”. Le 2e Corps d’armée italien sur le front occidental pendant la Grande Guerre : évènements et mémoire d’une expérience oubliée. Histoire. 2024. ⟨dumas-05590893⟩

HAL Id: dumas-05590893

https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-05590893v1

Submitted on 14 Apr 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

FACHIN, Lorenzo
N° 11904565
Année académique :
2023/2024

« I morti di Bligny trasalirebbero »

Le 2e Corps d'armée italien sur le front occidental pendant la Grande Guerre : évènements et mémoire d'une expérience oubliée



Mémoire mention *Histoire*, Parcours *Histoire contemporaine des relations internationales et des mondes étrangers. Amériques, Asies, Europes*

Préparé sous la direction de Mme le Professeur Alya Aglan

Session de soutenance: SEPTEMBRE 2024

Couverture : Imperial War Museum, Ministry of information First world war Official collection (Q 11113), *Officers of the 2nd Battalion, King's Own Yorkshire Light Infantry, 62nd Division, conferring with French and Italian officers in the Bois de Reims during the Battle of Tardenois, 24 July 1918* (Officiers du 2e bataillon du King's Own Yorkshire Light Infantry de la 62e division, s'entretenant avec des officiers français et italiens dans le bois de Reims pendant la bataille de Tardenois, 24 juillet 1918). Photographie capturée par le lieutenant en deuxième anglais Thomas Keith Aitken le 24 juillet 1918 et restaurée par Roberto Costanzo, publiée sur la page Facebook « ROCOlor » (sur Instagram www.instagram.com/rocolor.photo) le 25 octobre 2016.

Sommaire

Remerciements……..V

Abbreviations……VI

Cartes……...VII

Introduction……1

Chapitre I……..……..……11

I. Une intervention difficile et sanglante…...……..……..……11

a) *L'entrée en guerre de la Péninsule*……...12

b) *Les premières opérations du Front Italien*……15

II. Caporetto : le désastre de l'Armée Royale…….……..……16

III. La déclaration de l'envoi du 2e C.A.I. en France……19

a) *Les Italiens sur le front occidental : entre travailleurs, ouvriers et personnel*…..20

b) *Le 2e C.A.I. : une glorieuse unité militaire italienne*…..……22

c) *Les projets d'engagement du C.A.I. et l'accueil de la décision par la presse*……25

Chapitre II……29

I. Le transport et l'organisation du corps d'armée…….……..29

a) *L'organisation des convois ferroviaires*…….……30

b) *La Base Italienne de Lyon*……..33

II. Une première connivence difficile.…….…….……35

a) *Le mécontentement des troupes*…….…….……35

b) *Les premières relations chaotiques et confuses entre Italiens et Français..*……..38

c) *Les cas du ravitaillement et de la solde, des exemples de chaos organisationnel*……...40

III. Les opérations du 2e C.A.I.: de Bligny à Rocroi……..42

a) *De l'Argonne à l'Ardre : les premières semaines au front*……..……..43

b) *Les Italiens dans la « Friedensturm »*…..……...……..……...46

c) *L'Offensive des Cents Jours : les Italiens vers Rocroi*..…….49

Chapitre III……53

I. Journaux et opuscules contre l'insubordination et la dépression des soldats……..53

a) *Les défections des militaires italiens en France*…….55

b) *Informer les officiers pour divulguer aux soldats*……...57

c) *« Sempre Avanti! », un journal de tranchée italien singulier*…….60

II. Le 2e C.A.I. comme vitrine du nouveau *Regio Esercito* discipliné et fraternel.……62

a) *Entre parades et événements : le 2e C.A.I. en vitrine*…….63

b) *Fraterniser avec la troupe* ……..…….65

c) *Les visites des grandes autorités alliées et italiennes*……...67

Chapitre IV……71

I. Après le 11 novembre 1918 : une force d'occupation internationale.…..... 72

a) *De la présence dans la Wallonie libérée….*……..……..……72

b) *...Aux missions d'occupation en Rhénanie*…….75

II. La Base de Lyon, entre accueillir les prisonnier italiens dé l'Allemagne……..……..80

a) *Les conditions des captifs d'Outre-Alpes pendant le conflit*……..…..80

b) *Le rôle délicat du 2e C.A.I. dans l'organisation du rapatriement des prisonniers*……82

c) *Les complexes opérations d'aide et de rapatriement par voie terrestre*…..……86

Chapitre V……..…….91

I. La grande dispersion des dépouilles italiennes dans le territoire français après 1918…...92

a) *Le chaos après la fin du conflit*……...……..……..…….93

b) *Rapatriement ou inhumation in loco : les premières actions*..……..…..……...96

II. Bligny et Soupir : la monumentalisation du maintien des corps sur le champ de bataille……..….98

a) *Les premières idées sur des cimetières italiens en France*……...……..……99

b) *Les premiers travaux*……..…….……..……..101

c) *L'arrivée du fascisme : de l'abandon à la splendeur*……..……106

III. Deux centres de grande puissance politique et mémorielle italiens en France…….111

a) *Les épicentres de l'amitié franco-italienne*……...……...……...112

b) *L'arrivée des Chemises Noires dans les cérémonies*……...……..116

c) *Foyers de l'exaltation de l'Italie fasciste en France*……...……..120

Chapitre VI……..……..……..……..…126

I. Les premiers pas du gouvernement fasciste pour une appropriation mémorielle……....127

a) *Une lente mais progressive infiltration dans la colonie italienne*……...…..…..127

b) *La politique funéraire fasciste*……..……130

II. Fasciser les monuments du 2e C.A.I……..….133

a) *Une poignée de fer du gouvernement de Rome en France*……..…….133

b) *Standardisation et appropriation : l'exemple du cimetière d'Ivry*…...……..137

III. Modifier pour s'en approprier : le cas des cimetières italiens……..…..…...141

a) *Des nombreuses tentatives échouées* ……..……..……....141

b) *Le « Parco delle Rimembranze » de Bligny*……..……..…..…….144

c) *Un résultat discret*……..……..……...146

Chapitre VII……..……..149

I. Une expérience commune à des grands personnages italiens……..…150

a) *Les vétérans devenus hauts officiers et fascistes*……..……..…….. 151

b) *Les vétérans devenus intellectuels*……..…..152

c) *Le cas de Curzio Malaparte*……..……..…153

II. Raconter le 2e C.A.I. : un enjeu politique et mémoriel……..……..…..…156

a) *L'évolution du rapport entre le souvenir du 2e C;A.I. et la presse italienne et française*……..…..……..…..….157

b) *La mémoire des vétérans et la production bibliographique et mémorielle*……..160

c) *L'héritage des Italiens de Bligny entre France et Italie*……...162

Conclusion……..……165

Liste des annexes…...…..……..…..……..……..……..……169

Sources……191

Bibliographie……..…..……196

Remerciements

Je voudrais remercier d'abord la professeure Alya Aglan, directrice de ce mémoire, qui grâce à ses conseils, aides et avis, a permis la rédaction de celui-ci. Parallèlement, je remercie le professeur Florien Michel pour son aide dans l'apprentissage de la méthodologie du texte scientifique, fondamental dans la rédaction de cette recherche.

J'aimerais remercier toutes les institutions archivistiques et leurs employés dévoués et disponibles, en Italie, avec l'archive du Ministère des Affaires Étrangères italien et le *Ufficio Storico delà Stato Maggiore dell'Esercito*, (en la personne de l'archiviste et chercheur Alessandro Giunfrida), comme en France, avec le Service Historique de la Défense et les archives du Ministère des Affaires Étrangers. Également, un remerciement particulier au major-maréchal , attaché militaire de l'ambassade d'Italie à Paris dont, grâce à son aide, j'ai eut l'honneur de rentrer en contact avec des grands spécialistes du sujet, notamment le docteur Walter Tenaglia et le professeur Jean Claude Thiriet, de l'Université de Toulon. Je tiens également à remercier Roberto Costanzo, administrateur de la page Instagram et Facebook de « Rocolor », pour m'avoir permis d'utiliser la photographie de la couverture.

Pour conclure, je voudrais remercier ma famille, pour le soutien économique et émotive pendant les recherches et la rédaction de ce mémoire, et Elise Iacoppetta Schwartz, pour avoir contrôlé et corrigé les fautes grammaticales de ce travail.

Liste des abréviations utilisées

Archives et Institutions

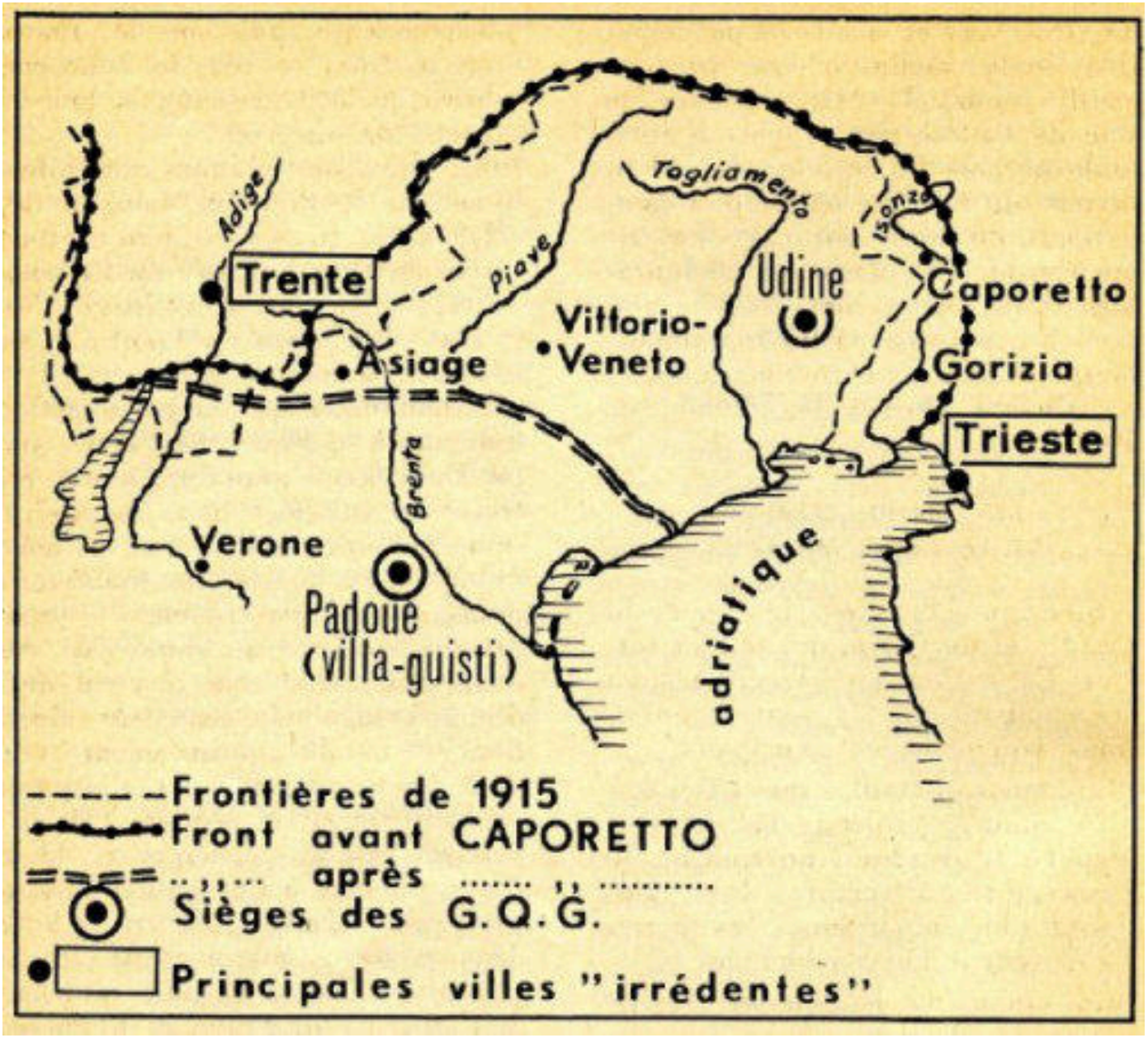
ASD	Archivio Storico Diplomatico, [Archive Historique Diplomatique du ministère des Affaires Etrangers italien], Rome
AUSSME	Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito [Archive de l'Office Historique de l'État Major de l'Armée italienne], Rome
SHD	Service Historique de la Défense, Paris
MAECI	Ministero degli Affari Esteri e della Cooperazione Internazionale [Ministère des Affaires Étrangères italien]

Termes d'origine militaire

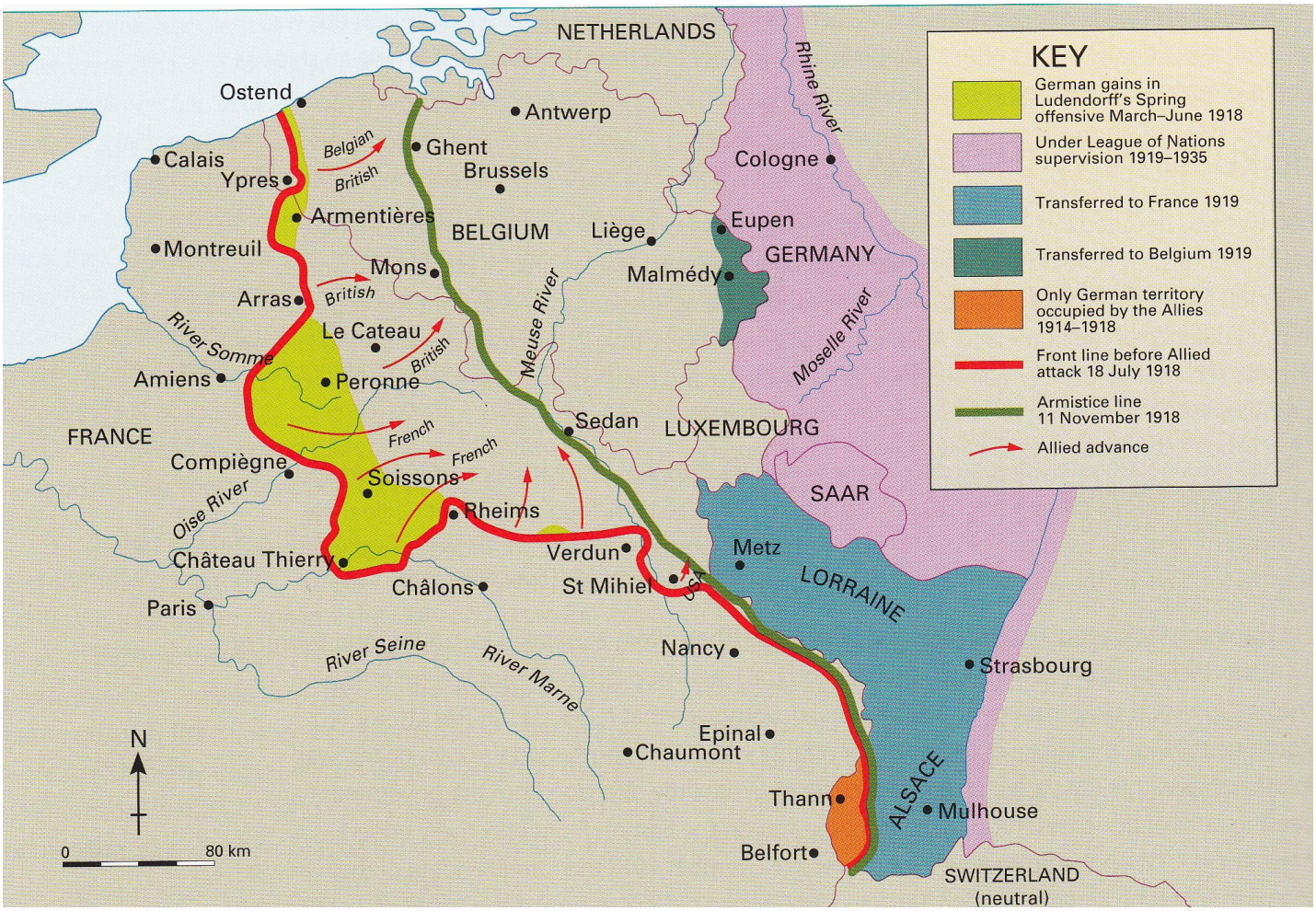
C.A.	Corps d'armée
C.A.C.	Corps d'armée coloniale
C.A.I.	Corps d'Armée Italien
D.A.	Direction de l'Arrière
D.I.	Division d'infanterie
D.I.C.	Division d'infanterie coloniale
F.F.I.	Forces Françaises en Italie
G.Q.G.	Grand Quartier Général

Liste des cartes :

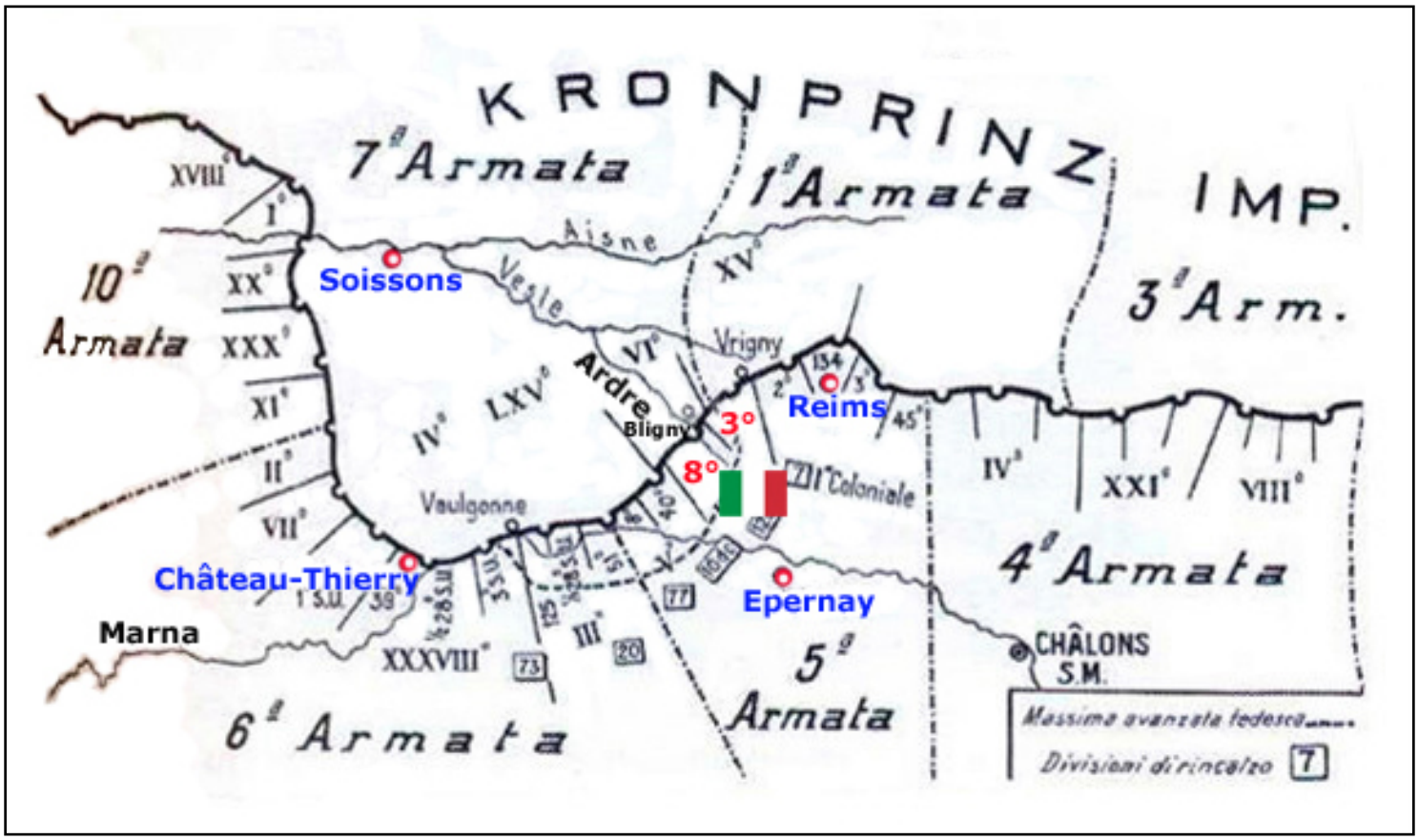
1. Carte du front italien entre le 24 mai 1915 et le 24 octobre 1918



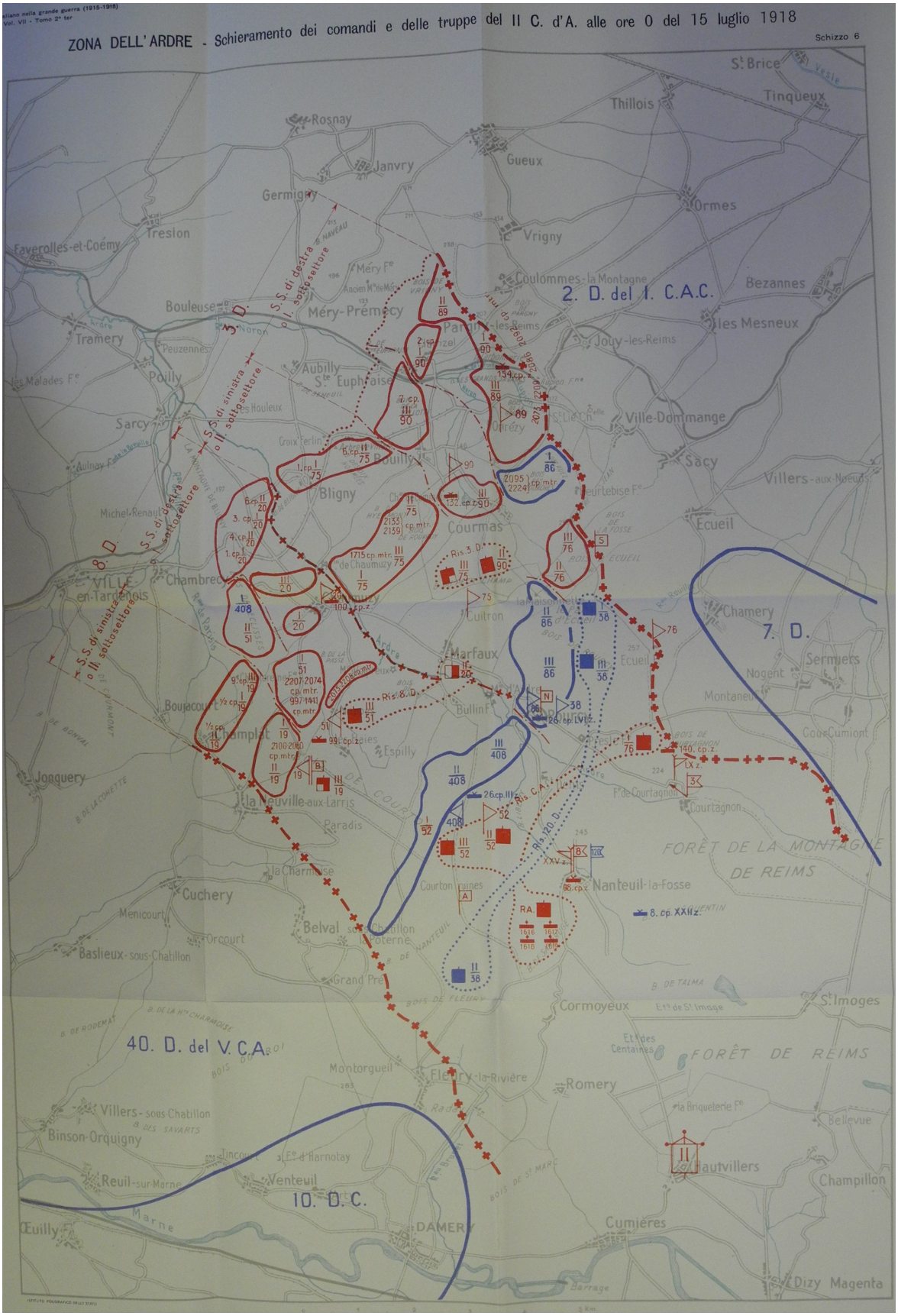
2. Le front occidental pendant l'Offensive de Printemps allemande, entre mars et juillet 1918



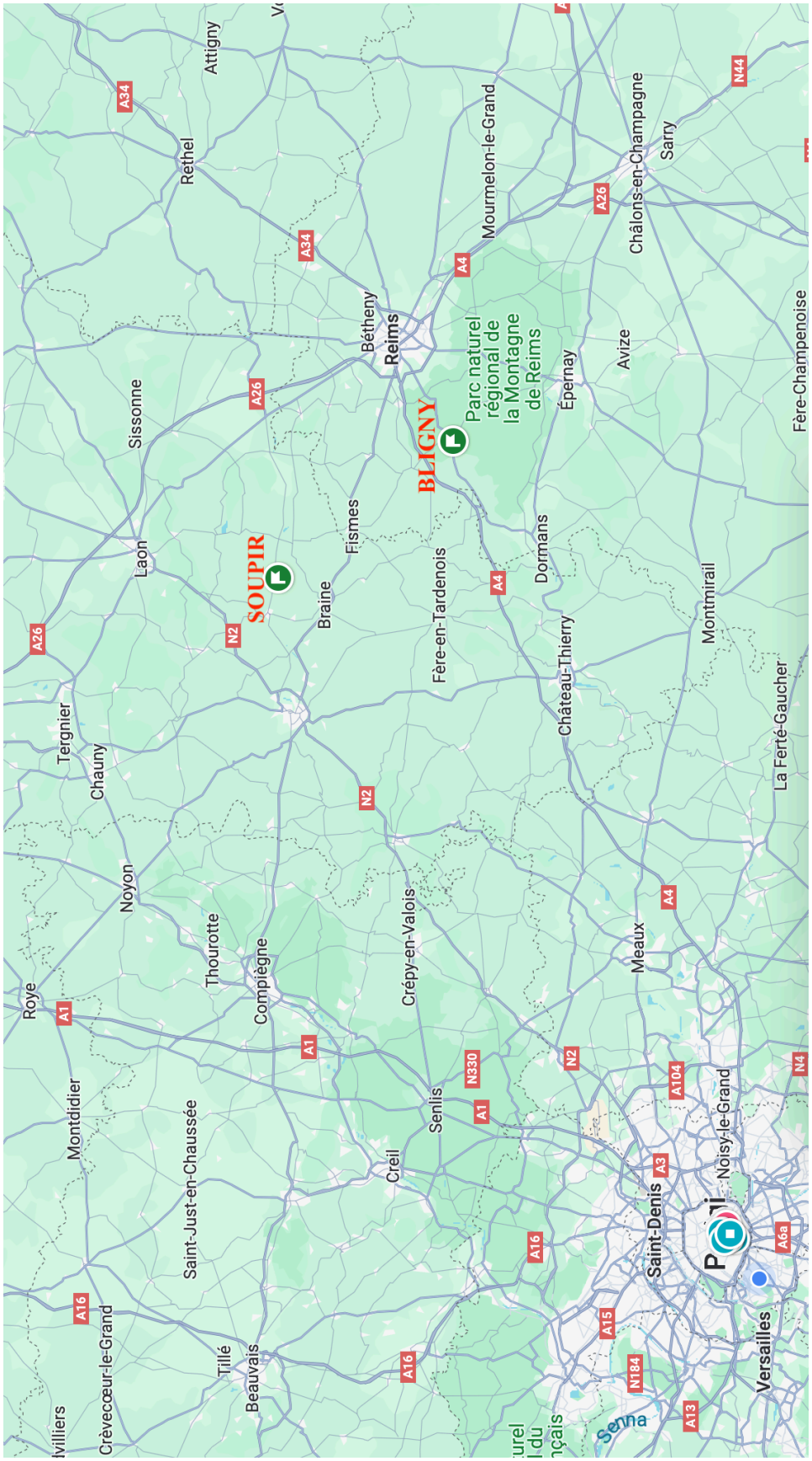
3. Positions des troupes italiennes dans la région de Reims, entre juin et juillet 1918



4. « Déploiement des commandements et des troupes du 2e C.A.I. à minuit du 1 juillet 1918 »



5. Localisation des cimetières (ou Nécropoles) militaires italiens de Bligny et Soupir (photo capturée et modifiée par l'auteur le 21/08/2024)



Introduction

Le 11 novembre 2014, entre les nombreuses célébrations pour commémorer le 96e anniversaire de l'armistice de Compiègne et la fin de la Grande Guerre, la manifestation au cimetière parisien du Père-Lachaise était unique : Avec les représentants de la mairie de Paris, du 20e arrondissement et les membres de la fanfare de la Gendarmerie Nationale, sont visibles différents drapeaux nationaux et plusieurs officiers d'armées étrangères. En effet, il s'agit d'une commémoration en mémoire des soldats alliés tombés en France, sous l'Armée Française ou à ses côtés. Lors de l'événement, face aux représentants des nations et armées alliés, il est possible de noter le pavillons des combattants arméniens, polonais ou belges, mais la plupart d'entre eux étaient des tricolores italiens, dont certains avec imprimés au-dessus « Les Garibaldiens, Dijon 1870, Argonne 1914 ». Une grande partie du rituel se déroule devant le monument, érigé à la mémoire de tous les soldats transalpins qui ont combattu sur le front occidental pendant la première guerre mondiale, et l'inscription sur le monument le souviens : « AVX GARIBALDIENS ET VOLONTAIRES ITALIENS MORTS POVR LA FRANCE, 1914 ET 1918, DANS TOVS LES COMBATS POVR LA LIBERTÉ ». La sculpture rend hommage aux volontaires garibaldiens mais, en considérant les décédés en 1918 dans l'épitaphe et la participation de l'attaché militaire de l'Ambassade d'Italie, les tombés d'un autre grande unité sont souvenus. En effet, bien que moins connus aujourd'hui, ces Italiens ont également combattu sur le sol français, apportant leur contribution à la victoire de l'Entente, au prix de pertes effroyables : c'est le 2e Corps d'Armée italien, une grande unité de l'Armée Italienne. Entre avril et le 11 novembre 1918, ces deux divisions italiennes combattent aux cotés des forces françaises, anglaises et américaines contre les troupes du *Kaiser* Guillaume II, premièrement durant la Deuxième bataille de la Marne en juillet, puis pendant l'Offensive des Cents Jours de septembre, en atteignant Rocroi le 11 novembre, à la frontière avec la Belgique.

L'histoire de cette grande unité du *Regio Esercito* (l'Armée royale italienne) reste l'une des moins connues par le grand public, notamment en Italie, où les actions militaires de certaines divisions ou brigades sont encore aujourd'hui sujets de nombreux livres ou documentaires (comme la brigade « Sassari », la plus décorée dans l'histoire de l'Armée

italienne). Récemment, grâce aux nombreux événements liés au centenaire du conflit, les actions du 2e C.A.I. en France et de l'intervention militaire du *Bel Paese* en France lors du conflit plus généralement, ont été le sujet de plusieurs documentaires et programmes sur les chaines de télévision italiennes[1] ; et, après une première vague de grand intérêt porté à ce sujet entre les années 1920 et 1930, par les vétérans et les spécialistes militaires, plusieurs amateurs ont tentés de réanimer et raconter au grand public l'histoire de ces soldats italiens sur le sol français : plus particulièrement, ce sont des sites internet gérés par des associations des centres urbains dont provenaient les combattants[2] ou des institutions (publiques ou privées), d'habitude liés aux lieux des combats ou qui s'intéressent au conflit, qui résument le 2e C.A.I. en quelques mots.

Mais c'est un sujet rarement analysé par les spécialistes du premier conflit mondial aussi, avec seulement certains historiens et passionnés italiens qui étudient les parcours des combattants provenants de leur même région ou ville[3] et qui s'intéressent vivement à l'histoire de ces deux divisions. L'histoire du 2e C.A.I., de ses généraux et de la troupe est extrêmement interessant, non seulement sous le point de vue militaire, mais aussi sous l'aspect diplomatique, social et mémoriel : c'est la première fois qu'une grande unité combattante du Royaume d'Italie se retrouve en France, à une époque où les préjugés et la xénophobie étaient présents dans le monde entier.

En outre, en tant qu'Italien, toujours attaché à mon pays d'origine et en France depuis de nombreuses années, l'idée que pratiquement aucun spécialiste n'avait jamais été capable de traiter un tel sujet a suscité en moi une grande curiosité : analyser et retracer les nombreux événements et les mécanismes qui ont conduit à l'émergence de la mémoire défaillante contemporaine du 2e C.A.I. dans le grand public, en analysant également les raisons pour

---

[1] Il suffit voir l'épisode « *I soldati italiani in Francia* » du 18/01/2016 de l'émission de télévision *Il Tempo e la Storia*, l'une des transmissions avec sujet historique les plus connus dans la Péninsule [https://www.raiplay.it/video/2016/03/I-soldati-italiani-in-Francia---Il-tempo-e-la-storia-28012016-71c18e45-858d-4154-9f34-89cd415723f8.html] ; ou encore la participation de Hubert Heyriès à l'épisode 18 « *Come finisce sul fronte occidentale* » du documentaire à épisodes *14-18 : Grande Guerra : 100 anni dopo* [https://www.raiplay.it/video/2019/02/14-18-Grande-Guerra-100-anni-dopo---pt-18-6b35a796-3edd-4b2a-bc15-01b3a845b55b.html] (consultez le 02/04/2024)

[2] Un exemple c'est le site internet *Eugubini nel mondo,* qui a mené une recherche sur les victimes de la ville de Gubbio inhumé dans le cimetière de Bligny [https://www.eugubininelmondo.com/bligny.html]

[3] A titre d'exemple, pour ce qui concerne les soldats tombés du 2e C.A.I. provenants de la région du Piémont, voir LIBERT Giancarlo, *Piemontesi sul fronte occidentale. I morti dimenticati della Grande Guerra*, Chivasso, Aquattro Edizioni, 2018, 158 p.

lesquelles elle n'est redevenue vivante que ces dernières années, après des décennies d'abandon et de maintien en vie par une poignée de personnes et d'associations seulement. Deux aspects en particulier ont permis la naissance de ce travail de recherche : la fascination par le fait que, dans un conflit principalement mené sur les lignes italiennes, il ait pu y avoir une grande participation du *Bel Paese* sur le front occidental et que des soldats italiens aient pu affronter et vaincre les forces impériales allemandes, extrêmement craint par les combattants transalpins depuis une première confrontation en 1917 à Caporetto. Ce qui est fascinant avec ce sujet, c'est le grand dispositif mis en place par les autorités politiques et militaires italiennes derrière le 2e C.A.I., non seulement en ce qui concerne l'approvisionnement des soldats, mais également tout ce qui pouvait avoir un impact sur la vie quotidienne des fantassins : du service postal aux informations qui arrivaient dans les tranchées, en passant par les relations avec les homologues alliés et les interactions que les Italiens entretenaient avec eux. Ces éléments, grâce au croisement de différents types de sources et de recherches, ont permis la rédaction de cette étude.

Outre les études approfondies sur les événements de la guerre, l'étude de la mémoire et du souvenir du conflit dans les années qui ont suivi 1918 est également redevenue actuelle, grâce aux nombreuses analyses menées dans les dernières décennies, notamment par Antoine Prost sur la naissance des grands cimetières de guerre et des nécropoles militaires sur les sites de guerre, une nouveauté à l'époque[4]. Le cas du 2e C.A.I. s'inscrit également dans ce courant d'études, car il s'agit d'un événement si important pour le Royaume d'Italie que, dans l'entre-deux-guerres, la mémoire des deux divisions italiennes en France devient un instrument de propagande et d'instrumentalisation par plusieurs acteurs : à partir du régime fasciste jusqu'aux vétérans de guerre, en passant par les intellectuels et la presse nationale française et italienne elle-même. En particulier, les deux cimetières militaires italiens de Bligny (dans la Marne) et de Soupir (dans l'Aisne), qui rassemblent plus de 4 000 corps de la grande majorité du 2e C.A.I. tombés au front (588 à Soupir et 3 453 à Bligny)[5], et qui deviennent le centre d'intérêt et d'appropriation de la mémoire de la dictature mussolinienne entre 1922 et 1943, à

[4] Voir PROST Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre (1914-1940) », dans *Le Mouvement Social*, 2011/4 (N° 237), 208 p., p. 135-151

[5] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, Messine, Kimerik, 2018, 166 p., p. 150-151

travers des manifestations et des cérémonies qui légitiment le régime comme protecteur et héritier direct de ces morts au champ d'honneur

Dans l'historiographie française du premier conflit mondial, le front italien et les actions du *Regio Esercito* contre les austro-hongrois en Vénétie et Frioul restent encore pour la plupart peu étudiés ou analysés ; pourtant il s'agit d'un sujet énormément étudié en Italie, surtout en considérant que cette tragédie est considérée comme l'une des étapes de la création d'une identité nationale depuis l'unification de la Péninsule en 1861. Mais, bien que peu pris en compte par les historiographies étrangères, qui considèrent le front italien comme un théâtre de combat secondaire et isolé, les actions militaires, politiques et économiques italiennes, de son entrée dans le conflit jusqu'à l'armistice de Villa Giusti du 3 novembre 1918, sont extrêmement liées au contexte international, et ces conséquences sont entre les causes de la terrible période que l'Italie connait après les hostilités : des risques d'une révolution de gauche en 1919 (le Biennio Rosso), à la marche sur Rome de 1922 jusqu'un isolationnisme international, qui porte aussi à la dégradation des rapports avec la France déjà dés 1919. C'est aussi pour ces raisons que, dès la fin du conflit, les actions communes et les relations entre France et Italie pendant le conflit on été progressivement oubliés par l'opinion publique et la classe politique, alors que cela aurait pu être l'occasion de renforcer des liaisons culturelles et diplomatiques centenaires mais dégradées déjà dès la fin du XIXe siècle. Ces rapports étaient endommagés surtout en raison des questions coloniales concernant l'acquisition de la Tunisie, objectif italien, par la France en 1881 mais avec les actions fascistes, surtout depuis 1935, les deux pays frontaliers devinrent de plus en plus éloignés diplomatiquement, culturellement et aussi mémoriellement. C'est d'ailleurs ce dernier point qui a été le plus touché dans le cas de la mémoire infra-nationale entre l'Italie et la France dans l'entre-deux-guerres sur le conflit, étant au centre d'une politique d'appropriation du régime qui excluait d'autres acteurs que les institutions fascistes elles-mêmes. Par conséquent, la mémoire de la Grande Guerre italienne, et plus particulièrement de la 2e C.A.I. en France, passe d'un élément de souvenir commun et de proximité entre les deux pays dans les premières années après le conflit à un instrument de propagande fasciste, avec l'exclusion presque totale de la partie française.

L'étude de l'action et surtout de la mémoire d'une grande unité militaire lors d'un conflit, tel que le 2e C.A.I. sur le front occidental en 1918, repose sur de nombreux aspects qui permettent de dresser un tableau organique et approfondi de la question. Les aspects militaire et administratif de l'unité restent les aspects les plus analysés depuis la fin du conflit lui-même, avec des essais et études menés par des historiens militaires presque contemporains des actions des deux divisions italiennes en France ; notamment les études du colonel Mario Caracciolo dans les années 1930[6] ou du colonel Nicola Brancaccio[7], ancien chef de la Mission Militaire Italienne en France pendant le conflit. Mais l'étude des deux divisions italiennes sur le front occidental en 1918 présente également d'autres champs d'intérêt et d'étude. Ces recherches s'insèrent notamment dans l'histoire des relations diplomatiques (mais aussi sociales) entre l'Italie et la France, en considérant toutes les motivations et buts de propagande liés à l'envoi de l'unité : en effet, cet aspect est extrêmement oublié, mais l'envoi des forces italiennes sur le front occidental était un événement majeur pour le jeune Royaume, exalté par la presse des deux pays, surtout celle italienne, qui voyait l'occasion pour l'Italie de participer au front le plus important du conflit dans une période de crise. Mais aussi pour retourner symboliquement l'intervention des alliés sur le front italien après le désastre de Caporetto et même la Guerre d'Italie (avec les victoires décisives françaises de Solferino et Magenta) qui permirent l'unification de la Péninsule en 1861. Donc, pour ces études, il est nécessaires d'étudier les documents d'ambassades, des Ministères des Affaires Étrangères et des Missions Militaires de France et Italie. C'est seulement au début des années 2000 qu'on a vu la naissance d'un intérêt envers les relations militaires et diplomatiques, grâce aux travaux scientifiques de l'Office Historique de l'Etat Majeur de l'Armée (U.S.S.M.E.) et les travaux de son directeur, Filippo Cappellano[8] et d'Alessandro Giunfrida[9]. Dans les derniers décennies, les actions des soldats italiens sur le Chemin des Dames et en Picardie sont réunies dans grands récits sur l'entièreté de la présence italienne en France toute au long de la Grande Guerre, à côté des actions des volontaires garibaldiens en Argonne en 1914, des travailleurs et

---

[6] Voir CARACCIOLO Mario, *Bligny, Ardre, Chemins des Dames*, Rome, Libreria del Littorio, 1926, 147 p. ; et CARACCIOLO Mario, *Le truppe italiane in Francia*, Milan, Mondadori, 1929, 291 p.

[7] BRANCACCIO Nicola, *In Francia durante la guerra*, Milan, Mondadori, 1926, 268 p.

[8] CAPPELLANO Filippo, « Les relations entre les armées italienne et française pendant la Grande Guerre, (traduis par Adam Molho), 2008, sur *Revue Historique des Armées*, N° 250, p. 53-65

[9] GIUNFRIDA Alessandro, *L'Italia e il coordinamento "interalleato" nella Prima Guerra Mondiale*, Rome, Ufficio Storico dello Stato Maggiore, 2008

ouvriers militaires non combattants italiens au service des troupes alliés de 1917 (avec le nom de TAIF) ou des escadrilles du Service Aéronautique de l'Armée Royale dans l'aéroport d'Ochey, en Moselle, depuis mars 1918. Dans ce cas, la plupart des récits sur le 2e C.A.I. sont comprimés dans un seul chapitre, à l'intérieur d'une narration qui s'intéresse à des centaines de milliers de personnes dans un arc temporel de 4 ans, en pénalisant une véritable analyse approfondie de cette unité. En outre, les autres sujets nommés ont tous une bonne historiographie. L'exemple le plus représentatif c'est celui des travailleurs italiens, étudiés intensivement par Hubert Heyriès[10], ou les « Garibaldiens de l'Argonne », sujets de nombreux articles et études mais aussi des grands mémoires des protagonistes, comme celles de Camillo Marabini[11].

Par contre, sur le 2e C.A.I. il est possible de distinguer deux grandes tendances dans les études qui approfondissent son intervention :

- Une tendance à étudier uniquement les aspects strictement militaires ou liés a l'administration de l'unité, sans tenir en considération les humeurs et esprits des combattants ou comment ils étaient vu par le reste du monde. De plus, étant centrées sur les opérations des deux divisions dans le «Friedensturm » et dans «l'Offensive des Cent-Jours », les études de ce courant n'abordent pas du tout les questions concernant l'implantation des cimetières de Bligny et de Soupir dans l'entre-deux-guerres, ainsi que les nombreuses opérations mémorielles et commémoratives du 2e C.A.I. entre 1918 et 1939. Pour l'époque fasciste, les ouvrages les plus connus sur cet aspect sont les oeuvres du déjà cité Mario Caracciolo, ainsi que d'autres études ou textes, réalisés par des officiers du *Regio Esercito*. Comme référence contemporaine, un exemple reste l'étude dirigée par le directeur des archives militaires italiens Filippo Cappellano.
- L'élaboration d'un récit en s'appuyant uniquement sur des sources écrites de l'époque, comme journaux de presse, discours officiels ou bulletins propagandistes. Dans cet esprit, le risque c'est d'exagérer certains aspects, militaires ou politiques, mais aussi d'en négliger

[10] HEYRIÈS Hubert, *Les travailleurs militaires italiens en France pendant la Grande Guerre: "Héros de la pelle et de la truelle" au service de la victoire*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, collection « Histoire et Société », 276 p.

[11] Pour approfondir ce sujet, voir Camillo MARABINI, *La rossa avanguardia dell'Argonna : diario di un garibaldino alla guerra franco-tedesca (1914-15)*, Milan, Ravà, 1915, 343 p.

d'autres. Sous ce point de vu s'est développé la plupart de la petite historiographie récente sur l'unité, notamment *Gli eroi di Bligny* de Piero Baroni, publié en 2011[12].

Effectivement, la cause principale du faible intérêt envers ce sujet c'est la dispersion des archives et des ouvrages anciens, fondamentaux pour l'étude : pour une étude sérieuse du 2e Corps, il est nécessaire d'effectuer une analyse approfondie sur les fonds d'archive du AUSSME de Rome, qui rassemble les documents militaires italiens, les plus nombreux et précis sur certains aspects, surtout ceux techniques, en particulier dans les fonds E-3 (« Corpi di Spedizione e di Occupazione ») et E-8 (« Commissione Interalleata di Parigi »). Mais surtout, une particularité des études passées du 2e C.A.I. et de son héritage a été la négligence totale par les chercheurs des nombreux documents conservés dans les archives du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, toujours dans la Capitale italienne : En particulier, dans le fond « Représentation diplomatique italienne en France », dans les documents entre 1919 et 1940, plus de vingt-quatre cartons contiennent des dossiers consacrés exclusivement à l'entretien économique et décoratif des deux cimetières italiens en France, construits principalement pour accueillir les corps des soldats tombés au champ d'honneur des deux divisions du C.A.I. Cette grande quantité de documents encore inconnus ou peu analysés par les experts permet d'analyser les actions, les projets et les humeurs de l'ambassade italienne à Paris, des consulats généraux d'Italie sur tout le territoire français (notamment ceux de Reims, Metz et Paris) et de la mission militaire italienne à Paris, avec son détachement au G.Q.G.

Bien qu'une grande partie de l'étude soit basée sur les archives de l'A.U.S.M.E. et surtout de l'A.S.D., puisque ces institutions sont les dépositaires des documents des institutions et des protagonistes du processus, certaines archives françaises ont également été consultées de manière intensive. Plus particulièrement, étant donné le caractère purement diplomatique et militaire de l'expérience du 2e C.A.I. en France, les archives du Service Historique de la Défense et les archives du ministère des Affaires étrangères à La Courneuve : ces deux institutions archivistiques contiennent non seulement un grand nombre de documents militaires et diplomatiques italiens, mais surtout la documentation française des administrations de la République qui ont collaboré ou interagi avec leurs homologues italiens.

[12] BARONI Pietro, *Gli eroi di Bligny : 1918, l'epopea delle truppe italiane sul fronte occidentale*, Milan, Greco&Greco, 2012, 330 p.

En particulier, le fond 97/CPCOM des Archives Diplomatiques contenant tous les documents des représentations françaises en Italie, contient également de nombreux documents concernant les actions du gouvernement italien en matière mémorielle, tant au Bel Paese qu'en République. Par ailleurs, grâce aux nombreux rapports des ambassadeurs français en Italie, notamment Camille Barrère, il est possible de voir l'évolution du rapport franco-italien sur la question, d'amical avec l'arrivée de la 2e C.A.I. en 1918 à suspicieux, avec les Chemises Noires lors des cérémonies de commémoration des Italiens tombés en France dans les années 1920.

Cette dispersion des documents est l'une des raisons de l'absence d'une étude approfondie sur le sujet, et surtout d'une étude avec des documents croisés, mais cela ne veut pas dire que c'est impossible et que cela n'a pas été fait dans d'autres domaines. Un exemple qui peut être pris en considération est le même livre de Heyriès[13] sur les travailleurs militaires italiens en France pendant le premier conflit mondial : pour son ouvrage, il y a eu un dépouillement minutieux des archives françaises et italiennes, ainsi que de nombreux documents inédits et privés, pour donner un travail scientifiquement impeccable et qui vois pas dans une seule perspective son sujet, mais qui l'affronte sous different point de vu : de celui administratif a celui politique, pour passer a la partie considérée la plus important, celle humaine, comme les humeurs et l'accueil des travailleurs en France.

Ce genre de travail n'as jamais été fait sur le 2e C.A.I. italien en France, ce qui constitue une occasion perdue de possibilités de recherches ; ce travail essaye de combler certaines de ces lacune historiographique, avec l'aide d'une bibliographie scientifique mais aussi des mémoires des soldats et des ouvrages précédemment écrits par des non-spécialistes, ainsi qu'en s'appuyant sur de nouveaux ouvrages apparus dans les années 2020[14].

Il est donc concevable, après ce rapide résumé de la bibliographie et des travaux historiographiques à l'origine du 2e C.A.I., que l'étude des événements de guerre et successifs du *Regio Esercito* en France est un travail méticuleux, qu'il existe une certaine difficulté à

[13] HEYRIÈS Hubert, *op. cit*.

[14] On cite en particulier Pierre-Louis Buzzi, de l'Université de Lorraine, pour ses nombreuses études sur la présence des immigrés italiens en France dans la première moitié du XXe siècle, avec à son actif plusieurs articles sur les cimetières de Bligny et de Soupir et sur les monuments aux morts italiens dans l'Est de la France.

trouver des ouvrages exhaustifs avec des études approfondies des sources ou des documents privés des soldats eux-mêmes ; c'est pourquoi l'étude des mémoires des vétérans devient fondamentale pour comparer les grands événements et la vie quotidienne des troupes.

Les mémoires les plus complètes sont celles du lieutenant d'artillerie Luigi Marziano : né en Sicile en 1893, il s'engagea comme volontaire dès 1915 et combattit pendant tout le conflit dans le 10e régiment d'artillerie de campagne, à la tête d'une batterie. Ses souvenirs concernant le 2e C.A.I. en France, écrits quotidiennement dans un journal, sont une source de grande importance pour essayer de comprendre l'état d'esprit des soldats : comme le rappelle Mario Isnenghi dans la préface[15], ces mémoires sont écrits pendant les événements et dans un style très classique pour l'époque, qui, sans être originaux et subjectifs, nous permettent de voir comment raisonnaient et pensaient beaucoup de ses contemporains. En outre, les souvenirs du jeune Sicilien permettent de comparer au quotidien ce que lui et ses subordonnés voyaient et pensaient des opérations et de leurs supérieurs.

Un autre témoignage, écrit quelques années après les faits, est celui d'Angelo Berenzi. Lieutenant du 52e régiment d'infanterie, ses mémoires ont été publiés quelques années plus tard[16], principalement dans le but de raconter l'histoire de l'unité, mais avec quelques indications intéressantes sur la vie quotidienne des officiers d'infanterie du 2e C.A.I. En outre, il est extrêmement intéressant de voir, à travers ses mots, comment se sont développés les souvenirs des anciens combattants qui ont rejoint le fascisme : en effet, Berenzi était le rédacteur du journal fasciste *Il Popolo Vicentino* de Vicence, pendant les derniers mois de la République Sociale italienne, entre 1943 et 1945.

Quant aux carnets et journaux des combattants, il est difficile de les retrouver, car ils sont tous entre les mains de particuliers, dont certains restent réticents à l'idée de les prêter pour une étude scientifique. De plus, les mémoires publiés après la guerre sont extrêmement difficiles à trouver, car ils ont été perdus ou parut en très petit nombre. Néanmoins, un certain nombre de textes, même récemment compilés, rassemblent les lettres et les mémoires des vétérans de la 2e C.A.I. mais il y a un grand problème de disponibilité de ces documents, car ils n'ont été publiés que dans quelques numéros et surtout en Italie.

---

[15] ISNENGHI Mario, « Introduzione », dans MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, Milan, Ugo Mursia Editore, 1996, 146 p.

[16] BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci]*, Rome, La Volontà d'Italia, 1932

Comme mentionné ci-dessus, les événements militaires et diplomatiques liés au 2e C.A.I. ont déjà été analysés de nombreuses manières ces dernières années, mais dans quelle mesure la 2e C.A.I. a-t-elle été une expérience totalement nouvelle et incroyable pour l'époque, tant sur le front qu'après la guerre ? Et comment la mémoire du 2e C.A.I. est devenu objet d'une enorme instrumentalisation par plusieurs personnages politiques de l'époque, en modifiant le développement de la mémoire franco-italienne de cette expérience?

Cette étude commence par une petite approche des causes de l'entrée en guerre de l'Italie et des premières années du conflit, puis par une analyse des conséquences du désastre de Caporetto en 1917, élément fondamental dans la décision d'envoyer le 2e C.A.I. Ensuite, avec une analyse de l'envoi et de l'installation des soldats en France, on examinera un certain nombre de questions concernant les désaccords entre les troupes italiennes et leurs homologues alliés, d'un point de vue économique, militaire, mais aussi social.

Après un bref rappel des événements survenus entre avril et le 11 novembre 1918, le rôle de propagande de l'unité et l'impact réel qu'elle a eu sur l'opinion publique et militaire alliée (principalement française) de l'époque sont examinés en profondeur. En ce qui concerne la période sur le territoire belge, l'étude de Simon Duthoit en a déjà analysé tous les aspects de manière exhaustive[17]. Après cette partie, concernant surtout la première période liée presque exclusivement aux événements de 1918, s'ouvre une étude sur la naissance de la mémoire, en Italie et en France, du 2e C.A.I., avec une attention particulière aussi pour les cimetières de Soupir et de Bligny : sur ces deux grands travaux, les répercussions diplomatiques et sociales sont également analysées avec l'analyse surtout des documents d'archive de l'A.S.D., en raison du manque d'études antérieures. En conclusion, une petite analyse générale de la mémoire du 2e C.A.I. après la Première Guerre mondiale, du travail effectué par les associations d'anciens combattants, mais surtout de la façon dont l'histoire du 2e C.A.I. est devenue partie intégrante de la légitimation et de l'Italie fasciste de Benito Mussolini.

---

[17] DUTHOIT Simon, *Le cantonnement du IIe Corps d'Armée italien sur le territoire belge entre novembre 1918 et mars 1919 : les étapes préliminaires à l'arrivée italienne, les mouvements, la cohabitation avec la population belge, les conséquences de cette présence et sa mémoire*, mémoire de master en Histoire à finalité comunicationnelle, Université catholique de Louvain, 2017, 153 p.

Chapitre I

Pour comprendre les raisons derrière l'intervention des deux divisions du *Regio Esercito* sur le front occidental dans les étapes finales du conflit, il est nécessaire de résumer les premières phases de la guerre sur le front italien, avec une analyse sur l'état d'esprit et la situation militaire de la Péninsule au début du 1918 : le Royaume d'Italie, à son entrée dans le conflit, était dans un état difficile, avec des manques de matériaux (il faut rappeler les difficultés industrielles et militaires italiennes, surtout après l'onéreuse conquête de la Libye entre 1911 et 1912) et d'hommes, en raison de l'énorme exode migratoire qui causait une hémorragie humaine de plus de 300 000 hommes et femmes chaque année[18]. Dans ce contexte, le fragile Système-Pays italien rentrait dans le conflit, en subissant certains échecs militaires considérables qui, au fur et à mesure des mois, menaçaient la déjà faible image de l'Italie, notamment avec ses alliés ; l'envoi du 2e C.A.I. cherchait à montrer une Italie militaire, courageuse et organisée, sous la forme d'une aide militaire aux armées de l'Entente sur les lignes françaises, ébranlées par les dernières offensives allemandes désespérées du conflit.

I. <u>Une intervention difficile et sanglante</u>

Bien que faisant également partie des nombreux jeux d'alliances européens, l'Italie n'entre dans le conflit que plusieurs mois après le début des hostilités dans le reste de l'Europe, le 24 mai 1915. Néanmoins, preuve de la proximité entre l'Italie et la France, de nombreux Italiens s'étaient déjà engagés dans l'armée française, combattant vaillamment entre 1914 et 1915. L'entrée en guerre, aux côtés de la France, de la Russie et de l'Angleterre, s'est avérée beaucoup plus difficile et sanglante que prévu, et l'impréparation du Royaume à un conflit de cette ampleur a été l'une des principales causes des campagnes offensives sanglantes et des nombreuses pertes militaires de l'Italie au cours des premiers mois.

[18] MONDINI Marco, *La guerra italiana. Partire, raccontare, tornare 1914-18*, Bologne, Il Mulino, 2014, p. 7

a) L'entrée en guerre de la Péninsule

La déclaration de guerre de la double-monarchie austro-hongroise le 28 juillet 1914 à la Serbie avait été très mal accueillie en Italie, qui ne considérait pas cette action politique et militaire liée à ses intérêts géopolitiques. Pour justifier cette action, le gouvernement de Antonio Salandra s'appuyait sur l'article 7 de la Triplice, l'alliance née en 1882 qui réunissait l'Empire Allemand, l'Autriche-Hongrie et le jeune royaume italien, qui obligeait les diplomates impériaux ou italiens à signaler des futurs projets militaires ou diplomatiques dans les Balkans, pour éviter de contraster les intérêts des deux protagonistes. Cet article déclarait :

> « Si le maintien du statu quo dans les régions balkaniques ou sur les côtes et les îles ottomanes de l'Adriatique et de la mer Égée est devenu impossible, l'Autriche-Hongrie ou l'Italie verraient la nécessité de la modifier par une occupation temporaire ou permanente de leur part […] l'occupation n'aura lieu qu'après un accord préalable entre les deux puissances »[19]

Ainsi, les hautes fonctionnaires autrichiennes, en violant cet article, donnèrent au gouvernement italien un prétexte pour justifier sa non-entrée dans le conflit aux côtés de ses alliés et s'épargner les premiers mois sanglants de la guerre. Mais entre juillet 1914 et le 24 mai 1915, date de l'entrée en guerre officielle de l'Italie, l'opinion publique du *Bel Paese* se brise et se forment deux grandes factions: Les « neutralistes », la majorité de la population et des député au Parlement, qui cherchaient à épargner le pays d'une guerre mondiale; et les « interventionnistes », une branche minoritaire, avec plusieurs courants idéologiques mais extrêmement active, désireuse d'entrer dans le conflit aux côtés de l'Entente contre les historiques ennemis autrichiens[20]. Les actions des interventionnistes, où figuraient de grands personnages de la scène politique, comme l'ex-socialiste Benito Mussolini, Gabriele d'Annunzio ou le futuriste Filippo Tommaso Marinetti, mais aussi des grands journaux, notamment le *Corriere della Sera*, étaient favorisées par les hauts dignitaires de l'État, qui étaient extrêmement répressifs contre les manifestations des libéraux et neutralistes, en montrant la liaison entre ces forces extra-parlementaires et le sommet du gouvernement.

---

[19] Article 7 du Traité de la Triple-Alliance, 1891

[20] Pour approfondir ce sujet, l'excellent *Osservata speciale. La neutralità italiana nella prima guerra mondiale e l'opinione pubblica internazionale (1914-1915)* de Riccardo BRIZZI (Florence, Le Monnier, 2015) donne un vaste panorama sur cette neutralité et les acteurs dans ce joue diplomatique; sur la "Crise de Juillet" et le rôle de l'Italie, l'une des meilleures analyses c'est *Luglio 1914: l'Italia e la crisi austro-serba* de Giordano MERLICCO (Rome, Nuova Cultura, 2018).

Une alliance avec l'Angleterre et la France n'était pas un événement si facile à imaginer pour l'époque, surtout avec la République: même si dans les dernières années avant le conflit le Quai d'Orsay s'était rapproché de la Péninsule (notamment avec le soutien diplomatique français à l'aventure coloniale italienne en Libye), la « Gifle de Tunis » de 1881 était encore présente dans les relations entre l'Italie et la France qui, à cause de cet événement et de l'isolationnisme diplomatique provoqué, avait obligé le jeune royaume à s'allier avec son ennemi traditionnel, l'Autriche-Hongrie, en créant la déjà nommée Triplice l'année suivante. En parallèle, il serait faux de penser que l'Italie et la France n'ont eu aucun lien dans cette première partie du conflit, bien au contraire: déjà au soir du 3 août 1914, juste après la déclaration de guerre prussienne vers la France, plus de 8 000 immigrés italiens se présentent dans les offices de recrutement parisiens de l'Armée Française pour s'enrôler comme volontaire, ce qui permet à Stéphanie Prezioso d'affirmer que « parmi les volontaires étrangers qui […] se présentent à Paris pour s'engager dans l'armée française, les 8 000 Italiens constituent le contingent le plus important »[21]. Avec ces immigrés italiens « de la première heure », enrôlés comme signe de gratitude et rattachement au pays qui les a accueilli[22], se rajoute d'autres volontaires qui seront regroupés, le 5 novembre, dans le célèbre 4e régiment de marche du 1er régiment de la Légion Étrangère : la « Légion Garibaldienne », sous le commandement de Peppino Garibaldi, grand-fils du Héros des Deux Mondes. L'unité, formée surtout par des immigrés en France, comprenait une bonne partie des soldats provenant directement d'Italie (surtout de Ligurie), proches des idéaux républicains et socialistes. Envoyés sur le front de l'Argonne entre décembre 1914 et janvier 1915, l'unité garibaldienne perd plus de la moitié des effectifs : dans trois semaines, sur 2 206 fantassins et officiers, plus de 300 morts et 900 blessés et malades[23]. Avec la dissolution définitive de la formation le 7 mars 1915, la grande majorité des vétérans (dont le jeune Curzio Malaparte) rentrent en Italie, en militant dans les rangs des sympathisants de l'entrée en guerre de la

---

[21] PREZIOSO Stephanie, « Les Italiens en France au prisme de l'engagement volontaire : les raisons de l'enrôlement dans la Grande Guerre (1914-1915) », *Les Cahiers De La Méditerranée* n° 81, 2010, 408 p., p. 147-163

[22] BLANC-BERNARD Marie-Claude, *Les italiens dans l'Est Parisien: une histoire d'intégration (1880-1960)*, Rome, Ecole Française de Rome, 2000, p. 182-187

[23] SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, Paris, Anovi, 2008, p. 40

Péninsule à côté de l'Entente, avec une extrême minorité qui restait dans l'Armée Française, principalement dans la Légion.

Les actions des volontaires italiens et de Peppino Garibaldi donnent une énorme impulsion au mouvement interventionniste (dont ils étaient des fervents défenseurs). Notamment avec l'exaltation autour des funérailles des figures de Bruno et Costante Garibaldi, les frères eux-mêmes tombés en Argonne[24], et un ultérieur rapprochement dans les liaisons entre Italie et France, dans une période très délicate des négociations secrètes en cours à Londres.

Après des négociations qui ont duré du 4 mars au 26 avril 1915, l'Italie a adhéré au fameux pacte de Londres, signé uniquement par le roi, Victor Emmanuel III, le premier ministre Antonio Salandra et le ministre des Affaires étrangères, Sydney Sonnino, sans avoir consulté les autres forces politiques du pays. Dans ces négociations secrètes, l'Italie aurait dû déclarer la guerre à la double-monarchie dans le mois qui suit la signature officielle du traité. Les compensations territoriales comprenaient plusieurs territoires austro-hongrois, comme le Trentin, la Vénétie-julienne et la péninsule d'Istrie; avec ces territoires, fondamentaux pour la réussite de l'unification nationale (l'un des objectifs principaux de l'entrée en guerre), il existe aussi des objectifs plus économiques et politiques, comme les exploitations de charbon en Anatolie et les îles dalmates dans l'Adriatique[25]. Cette action est considérée par certains spécialistes, notamment Silvio Bertoldi[26], comme un coup d'état du roi Victor Emmanuel qui, grâce à ses pressions et à celles des interventionnistes dans les places, « force » la Chambre des Députés à donner les pleins pouvoirs de guerre au Roi le 20 mai 1915 et à déclarer la guerre à l'Empire Austro-Hongrois le 24 mai 1915, en passant la frontière et commençant l'attaque du Frioul et de la Slovénie, des territoires sous contrôle autrichien.

---

[24] *La Stampa*, « I funerali di Costante Garibaldi a Roma », 13/01/1915, p. 4

[25] CESCHIN Daniele, *Gli italiani in guerra, Volume III Tome I : La Grande Guerra: dall'intervento alla "vittoria mutilata"*, sous la direction de Mario Isnenghi et Daniele Ceschin, Turin, Utet, 2008, p. 25

[26] Dans l'ouvrage BERTOLDI Silvio, *Vittorio Emanuele III*, Turin, Utet, 1970

b) Les premières opérations du front italien

Les forces armées italiennes, malgré leur taille importante et leurs officiers expérimentés, ils ne sont pas préparés à un nouveau conflit, après l'épuisante campagne de Libye de 1911-1912 et l'impréparation aux nouvelles tactiques de combat développées au cours des mois précédents sur le Front Occidental. Cette impréparation a posé de gros problèmes à l'armée italienne qui, malgré de nombreuses modernisations organisationnelles et technologiques, n'est jamais venue à bout de son adversaire.

Le *Regio Esercito*, à la déclaration de guerre, pouvait compter sur 900 000 soldats pour les opérations militaires qui deviendrons quelques semaines après, avec le lent achèvement de la mobilisation, presque 1,1 millions, divisés en 35 divisions, avec 500 000 autres soldats dans le reste de la Péninsule[27]. Toutefois, cette armée n'était pas préparée au conflit, sur plusieurs points de vue, notamment celui des armements : à l'entrée en guerre, les divisions italiennes disposaient seulement de 618 mitrailleuses, 112 pièces d'artillerie lourde campale et des réserves de munitions (pour armements portables ou d'artillerie) insuffisantes pour le conflit, notamment selon les expériences du front occidental[28].

Cette grande armée mais fragile devait faire face aux 250 000 soldats impériaux, divisés en 15 divisions et établis sur l'ancienne frontière, qui partait des Alpes suisses jusqu'à l'estuaire de la rivière Isonzo (voir carte 1). Cependant, même s'ils étaient numériquement dans un rapport d'un soldat autrichien pour cinq italiens, les unités du *kaiser* Francois-Joseph pouvaient compter sur plusieurs aspects défensifs : le premier était la configuration géographique du territoire, composé surtout de collines vers la mer et de hautes montagnes sur les Alpes ; en outre, les défenseurs pouvaient s'appuyer sur l'Isonzo, une rivière qui atteignait plusieurs dizaines de mètres en largeur dans certains zones ; le deuxième était la présence d'une ligne fortifiée sur tout le front, formée par des positions de défense bien couvertes et des monts transformés en forts. Certains d'entre eux rentreront dans l'imaginaire collectif de

[27] MONDINI Marco, *La guerra italiana: Partire, raccontare, tornare (1914-1918)*, Bologne, Il Mulino, 2018, p. 59

[28] CANDELORO Giorgio, *Storia dell'Italia moderna, Vol. 8: la Prima Guerra Mondiale, il dopoguerra, l'avvento del Fascismo*, Milan, Feltrinelli, 1994 (1e éd. 1974), p. 120

la Grande Guerre italienne pour l'énorme nombre de soldats qui perdit la vie lors de conquêtes comme le Sabotino ou le San Michele[29].

Pour ces raisons, les armée italiennes sous la direction du chef d'État-major Cadorna rencontrent d'énormes difficultés dans l'avancée vers le secteur méridional du front, près de Gorizia et Trieste et sur les rives de l'Isonzo, en perdant presque 1/4 des forces mobilisées (230 000 entre morts et blessés) dans les six premiers mois de guerre, sans grands changements de front pour la plupart du conflit, juste avant Caporetto ; dans ce secteur du front, les Italiens attaquent douze fois (les Douze batailles de l'Isonzo), sans jamais briser complètement les défenses impériales. La situation de la « Guerre Blanche », les combats sur les montagnes vénitiennes et trentaines, était similaire, avec certaines actions héroïques des troupes de montagnes italiennes (les « Alpini ») et autrichiennes (les « Gebirgstruppe »), mais qui n'ont jamais donné lieu à des mouvements de lignes importants.

Seulement à deux occasions le front italien a basculé considérablement : la première fut l'offensive autrichienne sur le plateau d'Asiago en mai 1916, connue comme « Strafexpedition », où les forces autrichiennes menacent d'envahir la Vénétie et causent même la chute du gouvernement de Antonio Salandra ; la deuxième c'était la sixième bataille de l'Isonzo, quelques mois après l'offensive autrichienne, considérée comme la première victoire italienne du conflit, avec la prise de Gorizia, en créant une tête de pont considérable sur la rive gauche de la rivière Isonzo. Mais après ces deux événements, le front bascule uniquement de quelques kilomètres, généralement en faveur des attaquants italiens. Une situation qui continue jusqu'au 24 octobre 1917 et l'attaque austro-allemande sur Caporetto.

II. <u>Caporetto : le désastre de l'Armée Royale</u>

Dans le vocabulaire Treccani, le terme Caporetto est défini de deux manières et, si la première cite évidement le village slovène (actuellement appelé Kobarid), la deuxième évoque « pour indiquer de façon générique un échec sérieux, une lourde défaite, une déroute,

[29] *Ibid*., p. 121-122

une capitulation ». Une démonstration des dimensions du choc qui à provoqué cette défaite en Italie, à partir du 24 octobre 1917 jusqu'à la moitié de novembre.

Dans la bataille, l'entière 2e Armée italienne du général Luigi Capello vient d'être complètement détruite et force la totalité de l'armée à replier précipitamment des positions qu'elle contrôlait depuis deux ans. Les nombres des pertes italiennes sont choquantes : avec les 11 000 morts et les 29 000 blessés, le Royaume devait compter surtout 280 000 prisonniers dans les mains des Empires Centraux, 350 000 soldats sans plus une discipline (les « Sbandati ») et 400 000 réfugiés des régions envahies, avec d'énormes quantités d'armements, munitions, nourriture et autres biens perdus[30] ; en outre, les divisions combattantes étaient passées de 63 à 38. De cet affrontement en octobre 1917 jusqu'au 4 novembre 1918, avec l'armistice de Villa Giusti, la presque totalité des combats se déroulèrent sur le sol italien, principalement en Vénétie, avec 14 000 km² de territoire occupé par les troupes du *Kaiser* austro-hongrois Charles I, ainsi que de centres urbains moyens et grands, comme Udine et Belluno. En outre, la réputation de l'Armée Royale (et de l'Italie en général) venait d'être gravement entachée. En fait, outre la grande défaite objective subie par les forces italiennes (qui, en tant qu'armée se considérait égale, voire supérieure, aux armées alliées, n'aurait pas dû subir un échec si considérable), l'image des soldats était encore plus détériorée : en effet, le bulletin de guerre du *Comando Supremo*, publié par le général Cadorna le 28 octobre 1917, expose les causes de la défaite à l'opinion publique italienne et mondiale, en affirmant que les soldats de l'armée concernée se sont « lâchement retirés sans combattre ou se sont ignominieusement rendus à l'ennemi »[31]. Cette culpabilisation des troupes, dont la plupart ont combattu pendant la retraite et le cas du 2e C.A.I. le montre, jetait une terrible opinion sur l'Italie, en tant que forces armées mais surtout en qualité de nation.

Le *Regio Esercito*, avec des grands efforts logistiques et militaires suite à l'énorme retraite, s'établit sur la côte droite de la rivière Piave, en Vénétie, qui passe au Nord des alentours de Venise, au début de novembre 1917, et résiste aux offensives austro-allemandes

[30] *Ivi*., p. 191

[31] Bulletin de guerre du *Comando Supremo* n° 887, 28/10/1917, disponible sur le site AlpiniMilanoCentro.it, avec une étude mené par Andrea Saccoman, http://www.alpinimilanocentro.it/bollettini/pagine1518/1917-10-28/bollettino%20887.pdf (consulté le 23/05/2023)

de novembre et décembre, qui causent une stabilisation du front sur cette nouvelle ligne défensive. Pour cette défaite, le chef d'État-major Cadorna fut déchu de sa fonction, substitué par le lieutenant-général Armando Diaz. Sous son commandement, l'armée italienne commençait un processus de modernisation et restauration sans précédent, notamment avec la remise sous les armes des *sbandati* de Caporetto, l'étude des nouvelles tactiques utilisées par les austro-allemands, mais surtout une attention nouvelle vers le moral des combattants.

Les conséquences de ce désastre frappent non seulement l'Italie, mais aussi les alliés français et anglais : en effet, la première conséquence est l'envoi d'une grande unité franco-anglaise vers le front italien, surtout en raison des pressions de l'ambassadeur français à Rome Camille Barrère[32]. Entre le 27 octobre, un énorme effort logistique permet le transfert de neuf divisions, dont deux corps d'armée français (le 12e et 31e) et cinq britanniques[33], du front occidental vers celui italien; ces forces, qui comptaient plus de 150 000 hommes, n'ont pas eu un rôle dans l'acquisition de la ligne du Piave, comme confirme le général Pétain, mais qui jouaient un rôle important dans les offensives successives des Centraux de novembre et décembre 1917: par exemple, la prise du Mont Tomba, le 30 décembre, par l'action des chasseurs des alpes de la 47me DI[34]. À côté des opérations, pendant les conférences de Rapallo (5-7 novembre 1917) et Peschiera (8 novembre), la France et l'Angleterre proposent officiellement la création du Conseil Supérieur de Guerre Interallié de Versailles, déjà étudié et élaboré par les Alliés à partir de septembre 1917[35] et annoncé au Royaume d'Italie en ces mois.

Après plusieurs mois de calme relatif sur le front du Piave, le bouleversement arrive des lignes françaises, avec le début des Offensives de Printemps allemandes, idées conçues par les généraux Hindenburg et Ludendorff. Après l'effondrement du front oriental et la sortie

---

[32] BASTIER Jean, « Trois ambassadeurs de France à Rome : Camille Barrère (1897-1924), Henry de Jouvenel (1933), André Francois-Poncet (1938-1940) d'après les Bulletins de presse étrangère du Quai d'Orsay », *La France et l'Italie: Affinités intellectuelles, diplomatie, immigration (1544-1940)*, sous la direction de BASTIER Jean, Toulouse, Presse Universitaire de Toulouse, 2001, p. 19-21

[33] Pour approfondir l'intervention anglaise sur le Front du Piave, voir H. CASSAR George, *The Forgotten Front: The British Campaign in Italy 1917-1918*, Londres, Hambledon Continuum, 1998.
Toutefois, en considérant le manque d'études, pour examiner l'action des F.F.I., il est possible lire l'article du capitaine Berthemet *Les forces françaises en Italie pendant la Grande Guerre* dans Revue Militaire Française n° 7, 1922, p. 25-47

[34] BOUDAS Emmanuel, *L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919: indépendance ou subordination ?*, thèse de doctorat en Histoire Contemporaine, Université de Paris III, Paris, 2009, p. 302-303

[35] *Ivi*., p. 315

de la Russie du conflit, les Allemands réussirent à faire parvenir sur les lignes en France et Belgique la presque totalité des forces et à attaquer les unités françaises, anglaises et, encore en moindre mesure, américaines ; dans ces conditions, le 21 mars 1918, les troupes de Guillaume II lancent une énorme attaque en Picardie, en prenant 19 500 prisonniers anglais et plus de 150 kilomètres carré de territoire seulement dans la première journée[36]. Les offensives successives, dans les Flandres contre les anglo-français en avril 1918 et face aux franco-américains à Reims les mois successif, mettent en crise le système défensif allié du Front Occidental. Les forces des Empires Centraux arrivent à 120 kilomètres de Paris (voir carte 2) et, à partir du 23 mars, commencent à bombarder Paris, avec la célèbre pièce d'artillerie lourde « Paris-Geschütz ». L'hystérie provoquée par cet énorme avancée allemande causa le retrait d'une considérable quantité des troupes alliées sur le Piave, notamment le 31e C.A. français, pour être envoyées en France et qui provoquera une réduction des divisions franco-anglaises en Italie de 11 à 5.

Ces grandes défaites de l'Entente et le manque perpétuel de combattants dans les tranchées du Front Occidental causèrent l'arrivée sur les lignes de l'Argonne et au Sud de Reims du 2e C.A.I. italien, la première unité armée envoyée officiellement par le *Regio Esercito* sur le sol français depuis l'unification de la Péninsule .

III. La décision de l'envoi du 2e C.A.I. en France

Envoyer un entier corps d'armée au soutien des alliés était une manœuvre de grande importance pour le nouveau gouvernement de Vittorio Emanuele Orlando et le chef de l'armée Armando Diaz. Ce choix, même si pas complètement soutenu par l'opinion publique italienne, est accueillis positivement par la presse et les hauts fonctionnaires italiens, qui sont déterminés à ce que l'Italie participe également à la grande bataille sur le front français contre les Empires centraux. En outre, c'était l'occasion pour le nouveau gouvernement d'Antonio Salandra de restituer l'aide reçue l'année précédente de la part de l'Entente. Cet événement prit une grande importance, car c'est la première fois qu'une grande unité italienne quitte le

[36] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, *op. cit*., 2018, p. 88

territoire national pour aider un allié (à l'exception du corps expéditionnaire envoyé en Macédoine), surtout sur un champ de bataille aussi décisif que celui de la France en 1918.

a) Les Italiens sur le front occidental : entre travailleurs, ouvriers et personnel

Avant l'envoi du 2e Corps, des Italiens étaient déjà présents sur le front occidental depuis des années. Sauf les déjà cités « Garibaldiens de l'Argonne », la Péninsule offrit plusieurs aides au gouvernement français, notamment personnel auxiliaire, en considérant les énormes pertes françaises et le manque perpétuel des forces dans l'arrière-front : selon des estimes, plus de 136 000 ouvriers et sapeurs, civils ou militaires, ont servi sur le front ou dans l'arrière français entre 1917 et 1918[37].

En ce qui concerne les soldats non-combattants et auxiliaires envoyés par le gouvernement italien en France, il est possible de les distinguer en groupes :

- *Centurie Operai Militari Italiani* (C. O. M. I.), apparues le 24 novembre 1917, sous l'impulsion du Ministre des Armements italien Dalollio, pour combler les nécessités de manoeuvre dans les usines privées françaises qui produisaient des matériaux de guerre pour le « *Regio Esercito* ». À la fin de 1917, 70 centuries de 100 hommes chacune étaient déployées en France, dont 15 sur le front comme aide auxiliaire aux forces alliées.
- Les *Lavoratori F*, quatre bataillons pour un total de 4 041 hommes, présents sur les champs de bataille occidentaux en décembre 1917, suite aux demandes de la Mission Militaire Française de Rome au général Diaz.
- Les *Truppe Ausiliarie Italiane in Francia* (T. A. I. F.), qui comptaient plus de 50 000 fantassins non-armés à son paroxysme et 42 912 en décembre 1918. Ils était les unités mieux organisées, avec un apport décisif.
- Officiers et membres du staff de la Mission Militaire Italienne à Paris, sous la direction du colonel Giovanni di Breganze depuis le 25 mai 1915, qui dirigeait toutes les délégations

[37] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione)*, 1951, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, p. 294

italiennes auprès des conseils ou réunions des armées alliés; le plus important de ces détachements était la représentation italienne au *Comando Supremo.*

Ce genre de soldats non-combattants envoyés n'était pas bien accueillis en Italie, constatant que la plupart d'entre eux étaient formés par des anciens *sbandati*, notamment 21 000 jeunes artilleurs sans plus aucunes pièces d'artillerie ou qui ont fuis et repris après Caporetto[38], mais aussi par des combattants appartenants aux classes plus anciennes ; à coté de ce problème, l'opinion publique italienne voyait le pays comme une puissance de deuxième rang comparée aux alliés français, anglais et américains, « en lui attribuant sur le plus important des fronts un rôle secondaire »[39]. Aux yeux des italiens, l'envoi de travailleurs alimentait ultérieurement le stéréotype qui entourait les immigrés en France, qui étaient considérés par le peuple français comme des maçons ou de la main d'oeuvre non-spécialisée; Berenzi témoigne l'état d'âme présent à l'époque, en affirmant « Nous [Les Italiens] étions estimés [Par les Français] en tant qu'artisans et non en tant qu'artistes »[40]. À cet égard, une unité militaire armée sur ce front pouvait représenter l'Italie auprès de l'Entente comme un allié encore militairement actif et efficace, au niveau des grandes puissances économiques comme l'Angleterre ou les États-Unis.

Ce point de vue était partagé par plusieurs politiciens de l'époque (surtout le premier ministre Orlando) mais aussi par une partie de l'opinion publique, qui voyait l'Italie trop détachée des grands événements du front occidental, et l'une des questions que la presse posait au public était: « S'il est vrai que se joue le tout pour le tout entre la Somme et l'Oise, cette inaction totale de l'Italie n'est-elle pas extrêmement dangereuse pour la guerre et la paix ? »[41].

---

[38] *Ivi*., p. 345

[39] SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, *op. cit*., p. 59

[40] BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci]*, Rome, La Volontà d'Italia, 1932, p. 2

[41] *Il Popolo d'Italia*, « Comunione », 04/04/1918, p. 1

b) Le 2e C.A.I.: une glorieuse unité militaire italienne

Les divisions italiennes qui se présentaient comme les plus aptes à aider le maintien du Front occidental, mais surtout à représenter la Péninsule auprès des alliés en France, étaient celles du 2e C.A.I., sous le commandement du major-général Alberico Albricci.

C'était une unité avec une grande expérience du front, en ayant combattu pendant toute la durée du conflit sur certains des fronts les plus compliqués du théâtre de guerre italien. Les premières actions de cette grande unité, stationnée à Alessandria en temps de paix, sont identifiables déjà au 24 mai 1915, en étant l'une des premières forces italiennes à atteindre la rivière Isonzo et le village de Plava, situé à une quarantaine de kilomètres au Nord de Monfalcone et du débouché du fleuve même. Dans les mois qui suivent cette action initiale, le 2e Corps d'Armée restait en première ligne juste à la fin de l'année, en participant aux cinq batailles près de l'Isonzo, plus particulièrement en attaquant les collines rocheuses qui entouraient Plava, comme la butte Podgora (prise et perdue le 3 novembre 1915, pendant la Quatrième Bataille)[42]. Ces actions étaient particulièrement sanglantes et à démonstration de la cruauté des combats, la 4e D.I. souffre de 3 000 pertes sur les 12 000 soldats seulement entre la moitié d'octobre et le début de novembre 1915. D'autres combats sanglants se déroulent autour du mont Kuck, dans les alentours de la ville de Gorizia, entre 1916 et le 6 juin 1917, date de la conquête définitive de ce promontoire, et dans les dernières offensives italiennes avant Caporetto, notamment les actions dans le plateau de Bainsizza.

Pendant la débâcle d'octobre 1917, les divisions et sections liés au 2e C.A.I. se retiraient en bon ordre mais en combattant, souvent comme arrière-garde d'autres unités. Au début de novembre, après avoir été retiré du front et envoyé dans la région de Parme pour se reposer, l'entièreté du C.A.I. ne dépasse pas les 6 000 soldats, avec seulement 270 officiers et sans l'artillerie divisionnaire, envoyée en défense du Piave[43]. Les mois qui suivent, jusqu'en avril 1918, l'unité passait du temps à remplir les manques provoqués par la retraite précipitée, notamment en matière de mitrailleuses, artilleries et fantassins, en se déplaçant le 4 février

---

[42] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, *op. cit*., p. 82

[43] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione), op. cit.,* p. 15

1918 au Sud-Ouest du lac de Garda, dans l'arrière, comme preuve de l'efficacité des nouveaux effectifs.

Dans ce contexte, il est nécessaire de comprendre comment étaient organisées les unités de l'armée italienne, qui voyaient dans chaque division un effectif de quatre régiments d'infanterie, contre les trois des unités françaises ; et ce schéma se présente aussi dans l'organigramme du 2e C.A.I : en mars 1918, la grande unité était formée par deux divisions, la 3e Division d'Infanterie, composée des régiments 75e, 76e (dans la brigade « Napoli »), 89e et 90e (réunies dans la brigade « Salerno ») et la 8e Division, qui comprenait la brigade « Brescia » (constituée par le 19e et 20e Régiment d'Infanterie), et « Udine » (avec le Régiments 95e et 96e). L'unité était supportée aussi par autres détachements réunis sous son commandement, surtout des unités d'artillerie (comme le 10e régiment d'artillerie de campagne, celui de Luigi Marziano), des départs d'assaut (2e Repart « Arditi ») et de cavalerie (2e Groupe de Cavalerie Légère de Lodi), mais aussi des compagnies de mitrailleurs (12 au total).

L'une des causes de la décision de l'envoi de cette unité, avec son expérience et son prestige guerrier, était son commandant, le major-général Alberico Albricci. Avec des origines dans la noblesse lombarde, un physique haut et maigre, mais surtout grâce à sa connaissance de la langue française, le général Albricci était à contre-courant des stéréotypes des militaires italiens de l'époque, présentés comme obtus et ignorants, il pouvait donc représenter parfaitement l'entièreté des officiers italiens auprès des politiciens et militaires anglo-français par sa stature. La plupart des commentaires des personnalités qui l'avaient connu sont des éloges à sa personnalité et son caractère : le général Mordacq, commandant de la 24e D.I., définit son homologue italien comme « très fin, très cultivé, ayant grand air et en même temps d'une simplicité parfaite, il appartenait à cette catégorie d'hommes qu'il suffit de voir une fois pour ne plus les oublier »[44]; mais même les politiciens français, comme Clemenceau[45] ou

[44] MORDACQ Henri, *Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin*, Tome III, Paris, Librarie Plon, 1930, p. 93-94

[45] *Ibid*.

Poincaré[46], restent touchés par l'aspect du commandant italien, au point de le noter dans leurs mémoires.

En avril 1918, Alberico Albricci avait déjà une grande carrière derrière lui : après avoir combattu en Érythrée en 1888-1889 comme lieutenant d'artillerie, il étudia à l'École de Guerre à Turin, pour en sortir avec le grade de capitaine en 1897.[47] Après plusieurs commandements de petites unités du *Regio Esercito*, Albricci occupait un grand rôle avant le conflit, qui lui permettait de gagner la confiance et le respect du corps des officiers italien: il fut nommé aide de camp du roi Victor Emmanuel III, en 1910, ce qui lui permet de devenir attaché militaire italien à Vienne la même année. Cette tâche était de grande ampleur si on considère la période de méfiance et d'hostilité entre les deux alliés, notamment soutenue par le chef de l'État-major de l'armée austro-hongrois avant le conflit, Conrad Von Hötzendorf. Après avoir passé toute l'année 1915 au *Comando Supremo*, en février 1916 il fut promu colonel et seulement l'année suivante il devenait majeur-général, à la tête de la 5e DI, sur le front alpin du mont Adamello[48]. Cette montée rapide de la hiérarchie militaire permit au général Albricci d'expérimenter le commandement d'une grande unité, plus particulièrement le 28e C.D.A entre août et octobre 1917, important pour apprendre la gestion d'une telle masse d'hommes et matériaux. Et le 12 octobre 1918, le major-général reçut l'ordre de commander le 2e C.D.A, en le gérant pendant la retraite de Caporetto et pendant le période de repos successive.

La carrière rapide d'Albricci, malgré quelques erreurs et critiques, ainsi que son apparence physique différente de celle de l'Italien stéréotypé, ont joué un rôle important dans le choix de l'envoi du 2ème C.A.I. en France et comme représentant de l'Italie post-Caporetto, remise du choc et prête à montrer au monde sa pugnacité.

---

[46] POINCARÉ Raymond, *Au service de la France: neuf années de souvenirs. X, Victoire et Armistice,* Paris, Librarie Plon, 1933, p. 321

[47] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *La Champagne italiana. Arditi e Curzio Malaparte in Francia*, Udine, Gaspari Editore, 2019, p. 11

[48] *Ibid*., p. 12-13

c) Les projets d'engagement du C.A.I. et l'accueil de la décision par la presse

Le projet d'envoyer une unité combattante italienne pour soutenir les alliés était déjà proposé par le général Diaz le 18 février 1918[49], avec la stabilisation concrète du Front Italien et l'arrivée en masse des renforts allemands en France et en Belgique, suite à l'armistice des Centraux avec la nouvelle Russie bolchévique.

La concrétisation de ce plan commençait seulement le jour après le début de l'énorme offensive allemande sur le sol français, le 22 mars 1918, avec l'ordre aux troupes du général Albricci de rester vigilant pour un déplacement imminent vers d'autres positions, pas encore spécifiées[50] ; en outre, avec l'approbation d'une aide militaire italienne par le Conseil Supérieur de Guerre Interallié de Versailles le 23 mars, les possibilités de l'arrivé des divisions italiennes se concrétise toujours plus[51]. Les autorités françaises, même sans une confirmation officielle du gouvernement italien, peuvent faire confiance sur des suggestions fiables, présentes déjà en ces jours. Ces informations parviennent au gouvernement français surtout grâce à l'action de l'ambassadeur à Rome, Camille Barrère, homme de grande influence dans la capitale italienne, en contact étroit avec le Premier ministre Orlando et les autorités militaires (les rapports du front italien envoyés à l'Elysée pendant le conflit sont d'ailleurs le fruit de son travail). C'est en effet du premier ministre que Barrère reçoit, dès le 25 mars, des suggestions concernant un possible envoi d'unités italiennes sur le front franco-anglais mais qui devait attendre à se réaliser, à cause de la retirée des unités françaises du Front Italien[52]. À côté des action diplomatique la confirmation officielle de l'envoi du 2e C.A.I. sur les lignes françaises arriva le 14 avril pour les soldats[53], après plusieurs semaines dans l'arrière, mais communiquée au gouvernement français seulement le 16 avril par le

---

[49] GIUNFRIDA Alessandro, *L'Italia e il coordinamento "interalleato" nella Prima Guerra Mondiale*, 2008, Rome, Ufficio Storico dello Stato Maggiore, p. 115-116

[50] AUSSME, 111/S 9B, Journal de guerre du 23/03/1918

[51] SAPORI Julien, *op. cit*., p. 64

[52] SHD, GR 16 N 3004, dossier 1, télégramme de l'ambassadeur français a Rome Camille Barrère au Ministère de la guerre, n° 184-185, 25/03/1918

[53] AUSSME, 111/S 9B, Journal de guerre du 14/04/1918

général Diaz à travers le général de Gondrecourt, chef de la Mission Militaire Française à Rome[54].

Le corps d'armée du général Albricci, dans les plans des commandements anglais et français, ne devait pas être la seule unité italienne expédiée sur le front français : l'un des aspects plus inconnus de ce sujet porte sur la demande successive d'autres troupes italiennes par le gouvernement anglais. Déjà le 26 avril 1918, dix jours après la communication officielle de l'envoi du 2e C.A.I., le représentant anglais au Conseil Interallié de Versailles, colonel Charles Sackville-West, demanda officiellement au gouvernement italien l'envoi d'autres deux divisions italiennes[55], dans le cas où les armées alliées en auraient besoin à l'avenir. Probablement, ces unités auraient dû gonfler les effectifs de la réserve générale interalliée, déjà conçue en février 1918 par le Conseil de Guerre Interalliée[56] et fondamentale après l'offensive allemande du 21 mars. Le *Comando Supremo*, et en particulier le général Diaz, était contraire à cette demande et les motivations suivantes montrent même le sacrifice que l'Italie a dû faire pour envoyer le 2e C.A.I. : en avril 1918, les divisions italiennes efficaces sur le Piave étaient seulement 52, soutenues par les 3 divisions anglaises et les 2 françaises ; Ces troupes doivent faire face à l'ensemble de l'armée austro-hongroise qui, bien qu'affaiblie par quatre années de guerre, peut se concentrer presque exclusivement sur le front italien, compte tenu de la chute de la Russie et de la fin du front oriental, qui engageait la plupart des forces impériales. Dans ce contexte, chaque unité italienne prélevée sur ce front pouvait affecter négativement la tenue des lignes défensives sur le Piave.

Ces motivations, avec une résistance du délégué italien, le général Nicolis di Robilant, face aux homologue anglo-français, permettaient l'abandon de la requête à la séance du Conseil de Guerre Interallié du 19 mai[57]. Cette brève mais intense discussion entre les représentants de l'Entente montre les graves conditions du front occidental, fragilisé par les attaques allemandes et encore sans une forte présence des unités américaines, fondamentales dans les mois successifs.

---

[54] SHD, GR 16 N 3004, dossier 1, télégramme chiffré n° 507, 16/04/1918

[55] AUSSME, E-8 4, Télégramme du 26/04/1918 du chef de l'état majeur des représentants italiens à Versailles, colonel Bianchi, à *l'Ufficio Operazioni*

[56] GIUNFRIDA Alessandro, *op. cit*., p. 111

[57] AUSSME, fond E8, dossier 4, résumé des conclusions de la séance du Conseil de Guerre Interallié du 19/05/1918

La nouvelle de cette décision était très bien accueillie par l'opinion publique et le gouvernement italien, surtout suite aux mots du président du conseil Orlando : « Elle [L'Italie] a apporté sa solidarité tangible aux Alliés […] Les drapeaux des régiments italiens seront déployés au vent sur les champs de Picardie et de Flandre à coté des drapeaux alliés »[58], provoquant une ovation des parlementaires, aux cris « Vive la France » et « Vive l'Italie ». À côté de l'exaltation politique, les journaux accentuaient le prestige et le grand rôle du 2e C.A.I., notamment pour nouer des nouvelles relations avec les pays de l'Entente, suite aux humiliations et méfiances des alliés vers la Péninsule. Parallèlement à cette vision, les quotidiens se concentraient sur la nécessité de secourir la France et les troupes du Front Occidental, dans une période de grande crise, et rendre l'aide qu'ils avaient apporté à l'Italie après l'offensive austro-allemande, Benito Mussolini, sur son journal *Il Popolo d'Italia* déclarait « Avec l'intervention des Italiens en France […], la bataille devient vraiment « commune »[59]; et encore « Ils n'existent plus français, anglais, italiens, américains, belges, portugais, serbes. Ils existent que la France et des soldats uniques, d'une armée unique, qui combat pour un but unique ». En revanche, une partie de la presse se montrait favorable à l'intervention et à l'aide des alliés, mais avec un ressentiment vers la France et son rôle, exagérée par sa propre propagande dans l'intervention en secours des italiens l'année précédente[60]. Hormis ces petites contestations, toute l'Italie était favorable à cette décision.

Une unité sur les lignes françaises pouvait se montrer extrêmement importante pour la Péninsule : et le choix de l'envoi du 2e C.A.I., avec un grand nombre d'intellectuels (comme Curzio Malaparte et Giuseppe Ungretti eux-mêmes) mais aussi d'officiers de premier ordre, parmi lesquels figurent le général Albricci et le chef d'état-major Pietro Ago. Malgré cela, entre les troupes il n'y avait pas la même ardeur dans cette expérience, l'enthousiasme de la presse italienne montre une proximité de l'opinion publique non seulement aux événements du Front Italien, mais aussi sur l'échiquier de l'Entente et de la nécessité d'une participation

[58] Discours de Vittorio Emanuele Orlando au Conseil des Ministres, 18/04/1918

[59] *Il Popolo d'Italia*, « Comunione », 04/04/1918, p. 1

[60] SHD, GR 16 N 3004, dossier 1, « *Revue des principales questions d'ordre militaires général traitées dans la presse italienne pendant la période du 15 avril au 5 mai 1918* », chapitre II. « Les troupes italiennes en France »

italienne à côté des alliés ; une nécessité, née des désastres italiens sur le front du Piave entre octobre et novembre 1917 et l'image du peuple italien endommagée, aux yeux des alliés comme des ennemis. Et dans ce contexte politique, militaire et social que, le 18 avril 1918, les premiers trains partent des gares lombardes pour se diriger, avec leur cargaison de troupes et matériaux de guerre, vers le front français.

Chapitre II

Les opérations militaires qui ont vu la participation active du 2e C.A.I. s'inscrivent dans les derniers mois du conflit, notamment dans la « Friedensturm » allemande et l'Offensive des 100 Jours alliée. Dans le premier affrontement, déclenché le 23 juin, les Italiens se montrent extrêmement capables de soutenir les coups de main des forces allemandes, grâce à l'usage des nouvelles tactiques défensives héritées des études après la débâcle de Caporetto et les offensives du *Kaiser* en France. Malgré tout, au-delà des succès militaires, les premières semaines sur le sol français s'avérèrent difficiles pour les soldats et officiers italiens, dans un contexte de désorganisation et de phénomènes discriminatoires de la part des Alliés ; en particulier de la part des Français, des soldats comme des civils, habitués depuis des décennies à vivre avec des dizaines de milliers d'immigrés italiens, qu'ils soient saisonniers ou permanents. En effet, outre les forces de Guillaume II, le 2e C.A.I. tente également de combattre ces stéréotypes auprès des Alliés et des civils français, en s'appuyant sur son prestige acquis sur le front italien et sur ses officiers estimés. Et la démonstration de sa vaillance se fit directement sur le champ de bataille, en combattant les forces centrales en Argonne, en Champagne, dans l'Aube et jusqu'aux frontières de la Belgique et du Luxembourg.

I. Le transport et l'organisation du corps d'armée

Bien que reformé et prêt à l'action dès les semaines précédentes, a dû se réorganiser et se diviser pour faire face à un voyage de plus de 800 kilomètres, divisé en de nombreux convois de trains aux destinations diverses. Un défi de taille pour l'armée italienne et les autorités françaises, notamment la D.A. (Direction de l'Arrière) mais qui, grâce aussi à l'expérience acquise lors du transfert des troupes anglo-françaises sur le Piave, a permis la parfaite exécution de cette opération. Parallèlement, afin d'alimenter et de ravitailler en permanence le contingent, un système d'approvisionnement transnational sophistiqué et précis a été mis en place, dont le siège est à Lyon et qui, malgré quelques critiques, a permis le déroulement normal des opérations des troupes au front.

a) L'organisation des convois ferroviaires

Après la communication officielle de l'envoi des troupes, le 2e C.A.I. commençait ses déplacements des positions au Sud du lac de Garde vers la France à partir du 18 avril 1918. Avant son envoi, le 16 avril, la brigade « Udine » fut remplacée par la brigade « Alpi »[61]: les motivations derrière ce choix sont surtout de propagande, vu que plusieurs des anciens « garibaldiens de l'Argonne » avaient rejoint cette brigade, après l'entrée en guerre de la Péninsule et toujours sous le commandement du fils de Giuseppe Garibaldi, Peppino. Parmi ces combattants vétérans des affrontements en France, se trouve Curzio Malaparte, qui devient le chef de section d'un détachement de lance-flammes du 2e *Reparto d'Assalto,* les *arditi*, envoyés avec le 2e C.A.I.

Les principales stations ferroviaires utilisées par les unités du C.A.I. étaient Desenzano del Garda, Rezzato, Lonato, Calvisano et Bassano Bresciano, dans les alentours de la ville de Brescia, elle aussi utilisée comme point de départ des trains[62]. Les transports des troupes et matériaux commençaient le 18 avril, avec l'envoi des premiers effectifs de la 3e DI, pour s'achever le 28 du même mois. Dans le transfert sont utilisés 87 convois ferroviaires, dont 49 passent par la voie ferrée côtière (via Vintimille et Marseille, utilisée notamment par la 3e DI) et les 38 autres, qui transportent principalement les effectifs de la 3e DI, par les Alpes, en passant par le tunnel du Fréjus et Modane[63]. Le transport du C.A.I. se déroula en bonnes conditions, même si avec certains accidents : le premier était le décès d'un caporal et la blessure de trois autres soldats du 19e régiment après être renversés par un train à Rolampont, dans la Haute-Marne, pendant un arrêt ; le deuxième était un artilleur du 4e régiment d'artillerie, blessé à la tête pour sauver un camarade qui risquait de tomber du convoi ; et le dernier fut la chute du train d'un fantassin du 89e régiment, qui lui causa un traumatisme crânien[64]. En considérant les chiffres du début de mai, qui envisagent 39 605 soldats et 1 436 officiers dans l'entièreté du C.A.I., le déplacement fut un succès, avec un taux

---

[61] AUSSME, 111/S 12 B-5C, Annexe 26, Télégramme du commandement de la 5e Armée au commandement du 2e C.A.I., 16/04/1918

[62] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 9, note de l'Intendance Générale italienne au *Comando Supremo* « Movimento del II corpo d'armata » , n° 26265, 17/04/1918

[63] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 9, « Relazione sul trasferimento in Francia del c . d'a. », n° 1155, 01/05/1918

[64] *Ibid*.

d'un blessé chaque 7 921 combattants, étant donné des conditions difficiles du trajet, surtout dans les Alpes, et l'énorme quantité de matériaux de guerre transportés. Les déplacements sur le territoire français furent coordonnés entre la Direction de l'Arrière (D.A) et le *Comando Supremo*, grâce à un officier de liaison italien envoyé auprès de l'institution française le jour même des départs[65].

Les destinations des convois ferroviaires étaient différentes selon l'unité et le lieu d'acclimatation mis en place par les autorités militaires et la D.A française : les régiments de la 3e DI se dirigent vers la gare d'Arcis-sur-Aube, dans l'Aube, pour s'installer successivement dans le camp militaire de Mailly, déjà utilisé comme terrain d'entraînement et d'acclimatation par le Corps d'expédition russe en France en 1916 ; pourtant, la 8e DI fut logée dans d'autres terrains d'entraînement, sous les dépendances du grand camp de Mailly, mais lointains des casernements des autres unités italiennes, comme les camps de Saint-Ouen-Domprot ou de Saint-Tanche, les deux à une dizaine de kilomètres de l'installation principale[66]. Les autres services divisionnaires, comme les télégraphistes ou sapeurs des deux divisions, ont été dispersés dans ces camps, surtout avec l'arrivé du 89e régiment d'infanterie et la collocation au camp de Mailly, en causant la dispersion de nombreux services dans d'autres lieux[67]. Pendant cette période, l'objectif de cette période dans les camps d'acclimatation français n'était pas d'entraîner les Italiens avec les méthodes classiques du *Regio Esercito*, aussi parce que le 2e C.A.I. avait passé les mois précédents entre exercices et manoeuvres : la cible était de former le 2e C.A.I. aux tactiques en vigueur sur le front occidental, très différentes de celles du front italien. En effet, l'étude des nouvelles stratégies d'attaques allemandes utilisées pendant les offensives de mars et avril sur les lignes françaises était à la base de l'activité des officiers italiens avant l'envoi au front[68], mises en application par les troupes pendant les manœuvres d'entrainement dans les camps. Ces tactiques offensives allemandes consistaient à l'usage des unités d'assaut, munies d'armes portables

---

[65] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia, op. cit.,* p. 98

[66] *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2-bis: Soldati in terra di Francia (Documenti)*, 1951, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, p. 2

[67] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 9, « Cambio di alloggiamenti », n° 3548, 28/04/1918

[68] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 1, « Metodi d'attacco adottati dal nemico durante i recenti colpi di mano », 16/05/1918

automatiques et grenades, en des attaques brèves et très violentes pour briser le réseau défensif allié ; pour faire face à ces assauts, les armées alliées avaient élaborée la technique défensive, où la défense s'articule en plusieurs lignes, dont la première devait être relativement faible et constituée de places fortes, pour créer ensuite une ligne de soutien forte et bloquer les tentatives de l'ennemi[69]. Outre l'expérimentation de ces tactiques défensives, les troupes italiennes s'entraînent également à l'attaque au gaz, notamment au gaz moutarde, rarement utilisé dans les tranchées du Carso et du Piave[70].

Dan ces camps, les combattants italiens devaient s'entraîner et s'adapter à certains armements presque jamais utilisés sur le front italien mais provenant des unités françaises et nécessaires pour affronter les forces allemandes. En effet, le gouvernement français avait accepté de donner certains armements de production nationale à l'allié italien, en particulier pour adapter l'Armée Italienne à une défense effective des modalités d'attaque avant décrites[71]. Entre ces armements, presque jamais vus sur les lignes italiennes, les plus importants étaient les mitrailleuses légères « Chauchat », armes qui permettaient d'avoir une grande puissance de tir facilement portable et mobile[72]: les seuls combattants italiens qui pouvaient avoir expérimenté ce genre de puissance de feu portable étaient les *Arditi* et leurs petits pistolet-mitrailleuses « Villar-Perosa »[73]. À côté des armes portables, le gouvernement de Georges Clemenceau accordait aussi nombreuses pièces d'artilleries, surtout les canons de campagne de 75mm « Deport » pour les régiments d'artillerie italiens[74], que les unités italiennes connaissaient déjà depuis plusieurs mois : Les unités du 2e corps d'armée commencèrent à maitriser avec les pièces d'artillerie de campagne français avant l'expérience en France, avec l'arrivé de certains canons déjà à la fin de 1917, ce qui a également permis

---

[69] *Ibid*.

[70] AUSSME, 111/S 12 B-5C, lettre du général Albricci aux commandants des divisions italiennes, « Programma d'instruzione », n° 406, 02/05/1918

[71] *Ibid*.

[72] SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, *op. cit*., p. 72-74

[73] *Ibid*.

[74] *Ibid*., p. 73

aux artilleurs italiens de s'adapter relativement facilement à l'utilisation de ces armements étrangers dans les champs[75].

La période de mise en place du 2e C.A.I. a permis aux soldats et aux officiers de prendre conscience du terrain qu'ils avaient à affronter. Cela nécessite un entraînement important qui n'est possible que grâce au ravitaillement en vivres et en matériel militaire organisé par la Base de Lyon. Mais à côté de ces aides françaises, la plupart des armements, surtout les fusils, et les ravitaillements restaient sous le contrôle des italiens, et pour accomplir cette difficile tâche, la Base Italienne de Lyon jouait un rôle central.

b) La Base Italienne de Lyon

Le projet de créer une station de ravitaillement italienne sur le sol français avait été déjà envisagé en mars 1917, pour aider et desservir le personnel militaire italien en France, mais à cause du grand nombre de réfugiés de guerre parvenus dans la ville (plus de 280 000) et des nombreuses missions militaires alliées présentes, le plan a été abandonné[76]. Mais, avec la nouvelle de l'envoi du C.A.I., la nécessité d'une base militaire pour régler l'approvisionnement des nombreuses forces au front devenait fondamentale.

En considérant la brève distance temporaire entre la décision d'envoyer le 2e C.A.I. et son départ, la naissance de la base vit des retards, surtout dans le choix des bâtiments et des magasins destinés aux ravitaillements italiens. Seulement le 26 avril 1918, après avoir choisi tous les bâtiments, les autorités françaises autorisent la création de la Base Italienne en France, avec son siège principal à Lyon[77], en commençant les activités en mai. Les établissements sous le contrôle de l'intendance italienne furent nombreux : dans Lyon, étaient présents certains magasins pour les vivres à la gare de Lyon Part-Dieu, les bureaux et les

---

[75] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione), op. cit.,* p. 15

[76] *Ibid.,* p. 227

[77] SHD, GR 16 N 2655, annexe de la lettre n° 861 DA du 26/04/1918, « Organisation generale de la Base Italienne en France », p. 2-3

compagnies de *Carabinieri* (gendarmes) dans un bâtiment en centre-ville et les casernements des soldats, stationnés au camp militaire de La Doua, au Nord de la ville[78]; d'autres établissements furent sous les dépendances de la Base, notamment les magasins pour les munitions d'artillerie et un service vétérinaire dans la gare de Leyment, à 50 kilomètres de Lyon (sur la route ferroviaire vers le front).

Le rôle principal de la Base, sous les dépendances de la Mission Militaire Italienne en France, était l'envoi des fournitures au 2e C.A.I., qu'elles soient italiennes ou françaises. Dans ce cas, la plupart des denrées militaires (et en moindre mesure alimentaires) provenaient de la Péninsule, recueillies dans un dépôt stationné à Casal Monferrato (en Piémont), pour être ensuite envoyées vers les magasins de la gare Lyon Part-Dieu. Pour les matériaux français, un délégué de la D.A. française était présent à la Base, dont les officiers italiens devaient signaler régulièrement les nécessités des matériaux français des troupes, pour les délivrer à la Base même[79]. L'envoi des matériaux au front était journalier, avec un train qui partait de la gare lyonnaise, en faisant étape à Ambérieu-en-Bugey pour charger les obus d'artillerie (conservés dans le village de Leyment, à une dizaine de kilomètres à Sud), pour rejoindre successivement les gares du front destinées aux unités italiennes.

Le rôle joué par la Base était fondamental, pour le moral des troupes (avec l'envoi et la réception de la poste des soldats, mais aussi l'envoi des aliments italiens vers le front) et surtout pour le maintien administratif et le ravitaillement du 2e C.A.I. : à titre d'exemple, pendant la deuxième bataille de la Marne, le 10e régiment d'artillerie italien tirait 2 600 obus dans une seule matinée[80], et son action était possible uniquement grâce aux fournitures quotidiennes, même pendant les combats, de la Base de Lyon. Mais la mise en place de ce réseau n'a pas empêché des contrastes et des oppositions entre les Italiens et les alliés sur le point de vue humain et organisationnel: ces problèmes influençaient négativement les premières semaines de la permanence italienne en France et le risque de ne pas atteindre le but propagandiste de l'opération.

---

[78] SHD, GR 19 N 2490, dossier 1, « Dislocazione degli stabilimenti, truppe e servizi dipendenti alla data del 15 maggio », 15/05/1918

[79] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione), op. cit.,* p. 230-231

[80] BARONI Pietro, *Gli eroi di Bligny : 1918, l'epopea delle truppe italiane sul fronte occidentale*, Milan, Greco&Greco, 2019, p. 195

L'énorme opération mise au point par les Italiens permettait le transfert de plus de 50 000 hommes dans un laps de temps court, en faisant face à de grandes difficultés et problèmes sans accidents notables pendant ce transfert et qui a démontré la grande efficacité du *Regio Esercito* sur certains points de vue logistiques et organisationnels. Mais la xénophobie historique des Alliés (surtout des Français) envers les Italiens, l'organisation difficile du contingent et le climat ont profondément affecté le moral des troupes italiennes au cours de ces premières semaines.

II. Une première connivence difficile

Les premiers mois du 2e C.A.I. en France, en particulier les semaines au camp de Mailly, étaient un mélange entre admiration des politiciens et militaires français vers ces troupes italiennes, mais surtout c'est une période d'adaptation et de problèmes. Ce genre de difficultés étaient généralement des petites incompréhensions ou désorganisations entre les commandements italiens et français, mais qui impactent le moral des troupes juste arrivées et, en petite échelle, les relations diplomatiques entre les pays. Ces aspects montrent la vitesse de la mise en place de ce corps d'expédition et les difficultés classiques liées au déplacement, l'entraînement et le ravitaillement de cette unité, qui font resurgir certaines humeurs entre les deux peuples frontaliers cachées par la propagande ou les idéaux divulgués. Et les inconvénients endommagent les armées alliées et les rapports entre ses troupes, avec des conséquences qui touchent les rapports diplomatiques, notamment entre l'Italie et la France.

a) Le mécontentement des troupes

Bien que la presse italienne avait exalté la fraternité entre le peuple français et italien, les espoirs des troupes du général Albricci sont rapidement écrasés. Il faut aussi rappeler que, dans les journaux ou dans les mêmes discours des officiers aux soldats, le rôle du 2e C.A.I.

était magnifié, en montrant que cette intervention est « pour la cause de la liberté et du droit »[81].

L'un des problèmes dont les Italiens doivent faire face, c'est le moral des troupes écrasé dès les premiers jours : l'accueil des fantassins du 2e C.A.I. était considéré froid et stérile par les soldats eux-même. Ce genre de description provient non seulement des soldats, qui imaginaient recevoir la même réception que les collègues anglais et français avaient reçu en Italie lors de l'aide allié en novembre 1917 sur le Piave[82] : les généraux eux-même accusent une distance, à tel point que le général Pittalunga affirme « En territoire français, le passage des forces italiennes était passé presque inaperçu ; rien de plus que la présentation de quelques autorités chargée des transports, dans les gares principales »[83]. C'est une vision exposée par les documents du *Regio Esercito*, qui confirment que les soldats italiens, même en faisant une bonne impression aux rares représentants français, n'ont jamais été les protagonistes de célébrations ou fêtes dans les gares où ils passaient[84]. Bien entendu, une bonne partie de la population militaire et civile française répondent à l'arrivée des soldats italiens avec cordialité : le lieutenant artilleur Luigi Marziano décrit le peuple français comme « cordial et accueillant »[85], mais les cas contraires sont indubitablement nombreux et fréquents, dans les camps d'acclimatation comme dans l'arrière-front, où les combattants italiens se reposent et visitent pendant les permis.

Ces malaises étaient tellement forts que les hautes charges françaises elles-mêmes, du consul français à Milan jusqu'au président du conseil Clemenceau, remarquèrent une réception insensible de la part de la population, en annotant même plusieurs épisodes racistes envers les soldats italiens[86]. Par conséquent, c'est une démonstration de la forte influence des

---

[81] MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, Milan, Ugo Mursia Editore, 1996, p. 43

[82] BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci]*, *op. cit*., p. 12

[83] PITTALUNGA Vittorio Emanuele, *In Italia, in Francia, a Fiume (1915-1919),* Milan, Unitas, 1926, p. 132, cité dans SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, *op. cit*., p. 78

[84] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 9, *Relazione sul trasferimento in Francia del c . d'a*., n° 1155, 01/05/1918

[85] MARZIANO Luigi, *op cit*., p. 46

[86] Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, 97 CPCOM/47, lettre du Consul général à Milan Reffye à Monsieur Barrère, Ambassadeur en France à Rome, « Accueil des soldats italiens en France » 11/06/1918

stéréotypes sur les Italiens en France, mûris dans les décennies précédentes, qui impactaient les soldats du 2e C.A.I. et les ouvriers auxiliaires, en opposition aux proclamations et discours des politiciens des deux pays. L'enracinement de ces préjugés sur le peuple italien en France (encore aggravés par la défaite de Caporetto et le nom de *sbandati* des combattants transalpins) se reflète dans les faibles réponses des politiciens français contre cette question : par l'énième proposition d'autres campagnes journalistiques pour rapprocher le peuple français aux combattants italiens et contre les stéréotypes qu'ils pouvaient incarner[87].

À coté d'un accueil décevant, les Italiens doivent faire face aussi au climat français, plus pluvieux et humide de celui du Piave et de la Vénétie en général. En effet, la première impression que les troupes ont du territoire français, généralement négative, est influencée aussi par les pluies continues : du 18 avril au 15 mai 1918, on compte dix jours où le ciel est couvert, cinq jours où il pleut, huit jours où le ciel est couvert et il pleut au même moment, il y a un seul jour où la météo est variable, enfin les informations ne sont pas disponibles pour les trois jours qui restent[88]. Ces données peuvent être considérées normales pour la période et le territoire où les troupes italiennes se trouvent, mais les combattants italiens étaient habitués à combattre dans un climat plus ensoleillé et tempéré et ce genre d'environnement les décourageait. Les conditions météorologiques commencent à améliorer seulement à partir du 15 mai, mais désormais la plupart des troupes était déjà envoyées au front à cette date. La période délicate de l'acclimatation fut mal vécue par les soldats du 2e C.A.I. et les Italiens, qui pouvaient se rapprocher à la population civile et militaire française pour fraterniser, furent obligés de rester dans les baraquements pendant les périodes de repos à cause du mauvais temps; à côté de ces difficultés, il faut rappeler que le service postal ne marchait pas encore correctement, et l'usage du télégraphe aux soldats italiens dans leur langue maternelle n'a été autorisé que le 26 mai 1918[89]. Ce mécontentement est très bien représenté par Berenzi :

> « Nous avons passé les premiers jours dans une oisiveté forcée, sous la pluie ruisselante des baraquements ; privés, comme nous l'étions, du goût de la cigarette, il a semblé à certains que nous

[87] *Ibid*.

[88] AUSSME, 111/S 9B volume 5, journal de guerre du 2e C.A.I. entre le 18/04/1918 et le 08/05/1918

[89] SHD, GR 19 N 854, note n° 436/D.A du 26/05/1918

partagions le sort du détachement de prisonniers allemands avec lesquels nous partagions déjà le camp. »[90]

La position des forces italiennes dans le camp de Mailly était aussi un autre facteur de malaise pour les soldats, subdivisés entre différents camps ou terrains selon l'unité, mais aussi dans zones des camps pas accueillantes : c'est le cas de la 3e DI, stationné à Mailly mais avec les baraquements des quatre régiments d'infanterie éloignées du reste de l'établissement (donc lointaines des services du camp, comme les cantines), à coté du camp d'aviation, et donc victimes du bruit constant des avions, et de la clinique vétérinaire avec ses odeurs nauséabondes[91] (voir annexe n° 1). Il faut tenir compte que le reste des baraquements du camp est concentré loin de ces services, tous condensés et proches des lieux de la vie quotidienne des soldats, comme les cantines ou les espaces communs. En plus de cela, les regroupements de mitrailleuses et d'artillerie étaient établis au centre du camp, en causant une ultérieure fragmentation de l'hébergement des soldats italiens dans ce camp[92].

À coté des problèmes sociaux exposés, ce qui frappe ultérieurement les combattants du 2e C.A.I. dans les premières semaines c'est la grande désorganisation et l'absence d'une réglementation sur la gestion des troupes italiennes en France, considérant que cette aide fut rapidement décidée, sans jamais être imaginé ou conçu avant ; entre ces contentieux, les cas des débats sur la nourriture et la solde des soldats (et aussi des troupes auxiliaires) sont exemplaires, qui provoquent aussi des contentieux entre les autorités militaires des deux pays.

b) Les premières relations chaotiques et confuses entre Italiens et Français

Les événements précédemment présentés ont eu des effets psychologiques et physiques sur les troupes, mais ces inconvénients étaient pour la plupart une constante dans la vie quotidienne des combattants ; sauf les insultes stéréotypées, les désagréments pouvaient être résolus avec le fort esprit de camaraderie de ces unités de vétérans, dont les mémoires

---

[90] BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci], op.cit.,* p. 12

[91] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 9, *Plan du Camp de Mailly*

[92] *Ibid*.

donnent des nombreux exemples et épisodes. Mais certains soucis, nés de la rapidité des décisions entre les deux pays et des grandes différences culturelles, ont eut des résultats bien plus impactant sur les rapports entre Italie et France, avec des effets sur les soldats mêmes.

Le ravitaillement alimentaire des soldats, comme mentionné dans la description de la Base Italienne de Lyon, était une compétence mixte franco-italienne, où les premiers prêtaient surtout la viande bovine, avec aussi certains légumes et de la farine, et l'intendance italienne fournissait les vivres plus particulières, comme les pâtes[93]. Le but principal était de fournir aux soldats italiens des rations alimentaires pas trop différentes de celles du *Regio Esercito*, mais sans faire arriver tous les aliments de la Péninsule, pour éviter aussi d'emboucher les chemins de fer français déjà très utilisés. Le compromis consistait dans la distribution des repas français, avec la cession des vivres par les autorités françaises, avec l'intégration de certains produits italiens, notamment les pâtes[94] ; ce choix était motivé surtout par la demande italienne d'une réduction de la denrée envoyée de la Péninsule vers le 2e C.A.I., à cause des pénuries alimentaires suite aux désastres militaires du novembre 1917[95]. D'ailleurs, le Grand Quartier General français connaissait les habitudes alimentaires de l'Armée Royale, en particulier grâce à la mission d'étude et recherche du sous-officier Albert Briand, en août 1917, et la récolte d'information sur la nourriture italienne au front comme à l'arrière[96].

Par contre, dans le climat de scepticisme et de distance décrit ci-dessus entre les deux alliés, certains cas de méfiance et incompréhensions des autorités françaises envers celles italiennes se présentent, causés surtout par l'absence d'une organisation réciproque à la base. Un des exemples frappants est la question de la viande des chevaux, qui mouraient en grand nombre sur le front et étaient abattus par les bouchers de l'armée : ils constituaient une partie intégrante de l'alimentation quotidienne des *poilus*. Par contre, c'était une pratique inexistante dans les forces armées italiennes et, une fois sur le front occidental, les bouchers italiens commençaient à vendre ou donner certaines parties des chairs équines aux homologues alliés,

---

93 SHD, GR 16 N 2655, télégramme du Commandant en chef de la Direction de l'Arrière au Commissaire militaire de la station-magasin de Lyon-Part-Dieu, n° 428/DA, 29/05/1918

94 SAPORI Julien, *op. cit.*, p. 74

95 SHD, GR 16 N 2655, communication téléphonique reçue par M. l'Officier d'Administration DAUBIGNEY, 27/05/1918

96 SHD, GR 16 N 2652, dossier 1

notamment du cuir et des déchets des bovins. Les Français restent impressionnés par ce comportement des bouchers d'au-delà des Alpes, non seulement pour le refus d'utiliser ces chairs aptes à la consommation (généralement pour fabriquer des saucissons), mais surtout de les vendre aux intendants des autres armées, quand les bouchers américains les donnaient gratuitement[97].

Ce malentendu était le résultat de la mise en place chaotique d'un énorme réseau qui mettait en contact perpétuel deux peuples avec des habitudes et cultures complètement différentes, dont pouvaient naître ce genre de débats ; et cette situation chaotique eut des conséquences sur d'autres questions, qui touchaient les mêmes gouvernements, comme le cas de la solde.

c) *Les cas du ravitaillement et de la solde, des exemples de chaos organisationnel*

Le paiement des soldats, comme la plupart des questions économiques du C.A.I., était sous une directive de la Base Italienne de Lyon, qui devait gérer les flux monétaires provenants de l'Italie, pour la solde des combattants mais aussi des travailleurs et ouvriers auxiliaires italiens, ainsi que payer les ravitaillements d'origine française. En considérant le contexte chaotique de la création de cette base précédemment analysé, l'intendant du 2e C.A.I. avait été forcé de demander au gouvernement français des emprunts déjà à la date du 7 mai, pour payer la solde d'avril aux troupes[98]. L'opération fut approuvée « à titre exceptionnel » après deux jours[99] mais ces premières opérations financières se révèlent confuses et avec plein d'erreurs, comme l'envoi de la solde aux soldats en lires italiennes, inutiles en France, et la nécessité de conversion en francs français et un taux d'échange de 63 lires pour 100 francs. Un autre facteur d'un manque d'organisation est le prélèvement d'argent de certains crédits privés en urgence par le Ministère des Finances français pour financer la solde du mois de

[97] SHD, GR 16 N 2655, dossier 2, lettre du directeur de l'intendance du 13e C.A. Patillon à l'intendant militaire de la IIe Armée, 08/06/1918

[98] SHD, GR 16 N 2655, télégramme à chiffrer du Commandant en Chef (Direction Arrière) à Ministre Guerre, Etat-Major générale de l'Armée- groupe de l'Avant, n° 7648/M, 07/05/1918

[99] SHD, GR 16 N 2655, télégramme du Commandant en Chef (Direction Arrière) à Etat-Major St Memmie - 1° Bureau, n° 1315/DA, 09/05/1918

mai des troupes italiennes[100]. Pourtant, après cette crise initiale de la solde de d'avril et mai, à partir de juin 1918 les autorités franco-italiennes arrivent à trouver une méthode de paiement qui permet de verser l'argent aux troupes sans aucun délai. En effet, si les questionnements des autorités françaises sur les versements à faire pour la solde de mai commençaient déjà à la fin du mois, ils ne s'estomperons qu'à partir de mi-juin, à partir de ce moment on observe deux *modus operandi* : la distribution de la solde des troupes non plus en mensualités mais en quinzaines, pour permettre le déplacement de flux monétaires plus modestes, et la demande en avance des nécessités financières futures. Cette façon de procéder commença dès le 22 juin 1918 pour la solde de la première quinzaine de juillet[101] et du 15 juillet (pendant les premières phases de la bataille de la Marne) pour la deuxième quinzaine du mois[102].

La solution à cette question économique et financière arriva le 4 août 1918, grâce à la convention signée entre les gouvernements des deux pays frontaliers et signée par Francesco Saverio Nitti, ministre du trésor italien, et Louis Lucien Klotz, ministre des finances français, sur les dépenses militaires de l'un des deux pays dans l'autre et vice-versa[103]. La solution principale imposait aux deux pays de soutenir économiquement les troupes de l'autre nation sur son propre territoire, comme les matériaux de guerre ou les déplacement au front. En outre, l'Italie, à coté du maintient financier et alimentaire des F.F.I., devait rembourser le gouvernement français avec bons du trésor à conditions bénéfiques, à cause de l'achat de considérables quantités de matériaux de guerre français (notamment pour le 2e C.A.I.)[104]. Mais aussi la solde des troupes est prise en considération, dans l'article 5, et les soldats du général Albricci furent totalement payés par le ministère des finances français, en terminant les solutions de crise et les retards des paiements causés par l'absence d'une vraie organisation de base. De ce moment jusqu'à la fin du conflit, le 2e C.A.I. et les T.A.I.F. n'avaient plus ce genre de problème financier et, grâce à cette convention et aux accords .

---

[100] SHD, GR 16 N 2655, télégramme de l'Intendant général de l'Armée au G.Q.G., n° 5373/1, 12/06/1918

[101] SHD, GR 16 N 2655, lettre du colonel Leone, Commandant la Base Italienne en France, à Monsieur le Général commandant en Chef (Direction de l'Arrière), n° 2365, 22/06/1918

[102] SHD, GR 16 N 2655, lettre du Ministre des finances à M. Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre - Etat-Majeur de l'Armée - Groupe de l'Avant - 1er Bureau, n° 769, 15/07/1918

[103] SHD, GR 16 N 2655, « Convention entre les Gouvernements Français et Italien pour l'établissement et le règlement d'un Compte de Compensation », 04/07/1918

[104] Ibid., article 3

L'initiale absence d'une organisation administrative et financière est un élément qui porte à certains affrontements entre les autorités des deux armées alliées qui, accompagnée des méfiances du peuple français vers ces combattants italiens, causent problèmes entre les deux nations frontalières. Du point de vue administratif, la résolution des majeurs problèmes permettait non seulement une stabilisation et un renforcement des rapports diplomatiques entre France et Italie, mais il permettait même une distension des troupes au front, avec une fourniture alimentaire et des armements régulière en ligne, avec l'arrivé de la solde précise à la fois.

Mais ces désagréments n'empêchent pas au 2e C.A.I., de mai à novembre 1918, de se battre bravement sur le front occidental au-delà des stéréotypes ou préjugés et, comme affirmait le général Albricci au général Philippe Pétain : « Nous sommes venus pour nous battre, pas pour voir comment les Français se battent »[105]. Même si l'objectif de réhabiliter l'image du Royaume n'arrive pas toujours à s'accomplir, l'unité et son général gagnaient un grand prestige entre les combattants des armées alliées et des politiciens étrangers, y compris certains hostiles envers la Péninsule.

III. Les opérations du 2e C.A.I.: de Bligny à Rocroi

Le 2e C.A.I. du général Albricci, après quelques semaines dans les camps d'acclimatation, était envoyé au front, il est possible de regrouper sa participation en trois phases : une première, de mai au 15 juillet 1918, pendant les premières actions sur le front français et la fraternisation avec les alliés, dont notamment les Français restent impressionnés par les troupes du 2e C.A.I.; la deuxième est brève mais intense, entre le 15 et le 24 juillet 1918, et de la deuxième bataille de la Marne, qui voit l'engagement total des soldats italiens dans les combats, spécifiquement autour du village devenu célèbre de Bligny; la troisième consiste dans les derniers mois du conflit, entre la fin de juillet et le 11 novembre, et la grande participation des unités du *Regio Esercito* à l'assaut final de l'Entente, connu comme l'Offensive des Cents Jours et qui porte les Italiens jusqu'à Rocroi, sur la frontière franco-

[105] La Stampa, « *Terra di Francia rossa di sangue italiano : La battaglia di Bligny nella rievocazione de Curzio Malaparte* », 14/07/1929, p. 1

belge. Dans ces longues et sanglantes campagnes, Albricci et ses unités gagnent le respect et l'admiration des soldats anglais, français et américains, non seulement dans les proclamations officielles, mais même avec gestes de fraternité concrets. C'est un mécanisme classique pendant la guerre mais, en considérant les événements des semaines précédentes et la terrible réputation de l'armée (et du peuple) italien, surtout après Caporetto, c'est un succès propagandiste pour le jeune Royaume.

a) De l'Argonne à l'Ardre : les premières semaines au front

L'envoi en première ligne des premières unités du 2e C.A.I. est caractérisé par un ultérieur débat entre les commandants français et italiens sur la gestion et la direction de cette force, mais aussi par la première confrontation entre les soldats italiens et l'ennemi allemand, dans une morphologie encore peu maitrisée et pour la plupart inconnue. De ces actions, naît un premier sentiment d'admiration et de respect des alliés vers les italiens, notamment des généraux comme Pétain ou Foch.

La première unité envoyée au front était la 3e DI, entre le 14 et le 17 mai 1918, sous les dépendances de la IIe Armée française, dans le secteur de l'Argonne, entre les villages de d'Avoncourt et Boureuilles (voir carte n°2), à une quarantaine de kilomètres à l'Ouest de Verdun[106], avec la 8e D.I. à Arcis-sur-Aube en réserve. En mai 1918, le front de l'Argonne était une ligne tranquille, ce qui permis au commandement français de placer la division sur un front de 12 kilomètres. La décision d'envoyer les troupes d'Albricci dans un secteur calme fut prise pour habituer les combattants à interagir et comprendre le territoire français, différent des rocailles du Carso et de la rivière Isonzo : les Italiens restent impressionnés par cette conformation du terrain, considéré « vallonné et boisé »[107] et, même si les manœuvres dans les camps d'acclimatation avaient pour but d'entraîner les soldats à combattre dans ce genre de territoire, les actions de patrouille et création de défenses dans l'Argonne a permis une ultérieure maîtrise du terrain et des tactiques défensives françaises. La permanence de la 3e

[106] BARONI Pietro, *Gli eroi di Bligny : 1918, l'epopea delle truppe italiane sul fronte occidentale*, *op. cit.,* p. 95

[107] MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, *op. cit.,* p. 47

D.I. au front se déroule tranquillement et, suite à la mort du premier soldat italien en action sur le front occidental, le caporal Riccardo Martini du 75e régiment d'infanterie[108], la 8e D.I. entre en service dans le même secteur entre le 27 et 31 mai[109]. Par contre, la permanence de cette unité sur le front de l'Argonne est relativement brève et déjà le 7 juin 1918 le C.A.I. reçoit l'ordre de déplacement[110]. À ce moment, la nouvelle destination du 2e C.A.I. n'était plus une zone du front tranquille et éloignée des grandes manoeuvres de l'Offensive de Printemps, mais c'était un secteur sensible et sur la nouvelle ligne défensive anglo-française, fondamentale pour bloquer les avancées allemandes sur Paris[111]. Plus particulièrement, le secteur était sur la nouvelle ligne défensive de l'Entente, née après l'attaque allemande dans l'Aisne entre le 27 mai et le 4 juin 1918, qui forma un saillant dans les anciennes lignes alliées avec pour extrémités Reims à l'Est, Château-Thierry au Sud et à l'Ouest. Le but du 2e C.A.I. était la défense de la vallée de l'Ardre et la Montagne de Bligny, une butte fondamentale pour atteindre la ville d'Epernay (voir carte n°3); si elle était tombée dans les mains des Allemands, elle aurait permis l'encerclement du 1er C.A.C. français, le contournement de Reims et des armées alliées et l'accès aux routes et voies ferrées vers Paris, à une soixantaine de kilomètres, sans aucune résistance : « La France confie à notre vaillance et à notre honneur la défense d'une des portes sacrées de son territoire »[112] comme affirmait le général Albricci lui-même.

Les soldats italiens, maintenant sous le commandement de la 5e Armée française du général Henri Mathias Berthelot, commençaient à arriver dans ce secteur entre le 11 et 13 juin 1918, avec la 3e DI du général Pittalunga à la place de la 28e D.I. française, suivi par la 8e DI de Beruto entre le 17 et 19 juin, en occupant les positions de la 19e D.I. anglaise[113]. En venant entièrement déployé sur la ligne du front, contrairement à l'expérience en Argonne où seulement une division à la fois venait employée, le 2e C.A.I. couvrait un front de plus de 15

---

[108] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, *op. cit*., p. 103

[109] *Ibid.*

[110] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *La Champagne italiana. Arditi e Curzio Malaparte in Francia*, *op. cit.*, p.16

[111] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 3, télégramme du commandement du 2e C.A.I. au Comando Supremo et à la section italienne du Conseil Supérieur de Guerre Interallié de Versailles, n°1358

[112] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 5, message du général Albricci aux troupes et aux officiers, 10/06/1918

[113] BARONI Pietro, *op. cit*., p. 95-96

kilomètres : la 8e D.I. occupait les positions à gauche du dispositif défensif, à partir du village de Champlat, en passant par le Bois des Eclisses jusqu'à atteindre la rive gauche de la rivière Ardre ; la 3e D.I. était placée entre la côte droite du ruisseau, Bligny, Bouilly et Vrigny, avec le petit bois limitrophe. Pour conclure cette rapide description de la disposition des troupes italiennes, il faut rappeler la présence du 5e C.A. français au Sud et la 2e D.I. coloniale française au Nord de la ligne italienne[114] (voir carte n°4).

Le baptême du feu italien dans le secteur de l'Ardre arrivait déjà le 23 juin 1918, avec une puissante attaque allemande sur Bligny et le Bois des Eclisses, notamment les secteurs de la brigade « Alpi » et du 51e régiment d'infanterie[115]. Après plusieurs heures de féroces combats et le barrage intensif de l'artillerie italienne, qui effectuait « des tirs de répression très efficaces sur nos positions temporairement perdues »[116], les forces allemandes reculaient. La tentative successive effectuée le jour d'après par les soldats du Kaiser se résout en un autre échec, et les escarmouches des semaines successives dans le secteur italien montrent l'importance de la Montagne de Bligny et de la rivière Ardre pour les Allemands.

Mise à part une tentative d'assaut italienne le 3 juillet, pour augmenter le terrain italien aux pieds du saillant de Bligny, sans un vrai succès[117], les combats autour du secteur du 2e C.A.I. se stabilisent, en permettant le repos de ces troupes mais pas la substitution. L'attitude professionnelle et brave des divisions italiennes leur vaut l'appréciation non seulement des alliés, mais du *Comando Supremo* et du général Diaz, qui affirme que cette unité « sera également en mesure d'aborder les compétitions les plus importantes à l'avenir, en portant toujours haut le nom de l'armée italienne qu'elle représente »[118]. Et le nom du *Regio Esercito* fut parfaitement représenté par le 2e C.A.I. dans l'affrontement plus dur de son expérience sur le front occidental : la Deuxième bataille de la Marne, la dernière tentative du *Kaiser* Guillaume II de conquérir Paris.

---

[114] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *op. cit*., p. 17

[115] MARZIANO Luigi, op. cit., p. 65-66

[116] *Ibid*.

[117] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *op. cit*., p. 20-25

[118] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 5, ordre du jour du 2E C.A.I., 28/06/1918

b) Les Italiens dans la « Friedensturm »

En termes numériques, la participation du 2e C.A.I. à la Deuxième bataille de la Marne, ou « *Friedensturm* » (« Offensive pour la Paix »), entre le 15 et le 24 juillet 1918, est réellement petite : sur un front de 90 kilomètres, les divisions en première ligne étaient 58, dont quarante-quatre françaises, huit américaines, quatre anglaises et les deux qui restent sont les troupes d'Albricci[119]. Mais si numériquement les Italiens sont extrêmement marginaux, ce qui cause aussi une marginalisation du souvenir de leurs actions dans le récit historique de la bataille, ils combattent contre des unités allemandes plus nombreuses et mieux entraînées. Entre le 15 et le 24 juillet 1918, comme démonstration de son énorme sacrifice et héroïsme, le 2e C.A.I. perd un tiers de ses effectifs entre troupes et officiers combattants[120]. Mais pour comprendre le véritable effort des divisions du *Regio Esercito* à Bligny, il est nécessaire de comprendre aussi le contexte autour des combats.

Les deux divisions italiennes, au moment de l'attaque, étaient en première ligne depuis trois semaines, ce qui signifie un énorme effort physique et psychologique pour les troupes, et « Un mois entier passé en contact permanent avec l'ennemi aurait mérité, même sans la diversion sanglante de Bligny, une revigorante période de repos »[121]. En effet, il faut encore ajouter la fatigue causée par les attaques continues, sur grande et petite échelle, qui causèrent 788 pertes dans la troupe et 45 officiers avant le 15 juillet[122], impossibles à remplacer vues les difficultés sur le front italien et la distance géographique de la Péninsule. Avec ça, les positions du secteur de la Montagne de Bligny et de la vallée de l'Ardre, en étant une nouvelle ligne défensive, étaient insuffisamment développées et les combattants italiens furent obligés de travailler pour renforcer les défenses, avec les attaques allemandes en parallèle qui obligeaient les Italiens à recommencer les travaux d'aménagement[123]. En outre, avec la

---

[119] MADELIN Louis, « La deuxième bataille de la Marne », *La bataille de France*, 2018, nouvelle édition, Paris, Perrin, 350 p., p. 104-145

[120] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, *op. cit*., p. 126

[121] BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci], op. cit.,* p. 32

[122] *Ibid*., p. 117

[123] BERENZI Angelo, *op. cit.,* p. 22-23

« Friedensturm », le chef de l'armée allemande Paul von Hindenburg et son chef d'état majeur Erich Von Ludendorff visent à écraser les forces alliées, en étant la dernière chance où les forces allemandes pouvaient être numériquement supérieures aux Alliées, avant l'arrivée en masse des forces américaines. Comme conséquence, les 50 divisions allemandes, en terme d'hommes, étaient supérieures aux 58 de l'Entente[124], et cette supériorité numérique était présente même dans le secteur italien : au 15 juillet 1918, le 2e C.A.I. devait affronter l'aile gauche de la 7e Armée allemande du Prince Héritier, avec le 86e D.I. du 6e C.A. allemand face à la 3e D.I. italienne, et le 65e C.A. et deux de ses trois divisions contre la 8e D.I. italienne[125] (voir annexe n° 2).

L'attaque commença dans la nuit entre le 14 et le 15 juillet 1918, avec un puissant barrage des artilleries allemandes sur l'extrême gauche de la ligne italienne pour plus de quatre heures. Le bombardement était tellement violent qu'il était impossible d'utiliser les instruments optiques de l'artillerie, pour essayer un tir de contre-batterie[126], notamment sur la brigade « Alpi » et la percée des forces du Kaiser dans ce secteur déjà le matin du 15 juillet même, comportant plusieurs pertes territoriales italiennes ; cette attaque, soutenue par un coup de main allemand à la droite de la « Alpi », obligeait toute la 8e D.I. à se replier et, pour éviter un encerclement du secteur, le générale Albricci ordonna la retirée général du C.A.I. sur la deuxième ligne[127]. Mais, hormis plusieurs attaques féroces les trois jours successifs, les Italiens réussirent à garder cette nouvelle ligne défensive, même grâce au soutien de la 120e D.I. française, mais aussi des contre-attaques de l'infanterie et aux coups de main des *arditi* du IIe *Reparto*, avec notamment Curzio Malaparte[128]. Cette résistance héroïque mais sanglante avait énormément affaibli les divisions italiennes : au 17 juillet, la 8e D.I., qui comprenait les brigades « Alpi » et « Brescia », avait seulement 68 officiers, 1 348 troupes, plus de 1 200 blessés et 7 pièces d'artillerie[129]. Dans ces conditions, même si Albricci demandait la retirée du front de cette division, qui « a été si réduite et éprouvée qu'elle est

[124] MADELIN Louis, *op. cit.*, p. 109

[125] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *op. cit*., p. 34-35

[126] MARZIANO Luigi, *op. cit*., p. 75

[127] FERRARA Matteo, *op. cit*., p. 124-125

[128] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *op. cit*., p. 89-93

[129] SHD, GR 19 N 924, lettre du général Albricci au général Berthelot, commandant de la 5e Armée, 17/07/1918

hors d'état d'intervenir en l'état actuel »[130], le 2e C.A.I. participait à la contre-offensive du 18 juillet 1918, déclenchée sur tout le front et déjà le soir certains centres sont occupés à nouveau, comme Courmas. Finalement, le 2e C.A.I. reçut l'ordre de se retirer du front déjà le soir du 18 juillet[131], où ils partirent le jour d'après, avec la substitution par le 22e C.A. anglais, mais cela ne signifie pas que toutes les forces du *Regio Esercito* dans le secteur de l'Ardre étaient substituées : le 18 juillet, trois régiments italiens (dont le *arditi*) forment un « régiment de manoeuvre » aux dépendances de la 2e D.I.C. française, même si ces soldats sont à retirer le plus vite possible du front considérant les conditions critiques des unités[132]. Avec eux, le 10e régiment d'artillerie, celui de Luigi Marzano, était rattaché aux artilleries de la 120e D.I. française[133], dont le commandant se félicite d'avoir sous ses dépendances cette « poignée d'héros »[134]. Ces troupes se battent dans la reconquête des anciennes positions du secteur de l'Ardre perdues les jours précédents, notamment les Bois des Eclisses et le Bois de Courton, avec plusieurs villages comme Marfaux ou Champlat. Mais, en considérant l'usure de ces unités après dix jours de batailles acharnées, elles sont progressivement retirées, pour être substituées par les forces franco-anglaises plus reposées, avec les dernières unités substituées le 24 juillet[135] et l'entièreté du 2e C.A.I. envoyé au Sud de la Marne pour réorganisation et repos à partir du 26 juillet[136].

L'héroïsme des Italiens à Bligny marque un tournant de la réputation de cette unité, et de l'Italie, aux yeux de l'Entente, qui permet la reconnaissance de leur bravoure et de nettoyer l'ancienne image de Italiens, influencée avant par les stéréotypes sur les migrants, puis aux couards et « *sbandati* » de Caporetto. Même si en France certains hauts fonctionnaires de l'État critiquent comment la presse de la Péninsule exagère le rôle du 2e C.A.I. sur l'Ardre[137],

---

[130] *Ibid*.

[131] BARONI Pietro, , *op. cit*., p. 193

[132] SHD, GR 19 N 924, lettre du général Albricci au commandant du 1er C.A.C. français, n° 2268, 20/07/1918

[133] *Ibid*., p. 194-195

[134] MARZIANO Luigi, *op. cit*., p. 79

[135] BARONI Pietro, *op. cit*., p. 200

[136] *Ibid*.

[137] SHD, GR 16 N 3004, dossier 1, télégramme de l'ambassadeur à Rome Barrère au C.S.G. et au G.Q.G., n° 1556, 23/07/1918

les relations entre les autorités militaires des deux pays se renforçaient, grâce aussi aux améliorations d'organisation. Cela permit aux combattants italiens de continuer les opérations et la collaboration avec les forces de l'Entente jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918, en arrivant à la frontière belge.

c) *L'Offensive des Cents Jours: les Italiens vers Rocroi*

Suite à la Deuxième bataille de la Marne, le 2e C.A.I. nécessitait une période de repos pour réorganiser les énormes pertes subies : sur les 30 000 hommes du C.A.I. au 15 juillet 1918, les pertes étaient de 10 915 hommes, dont 4 000 morts[138]. Mais, si à Bligny les forces du général Albricci se sont montrées extrêmement capables de combattre une bataille défensive, la participation à la dernière avancée alliée vers l'Allemagne, dans les derniers mois du 1918, montra aussi les capacités du 2e C.A.I. à savoir mener une guerre offensive.

La pause des combats fut courte mais intense : en deux semaines et demie, entre le 25 juillet et le 11 août, Albricci fut obligé de réorganiser les renforts nécessaires pour remettre en service ses unités. Pour ce propos, le commandement décida de suivre deux voies : la première était l'arrivée des renforts de la Péninsule, avec plus de 4 000 hommes[139] ; la deuxième voie consistait dans la réquisition des combattants-ouvriers auxiliaires des T.A.I.F., qui permettait l'arrivée de 2 000 renforts au sein du C.A.I.[140]. Mais déjà, entre le 11 et 15 août, l'unité fut envoyée au front, sous la direction de la 2e Armée française, dans le secteur de Varennes-en-Argonne, une ligne relativement calme qui permettait de continuer la réorganisation de l'unité, particulièrement pour la 8e D.I., avec certaines lacunes. L'absence d'attaques allemandes et la complexité des abris de ce secteur choquent les soldats italiens, désormais habitués à combattre avec de faibles fortifications à leur disposition, en risquant aussi de provoquer la sédentarité des soldats[141]. Ce risque fut évité et déjà à partir du 7

---

[138] FERRARA Matteo, *op. cit*., p. 126

[139] *Ibid*., p. 128

[140] SHD, GR 19 N 924, dossier 3, G.Q.G. des Armées Nord et Nord Est, note n° 22007, « *passage des militaires des troupes auxiliaires italiennes au 2e C.A. italien* », 18/07/1918

[141] BERENZI Angelo, *op. cit*., p. 42

septembre 1918, après être revenu sous le commandement du général Berthelot et sa 5e Armée, le 2e C.A.I. partait vers les lignes sur la rivière de l'Aisne[142], entre les villages de Presles-et-Boves et Villers-en-Prayeres. Les premières troupes italiennes atteignent la première ligne seulement le 10 septembre, avec la 8e D.I., suivies le 20 septembre par la 3e D.I., avec l'entièreté du 2e C.A.I. positionné le 23[143]. À l'arrivée en ligne des soldats d'Albricci, la situation stratégique de l'Entente était considérablement changée à partir de la fin de juillet : en effet, grâce à l'arrivée en masse quotidienne des troupes et matériaux américains et à l'effondrement de l'armée impériale allemande, depuis le début d'août avait commencé l'Offensive des Cents Jours, une série de batailles décisives où les forces alliées commençaient une lente mais difficile repoussée des forces du *Kaiser* vers la frontière allemande ; plus particulièrement, la grande manoeuvre débuta le 8 août 1918, avec la percée anglaise dans le secteur fondamental de Cambrai[144]. Dans ce contexte, où la guerre de position avait laissé la place à une guerre de mouvement en faveur des armées françaises, anglaises, américaines et belges, le 2e C.A.I. participait avec toutes ses forces, en donnant son apport à la victoire finale du 11 novembre 1918.

Sur le nouveau front de l'Aisne, le 2e C.A.I. commença la grande attaque face aux positions allemandes le 29 septembre 1918, deux jours après le début de l'offensive de la 5e Armée, avec le dépassement de la rivière par l'aile gauche du dispositif italien, et la conquête de plusieurs villages dans les trois jours successifs, notamment Soupir et Chavonne[145]. Déjà le 3 octobre, les avant-gardes italiennes atteignent le Canal de l'Oise à l'Aisne, franchi en force seulement 7 jours après avec une grande attaque de tout le C.A.I., qui permet à la 3e D.I. d'arriver au Chemin des Dames le 10 octobre. Ces combats, bien que victorieux pour les Italiens, se révèlent extrêmement sanglants et féroces, avec des combats urbains dans les villages[146] et l'usage intensif des gaz des deux cotés[147]. C'est une démonstration de la grande

---

[142] SHD, GR 19 N 425, dossier 2, note de l'Etat-Major du IIme Corps d'Armée Italien, n° 2682 Op., « *Relève des troupes et départs* », 07/09/1918

[143] BERENZI Angelo, *op. cit*., p. 43-44

[144] FERRARA Matteo, *op. cit*., p. 129

[145] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *La Champagne italiana. Arditi e Curzio Malaparte in Francia*, *op. cit.*, p. 103-104

[146] *Ibid*.

[147] MARZIANO Luigi, op. cit., p. 111

combattivité des forces impériales au point que le lieutenant Berenzi, impressionné par ces combats, affirmait : « cette grande armée [...] ne peut certainement pas être comparée à un chien fouetté qui s'enfuit avec la tête basse et la queue entre les jambes, mais plutôt à une bête blessée qui, tout en cédant, rugit et se cambre de manière menaçante »[148]. Mais cet aspect n'empêchait pas les Italiens de continuer leur avancée, aidés aussi par la présence du régiment de cavalerie légère « Lodi », avec 126 cavaliers[149], presque inutile dans les tranchées mais fondamentale dans ces manoeuvres, notamment comme instrument de reconnaissance du C.A.I. et d'avant-garde. Après cette première avancée, qui atteignit Sissonne[150] le 14 octobre, le 2e C.A.I. fut obligé de s'arrêter, vu ses nombreuses pertes, dont la 3e D.I. avait perdu 2 157 hommes, et pour les grandes défenses allemandes de la Ligne « Hindenburg », formé dans ce secteur par des ruisseaux, étangs et routes impraticables ; une autre cause de l'arrêt de l'avancée est la peur constante des pièges et mines, laissés par les Allemands sur toute la route de leur retirée, causant une détérioration du moral et une anxiété pas seulement chez les Italiens, mais aussi entre les alliés. Mais cette attaque avait porté les Italiens, du 28 septembre au 14 octobre, à avancer plus de 40 kilomètres dans le territoire français occupé[151], grâce aussi à l'usage moderne des *Reparti d'assalto* et de l'artillerie de campagne. Le 4 novembre 1918, jour de l'armistice de Villa Giusti et la fin de la guerre en Italie, après certains jours de repos nécessaires et le passage aux dépendances de la 3e Armée française, la dernière attaque italienne sur le front français commença, concomitamment aux nouvelles offensives alliés. Dans cette semaine, les forces italiennes dépassent les dernières lignes allemandes sans grandes difficultés et, mise à art la paranoïa liée aux pièges et embuscades, le 2e C.A.I. atteint la rivière Serre le 7 et l'Aube le 8[152] et, grâce à la rapidité des cavaliers légers du régiment « Lodi », dans la nuit entre le 10 et 11 novembre 1918, les Italiens rentrent à Rocroi, lieu de la célèbre bataille de la Guerre de Trente Ans, qui fut concédée aux Français vers 9 heures du 11 novembre même[153].

---

[148] BERENZI Angelo, *op. cit*., p. 48-49

[149] SHD, GR 19 N 425, dossier 2, lettre de l'État-Major du 2e C.A.I. à l'État-Major de la 2e Armée française, « Éléments de cavalerie se trouvant dans le corps d'armée italien », n° 2551 Op., 28/08/1918

[150] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *op. cit*., p. 113-114

[151] FERRARA Matteo, *op. cit*., p. 132

[152] *Ibid*., p. 133

[153] Angelo BERENZI, *op. cit*., p. 50

Avec ce dernier événement se conclue l'expérience militaire des combattants italiens sous le général Albricci qui, avec leur bravoure et expertise, ont permis à l'Italie de participer sur le front le plus important de la Grande Guerre pas comme un personnage secondaire, mais comme un protagoniste des événements des derniers mois du conflit. En outre, c'est une démonstration de la compétence des officiers et de la troupe italienne, dans des contextes défensifs et offensifs, surtout après Caporetto et l'image internationale des troupes italiennes, considérées comme non fidèles et couardes.

L'expérience du 2e C.A.I. en France reste imprimée dans les mémoires des décennies suivants, notamment avec le travail de Kurt Erich Suckert (Curzio Malaparte depuis 1925), dont l'une des ses contributions la plus importante est un long article, publié pour le onzième anniversaire de la bataille de Bligny, le 14 juillet 1929, dans son journal *La Stampa*[154]. Mais pour la politique française, le sacrifice du 2e C.A.I. reste ancré dans les esprits de certains politiciens et généraux comme pour le général Pétain, lors son élection à l'académie Française en 1931, suite à la mort du maréchal Foch, déclare dans son discours d'élection « le 2e Corps d'Armée italien contribuait par son attitude héroïque à barrer aux Allemands la route d'Epernay »[155].

[154] La Stampa, « *Terra di Francia rossa di sangue italiano : La battaglia di Bligny nella rievocazione de Curzio Malaparte* », 14/07/1929, p. 1-2

[155] *Discours prononcés dans la séance publique tenue par l'Académie Française pour la réception de M. Le maréchal Pétain le jeudi 22 janvier 1931*, Paris, Institut de France, 1931, p. 20

Chapitre III

Comme déjà mentionné précédemment, l'envoi du 2e C.A.I. sur le front occidental n'avait pas un objectif militaire, avec la participation active sur les lignes de l'Argonne ou de l'Aisne, mais surtout de nature politique et de propagande. Néanmoins, ces objectifs politiques et diplomatiques étaient connus des officiers autant que des soldats eux-mêmes, qui s'imaginaient et comprenaient l'importance de leur rôle propagandiste auprès des homologues de l'Entente[156]. Pour atteindre ce but, l'un des points les plus importants était comment les soldats se montraient aux soldats alliés et au peuple français, principalement pour détruire le stéréotype sur les Italiens : effectivement, l'image du peuple italien en Europe était surtout liée aux nombreux clichés, comme « le gourmand dévoreur de macaronis […] le Cicéron ignorant et fourbe […] le joueur de mandoline ivre d'amour et de jalousie »[157]. Cette vision provient de la généralisation des millions de pauvres paysans italiens qui ont émigré dans le reste de l'Europe entre la fin du XIXème siècle et les années précédant la Grande Guerre, notamment en France[158]. Et, en démonstration de la défiance du peuple envers ces immigrés, il se produit de nombreux épisodes de violence contre les communautés italiennes dans la France entière, dont le cas le plus notable est le massacre d'ouvriers saisonniers italiens à Aigues-Mortes, en Occitanie en 1893.

Donc, pour écraser cette image de l'Italie négative et stéréotypée, aggravée par les événements de Caporetto précédemment évoqués, l'image des soldats italiens du 2e C.A.I. devait être impeccable et fraternelle, au front comme à l'arrière, avec des activités de fraternisations ou parades ; les meilleures occasions pour montrer le 2e C.A.I. étaient les visites des hautes fonctions, civiles et militaires, des pays alliés, et les soldats d'Albricci furent protagonistes de nombreuses de ces inspections. À ce propos, afin de garder un bon moral des soldats pour qu'ils puissent donner une image encore meilleure, les autorités militaires italiennes prirent plusieurs décisions et permirent la réalisation d'autres initiatives : de la fondation d'un journal de tranchées jusqu'à la décision, par le « *Servizio Stampa* », le

[156] ISNENGHI Mario « Préface » dans MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, *op. cit*., p. 9-11

[157] BERENZI Angelo, *op. cit.*, p. 2

[158] Pour approfondir le mouvement des immigrés italiens en France au XXème siècle, voir MILZA Pierre, *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza, Rome, Ecole Française de Rome, 1986, 808 p.

service de la presse du C.A.I., de filtrer même les informations politiques et militaires qui parvenaient aux officiers, avec des opuscules sur les majeurs renseignements de la presse européenne.

La grande appréciation et l'estime des Italiens et des Français pour cette unité ont montré que le 2e C.A.I. a atteint nombre de ses objectifs politiques et militaires, dépassant même souvent les attentes.

I. Journaux et opuscules contre l'insubordination et la dépression des soldats

Avec la fin du commandement de Luigi Cadorna, l'armée italienne vit une période de modernisation, non seulement dans l'étude des nouvelles tactiques militaires et dans l'organisation au sein des unités, mais aussi dans les interactions entre les hauts-gradés et la troupe. Si d'un côté les soldats italiens avant Caporetto faisaient objets d'un rigoureux contrôle et de la discipline (qui justifie l'énorme taux de condamnations capitales des tribunaux militaires entre 1915 et 1917[159]), l'arrivé du général Armando Diaz a été une véritable bouffée d'air frais pour le moral en berne des hommes : la naissance de *l'Ufficio P* (office de propagande) et l'amélioration de la vie des combattants, avec des meilleures rations et des périodes de repos plus longues[160], aidèrent les forces italiennes dans la reprise de moral suite au désastre de Caporetto, en réduisant considérablement le taux de désertion, qui restait en tout cas haut. Sur le territoire français, le 2e C.A.I. appliquait ce genre de nouveautés, où l'amélioration de l'esprit des soldats rentrait dans le projet de donner la meilleure image possible du soldat italien, en les satisfaisant pour éviter le mécontentement et les critiques envers les autorités militaires et civiles italiennes.

---

[159] CANDELORO Giorgio, *Storia dell'Italia moderna, Vol. 8: la Prima Guerra Mondiale, il dopoguerra, l'avvento del Fascismo, op. cit.,* p. 163-168

[160] *Ibid*., p. 197-198

a) Les défections des militaires italiens en France

Un aspect jamais analysé de l'histoire du 2e C.A.I. est la justice militaire et les cas judiciaires des soldats du général Albricci, étant donné le faible intérêt envers ce sujet et le manque de documentation. Mais, malgré cela, certains de ces cas furent considérés comme nocifs à l'objectif politique de la C.A.I., ce qui pourrait entraîner le risque de contrecarrer la lutte contre les stéréotypes et les considérations négatives étrangères (surtout françaises) à l'égard du peuple italien. On y retrouve deux cas principaux, dont l'un concerne certains soldats italiens sur le sol français, tandis que l'autre touche le C.A.I. lui-même.

À vrai dire, le problème de cacher et limiter le plus possible les crimes militaires pour éviter une humiliation avec les autorités des pays alliés ne se vérifie pas seulement dans les rangs de l'unité d'Albricci et l'un des cas qui menaçait le plus l'image du Royaume a eu lieu à Marseille. En effet, entre février et mars 1918, éclate l'affaire dite du « scandale des faux certificats de Marseille »[161] où, selon les reconstitutions, un réseau de faussaires et de malfaiteurs italiens s'est spécialisé dans la falsification de documents pour les militaires italiens. La plupart des participants à cette fraude étaient des civils ou des militaires italiens du consulat général d'Italie à Marseille qui, pour obtenir davantage des permis pour rentrer temporairement dans la Péninsule, se sont adressés à quatre faussaires et à l'un de leur complice, également présent dans la même ville[162]. Au-delà de l'affaire judiciaire, qui dura jusqu'au début de l'année 1919 et qui impliqua de nombreux partis, ce qui est intéressant c'est l'intérêt immédiat des autorités italiennes, tant militaires que diplomatiques, à dissimuler toute l'affaire, proposant même d'extrader les criminels et les déserteurs vers l'Italie pour qu'ils y soient jugés[163]. L'inquiétude des diplomates et des officiers supérieurs italiens concernait surtout le risque que ce scandale soit repris et soit médiatisé par la presse française, donnant

---

[161] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », dossier (*busta*) 25, sous-dossier (*fascicolo*) 6, note du chef de la Mission Militaire italienne en France pour l'ambassade d'Italie à Paris, n° 3849/A, 03/12/1918

[162] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 25, fascicolo 6, « Elenco degli individui arrestati o detenuti a senti del codice penale per falso, uso di falso e complicità in falso »

[163] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 25, fascicolo 6, lettre de l'office de l'Avocat général militaire du Tribunal Suprême de guerre et marine au ministère de la Guerre, n° 104 R.G., 16/11/1918

une image terrible non seulement de l'armée royale, mais aussi du gouvernement italien lui-même, associé à des malfaiteurs et à des déserteurs[164]. Bien que la procédure judiciaire, avec les documents qui s'y rattachent, n'aient commencé qu'à la fin des hostilités, on peut imaginer que l'inquiétude était également présente dès l'arrestation des déserteurs et dans les mois qui suivirent, et le report du procès permit à la presse française, locale ou nationale, de ne pas en avoir connaissance ; il faut rappeler que peu après les arrestations, entre mars et avril, ils commençaient les décisions sur l'envoi du 2e C.A.I. et, comme on l'a déjà vu, la réputation du pays ne pouvait être mise en cause dans un moment aussi délicat. Grâce à ces décisions, l'affaire n'a jamais été portée à la connaissance du public, mais les risques liés à une perte de crédibilité de l'Italie en France sont apparus juste après, en particulier au sein du 2e C.A.I., celui qui était censée être la vitrine de la nouvelle Italie, et donc des affaires bien plus graves et dangereuses que celle-ci.

Comme déjà mentionné précédemment, le *Regio Esercito* était, pendant toute la Grande Guerre, la force armée qui exécutait le plus ses soldats accusés d'insubordination et, avec les réformes de l'ère Diaz, ce chiffre commençait à diminuer, sans évidement disparaître. Certains de ces cas se sont également vérifiés au sein du 2e C.A.I. lors de sa présence en France mais, si les cas d'insubordination étaient fréquents dans les armées de la Grande Guerre, pour Albricci et ses officiers, ils auraient pu avoir des conséquences beaucoup plus graves. En effet, selon un document confidentiel de l'État-major du C.A.I[165] (voir annexe n° 3), entre le 5 mai et le 5 juillet 1918, trente soldats des deux divisions se sont enfuis ou « se sont rendus indisponibles », probablement organisés entre eux, et, dès le 6 juillet, six d'entre eux ont été jugés : trois ont été exécutés, deux ont été condamnés à la prison à vie et un a été réintégré dans le rang. Les charges qui pèsent sur les accusés, allant de la sédition à la conspiration, permettent au général Albricci, lui-même présent aux délibérations du tribunal militaire, l'exécution de certains des organisateurs présumés, « pour donner aux troupes un exemple salutaire »[166]. Cette attitude du commandant du 2e C.A.I., outre qu'elle témoigne une certaine sévérité peu soulignée par l'historiographie de la figure d'Albricci, est significative

---

[164] *Ibid*.

[165] AUSSME, dossier 6, sous-dossier 3, lettre du général Albricci au *Comando Supremo* et à la section italienne du Conseil Supérieur de Guerre de Versailles, n° 1937, 06/07/1918

[166] *Ibid*.

de l'angoisse qui saisit le corps des officiers italiens : en effet, pour évoquer l'insubordination, le communiqué est truffé de termes tels que « fléau déplorable »[167] et « exemple grave »[168] et, pour éviter toute fuite d'information, le document est classé « Confidentiel », bien que de nombreux autres documents sensibles, tels que les mouvements d'hommes ou de matériel, ne soient pas classés secrets ; par conséquent, les commandants italiens étaient particulièrement sensibles à cette question, il s'agit d'un événement très peu mentionné par l'historiographie, vu le manque de documentation là dessus.

La crainte de perdre la bataille politique menée par le 2e C.A.I., au mépris d'un rapprochement injuste de l'Italie à des cas de désertion ou de fraude, explique la violence répressive des autorités italiennes et, en même temps, les diverses tentatives de dissimuler ces cas à la presse et aux alliés. Néanmoins, au sein des troupes de la C.A.I., la discipline est solidement maintenue par les officiers, surtout en matière de présentation des soldats et d'uniformes. Et, pour éviter la propagation de fausses informations ou de dissimulateurs (avec le risque de désertion ou complot), l'État-major du général Albricci prit des mesures.

b) *Informer les officiers pour divulguer aux soldats*

L'action de renseignement des soldats était nécessaire au sein du 2e C.A.I., considérant que ces hommes étaient établis dans un territoire où la population locale ne parlait pas leur langue maternelle et, en conséquence, les seules informations qu'ils recevaient provenaient de l'Italie elle-même, à travers les lettres et les récits des permissionnaires qui rentraient de la Péninsule. Donc, il s'agit d'une situation complètement different de celle sur le Piave, où les troupes combattaient, se reposaient et s'informaient dans leur même pays et à partir de nombreuses sources, comme les civils dans l'arriéré-front ou les journaux italiens, militaires ou pas. C'est pourquoi, pour Albricci et son entourage, se présente l'occasion de contrôler presque totalement les informations reçues par les soldats, grâce aussi au travail du bureau des informations de l'État-major du 2e C.A.I., et en utilisant comme intermédiaires les

[167] *Ibid*., p. 1

[168] *Ibid*., p. 2

officiers et les sous-officiers ; En outre, il s'avère essentiel de contrôler le flux d'informations que ces soldats, représentants du Royaume d'Italie renaissant à l'étranger, peuvent eux-mêmes diffuser en France, comme l'accentuation de l'inimitié des Alliés envers l'Autriche-Hongrie ou l'exaltation l'Italie elle-même.

La volonté du commandement italien de contrôler les informations qui parvenaient aux soldats et aux officiers se développe tardivement, vers la mi-août 1918, lorsque commencent à paraître de nombreuses brochures, distribuées par le bureau des informations de la C.A.I., sur les événements généraux en provenance d'Italie et du reste du monde. Ces brochures, intitulées « *Notizie più importanti pubblicate dalla stampa italiana ed estera* » (Nouvelles les plus importantes publiées par la presse italienne et étrangère), rassemblent des articles de journaux, traduits en italien, provenant non seulement des journaux alliés, mais aussi des pays ennemis, en particulier de l'Autriche-Hongrie (voir annexe n° 4). En général, les textes choisis parlent des problèmes financiers, militaires et alimentaires des Empires centraux, généralement pour rabaisser les adversaires et vanter les actions de l'Entente sur le front italien, comme les avancées en France et en Belgique. Outre les articles sur l'évolution du conflit, le bureau d'information du C.A.I. inclut dans la plupart des cas des articles, italiens ou étrangers, sur l'unité elle-même, en particulier ceux qui contiennent des mots d'admiration et d'estime à l'égard des Italiens. De cette façon, l'inclusion des actions du 2e C.A.I. parmi les nouvelles les plus importantes publiées dans la presse mondiale a également permis aux combattants de l'Albricci eux-mêmes de considérer leurs actions en France comme importantes. Ce qui est curieux dans ces numéros, c'est le sigle « distribution à tous les officiers », qui implique que ces nouvelles n'atteignaient qu'un cercle restreint et que le reste des hommes devaient s'informer comme ils le pouvaient : ceux qui parlaient anglais ou français, auprès de la population locale ou de leurs homologues alliés, ou encore les méthodes énumérées ci-dessus, ce qui implique que les officiers avaient un rôle privilégié. Certes, de nombreux officiers parlent plusieurs langues (comme Albricci lui-même) et il existe de nombreux moyens d'obtenir des nouvelles exactes du monde, comme la lecture des journaux français ; mais la diffusion de ces brochures montre comment le 2e C.A.I. cherche à filtrer certaines informations qui parviennent aux officiers et, par le biais d'autres brochures, à transmettre ces informations aux soldats.

Parallèlement à ces petits communiqués de presse destinés aux officiers, le commandement du 2e C.A.I. distribua aussi de petites feuilles intitulées « *Per parlare al soldato* » (Pour parler au soldat) et, comme dans le cas précédent, les fournis uniquement au corps des officiers italiens (voir annexe n° 6). Dans ces brochures, qui commencent à être distribuées chaque semaine à partir du 3 octobre 1918, on trouve des résumés et des explications sur les événements majeurs de tout le conflit, comme les raisons pour lesquelles l'Autriche-Hongrie a invité les gouvernements alliés à une négociation de paix[169] et la réponse du président américain Wilson[170]; mais il y avait aussi des articles sur le comportement des troupes dans les dernières semaines du conflit, soulignant inlassablement la nécessité pour les soldats d'avoir un comportement irréprochable devant les Alliés et, citant un article, « le soldat italien est le meilleur outil de propagande »[171]. En réalité, cette petite série de brochures a pour but de fournir aux commandants italiens les arguments nécessaires pour raconter le conflit ou pour haranguer et motiver les troupes elles-mêmes, toujours selon la volonté et la ligne dictée par le 2e C.A.I. et, par conséquent, le gouvernement italien.

De nombreux mémoires et documents privés de soldats devraient être étudiés en détail sur les résultats de cette campagne : Luigi Marziano, dans son journal, mentionne rarement les questions politiques, mais il est certainement fasciné à plusieurs reprises par le langage du général Albricci et du chef d'état-major de l'armée Diaz dans leurs communiqués aux troupes, montrant ainsi en partie le succès de la communication entre les officiers et les troupes selon les souhaits du gouvernement et du *Comando Supremo*. Cependant, outre les officiers, les informations sélectionnées par les commandements militaires et les autorités civiles étaient également transmises aux troupes via un outil relativement nouveau pour le *Regio Esercito*, qui pouvait transmettre des nouvelles filtrées aux soldats même pendant les périodes de repos : le journal de tranchée.

---

169 *Per parlare al soldato : spunti di conversazione*, « Perché l'Austria ha invitato ufficialmente i governi belligeranti ad uno scambio di idee per venire a trattative di pace? », 03/10/1918

170 *Per parlare al soldato : spunti di conversazione*, « Risposta di Wilson », 25/10/1918

171 *Per parlare al soldato : spunti di conversazione*, « Il soldato italiano è il miglior elemento di propaganda », 01/11/1918

c) *« Sempre Avanti! », un journal de tranchée italien singulier*

Même si présents depuis longtemps dans les rangs du *Regio Esercito*, les journaux de tranchées apparaissent en grand nombre à partir de la fin de 1917 suite à Caporetto ; non sans une raison ces petits journaux sont considérés par Fiorella Bartoccini comme « un réarmement psychologique » de l'Armée Italienne suite au désastre militaire[172]. Jusqu'à la fin du conflit, un énorme nombre de publications est imprimé mais avec de grandes différences entre elles, des techniques de production, parfois même écrits à la main, jusqu'à ceux à qui ils s'adressent, parfois destinés à une unité précise ou aux combattants d'une déterminée foi religieuse déterminée ou provenance géographique. Les journaux de tranchées les plus connus sont ceux des armées ou corps d'armée, comme *La tradotta* , de la 3e Armée, ou *La ghirba* de la 5e armée, qui pouvaient compter sur la collaboration de certains grands journalistes italiens, notamment Luigi Barzini du *Corriere della Sera* et les dessinateurs de *La Domenica del Corriere*. Dans cette narration, le même 2e C.A.I. se dotait de son propre journal, mais avec des différences qui le rendent unique dans son genre.

Le journal du 2e C.A.I. et en général des soldats italiens en France, était le *Sempre Avanti! Giornale del soldato italiano in Francia*, publié à partir du 8 septembre 1918 jusqu'au 23 février 1919, après vingt-cinq publications, qui avait comme rédacteur en chef le même Giuseppe Ungaretti. Imprimé par l'imprimerie artistique Lux de Paris, les numéros étaient composés de huit pages chacun, dont la première et la dernière étaient généralement des caricatures faites par des artistes et dessinateurs professionnels ; par contre, le reste du journal était rempli des vignettes et des dessins faits par les soldats eux-mêmes, grâce à plusieurs concours annoncés par la rédaction même, qui était à la recherche perpétuelle des travaux des soldats à rajouter dans ses pages. À côté de l'aspect illustratif, les articles étaient divisés en plusieurs catégories:

- Les rubriques rédigées par les auteurs, comme *Il Fante: psicologia di trincea*, « Le fantassin : psychologie de tranchée », sur la vie quotidienne des soldats italiens en France, avec de l'ironie sur les rapports avec les « poilus » et le peuple français, surtout à cause des différences de langue.

[172] BARTOCCINI Fiorella, « I giornali di Trincea », *Da Caporetto a Vittorio Veneto*, Trente, Saturnia, 1970, p. 113-142

- Les rubriques formées par des poésies ou les récits écrits par les soldats, comme *La guerra, cantando*, « La guerre, en chantant », faite avec les chansons rédigées par la troupe.
- Les nouvelles des tous les fronts et de la politique internationale, généralement en troisième page.
- Le récit des évènements du 2e C.A.I., notamment les batailles de Bligny et de l'Ardre, à travers des petits récits ou des descriptions détaillées.
- Une ou deux pages dédiées aux soldats décorées, avec la transcription de la justification.

Autre détail de l'unicité de ce produit c'est l'extrême soin dans la production du journal, notamment dans certains détails tels que les illustrations en couverture, en couleur, et la qualité des articles rédigés et de ses auteurs de premier ordre : ils collaborent avec des personnages italiens au sein du C.A.I., dont le jeune Curzio Malaparte (sous le nom de Suchert C. Erisch, paru pour la première fois sur le numéro 6[173]), mais aussi des grands dessinateurs, dont le plus important était Leonetto Cappiello, connu pour les affiches de grandes marques italiennes, comme Cinzano ; pourtant, à côté des Italiens, ils collaborent aussi avec des caricaturistes français, notamment Faïno. Cette collaboration entre Français et Italiens rends unique ce journal de tranchée italien, également parce que il ne s'adressait pas qu'à un public italien : comme il est possible d'observer sur chaque couverture, les textes des caricatures était en trois langues dont l'italien, le français et l'anglais, les langues des quatre majeures puissances sur le front occidental (Italie, France, Royaume-Uni et États-Unis), donc la tentative de rapprocher l'Entente et l'Italie même du point de vue culturel et de la vie quotidienne. En outre, la plupart des caricatures dans la une ne s'adressaient pas uniquement aux soldats et travailleurs italiens, mais elles étaient quasiment toujours focalisées sur des thèmes communs à toutes les armées de l'Entente : des vingt-six caricatures des premiers treize numéros du journal, seulement deux avaient les Italiens comme protagonistes, mais les caricatures des Empires Centraux dominent, plus de dix-neuf, suivies par deux dessins sur la condition des femmes à l'arrière qui attendent leurs hommes et les deux qui restent sont dédiées à la collaboration entre les pays alliés.

Le *Sempre Avanti!* joua un rôle important dans le moral des troupes et leur endoctrinement politique, en considérant qu'il était le seul journal italien pour les troupes du

[173] *Sempre Avanti!*, « I racconti della trincea: Ferragù, l'uomo dei boschi » de Suchert C. Erisch, n ° 6, 20/10/1918, p. 6

2e C.A.I. et la présence des soldats entre les auteurs, sous le contrôle perpétuel de la censure militaire. À côté de ça, ce journal de tranchée (par ailleurs comme tous les autres) n'est pas un bon exemple pour comprendre les vraies humeurs des soldats[174], mais par contre c'est utile pour analyser ce que l'État-major voulait transmettre à la troupe : une exaltation de l'action du 2e C.A.I., une propagande continue de la proximité militaire et idéologique des pays de l'Entente et la haine contre les Centraux, qui après l'Armistice se transforma en une campagne contre le bolchevisme. Et, à côté de l'intense campagne de propagande, détendre le soldat, avec des récits amusants sur des expériences qu'ils peuvent comprendre, liées à la vie militaire, et aux caricatures.

Les résultats de ces efforts ne tardent pas à arriver : depuis la grande bataille de l'Ardre jusqu'à la fin du conflit, il ne se vérifie plus de grands cas d'insubordination, fraude ou rébellion mais, au contraire, le 2e C.A.I. se montrait extrêmement efficace et combatif, dans un climat d'amélioration des rapports avec les alliés. À côté de ces aspects qui regardaient surtout les troupes du général Albricci et les travailleurs auxiliaires, les autorités politiques et militaires italiennes prenaient d'autres mesures, qui ne servaient pas seulement pour montrer le nouveau *Regio Esercito*, mais qui devaient aussi démontrer les solides relations de l'Entente et l'Italie.

II. Le 2e C.A.I. comme vitrine du nouveau *Regio Esercito* discipliné et fraternel

Avant les grandes action sur l'Ardre et à Bligny, l'arrivé en France du 2e C.A.I. n'était pas partagé par toute la classe politique française, qui envisageait ces troupes de mauvaise qualité ou à cause des rapports tendus des différents politiciens avec la monarchie méditerranéenne : c'est le cas du premier ministre et ministre de la Guerre Georges Clemenceau, qui était contraire à la présence des forces italiennes sur le front français, non seulement pour le risque d'une probable manipulation de la participation italienne pour

[174] Fiorella BARTOCCINI, *op. cit*.

augmenter les revendications de l'Italie après le conflit[175], mais aussi pour une aversion personnelle contre la Péninsule même[176]. Pour ces raisons, l'instrumentalisation du 2e C.A.I. au niveau politique et de propagande rentre dans le projet d'utiliser cette unité comme un exemple de la rénovation et modernisation de l'Italie et des ses forces armées, mais également pour montrer la proximité, idéologique, sociale et politique, du Royaume avec la France et l'Angleterre.

a) Entre parades et événements : le 2e C.A.I. en vitrine

En un laps de temps relativement court, les soldats du 2e C.A.I. participent à de nombreuses manifestations, pour soutenir leur position au sein de l'Entente, non seulement face aux représentants militaires alliés pendant des inspections, mais surtout pendant des grandes fêtes et célébrations nationales dans l'arrière. Ces occasions sont fondamentales pour montrer le 2e C.A.I. au grand public et aux autorités politiques et militaires françaises, anglaises et américaines, comme pendant les défilés pour montrer la rigide discipline de l'unité, mais aussi durant les occasions de fête et de plaisir.

L'une des premières démonstration du C.A.I. en France était au défilé militaire du 14 juillet 1918 sur les Champs-Élysées parisiens, lors de la fête nationale de France. Cet événement est unique : pour la première fois, une représentation de l'Armée Royale italienne défilait sur le Champs-Élysées, aux côtés des soldats anglais, français, américains, portugais, belges, grecques et serbes. Pour êtres plus précis, il fut envoyé à Paris, le 1er bataillon du 89e régiment d'infanterie, accompagné d'une vingtaine de musiciens. Pourtant l'impression donné par ces troupes c'était plutôt négative, considérant les uniformes déchirés et la mauvaise impression reçue par le public[177]: il est nécessaire d'affirmer que ces troupes provenaient directement du front, après plus d'un mois en ligne et face aux allemands en escarmouches ou

---

[175] SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, *op. cit*., p. 64

[176] BRODZIAK Sylvie, TOMEI Samuël, *Dictionnaire Clemenceau*, Paris, Éditions Robert Laffont, 2017, collection « Bouquins »

[177] BRANCACCIO Nicola, *In Francia durante la guerra*, Milan, Mondadori, 1926, p. 247

affrontements de dimensions considérables[178]; en outre, déjà le 16 juillet, ce bataillon fut renvoyé au front pour aider le reste du 2e C.A.I. engagé dans la « Friedensturm »[179]. Cette affaire montre comment les autorités italiennes ont cherché par tous les moyens à participer aux événements politiques et militaires liés à l'Entente, en utilisant (même épuisés ou dans un état critique) les soldats du 2e C.A.I., et donc aussi le rôle qu'ils ont donné à l'unité du général Albricci.

Effectivement, les soldats d'Albricci ne prennent pas partie seulement aux événements de caractère militaire, mais ils participent même à certaines manifestations de nature culturelle et caritative, en se montrant même plus proches au peuple français qui l'avait accueillit si froidement. Dans ce but, les autorités italiennes utilisent le grand nombre des fanfares militaires en France, non seulement appartenants au 2e C.A.I., mais aussi provenants des travailleurs auxiliaires mêmes : comme la fanfare du 1er Regroupement des T.A.I.F. qui, en janvier 1919, accueillit le roi d'Italie Victor Emmanuel III dans une cérémonie à l'ambassade italienne de Paris[180]. En ce qui concerne le 2e C.A.I., une claire démonstration de sa participation aux cérémonies conjointes avec les alliés mais de caractère plus pacifique a eu lieu le 25 août 1918 aux jardins des Tuileries parisiens, avec la présence d'une fanfare musicale italienne à un concert bénévole[181]. Plus particulièrement, la bande musicale du 90e régiment d'infanterie jouait à la « Fête des soldats alliés aux Tuileries », organisée par le détachement français de la Y.M.C.A. américaine (« Young Men's Christian Association »)[182]. La soirée était à but caritatif, puisque toutes les recettes ont été reversées aux familles parisiennes touchées par les bombardements du juillet précédent. La présence italienne à cet événement est exceptionnelle dans le contexte de cette fête : en effet, la célébration se déroule dans un contexte de légèreté et d'amusement, au sein d'une « foule attentive et affectueusement admirative »[183], entre défis d'escrime et spectacles, notamment américains.

---

178 SAPORI Julien, *op. cit*., p. 84-88

179 CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione)*, op. cit., p. 112

180 *Ibid*, p. 353

181 SHD, GR 19 N 425, dossier 8, phonogramme du représentant italien au Conseil Supérieur de guerre Allié, général De Robilant, à l'État-Major du 2e C.A.I., n° 3658, 21/08/1918

182 *Le Petit Parisien*, « La fête des soldats alliés », 26/07/1918, p. 2

183 *Ibid*.

L'événement est repris dans tous les pays de l'Entente, à tel point que la fanfare du 90e régiment d'infanterie est même citée dans certains journaux américains[184], ce qui montre le succès de la petite présence italienne lors d'événements plus importants et plus pacifiques.

La présence des forces d'Albricci à ces événements témoigne la grande considération que le gouvernement italien donnait aux combattants du C.A.I., en les envoyant dans des manifestations et célébrations internationales comme représentants du Royaume, même si ils étaient en condition physiques et morales terribles, sans jamais laisser la place aux travailleurs auxiliaires. Mas l'activité de propagande vers l'Italie et son changement se présente même sur le point de vue militaire, avec le 2e C.A.I. à la recherche (certains parfois même forcés) de la fraternisation et l'admiration des puissances françaises, anglaises et américaines.

b) Fraterniser avec la troupe alliée

La fraternisation entre les troupes alliées et celles Italiennes était un mouvement spontanée : dans les mémoires des combattants, il y a de nombreux cas où les combattants du 2e C.A.I. partageaient des moments de tranquillité ou des actions militaires avec les homologues français, anglais et américains. Mais, même dans ce cas, les hauts commandements et des facteurs politiques influencent une action si naturelle et spontanée comme la fraternisation entre camarades, avec le but spécifique de montrer les troupes italiennes dans leur meilleur état afin de susciter l'admiration des soldats étrangers.

Les cas de fraternisation les plus fréquents se produisirent entre les officiers des armées alliées qui, ayant un niveau d'instruction plus élevé que les troupes, pouvaient communiquer dans un plus grand nombre de langues et se comprendre plus facilement. Outre les relations cordiales avec de nombreux militaires et civils français, auxquelles les Italiens étaient plus habitués en raison des nombreux contacts dus à la proximité géographique des deux pays, les troupes du 2e C.A.I. eurent également de nombreux contacts avec les troupes britanniques et américaines : les relations avec ces militaires s'avérèrent à bien des égards plus

[184] *The Chicago Tribune and the Daily News*, « Thousands to enjoy fete in the Tuileries ; Famous bands play », 26/08/1918, p. 1

spontanées et amicales. Un cas exemplaire est relaté par Angelo Berenzi : lors du mouvement vers la ligne de l'Aisne, le 10 septembre 1918, les troupes du 52e régiment traversèrent un camp américain, ce qui provoqua l'euphorie des Italiens et la réaction amicale des Américains, aux cris de « paisà, paisà, salutammo paisà, statele bbuono » (compatriote, compatriote, salutations aux compatriotes prenez soin de vous)[185]. Ces relations amicales avec les Américains et les Britanniques amènent Marziano lui-même à déclarer : « On s'entend mieux avec eux [les Britanniques] qu'avec les Français »[186].

À côté de ces relations d'amitié spontanées et naturelles, de nombreux autres gestes ont eu lieu directement sur le front, avec la participation directe des autorités militaires qui ont communiqué chaque geste, pour montrer l'amitié mutuelle entre l'Italie et le pays en question : un cas exemplaire s'est produit le 13 mai 1918, avec l'érection de quelques monuments, par des hommes des 79e et 80e régiments d'infanterie italiens, dans le cimetière au front du 13e C.A. français[187]. L'acte impressionna le général du C.A. français lui-même, Henri Linder, qui en informa son unité de l'acte italien et montra comment ce simple geste était « un emblème de la communion d'idée qui unit les Alliés sur tous les fronts de combat »[188]. Cela montre que ces gestes, bien que souhaités par les troupes et spontanés, avaient d'autres objectifs, encore une fois propagandistes, instrumentalisant les gestes spontanés.

Le cas de fraternisation entre les troupes, un événement qui devrait être spontané, montre un autre cas d'instrumentalisation des actions du 2e C.A.I. pour des raisons politiques. Malgré tout, ces gestes eurent leur effet, surtout en augmentant l'estime des soldats italiens même parmi les sous-officiers et les soldats alliés, comme en témoignent les nombreuses proclamations d'amitié et de fraternité publiées dans les journaux et les brochures. Et en plus de ces exemples qui se sont développés parmi les troupes, l'unité du général Albricci s'est également montrée à de grandes personnalités italo-françaises, dans le but de les impressionner pour qu'elles se montrent comme des combattants formidables et disciplinés.

---

[185] BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci]*, *op. cit*., p. 43

[186] MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, *op. cit*., p. 60

[187] AUSSME, 111/S 12 B-5C, ordre général du général Linder, n° 41, 08/06/1918

[188] *Ibid*.

c) *Les visites des grandes autorités alliées et italiennes*

Pendant toute sa permanence sur les lignes françaises, le 2e C.A.I. fut objet de visites et commémorations par certaines des plus hautes charges de l'Entente, civiles autant que militaires. La possibilité de montrer ces soldats et leurs officiers face à de grandes personnalités, pour en célébrer les grandes actions militaires, a permis la naissance d'une grande estime envers cette unité entre les hauts fonctionnaires franco-italiens. Et il démontre que cette grande unité italienne, presque oubliée de nos jours, était largement populaire et connu sur le front occidental comme dans l'arrière français et italien.

Le 2e C.A.I., depuis son arrivé en France à la fin d'avril 1918, fut objet de visite par plusieurs personnalités civiles françaises, qui expriment une bonne impression des divisions italiennes. L'un des premiers, le 27 juin 1918, fut le même président du Conseil et ministre de la Guerre français Georges Clemenceau[189] et, en tenant compte de son esprit anti-italien, il se félicita de l'ordre et de la discipline des soldats d'Albricci[190]. Mais le visiteur français le plus illustre qui se rendit auprès du C.A.I. fut le président de la République, Raymond Poincaré, le 26 août 1918 : la visite consistait en une cérémonie de décorations des drapeaux des régiments italiens pour les actions à Bligny le mois précédent et du général Albricci avec la Légion d'honneur[191], précédé par un discours en italien lu par le président même, pour en terminer avec un défilé des soldats. Poincaré a été touché par l'image que le général Albricci donnait, grâce à sa maîtrise de la langue française, et de pat sa taille, qui le rendaient « grand, d'allure distingué […] et parait fort intelligent »[192]; avec ça, les soldats donnaient un semblant d'ordre et de discipline qui impressionnait le président, réussissant à défiler en ordre sur un « terrain ondulé »[193]. Également, avec la prononciation du discours en langue italienne, le président de

---

189 MARZIANO Luigi, *op. cit*., p. 67

190 FERRARA Matteo, *op. cit*., p. 116

191 *Ibid*., p. 128

192 POINCARÉ Raymond, *Au service de la France: neuf années de souvenirs. Tome X: Victoire et Armistice*, Paris, Libraire Plon, 1933, p. 321

193 *Ibid*., p. 322

la République a donné une très bonne image de lui non seulement aux soldats présents[194] mais aussi à l'opinion publique italienne elle-même, qui avait très bien accueilli ce geste de fraternité[195]. De l'autre côté, plusieurs officiers supérieurs français passent en revue les combattants italiens à plusieurs reprises, notamment les généraux de l'armée française auxquels le 2e C.A.I. est rattaché, du général Berthelot à Guillauamaut pour la 5e Armée, au général Auguste Édouard Hirschauer de la 2e Armée lors du second séjour en Argonne.

À côté des personnalités françaises, plusieurs personnages de la vie politique et militaire italienne se rendent en France pour visiter Albricci et le 2e C.A.I., dont les journaux italiens parlaient souvent. La plupart des visiteurs militaires italiens étaient hauts gradés en France, dont le lieutenant-colonel Umberto Ruspoli, représentant de la Mission Militaire Italienne au G.Q.G. française, le 13 juillet 1918[196]. Mais certaines de ces visites n'étaient pas seulement à des fins de propagande, mais surtout dans le but de renseigner le général Diaz de la situation sur le front occidental : c'est le cas de Riccardo Calcagno, officier de liaison entre le *Comando Supremo* et le G.Q.G. français, en visite sur le front du 2e C.I.A. pendant les combats de Bligny et de l'Ardre[197], pour confirmer ou démentir la thèse de Diaz dont la faiblesse de l'offensive était causé par une manque des forces allemandes, envoyés sur le front italien[198]. Entre les premières inspections furent celle du général Nicolis di Robilant, représentant italien au Conseil supérieur de Guerre de Versailles. Le même général Armando Diaz inspecta les soldats italiens en France, lors d'un voyage dans la République au début de septembre 1918, pour rencontrer les hauts-fonctionnaires d'état, comme le même prédisent de la République Poincaré ou le ministre des Affaires étrangères Pichon[199].

---

[194] *Ibid*.

[195] Archives du ministère des Affaires étrangers français, 97 CPCOM/47, télégramme de l'ambassadeur à Rome Camille Barrère au ministère des Affaires étrangers, n° 1841, 28/08/1918

[196] BERTHELOT Henri Mathias, *Souvenirs de la Grande Guerre - Notes extraites de mon journal de guerre*, Metz, Editions des Paraiges, 2018, p. 727

[197] *Ibid*., p. 729

[198] GIUNFRIDA Alessandro, *L'Italia e il coordinamento "interalleato" nella Prima Guerra Mondiale*, Rome, Ufficio Storico dello Stato Maggiore, 2008, *op. cit*., p. 194

[199] Archives du ministère des Affaires étrangers français, 97 CPCOM/47, télégramme de l'ambassadeur à Rome Camille Barrère au ministère des Affaires étrangers, n° 1952, 10/09/1918

Avec les visites des officiers et représentants militaires italiens en France, plusieurs ministres et politiciens de la Péninsule parvenaient les lignes françaises pour rendre hommage aux forces italiennes : c'est le cas de la visite du ministre de la Propagande Romeo Gallenga Stuart le 15 juillet 1918, lors du début de la deuxième bataille de la Marne[200], pendant un voyage diplomatique en France[201]. Cependant, la visite la plus éclatante au 2e C.A.I. à la fin de septembre 1918, fut celle de l'un des personnages italiens les plus connus au monde, notamment en France : le poète nationaliste Gabriele d'Annunzio. Le *Vate* était déjà une célébrité en France, où s'exilait entre 1904 et 1915 pour ne pas régler les nombreuses dettes contractées dans la Péninsule ; mais pendant le conflit il avait gagné la réputation de brave guerrier, surtout après ses coups de main comme le « Camouflet de Bakar » (la Beffa di Buccari), entre le 10 et 11 février 1918 et le célèbre vol au-dessus de Vienne, avec son ami et pilote Natale Palli, le 9 août de la même année. Avec ce dernier, dans le même avion utilisé le mois précédent pour survoler la capitale habsbourgeoise, D'Annunzio atterrit le midi du 26 septembre, à l'aéroport de Chalons-en-Marne[202], accueilli par Albricci en personne : après la présentation de certains autorités militaires italiennes et françaises, Albricci et D'Annunzio atteignent le 2e « Reparto Arditi », pour les haranguer et voir leur défilé, avant de retourner à la brigade « Alpi ». Le lendemain, en compagnie d'Albricci lui-même, il déjeunait avec le général Berthelot, rendant hommage à la France avec un discours retransmis par la presse française, qui insistait sur la fraternité latine entre les deux pays, pour terminer son séjour avec une visite des lignes de l'Ardre. Le poète rentrait en Italie le 3 octobre[203], après plus d'une semaine dans les lignes italiennes, en assistant au déclenchement de la première offensive du C.A.I. sur l'Aisne. La visite de D'Annunzio en France surprend toute l'opinion publique européenne, habituée à « ses goûts fastueux, de son luxe averti et raffiné »[204], qui retrouve plutôt « un majeur-aviateur héroïque »[205] ; la presse suivit d'ailleurs avec grand

---

[200] BERTHELOT Henri Mathias, *op. cit*., p. 728

[201] *L'Oeuvre*, « Le ministre italien de la propagande est à Paris », 14/07/1918, p. 4

[202] *Le Gaulois*, « D'Annunzio en France : l'illustre aviateur poète-aviateur est arrivé à Chalons venant de Turin en avion », 28/09/1918, p. 1

[203] *Le Temps*, « Gabriele d'Annunzio est retourné en aéroplane du front français à Turin en 3 h 10 », 04/10/1918, p. 4

[204] *Les Annales politiques et littéraires*, « D'Annunzio en France », 13/10/1918, p. 7

[205] *Ibid*.

intérêt les événements du poète sur le front, avec des dizaines et des dizaines d'articles, certains qui exaltaient les discours prononcés sur l'amitié franco-italienne et l'héroïsme des *poilus* et des combattants italiens (voir annexe n° 5). Malgré cela, l'accueil des soldats italiens n'est pas unanime : si d'un côté les *arditi* sont enthousiastes à l'idée d'accueillir l'un des représentants du corps dans le monde (D'Annunzio se considère comme un *Ardito* volontaire), beaucoup d'autres se sentent éloignés de son style, « si ampoulé, si loin de la compréhension de ceux qui vivent et souffrent vraiment de la guerre tous les jours avec humilité »[206]. Marziano affirme : « Certes, les paroles du poète ne touchent pas le cœur de mes soldats »[207], mais hormis ces cas, le voyage du poète en France a contribué à montrer une Italie guerrière et proche de ses alliés.

[206] MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, op. cit., p. 107-108

[207] *Ibid*.

Chapitre IV

Apres la fin des opérations militaires, plus de 5 000 morts , la présence des deux divisions italiennes et de la Base qui les dirigeait ne cessa pas : d'unités de combat, elles sont devenues des forces d'occupation dans les territoires précédemment sous le contrôle de l'Empire allemand, d'abord en Belgique libérée, puis en Allemagne occupée. Même si leur rôle de force de police (notamment contre la contrebande) peut sembler de second ordre, les Italiens ont rempli leur rôle avec un grand professionnalisme, parvenant également à forger de bonnes relations avec les populations locales, comme en témoigne la mémoire encore vivante.

Mais il ne s'agissait pas seulement d'une force de police : le 2e C.A.I. devait également gérer l'énorme flux de prisonniers italiens, précédemment détenus dans les camps de prisonniers impériaux disséminés en Allemagne et dans les pays occupés ; un travail de coordination énorme qui porta l'effort de la base italienne de Lyon à des niveaux considérables : Il faut rappeler qu'après la déroute de Caporetto, le 24 octobre 1917, plus de 300 000 soldats du *Regio Esercito* ont été faits prisonniers et, comme beaucoup d'entre eux sont tombés aux mains des forces allemandes, ils ont été envoyés dans des camps de concentration impériaux, aux côtés des internés des pays de l'Entente. La gestion des soins de santé et le retour au pays des dizaines de milliers d'internés mettent également à rude épreuve les nombreux hôpitaux militaires italiens en France, disséminés sur tout le territoire et déjà épuisés après des mois de soins aux blessés de guerre.

En définitive, entre novembre 1918 et août 1919, date du retrait des dernières forces italiennes du 2e C.A.I. (mais pas des forces italiennes en général), les soldats italiens sont restés très actifs sur le front occidental, ne changeant que d'engagements et d'activités, en contact étroit avec les différentes autorités et populations ; et la bonne conduite des soldats du Bel Paese, toujours sous le contrôle strict des autorités militaires soucieuses d'éviter tout incident susceptible de ruiner l'activité de propagande du 2e C.A.I., reste encore aujourd'hui dans les mémoires, en Belgique comme en Allemagne ou en France même.

I. Une force d'occupation internationale

Les opérations comme force d'occupation et de police furent les premières actions du 2e C.A.I. après le conflit même. Les principaux lieux sur lesquels les forces italiennes exercent leur contrôle furent le sud de la Belgique et, plus tard, la Rhénanie allemande. Dans les deux cas, le moment était extrêmement délicat : si en Wallonie, les troupes du 2e C.A.I. devaient faire face à une population épuisée par plus de quatre années d'occupation militaire étrangère, dans les territoires allemands également, la population civile connaissait de nombreuses difficultés, comme le manque de denrées alimentaires. Dans les deux cas, les unités du 2e C.A.I. ont lutté contre la contrebande, mais ont également aidé la société locale à reprendre la vie quotidienne.

a) De la présence dans la Wallonie libérée…

La période de présence sur le territoire belge a été d'une grande importance pour le 2e C.A.I. : En effet, pour la deuxième fois en l'espace de sept mois, ce dernier s'installe dans un pays étranger, lui aussi durement touché par la guerre. Mais malgré cela, la tâche des troupes italiennes fut accomplie sans problème particulier, se rapprochant de la population locale et laissant un excellent souvenir aux Italiens, démontrant ainsi la puissance du message politique véhiculé par ces soldats.

Les tâches majeures du 2e C.A.I. sur le front occidental après le 11 novembre sont similaires à toutes celles des troupes alliées engagées sur l'ancien champ de bataille : outre le repos, la capture des soldats allemands qui ne se sont pas encore repliés derrière les lignes établies par l'Armistice devient une priorité[208], mais aussi l'installation dans les zones précédemment occupées et le suivi de la reprise de la vie quotidienne[209]. Dans ce but, à partir du 17 novembre, après être passées sous le contrôle de la 1ère Armée et puis sous la 5e Armée

---

[208] DUTHOIT Simon, *Le cantonnement du IIe Corps d'Armée italien sur le territoire belge entre novembre 1918 et mars 1919 : les étapes préliminaires à l'arrivée italienne, les mouvements, la cohabitation avec la population belge, les conséquences de cette présence et sa mémoire*, op. cit., p. 31

[209] *Ibid*.

française, les deux divisions italiennes se mettent en marche vers la Belgique, par des marches forcées (22 kilomètres en moyenne, ce qui est beaucoup compte tenu des routes dévastées[210]). L'objectif est d'avancer lentement, d'atteindre et de sécuriser les zones situées derrière les lignes de repli allemandes établies à Versailles.

La première implantation sérieuse a lieu à partir du 27 novembre 1918 dans les environs de la ville de Libin, à une quarantaine de kilomètres au sud du tristement célèbre village de Dinant, près des frontières française et luxembourgeoise[211]. La zone surveillée par les Italiens est particulièrement étendue et comprend d'autres villages comme Gedinne (quartier général du corps d'armée) ou Transinne, également dans le sud-est de la Belgique.
Comme indiqué précédemment, les soldats italiens ont joué un rôle dans le maintien de l'ordre, la reconstruction de l'infrastructure belge et l'aide à la population. Mais rapidement, un lien d'amitié très fort se créa entre les combattants et la société locale : cette dernière, en effet, dès les premiers jours de la présence italienne en Belgique, manifesta son affection et sa sympathie, à travers de nombreuses cérémonies spontanées ou des actions de proximité : un exemple décrit par Marziano a eu lieu le 4 décembre 1918, jour de la Sainte-Barbe, patronne des artilleurs, où la commune de Transinne organisa une fête pour les artilleurs italiens stationnés dans le village, avec des discours des notables et des défilés de soldats, aux cris de « Viva l'Italia » et « Viva il Belgio » de la part des citoyens belges.

Selon Jean Stengers, en 1910, il n'y avait que 3 500 Italiens dans tout le royaume d'Albert Ier, soit moins de 2 % de la population étrangère dans le pays[212] ; la présence de plus de 30 000 Italiens en Belgique était donc l'occasion pour la population locale de mieux connaître un pays jeune et encore méconnu (contrairement au cas français, où la présence italienne était beaucoup plus enracinée et ancienne) et pour les Italiens d'établir d'excellentes relations entre les sociétés des deux pays en vue des années de paix à venir ; un projet de relations futures qui s'étendraient plus tard à des relations diplomatiques. La visite de Victor Emmanuel III, roi d'Italie, en Belgique a été un événement marquant dans ce sens. Cette

---

[210] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione)*, *op. cit*., p. 214

[211] *Ibid*.

[212] Chiffres issues de STENGERS Jean, « Les mouvements migratoires en Belgique au XIXe et XXe siècle », dans *Revue belge de Philologie et d'Histoire*, N° 82 (2004), p. 311-348, p. 342

visite, qui comprenait également une visite au 2e C.A.I. à Libin le 21 décembre 1918, en présence du roi Albert Ier de Belgique et du maréchal Pétain, fut une occasion majeure de rapprochement diplomatique entre l'Italie et la Belgique, ainsi qu'entre les deux pays et la France elle-même. En effet, comme le rappelle le même Duthoit, les relations entre la Belgique et l'Italie furent particulièrement bonnes dans l'après-guerre, à tel point que le petit pays fut presque toujours exclu des critiques de la presse italienne, plutôt dirigées contre les Alliés suivant les clauses du pacte de Versailles et terriblement mal vues par les Italiens[213]. Une fois de plus, la politique visant à donner une bonne image du pays à travers le 2e C.A.I. est donc un succès. Cependant, c'est aussi grâce au 2e C.A.I. que le Royaume de Belgique est tenu en haute estime en Italie, grâce aux témoignages des soldats italiens sur l'accueil des Wallons à leur égard et aux prisonniers italiens arrivant des camps allemands ; mais aussi grâce aux démonstrations d'affection manifestées auparavant, qui impressionnent aussi bien les soldats que les officiers italiens.

Après la période près de Libin, entre le 29 décembre 1918 et le 3 janvier, les deux divisions italiennes se déplacent vers une zone plus proche de la frontière luxembourgeoise, établissant le quartier général de leur corps d'armée dans le village de Saint-Hubert[214]. Les activités dans cette zone seront similaires à celles de la période précédente : soutien aux communautés locales dans la relance économique, encouragement des échanges entre les combattants eux-mêmes et les Belges, reconstruction des infrastructures et récupération du matériel de guerre allemand abandonné ; mais aussi divertissements et cérémonies italo-belges, comme certains théâtres militaires italiens ouverts au public local[215].

La présence du 2e C.A.I. sur le sol belge n'est évidemment pas sans poser de problèmes : un aspect très remarqué par les soldats est le climat hivernal belge extrêmement rigoureux, au point que Marziano fait presque quotidiennement des remarques sur le temps

---

213 DUTHUOIT Simon, *op. cit*., p. 96

214 CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *op. cit*., p. 214-215

215 DUTHUOIT Simon, *op. cit*., p. 59

pluvieux et glacial, au point « è questo tempo a mettermi di cattivo umore »[216]. Mais cela n'a pas empêché les soldats et les civils de fêter la fin des hostilités, partageant des moments de travail et de joie pendant leur séjour. Un séjour qui, une fois terminé, n'a pas coïncidé avec le retour du 2e C.A.I. mais avec son transfert dans une région plus chaude : la Rhénanie allemande occupée par les Alliés.

b) <u>...aux missions d'occupation en Rhénanie</u>

Il existe très peu de sources et d'études sur ce dernier séjour du 2e C.I.A. sur le front occidental, une seule véritable étude approfondie ayant été réalisée par l'état-major italien dans les années 1950 ; et en effet, la présence militaire italienne en Rhénanie ne peut être considérée comme fondamentale pour le récit de l'occupation générale de cette région par les Alliés après la Première Guerre mondiale : le *Regio Esercito* n'a déployé qu'une brigade et des unités logistiques autonomes (telles que des compagnies de mitrailleurs ou de carabiniers), soit environ 6 000 hommes, contre les deux armées françaises toutes entières ou même les cinq divisions belges stationnées dans le nord de la région[217]. Néanmoins, cette expérience fut également un grand succès pour les troupes italiennes, laissant à la population locale et à la toute nouvelle République de Weimar un excellent souvenir des troupes italiennes et du Royaume en général.

Comme indiqué précédemment, une seule brigade italienne est envoyée en Rhénanie, la « Cacciatori delle Alpi », avec les 51e et 52e régiments d'infanterie et des unités dépendantes, comme deux batteries du 10e régiment d'artillerie de campagne, mais aussi une section de carabiniers, le 46e, ainsi que des hôpitaux de campagne et des unités liées à la logistique de la brigade[218].

---

[216] MARZIANO Luigi, *op. cit*., p. 142. « C'est ce climat qui me met de mauvaise humeur. », traduction de l'auteur

[217] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *op. cit*., p. 219

[218] *Ibid*., p. 214-215

La réduction des effectifs et de la présence militaire italienne en France n'est pas fortuite : en effet, dès le 22 décembre 1918, on assiste au retour progressif des anciennes classes de combattants des corps d'armée italiens encore stationnés en Belgique (les premiers à partir sont ceux appartenant à la classe 1884 et aux classes antérieures)[219]. À ces retours des combattants les plus anciens s'ajoute le retour complet des unités de la 2e C.I.A. encore stationnées en Belgique : avec l'autorisation de l'autorité militaire française du 1er février, entre le 6 février et le 8 mars, après l'utilisation de 61 trains et le transfert de plus de 20 000 hommes, l'expérience de la 3e et de la 8e D.I. italiennes en France s'achève. Un processus progressif qui aboutit, le 10 mars 1919, à la dissolution totale du 2e C.A.I..

Ainsi, la Brigade « Alpi » reste le dernier représentant du 2e C.A.I. encore actif sur le front français après le retrait du corps d'armée : envoyée à la mi-mars de Belgique en Rhénanie, elle s'établit près de Bergzabern, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Karlshrue, sous les dépendances de la 8e Armée française.

Les motivations qui ont conduit à l'envoi d'un contingent italien dans la Saarland occupée sont multiples : la première est d'ordre politique, puisque dans ces mois-là, le traité de Versailles était en cours d'élaboration et que le Royaume d'Italie avait besoin de montrer sa proximité avec ses alliés de guerre. Le climat est en effet particulièrement tendu entre les Anglo-Français et leurs collègues de la Péninsule, car de nombreuses promesses territoriales alliées vers l'Italie prévues dans le pacte de Londres du 26 avril 1915 sont désormais difficilement réalisables[220]. Mais malgré les inimitiés, le maintien d'une grande unité du 2e C.A.I. sur l'ancien front occidental jusqu'à la fin des négociations, sous le commandement du général Demetrio Cordero di Montezemolo, pouvait être utilisé par les délégués italiens comme un levier pour manifester la persistance de l'aide militaire active de l'Italie à ses alliés. Donc, la présence de soldats italiens dans une région politiquement stratégique et aux côtés de ses Alliés, en tant que force d'occupation, pouvait se révéler comme un instrument de prestige politique pour le Royaume lui-même. La deuxième raison est que les troupes du 2e C.A.I.

---

[219] FERRARA Matteo*, op. cit*., p. 141

[220] Pour approfondir la question du rôle italien à la Conference de Versailles, voir « L'Italia a Versailles. Aspetti di politica estera », dans *1919. Un'Italia vittoriosa e provata in un'Europa in trasformazione*, congrès du 11-12/11/2019 à Rome, organisé par l'Etat-Majeur de la Défense italien, Rome, Stato Maggiore della Difesa, 2019, 445 p., p. 211-269

étaient les candidats idéaux pour ce rôle, également parce qu'elles étaient déjà des vétérans de l'expérience belge pour un rôle d'occupation dans un territoire étranger, mais aussi parce que déjà connu et hautement estimés par leurs collègues américains, britanniques et français.

Encore une fois, la mission de la brigade italienne restait l'assistance à la population locale, tant sur le plan économique que sur le plan alimentaire, mais aussi c'était la lutte à la contrebande des denrées et autres marchandises échangées le long du Rhin et de la frontière[221] ; à cela s'ajoutait la mission de maintien de l'ordre dans une région fortement industrialisée et la nécessité de faire face à des potentielles manifestations et révoltes par des mouvements de gauche, au point tel qu'il a conduit le major britannique Reynolds à déclarer que « the presence of disciplined troops was a guarantee that the Rhineland at any rate would be spared the horrors of Bolshevis »[222].

A côté de ces tâches typiques d'une force d'occupation, la brigade italienne était également préparée au combat : la présence de deux batteries d'artillerie de campagne dans une force d'occupation (toujours prête à l'action)[223], ainsi que la construction de divers ouvrages de défense pendant son séjour allemand et le fait que la brigade « Alpi » n'ait jamais franchi le Rhin, montrent à quel point cette unité était importante non seulement sur le plan politique, mais aussi sur le plan militaire : en effet, la certitude que la République de Weimar signerait la paix n'était pas entièrement acquise[224]; et c'est aussi pour cette raison que les forces alliées dans la Sarre constituaient aussi une force de dissuasion contre une éventuelle réouverture du conflit par les forces armées allemandes, qui n'étaient pas encore soumises aux restrictions de l'après-Versailles. Le fait qu'une unité du 2e C.A.I. fut choisie pour une mission aussi délicate montre que les soldats d'Albricci jouissaient désormais d'une grande estime et d'une grande considération tant au sein des hiérarchies militaires et politiques italiennes que dans les pays alliés eux-mêmes.

---

[221] B. T. Reynolds, « A review of the Occupation of the Rhineland », dans *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, Vol. 7, N°3 (mai 1928), Oxford, Oxford University Press, p. 198-211, p. 200

[222] *Ibid*., « la présence de troupes disciplinées était une garantie que la Rhénanie serait en tout cas épargnée par les horreurs des bolcheviques », Traduction de l'anglais par l'auteur.

[223] CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *op. cit*., p. 221

[224] *Ibid*., p.

Après une période près de Karlshrue, la brigade « Alpi », sous le commandement de la 8e Armée française, change plusieurs fois de zone de responsabilité, s'installant d'abord à la mi-avril sur de nouvelles positions à Jockgrim, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Bergzabern, puis prenant de nouvelles positions près de la ville de Wörms à partir du 20 juin 1919. Avec la stipulation du traité de paix du 28 juin entre les Alliés et l'Allemagne et après le retour dans la région de Karlshrue, avec l'ordre du 11 juillet 1919 et le retour en Italie entre le 4 et le 10 août, l'expérience du 2e C.A.I. et de ses unités sur le front occidental peut être considérée comme définitivement terminée[225].

Bien que la période en Allemagne ait duré relativement peu de temps, sans qu'aucun événement majeur ne soit venu perturber la permanence de la brigade Alpi, le rôle de ces hommes a été considérable : non seulement parce que ces hommes étaient les seules forces du *Regio Esercito* présentes dans une mission aussi importante militairement et politiquement que l'occupation et la surveillance du Rhin, mais aussi parce qu'ils ont représenté l'Italie à plusieurs reprises : non seulement sur la ligne d'occupation en Rhénanie, mais certains compagnies de la brigade (comprenant cavaliers, fantassins et fanfare) furent envoyés défiler sur les Champs Elysées le 14 juillet 1919, lors du célèbre Défilé de la Victoire.

En outre, certains fantassins furent envoyés à d'autres défilés : deux exemples sont celui de Londres du 19 juillet 1919 (à la présence de Foch et Haig)[226] et de Bruxelles du 22 juillet, où, contrairement aux autres contingents alliés (sauf ceux français et anglais), la brigade est citée dans les journaux, signe de sa célébrité dans l'opinion publique, même si c'est sous le nom de « Albi » [227]. Cependant, même si elle était seule présente aux nombreuses cérémonies commémoratives alliées avec ses fantassins, officiers, artilleurs et cavaliers, la Brigade « Alpi » ne représentait pas seulement elle-même ou l'Armée Royale en général, mais elle était aussi représentative de tout le 2e C.A.I. (comme en témoigne la présence des drapeaux de tous les régiments du 2e C.A.I. le 14 juillet).

---

[225] FERRARA Matteo, *op. cit.*, p. 145-146

[226] *Excelsior*, « Après Paris, Londres a réservé une reception triomphale aux vainqueurs de la Grande Guerre », 20/07/1919, p. 2

[227] *Excelsior*, « Le défilé des troues belges et alliées », 23/07.1919, p. 2

Les dernières actions du 2e C.A.I. et de ses unités sur l'ancien front occidental ont eu deux visages : si, d'une part, elles ont eu un fort impact politique et symbolique, montrant l'Italie et ses forces armées toujours proches de leurs alliés et des populations de France, de Belgique et d'Allemagne, d'autre part, il s'agit également d'une expérience traumatisante. En effet, cette nouvelle prolongation du séjour sur le front franco-belge malgré la fin des hostilités pèse sur l'humeur des soldats italiens. Si le capitaine Berenzi ne fait pas allusion à son état d'esprit, Marziano expose très clairement la nostalgie qui l'étreint, lui et tous ses camarades, à l'idée de rentrer en Italie, amplifiée par le même malaise que le climat hivernal wallon a fait naître chez les soldats du *Bel Paese*[228].

Hormis ces cas de malaise chez les fantassins du 2e C.A.I., la mission d'occupation, d'aide aux populations locales et de défense des territoires fut un succès. La mémoire de ces soldats italiens en Belgique et en Rhénanie a été étudiée en alternance : alors que celle des soldats d'Albricci en Wallonie a été analysée par Duthoit lui-même (avec des éclairages sur les monuments militaires italiens dans la région et sur l'impact de cette occupation sur la littérature italienne)[229] et par des historiens locaux, la mémoire de la présence italienne en Rhénanie et au Palatinat a été complètement délaissée.

Il s'agit évidemment de deux cas bien différents en termes de dimensions, de durée et d'impact sur la population locale, mais celui de la Brigade « Alpi » n'a jusqu'à ce jour jamais fait l'objet d'une étude approfondie de la part d'historiens spécialisés ou locaux.
L'activité du 2e C.A.I. dans les mois qui suivent l'armistice semble donc avoir été exclusivement celle d'une force d'occupation et de police, mais ce ne fut pas le cas et les soldats italiens, ainsi que la base italienne de Lyon (élément fondamental de l'organisation logistique des deux divisions) durent faire face à un problème majeur : le retour des prisonniers de guerre italiens internés en Allemagne.

---

[228] Dans le journal de Luigi Marziano, il est possible de voir de nombreuses annotations sur les conditions météreologiques et ses effets sur le moral des troupes entre les jours 13 novembre et 29 novembre 1918, où les conditions météorologiques sévères sont signalées, en particulier les températures prohibitives, par des termes tels que « Giornata freddissima » (« journée très froide ») ou des remarques sur les pluies fréquentes et l'humidité du climat.

[229] DUTHOIT Simon, « La présence italienne en Belgique : échos et mémoire de l'évènement pendant la présence des soldats et après leur départ jusqu'à aujourd'hui », dans DUTHOIT Simon, *op. cit*., p. 91-107

II. L'accueil compliqué des prisonniers de guerre italiens de l'Allemagne

Encore aujourd'hui, le cas des prisonniers de guerre italiens dans les Empires centraux est un sujet largement étudié par les spécialistes, notamment italiens comme Serenlla Baggio[230] et Giovanna Procacci[231], avec des analyses sur la dynamique des camps d'internement militaires autrichiens et allemands. En Italie, en particulier, les cas de prisonniers italiens aux mains des Autrichiens ont été analysés, car les Italiens et les Austro-Hongrois ont été des adversaires directs pendant toute la durée du conflit sur les fronts du Carso et des Alpes. Mais une grande partie des plus de 600 000 prisonniers de guerre du *Bel Paese* ont été détenus dans des camps allemands, souvent proches du Rhin. Et la manière dont les prisonniers ont été rapatriés reste encore peu étudiée, en particulier celle des Italiens sur le territoire allemand. Après la fin des hostilités, le 11 novembre 1918, l'accueil et l'organisation du rapatriement de ces prisonniers furent l'une des tâches les plus ardues du 2e C.A.I. et surtout de la Base Italienne de Lyon, en collaboration également avec les autorités militaires et civiles alliées, notamment allemandes et françaises.

a) Les conditions des captifs d'Outre-Alpes pendant le conflit

Afin de mieux comprendre l'organisation et la mise en œuvre des procédures de rapatriement des soldats italiens prisonniers des Allemands, un petit rappel de la situation générale des prisonniers de guerre italiens pendant la Grande Guerre est nécessaire. En particulier, la conditions de vie dans les lagers des prisonniers du *Regio Esercito*, la répartition selon les nombreux camps et la considération de la société italienne à leur égard.

Le nombre de prisonniers de guerre italiens pendant la Première Guerre mondiale est relativement élevé : selon les estimations, ils étaient environ 600 000 unités dans un pays qui comptait environ 35 millions d'habitants au recensement national de 1911. La plupart de ces

---

[230] Pour lire l'une des publication plus récents sur cet argument, voir BAGGIO Serenella, *Voci di prigionieri italiani della prima guerra mondiale*, Florence, Accademia della Crusca, 2023, 447 p.

[231] Voir PROCACCI Giovanna, *Soldati e prigionieri italiani nella Grande Guerra : con una raccolta di lettere inedite*, Rome, Editori Riuniti, 1993, 493 p.

prisonniers ont été faits lors des deux principales défaites italiennes du conflit, à savoir l'offensive des Hauts Plateaux (la «*Strafexpedition* ») et la retraite de Caporetto, au cours de laquelle plus de 300 000 fantassins du *Regio Esercito* sont tombés aux mains des forces austro-allemandes.

La plupart d'entre eux, environ 370 000[232], ont été envoyés dans les camps de détention austro-hongrois, dont les célèbres Mauthausen et Theresienstadt. Mais en plus de ceux-ci, un bon nombre d'entre eux, capturés lors de l'offensive sur l'Isonzo du 24 novembre 1917, furent internés dans des camps del'Empire allemand : les premières enquêtes du *Regio Esercito* à la fin du conflit dénombrèrent plus de 130 000 Italiens, fantassins et officiers compris, internés en Allemagne ou dans des camps sous le contrôle des autorités du Kaiser Wilhelm[233], dont 30 000 d'entre-eux situés dans des camps à la gauche du Rhin[234].

Hormis quelques lagers situés dans la partie la plus orientale de l'Empire (comme le camp de Lamsdorf, l'actuelle Lambinowice polonaise, qui accueillit près de 3 000 Italiens), un grand nombre de camps accueillant des prisonniers italiens étaient situés dans les régions occidentales et méridionales. Les camps qui accueillent le plus d'Italiens étaient principalement ceux de Lechfeld, en Bavière, avec près de 11 000 Italiens comprenant officiers et fantassins[235], et le camp de Meschede, à l'ouest de Dortmund, avec 15 542 fantassins et 6 officiers détenus au 10 octobre 1918[236]. Plusieurs autres camps de prisonniers accueillent de nombreux soldats alliés capturés ainsi que des collègues italiens. Mais les conditions de vie entre les internés français, britanniques, russes et leurs homologues italiens sont différents : en effet, les soldats du *Bel Paese* ne bénéficient pas de certains privilèges accordés aux Français et aux Britanniques, comme la réception de colis postaux en provenance de leur pays d'origine. Cela s'explique à la fois par une forte stigmatisation sociale des prisonniers de guerre en Italie, que la presse italienne considérait comme des déserteurs et

---

[232] Chiffres issus de ABRAM Marco, « Prigionieri di guerra, lavoro coatto e popolazione civile in Trentino 1915-1918: Una ricognizione introduttiva », supplément à *Annali del Museo Storico Italiano della Guerra*, N°28 (2020), 29 p., p. 6

[233] AUSSME, Fondo E3, raccoglitore 180, dossier 3, rapport sans nom sur les opérations de rapatriement des prisonniers en France, p. 2.

[234] *Ibid*.

[235] AUSSME, Fondo E3, raccoglitore 180, dossier 5, « Numero di prigionieri di guerra italiani esistenti nei campi di prigionia e lazzaretti in Germania il 10 ottobre 1918 »

[236] *Ibid*.

des embusqués, mais aussi par l'absence d'accords entre les gouvernements italien et allemand pour l'envoi de colis, contrairement à des accords similaires entre les Empires centraux et les puissances alliées. Par exemple, l'accord franco-allemand du 26 avril 1918 (rédigé à l'origine en décembre 1917) sur le traitement des prisonniers de guerre[237], qui réglemente l'envoi de lettres et de colis pendant la punition des prisonniers, fait preuve d'une grande organisation postale, grâce aussi à l'intervention de la Croix-Rouge. Cette organisation n'existait pas entre l'Italie et l'Allemagne, ce qui a évidemment conduit à un plus grand isolement émotionnel. Malgré cela, au moment de l'Armistice, les prisonniers italiens se trouvaient en meilleure condition physique que leurs homologues français. Il est certain que les conditions de vie dans les camps allemands sont beaucoup plus supportables que dans les camps austro-hongrois, où les études confirment de terribles souffrances dues principalement au manque de nourriture encore plus prononcé qu'en Allemagne. Cet état de préparation physique fut probablement à l'origine des premiers départs de prisonniers vers l'ancienne ligne de front, pour rejoindre leurs collègues italiens ou alliés afin de retourner en Italie.

Avec la fin des hostilités le 11 novembre 1918, bien que les opérations militaires et logistiques du 2e C.A.I. et de la Base Italienne de Lyon soient déjà terminées, un processus long et complexe débute afin d'aider et d'envoyer une bonne partie des prisonniers en Italie. Et, grâce aussi à la collaboration avec les autorités militaires alliées, le processus fut un succès absolu et un prodige de logistique et d'organisation.

b) Le rôle délicat du 2e C.A.I. dans l'organisation du rapatriement des prisonniers

Les difficultés liées au traitement des prisonniers de guerre alliés commencent dès l'Armistice, le 11 novembre, avec le point 10 qui stipule qu'aucune autorité allemande ne peut plus détenir les prisonniers alliés et qu'ils doivent tous être libérés immédiatement[238]. Sur ce

---

[237] *Accord franco-allemand concernant les prisonniers de guerre, conclu a Berne en décembre 1917*, p. 272, sur https://international-review.icrc.org/fr/articles/accord-franco-allemand-concernant-les-prisonniers-de-guerre-conclu-berne-en-decembre-1917 (consulté le 02/03/2024)

[238] SHD, « La convention d'armistice du 11 novembre 1918 », p. 6, sur https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/sites/default/files/2020-03/LaConventionDarmistice.pdf (consulté le 22/05/2024)

point, les autorités militaires des pays alliés ont longtemps collaboré au retour de leurs anciens prisonniers dans leur pays d'origine et, parmi eux, l'Italie a fait des gros efforts, utilisant de nombreux officiers du 2e C.A.I. et de la Base de Lyon comme représentants auprès des Alliés dans les discussions.

Un premier noyau organisationnel interallié pour la gestion des plus de 500 000 prisonniers libérés des camps allemands est créé à la Commission interalliée d'armistice elle-même, à Spa, trois jours déjà après la signature de l'armistice[239]. Là, des représentants de chaque armée, en collaboration avec une délégation de l'armée allemande sous le contrôle du major général von Winterfeldt, commencèrent à préparer le retour de leurs prisonniers, en étudiant les itinéraires ferroviaires et le nombre de prisonniers dans chaque camp allemand par pays ; pour le Royaume d'Italie, le colonel Vito Scimeca fut envoyé et grâce à son travail, les prisonniers italiens en Allemagne ont été quantifiés et localisés avec une grande précision.

Malgré ces premières actions, comme le montrent également les récits du *Regio Esercito* lui-même, le contexte était beaucoup plus complexe et difficile à gérer. Il faut préciser que les premières arrivées d'anciens prisonniers de guerre détenus par les Allemands, dont des Italiens, commençaient dès le 14 novembre, lors du séjour du 2e C.A.I. à la frontière franco-belge[240]. Ces premières rencontres furent encore sporadiques et surtout faiblement organisées, avec les prisonniers arrivant sur les lignes italiennes, accueillis et nourris sur place par les troupes elles-mêmes, puis acheminés par camion vers les commandements d'étape, pour être envoyés à Lyon à la Base, désinfectés, habillés et expédiés en Italie[241]. Ces premiers groupes étaient généralement composés des prisonniers utilisés par les forces du *Kaiser* pour des travaux sur le front, tels que la construction de routes ou la défense. En outre, en étant dispersés sur l'ancienne ligne de front et mélangés aux prisonniers d'autres armées, il est normal de trouver de nombreux cas de soldats italiens recueillis et enfermés dans des camps à l'étranger : un exemple notable sont les plus de 2 000 prisonniers italiens recueillis par les troupes américaines et très volontiers aidés par les *G.I.* eux-mêmes, avant d'être envoyés vers

---

[239] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 5, rapport sans nom sur les opérations de rapatriement des prisonniers en France, *op. cit.*, p. 2.

[240] DUTHOIT Simon, *op. cit.*, p. 34-36

[241] *Ibid*.

les camps italiens[242]. Pourtant, vue l'urgence, chaque nation mit en place son propre réseau de regroupement et d'encadrement de ces premières masses désorganisées de prisonniers. Plus particulièrement, les Italiens créèrent un système à deux niveaux : tout d'abord, les camps de regroupement, proches de la ligne du front, où les prisonniers étaient envoyés directement depuis les lignes tenues par les soldats réguliers, pour un premier regroupement et un comptage des arrivées ; ensuite, les camps de concentration, ou comme certains documents italiens les appellent les « Campi di Bonifica » (« camps de nettoyage »), avec des installations plus élaborées pour le traitement hygiénique, l'encadrement militaire et le renvoi des prisonniers eux-mêmes en Italie, après une courte période de séjour dans les installations pour des travaux d'entretien ou d'agrandissement de ces dernières[243].

Après une période initiale chaotique entre le 11 novembre et les premiers jours de décembre 1918, les pays alliés entament ensuite une coopération considérable. Tout d'abord, les différentes armées ont envoyé leurs propres délégués à chaque endroit où se trouvaient leurs prisonniers de guerre pour les diriger de manière ordonnée vers leurs propres installations afin de finaliser leur rapatriement, en coopération avec les autorités alliées ou allemandes. Ils se retrouvèrent dans les camps de concentration allemands eux-mêmes ou dans les camps de collecte des pays alliés précédemment analysé. Le gouvernement italien n'envoya les premières commissions qu'au début du mois de décembre, et il est surprenant de constater que, même dans ce cas, un rôle aussi délicat et complexe fut confié à de nombreux officiers du 2e C.A.I. : Dans la commission italienne pour le camp de Lechfeld, l'un des deux officiers italiens responsables était un soldat de l'unité des télégraphistes du 2e C.A.I.[244] ; dans la commission italienne au gouvernement allemand pour le rapatriement, fin décembre 1919, l'un des deux officiers responsables était le docteur De Cicco, médecin du 89e régiment

[242] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 5, lettre du capitaine Donati à la Base Italienne de Lyon, chef du camp de Leyment N°1/1, « Opera svolta dalle truppe americane verso i nostri prigionieri italiani », 05/12/1918

[243] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 3, rapport sans nom sur les opérations de rapatriement des prisonniers en France, *op. cit.*, « Centri di raccolta » et « Campi di bonifica », date non précisée

[244] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 4, « Elenco nominativi degli ufficiali e degli uomini di truppa partiti per la Germania e la Danimarca per il ricevimento ed il rimpatrio dei prigionieri italiani », date non précisée

d'infanterie[245]. Bien d'autres officiers des unités d'Albricci jouèrent un rôle de premier plan dans ce contexte, mais c'est certainement dans la commission envoyée au gouvernement danois que les officiers du 2e C.A.I. exercèrent une quasi-hégémonie, avec quatre des cinq officiers envoyés (trois du 90e régiment d'infanterie et un du corps du génie)[246].

Ce rôle n'était pas des moindres, étant en effet l'une des principales voies par lesquelles les prisonniers italiens furent rapatriés. Il faut en effet considérer que certains des plus grands camps de concentration allemands qui accueillaient les prisonniers italiens se trouvaient en proximité de Danemark ou des Pays-Bas, comme Manheim et Scheuen. À cet égard, les prisonniers restèrent dans les camps et certains camps furent aménagés dans ces pays neutres, évitant ainsi un long et coûteux voyage ferroviaire. Au 3 décembre 1918, selon les estimations, près de 65 000 Italiens devaient affluer vers les ports allemands, danois et néerlandais et le projet était de les transférer par mer à Rouen, Le Havre ou Cherbourg, pour être ensuite transférés au « Campo di bonifica » de cette dernière, puis en Italie[247]. Ces opérations furent difficiles pour de nombreuses raisons, principalement la présence de nombreux prisonniers anglais et français (selon les estimations de la Croix-Rouge, plus de 162 000 prisonniers anglais passèrent par les ports danois[248]), mais aussi le manque chronique de navires à vapeur pour le transport des prisonniers italiens vers les ports normands ou de la Péninsule.

Outre la voie des ports du Nord, l'évacuation des camps du sud de l'Allemagne fut également réalisée via la Suisse, avec les premiers trains entre le 5 et le 7 décembre 1918, partant de Constance et passant par Berne jusqu'à Domodossola, en Piémont[249]. D'autres trains furent organisés depuis l'Alsace, où certains Italiens furent accueillis dans le camp de Mulhouse, pour retourner en Italie via Bâle[250].

---

[245] *Ibid*.

[246] *Ibid*.

[247] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 4, télégramme du chef de la mission italienne au Conseil Supérieur de Guerre Interallié de Versailles di Robilant au Ministère de la Guerre italien N° 6966, 03/12/1918

[248] Pour approfondir le rapatriement des prisonniers de guerre britanniques par les ports danois, voir ANN JONES Marjorie, *The Danish Scheme: The Repatriation of British Prisoners of War through Denmark at the end of the First World War*, Birmingham, University of Birmingham, 2009, 71 p.

[249] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 4, télégramme chiffré du colonel Villa, 04/12/1918

[250] *Ibid*.

En résumé, cette opération fut de grande envergure et représenta un effort titanesque pour libérer chacun des 130.000 soldats italiens avant la fin janvier 1919. Mais la voie maritime et celle passant par la Confédération Helvétique ne furent pas les seules options, puisqu'il existait également une troisième voie, celle traversant le territoire français via chemin de fer. C'est là que la compétence du 2e Corps d'Armée Italien (2e C.A.I.) et de la Base Italienne de Lyon se manifesta le mieux, puisque ce réseau fut conçu et mis en œuvre par des officiers et des soldats des unités militaires italiennes en France.

c) *Les complexes opérations d'aide et de rapatriement par voie terrestre*

Pour éviter de dépendre entièrement des voies de rapatriement maritimes et helvétiques, et devant faire face rapidement à l'arrivée des premières masses de prisonniers dès les jours qui suivirent immédiatement la fin des hostilités, le 2e C.A.I. et surtout la base italienne de Lyon réussirent à organiser un système de collecte, de tri et d'expédition des prisonniers italiens et non italiens d'une ampleur considérable. Grâce à la collaboration avec les autorités françaises et britanniques, le rapatriement de plus de 85 000 Italiens via le territoire français fût le dernier succès du 2e C.A.I. et de sa Base de Lyon.

La création par la Base Italienne de Lyon du camp de concentration, ou « campo di bonifica », de Leyment pour les prisonniers italiens (où se trouvait déjà le dépôt de munitions d'artillerie du 2e C.A.I., sous contrôle de la Base même), en activité depuis le 17 novembre[251]. Pour les accueillir, le nombre de baraquements présents est passé de 13 à 24, mais la motivation des troupes fut également assurée par la création d'un « *Baracca Convegno* » (« baraquement de conférence»)[252], qui disposait de magazines et de livres pour les loisirs. Un autre moyen de soulager le moral des anciens prisonniers pendant le séjour français, en raison également des travaux d'agrandissement des camps, est de leur remettre la moitié de leur solde pour la période de détention. Mais en même temps, un système strict fut mis en place : chaque camp disposait de baraquements pour les contrôles médicaux à l'arrivée des soldats,

[251] AUSSME, fondo E8, raccoglitore 180, dossier 3, « Relazione sul campo concentramento ex prigionieri restituiti di Leyment » N°77, 09/02/1919

[252] *Ibid*.

d'installations pour la désinfection et le lavage des anciens prisonniers eux-mêmes et de leurs effets personnels. De plus, une fois arrivés dans les camps, ils étaient immédiatement placés dans des centuries dirigées par des officiers également prisonniers, afin de mieux les encadrer et les gérer[253].

Ce modèle, qui a fait ses preuves, fut également appliqué à d'autres camps italiens sur le territoire français. En effet, à côté du camp de Leyment, le principal camp pour l'accueil des anciens prisonniers, la Base Italienne de Lyon mit en place de nombreuses structures pour accueillir cette énorme masse d'hommes : même le camp militaire de La Doua, centre de la caserne italienne de Lyon au service de la Base, fut utilisé pour loger les prisonniers, avec plus de mille places[254] ; outre Lyon, il existait également un camp de récupération à Bourg en Bresse, d'une capacité de 3 200 soldats[255], et enfin le camp de Cherbourg qui, comme nous l'avons analysé plus haut, accueillait les prisonniers italiens envoyés par mer, avec une capacité de 5 000 places[256] ; avec l'hôpital militaire italien de Grenoble, qui accueillait les anciens officiers prisonniers et qui est l'objet d'une partie successive, le nombre total de places dans les « Campi di bonifica » italiens était d'environ 13 000[257].

A partir des mouvements d'arrivées et de départs du camp de concentration de Leyment, il est possible d'analyser l'évolution des arrivées de prisonniers italiens envoyés en Italie à travers le territoire français : du 17 novembre au 31 décembre 1918, les arrivées au camp sont particulièrement irrégulières, passant de quelques dizaines d'anciens prisonniers à un pic de 4 890 le 10 décembre, signe de l'absence persistante d'une véritable organisation du transfert des camps allemands vers les camps de recueil italiens en France ; comme évoqué précédemment, seuls quelques groupes dans certains camps organisés parviennent à placer les prisonniers sous le commandement d'officiers également détenus, entraînant ainsi un grand chaos et une désorganisation qui se traduisent par des vagues discontinues d'arrivées de prisonniers. Des documents de l'Etat-Major de l'Armée italienne confirment même que de

---

253 *Ibid*.

254 AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 3, rapport sans nom sur les opérations de rapatriement des prisonniers en France, *op. cit.*

255 *Ibid*.

256 *Ibid*.

257 *Ibid*.

nombreux prisonniers italiens, lors de l'évasion désorganisée, se perdirent dans la campagne allemande ou française et accueillis par la population locale pour des périodes plus ou moins longues, ou se retrouvèrent dans les camps de récolte français ou allemands ; démontrant ainsi la mauvaise organisation initiale de la Base et des unités de la 2ème C.A.I., Pris au dépourvu par l'afflux massif de prisonniers vers ses positions, le transport de certains prisonniers des différents postes de commandement du 2e C.A.I. donna lieu à de nombreuses erreurs, comme l'envoi de certains groupes au camp d'Amberieu plutôt qu'à celui de Leyment.

Une réelle amélioration se manifeste cependant tout au long du mois de janvier, avec une stabilisation des arrivées quotidiennes au camp, entre 1 200 et 2 400, avec un seul pic le 16 janvier et plus de 4 216[258]. Ceci démontre l'efficacité du système mis en place par le 2e C.A.I., aidé par l'action des représentants italiens dans les différents camps de concentration pour gérer, avec leurs collègues alliés, le flux de plus de 500 000 prisonniers en direction du Rhin et de l'ancienne ligne de front. Pour les retours par voie ferrée, en revanche, la situation est différente, s'agissant d'un phénomène relevant entièrement de la Base et du 2e C.A.I., et donc sans variations possibles et sans imprévus contrairement aux arrivées de prisonniers ; en général, à partir du 27 novembre 1918, entre un et trois convois ferroviaires partent à un rythme presque quotidien de la gare de Leyment en direction de l'Italie. Au total, sur les 87 000 prisonniers italiens passés en territoire français, 81.499 sont passés par le camp de Leyment durant son fonctionnement entre le 17 novembre 1918 et le 8 février 1919[259], prouvant à plusieurs reprises qu'il était capable de remplir ses missions sans problème majeur ni défaillance ; ce camp fut également l'occasion de fraterniser avec certains prisonniers libérés d'autres pays, puisqu'il put accueillir une centaine de combattants de nations alliées, dont des combattants français et serbes[260], et que, preuve de l'efficacité de la base, ils furent accueillis et traités de la même manière que leurs collègues italiens avant d'être envoyés dans leurs propres camps.

---

[258] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 3, « Specchio del movimento ex prigionieri nel campo suddetto durante i mesi di novembre - dicembre 1918 gennaio - febbraio 1919 », annexe de AUSSME, fondo E8, raccoglitore 180, dossier 3, « Relazione sul campo concentramento ex prigionieri restituiti di Leyment » N°77, *op. cit*.

[259] *Ibid*.

[260] AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 180, dossier 3, « Relazione sul campo concentramento di Leyment » N° 80, 10/02/1919

Les opérations de rapatriement par le sol français furent complexes, surtout en considérant que le réseau ferroviaire français fut mis à rude épreuve entre la démobilisation des forces alliées, le retour des exilés dans les régions occupées et, dans ce cas, le retour des prisonniers, non seulement français mais aussi britanniques, serbes, russes et, dans une large mesure, italiens. Les prisonniers eux-mêmes trouvent cette organisation sur le sol français bien rodée : Carlo Emilio Gadda, emprisonné à Celle, en Basse-Saxe, et reçu début janvier 1919 à Lyon, dans son *Giornale di guerra e prigionia* (« Journal de guerre et de captivité ») décrit le complexe d'assistance et de transport des prisonniers italien en France comme un « sistema che funziona bene »[261] [262];

Pour mieux comprendre l'importance de ces événements, il faut les replacer dans le contexte plus large de l'immédiat après-guerre sur le front occidental, et ce n'est qu'ainsi que leur importance peut être comprise : d'une part, bien qu'étant en petit nombre lors des opérations d'occupation en Belgique et en Rhénanie face aux forces déployées par les Alliés, l'Italie a également joué son petit rôle dans les opérations d'aide et de maintien de l'ordre des Alliés, démontrant ainsi la proximité du jeune Royaume avec les alliés britanniques, français et américains, ainsi qu'avec la population belge. Cela a également conduit à l'émergence d'une mémoire et d'un souvenir dans ces régions de la présence des soldats d'Albricci, qui est toujours vivante grâce au travail des historiens locaux en particulier, et par conséquent un facteur supplémentaire de la proximité culturelle entre l'Italie, la Belgique et l'Allemagne d'aujourd'hui. Mais surtout, compte tenu des efforts considérables déployés dans la péninsule elle-même, réussir à maintenir pendant plusieurs mois un corps d'armée puis une brigade dans des territoires en guerre, organiser un vaste réseau de rapatriement de plus de 130 000 anciens prisonniers en passant par plusieurs pays souverains et gérer un réseau hospitalier, sont des choses qui n'allaient pas de soi.

---

[261] GADDA Carlo Emilio, *Giornale di guerra e di prigionia*, Milan, Adelphi, 2023, 626 p., p. 512

[262] « Système qui marche bien », traduction de l'italien par l'auteur

Avec la fin des activités des camps de récupération et le rapatriement des forces du 2e C.A.I., la présence militaire italienne en France diminue progressivement au fil des mois. Dès le début du mois de février 1919, les magasins de munitions et le parc de pièces d'artillerie dépendant de la Base furent démantelés, ne laissant que des quantités suffisantes d'obus pour la brigade « Alpi » en Rhénanie[263] ; avec le rapatriement de cette dernière, les réductions de personnel et d'infrastructures se poursuivirent à tel point qu'à la fin du mois de septembre 1919, seuls 15 officiers[264] et 25 hommes de troupe dépendaient encore de la Base, avec une douzaine de camions, de voitures et de motos encore disponibles[265]. Après de nouvelles réductions, le 31 décembre 1919, la fin des activités de la Base et sa dissolution définitive sont annoncées[266], clôturant un chapitre qui aura duré vingt-et-un mois de gestion logistique de plus de 30 000 soldats italiens sur le territoire français. Mais malgré le rapatriement de la Base, de nombreux combattants du *Bel Paese* étaient toujours présents sur le sol de la République, les plus de 5 000 soldats tombés au champ d'honneur, et leur inhumation constituaient un enjeu politique et mémoriel de taille entre la France et l'Italie au début de l'entre-deux-guerres. Effectivement, avec la création des cimetières italiens de Bligny et de Soupir, un nouveau chapitre s'ouvre dans les relations diplomatiques italo-françaises : la mémoire partagée du 2e C.A.I. et de son exploitation par les deux pays et leurs forces politiques.

---

263 AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 186, lettre du colonel Leone, chef de la Base Italienne de Lyon, à l'Office du Chef d'Etat Major N° 13692, 04/02/1919

264 AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 186, « Riduzione dell'Ufficio I.F. » N° 21494, 31/08/1919

265 AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 186, le lieutenant colonel Barbieri au detachement de camion et auto italien de Maison Alfort N° 23446, 30/08/1919

266 AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 186, « Scioglimento della Base italiana di Lione » N° 13855, 22/12/1919

Chapitre V

L'étude de la conception et de l'impact social des cimetières de guerre de la Première Guerre mondiale a déjà été l'objet d'analyses au cours des décennies précédentes : quelques exemples en France avec Antoine Prost[267], dans le monde anglophone par Philip Longworth[268] avec son analyse de l'action du CWGC[269] et en Italie grâce au travail de Mario Isnenghi mais pas seulement, avec un intérêt encore vif pour les lieux de sépulture italiens. À titre d'exemple, seulement en 2023 une étude de Giulia Campanini, Silvia Dandria et Paola Salzani a été publiée sur les cimetières de guerre italo-autrichiens dans la zone de l'ancien front de la « Strafexpedition », en Vénétie[270]. En outre, en Italie, il y a une grande production sur les cimetières monumentaux, les Sacrari, édifiés pendant les vingt ans de fascisme sur le front des combats ; il est nécessaire de citer Lucio Fabi et son étude du « Sacrario militaire » de Redipuglia, l'une des plus grandes et célèbres œuvres cimetériales fascistes dans ce domaine.

Malgré une grande production et de nombreuses analyses à travers toute l'Europe sur la naissance de la conception des cimetières de guerre après la fin du premier conflit mondial et sur les œuvres funéraires dans différents pays (il suffit de penser aux cimetières anglais en France), l'étude de la naissance et du développement des deux cimetières de guerre italiens en France, à Bligny et à Soupir, reste encore avec de nombreux manques et lacunes. En effet, autour des deux cimetières qui accueillent presque 5 000 des morts du 2e C.A.I., ainsi que quelques travailleurs des T.A.I.F. et quelques Garibaldiens de 1914, peu d'études ont été réalisées, encore moins ces dernières années ; citons la contribution de Pierre Louis Buzzi sur

---

267 Voir PROST Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre », 1914-1940, dans *Le Mouvement Social*, 2011/4 (N° 237), 208 p., p. 135-151

268 Voir LONGWORTH Philip, *The Unending Vigil: A History of the Commonwealth War Graves Commission*, Barnsley, Pen and Sword Books, 2010, 269 p.

269 Acronyme de *Commonwealth War Graves Commissions*, Commission des sépultures de guerre du Commonwealth

270 Voir CAMPANINI Giulia, DANDRIA Silvia, Salzani Paola, *Cimiteri militari della grande guerra : Sepolture nell'area Pasubio-Cimone e Altopiano dei Sette Comuni*, Quingentole, Documenti di Archeologia, 2023, 324 p.

le sujet[271], étant l'une des plus récentes, malgré certaines lacunes, bien que centrée davantage sur la politique cimetériale fasciste en France que sur les deux sites funéraires. Cette absence est d'autant plus étrange compte tenu du grand nombre de documents d'archives existants sur le sujet, notamment ceux du fonds « Rappresentanza Italiana in Francia » (« Représentation [diplomatique] italienne en France ») du ministère des Affaires Étrangères italien, qui consacre de nombreux dossiers uniquement à la question cimetériale, mis à jour annuellement de 1919 à 1940 et riches d'informations. Ce sont ces fonds qui sont à la base de l'analyse proposée dans les pages suivantes, qui tenteront de comprendre comment est née l'idée au sein des institutions italiennes de construire ces deux cimetières sur le sol français, les grandes difficultés rencontrées dans leur réalisation, leur expansion et leur entretien, ainsi que le grand rôle politique et symbolique pour la communauté italienne en France mais aussi pour le gouvernement fasciste lui-même, qui dirigea l'Italie et ses choix, y compris dans le domaine mémorial, à partir de 1922.

I. La grande dispersion des dépouilles italiennes dans le territoire français après 1918

À la fin des hostilités, l'un des premiers problèmes rencontrés sur tous les fronts fut le tri, la reconnaissance et l'inhumation des centaines de milliers de corps des soldats tombés. En particulier, la situation sur le front occidental était complexe, car de nombreuses armées combattaient aux côtés des forces françaises : des Anglais aux Américains, en passant par les Belges et jusqu'à quelques milliers de Russes et d'Italiens.

Pour les défunts du 2e C.A.I., la situation était particulièrement compliquée : ils étaient répartis entre ceux tombés au combat et inhumés dans les nombreux cimetières provisoires sur la ligne de front, et ceux décédés derrière les lignes, dans les hôpitaux de campagne précédemment analysés. Bien que l'intendance du Regio Esercito ait réussi à organiser de manière coordonnée le rapatriement des deux divisions, de la Base de Lyon et

[271] Voir BUZZI Pierre Louis, « Un tourisme fasciste ? Des touristes italiens sur les champs de bataille français de la Première Guerre mondiale », dans EVANNO Yves-Marie, VINCENT Johan (sous la direction de), *Tourisme et Grande Guerre. Voyage(s) sur un front historique méconnu (1914-2019)*, Plœmeur, Editions Codex, 450 p., p. 325-327

des prisonniers d'Allemagne avec les autorités militaires alliées, la question des militaires tombés sur le sol français demeurait plus fragmentée et compliquée. Grâce aux travaux de Beatrix Pau et aux documents des ministères des Affaires étrangères français et italien, il est possible de reconstituer la dynamique de la gestion des dépouilles dans les premiers mois et années suivant la fin du conflit.

a) Le chaos après la fin du conflit

Avec l'hospitalisation de nombreux soldats italiens dans des structures réparties sur tout le territoire français, un problème extrêmement difficile surgit dans les premiers mois suivant le 11 novembre 1918, non seulement pour les commandements militaires italiens en France, mais aussi pour l'ambassade italienne à Paris elle-même : l'identification des nombreux corps disséminés dans chaque coin de la France et l'établissement de règles précises concernant leur maintien sur place ou leur transfert grâce à des accords entre les autorités françaises et italiennes.

Comme des milliers de corps de soldats ou de travailleurs militaires italiens étaient dispersés en France, en particulier ceux qui étaient décédés lors de leur hospitalisation dans les nombreux instituts du front intérieur français, les autorités militaires et consulaires du Bel Paese dans la République furent obligées d'agir dès les premiers jours après la fin des hostilités pour retrouver leur trace. L'une des premières actions, voulue par le général Albricci lui-même encore fermement à la tête du 2e C.A.I. en Belgique, fut la création de l' « Opera nazionale per le tombe dei soldati d'Italia morti in Francia » (« Œuvre nationale pour les tombes des soldats italiens morts en France »), fondée dès le 3 décembre 1918 et entrée en action vers le mois de mars 1919[272]. Cette association est à la fois ordinaire pour l'époque à laquelle elle a été créée, mais elle présente en même temps des particularités que seul le cas du 2e C.A.I. en France pouvait créer ; en effet, dans l'immédiat après-guerre, d'innombrables associations naissent de l'initiative privée ou nationale pour regrouper les différentes catégories de ceux qui ont participé au conflit ou qui en ont été affectés. Il suffit de penser à

[272] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 3, « Sistemazione delle tombe dei militari italiani caduti in Francia - Relazione riassuntiva », 25/11/1919, p. 2

l'Union nationale des combattants en France, née quelques jours seulement après la fin des hostilités.

Dans le cas de l'Opera, son but principal était d'organiser, sous une même association avec plusieurs comités locaux, tous les réseaux déjà existants de personnalités des différentes colonies italiennes à travers la France pour gérer les tombes de leurs compatriotes dans leur région[273]. Ce choix avait certaines motivations, principalement d'ordre organisationnel, étant donné que les autorités françaises n'avaient pas encore conclu d'accords avec celles italiennes et la difficulté des institutions consulaires de créer rapidement un réseau de maintenance et contrôle si éparpillé ; mais aussi pour impliquer plus étroitement les colonies elles-mêmes dans une action considérée « patriotique », telle que la préservation et l'entretien des tombes de leurs compatriotes tombés au champ d'honneur[274]. Selon le récit du colonel Giorgio Martin Franklin, attaché militaire à l'ambassade d'Italie à Paris de septembre 1919 à octobre 1922, ces premiers comités apparaissent dans les communautés italiennes de Lyon, Dijon, Epernay et Nantes[275], ainsi que dans des villes plus petites de la République. Ce n'est pas un hasard si les premiers comités se sont constitués dans ces villes, car elles étaient le siège des hôpitaux militaires italiens et le lieu de sépulture de nombreux Italiens : selon les estimations du comité de Dijon, dépendant de l'Opéra, 13 cadavres italiens reposaient dans le cimetière municipal du centre bourguignon[276] ; le cimetière de Grenoble qui, comme précédemment analysé, était le siège de l'un des plus importants instituts sanitaires militaires italiens en France, accueillit le 10 février 1919, 24 tombés en service, dont 22 combattants du 2e C.A.I., un travailleur des T.A.I.F. et une infirmière italienne de la Croix Rouge[277]. Le cas le plus important est certainement celui du cimetière de Lyon qui, étant le siège de la base italienne et de nombreux hôpitaux, compte plus de 81 corps de soldats, d'ouvriers et de militaires italiens enterrés dans le nouveau cimetière de la Guillotière en 1921[278]. Outre les centres principaux, de nombreux

---

[273] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 3, « Sistemazione delle tombe dei militari italiani caduti in Francia - Relazione riassuntiva », *op. cit*., p. 2-3

[274] *Ibid*.

[275] *Ibid*.

[276] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 4, « Elenco dei militari italiani morti per la Patria sul territorio francese e sepolti nel cimitero di Dijon », 19/01/1919

[277] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 4, « Elenco dei militari italiani deceduti a Grenoble e sepolti in quel cimitero », date non specifiée

[278] FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, *op cit*., p. 152

soldats tombés au combat reposent également dans des villes secondaires, enterrés là par manque de place dans les cimetières des centres principaux, comme à Aix Les Bains, au nord de Chambéry (première grande ville française sur le chemin de fer du tunnel du Fréjus entre l'Italie et la France, avec quelques dépôts et hôpitaux italiens), où fut enterré Evaristo Leonori, sergent du 62e régiment d'infanterie italien[279].

Ainsi, dès les premiers jours de la paix, un réseau a été mis en place pour sauvegarder les tombes des soldats italiens morts en France en 1918. Le principal problème de cette phase a été la difficulté d'entretien des tombes, maintenues dans un état négligé, sans aucun entretien, et la difficulté de reconnaître toutes les tombes italiennes disséminées sur le territoire français. À cela s'ajoute le fait que, dans les années suivantes, de nombreuses villes françaises ayant des tombes italiennes dans leurs cimetières municipaux n'ont pas vu naître les comités mentionnés ci-dessus, par manque de fonds ou en raison du faible nombre d'immigrés, ce qui a donné lieu à de nombreux cas de manque d'entretien des tombes et de manque d'intérêt de la part des institutions françaises qui étaient censées s'en occuper. Il suffit de citer le cas du cimetière de Tourlaville, où les tombes italiennes du carré militaire ont été abandonnées, malgré les accords entre le maire et le gouvernement italien[280]. Quelques cas documentés d'erreurs de reconnaissance de soldats français tombés au combat en tant que soldats italiens (comme le cas de 1937 au cimetière italien de Bligny[281]) démontrent les nombreux problèmes rencontrés lors du travail de reconnaissance des corps, que ce soit par les comités ou par les officiers de l'armée royale elle-même.

Ce chaos n'est pas sans conséquences sur les relations franco-italiennes, avec l'Italie qui accuse à plusieurs reprises les autorités françaises de laisser les tombes italiennes dans un état d'abandon et de ne pas aider les comités locaux. Mais, comme analysé dans la troisième

---

[279]A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 4, « Elenco dei militari italiani deceduti ad Aix Les Bains e sepolti in quel cimitero », date non specifiée

[280] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 68, fascicolo 4, rapport du major A. Gaeta, de la *Regia Marina*, à l'attaché militaire italien à Paris, « Informazioni sul cimitero di Tourlaville », N° 630, 15/06/1923

[281] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 271, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny 1937 », lettre de l'attaché militaire italien à Paris au ministère de la Guerre, « Salme francesi nel cimitero di Bligny », N°92, 20/01/1937

partie du sous-chapitre, un équilibre stable fut finalement atteint entre les comités italiens locaux, les institutions diplomatiques royales et l'administration française. Outre ce début chaotique, une autre affaire compliquée fut gérée dans les mois et les années qui suivirent le conflit fut le transfert des corps de la France vers l'Italie et les nombreux accords conclus entre les deux pays pour organiser ces transferts funéraires.

b) *Rapatriement ou inhumation in loco : les premières actions*

Donner aux familles des victimes la possibilité de ramener leurs proches décédés dans leur pays a été dès l'une des priorité des puissances qui ont combattu en dehors de leur territoire national. Même le Royaume d'Italie organisa le rapatriement de ses soldats tombés sur le front français, par le moyen de négociations et d'accords avec les autorités républicaines, surtout avec le Service Général des Pensions du Ministère de la Guerre. Le transfert des corps a duré de nombreuses années, ce qui à mené la création d'une législation précise et partagé entre les deux pays, pour permettre aux corps de certains combattants italiens d'être inhumé selon les choix de la famille.

Après la fin des hostilités de la Première Guerre mondiale, le premier obstacle au transfert des corps des soldats italiens ne fut pas de nature transnationale, mais nationale. En effet, autant le gouvernement français que le gouvernement italien bloquèrent les déplacements des corps des soldats tombés au front pour les restituer aux familles, ce qui obligea à stopper tout mouvement de cadavres entre le front occidental et les pays ayant leurs propres armées (et leurs morts) présents en France et en Belgique[282]. Certains cas particuliers se produisirent néanmoins, bien que ce ne fût que des exceptions, comme le rapatriement en Italie des frères Bruno et Costante Garibaldi en janvier de 1915, après leur mort sous la Légion Garibaldienne dans l'Argonne

En dehors de ces cas de célébrité, aucun autre transfert de cadavres, qu'ils soient militaires ou civils, ne fut enregistré entre l'Italie et la France pendant toute la durée de la guerre, et la situation ne changea pas même dans les mois qui suivirent le conflit. Les

[282] PAU Beatrix, « Le transfert des corps des militaires italiens tombés en terre de France », *Cahiers de la Méditerranée* n° 81, 2010, 408 p., p. 221-222

premiers changements n'arrivèrent qu'en 1920 : dès mars, le transfert des corps des civils italiens de la République vers la Péninsule fut autorisé[283]. Six mois plus tard, le 28 septembre 1920, le gouvernement de la République autorisa le transfert des corps des soldats français et étrangers, sur demande et aux frais des familles elles-mêmes[284]. Malgré le consentement français, le rapatriement des corps des soldats italiens fut interdit par le gouvernement italien, qui considérait illégale l'introduction des corps des soldats du *Regio Esercito* depuis l'étranger jusqu'au 11 août 1921[285], date à laquelle ces transferts furent légalisés. Il est intéressant de noter la quantité de corps transférés des différents cimetières communaux français vers l'Italie : entre août 1921 et juin 1924, 322 corps de personnel italien, soldats, travailleurs et infirmières de la Croix-Rouge, furent rapatriés aux frais des familles ou de l'Etat[286]. Ce nombre de corps rapatriés vers l'Italie doit être considéré en relation avec coûts élevés des opérations de rapatriement, initialement non couverts par le gouvernement italien et entièrement à la charge des familles. En outre, l'organisation de ces opérations posait des difficultés logistiques considérables. Ainsi, malgré le faible nombre, les transports de corps de soldats italiens vers l'Italie étaient significatifs, compte tenu du contexte géographique et politique.

Même pendant le transport des corps, de nombreuses manifestations officielles se déroulèrent dans certaines des gares de passage, démontrant le rôle politique de ces exhumations et de ces corps. Un exemple notable est le départ de 31 cercueils de Paris le 22 avril 1924, précédé d'un cortège funèbre du dépôt mortuaire à la gare de La Villette Est, en présence des plus hautes autorités locales italiennes et françaises, telles que l'ambassadeur, avec une compagnie d'infanterie française rendant les honneurs (voir annexe n° 7)[287]. Un autre exemple similaire est la cérémonie funéraire au dépôt mortuaire de Chambéry le 27 avril 1924, où une cérémonie fut organisée avant le départ d'un convoi ferroviaire vers l'Italie avec plusieurs cercueils italiens exhumés dans la région. De nombreuses autorités civiles italiennes

---

[283] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 7, lettre de l'attaché militaire Martin Franklin au consul général italien de Bordeaux, N°894, 18/03/1920

[284] PAU Beatrix, *op. cit*., p. 224

[285] *Ibid*., p. 225

[286] *Ibid*., p. 231

[287] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, lettre de l'attaché militaire italien à Paris au ministère de la Guerre, « Rimpatrio salme di militari italiani », N°666, 29/04/1924

et militaires françaises y assistèrent, en témoignage de l'importance attribué à cet événement qui impliquait les corps des soldats mêmes[288].

Le bilan final de ces transferts de dépouilles de toute la France vers l'Italie, selon l'étude de Beatrix Pau, est de 348 corps durant toute l'entre-deux-guerres, dont la grande majorité fut prise en charge par l'État italien à partir de 1923. Dans ce domaine, contrairement à l'entretien des tombes italiennes dans les cimetières locaux français, la coopération entre les gouvernements italien et français fut lente mais atteignit son objectif.

À différents stades de conservation, de nombreuses tombes et monuments subsistent encore dans les divers cimetières communaux français, avec des rituels annuels pour les honorer, surtout dans les plus grands comme ceux de Lyon et de Paris, soutenus par le consulat italien local, des associations d'anciens combattants ou simplement par la communauté locale. L'action des associations fut encore plus évidente entre 1918 et 1939, en raison des nombreuses cérémonies organisées autour de ces cimetières et tombes par les diverses colonies, avec une présence faible des divers consulats ; une absence non seulement du point de vue cérémonial, mais aussi économique, puisque l'entretien était entièrement aux mains des privés français ou des communautés italiennes elles-mêmes. Une des principales causes du manque de fonds des institutions consulaires fut la nécessité d'investir des énergies et de l'argent dans la construction des deux centres funéraires militaires italiens par excellence sur le sol français, à savoir les cimetières militaires de Bligny et de Soupir, entre 1919 et 1937

II. Bligny et Soupir : la monumentalisation du maintien des corps sur le champ de bataille

La décision des autorités italiennes de construire et de maintenir deux complexes funéraire sur un territoire étranger n'est pas anodine : en 1918, le Royaume d'Italie était encore

[288] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, le consul général italien en Savoie à l'ambassade d'Italie à Rome, « Onoranze alle salme dei si soldati nostri caduti », N°6653, 28/04/1924

un État très jeune, sans grande expérience militaire hors du territoire national (à l'exception des campagnes coloniales en Érythrée et en Éthiopie). De plus, le Regio Esercito combattit principalement sur le front italien pendant la Première Guerre mondiale, avec seulement quelques participations limitées à l'étranger, comme le 2e C.A.I. ou la 35e division d'infanterie en Macédoine ; une situation totalement différente de celle du Royaume-Uni, qui combattit presque entièrement sur le front occidental et qui, après le conflit, créa un réseau funéraire sans égal en France et en Belgique vu le refus du gouvernement britannique de rapatrier ses morts[289], pour favoriser la naissance d'un réseau qu'aujourd'hui compte mille huit cent cinquante cimetières militaires ou carrés militaires[290].

Malgré le nombre de morts italiens sur le front français par rapport aux alliés britanniques et français, et malgré le manque d'expérience dans la gestion de grands complexes funéraires à l'étranger, le gouvernement italien, d'abord libéral puis fasciste, réussit à organiser, créer et maintenir ces deux grands cimetières, même au prix de sacrifices économiques. Bligny et Soupir parvinrent également à devenir des lieux de mémoire de l'action du 2e C.A.I. et au-delà, grâce aux efforts des institutions diplomatiques italiennes et des nombreuses associations d'anciens combattants, ainsi qu'à la grande communauté italienne en France, très active dans l'entre-deux-guerres pour maintenir vivant le souvenir de la participation italienne en France pendant la Grande Guerre.

a) Les premières idées sur des cimetières italiens en France

Les deux lieux choisis pour accueillir les cimetières des soldats italiens ne sont pas le fruit du hasard : des implications politiques, logistiques mais aussi de propagande ont poussé les divisions militaires et ouvrières italiennes en France et les autorités diplomatiques royales à s'engager dans la réalisation de ces installations dès la fin de l'année 1918.

Il faut dire qu'au cours des activités de guerre du 2e C.A.I., comme toutes les armées sur les différents fronts de la Grande Guerre, le *Regio Esercito* aménagea également de

[289] PROST Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre : 1914-1940 », Dans *Le Mouvement Social*, 2011/4, n° 237, p. 135-151

[290] *Ibid*., p. 143

nombreux cimetières provisoires à proximité des zones de combat pour enterrer temporairement les victimes tombées au champ d'honneur ainsi que dans les hôpitaux de guerre. Dans cette optique, les cimetières de Bligny et de Soupir existaient déjà en 1918, le premier dès le mois de juillet, suite aux affronts de la « Friedensturm », le second vers la fin du mois de septembre 1918 et le début de l'attaque italienne sur les lignes allemandes dans le cadre plus large de l'Offensive des Cent Jours[291]. Mais s'ils sont nés pour être provisoires, l'idée de créer autour de ces noyaux des structures plus définies et d'en faire des cimetières durables n'est apparue qu'après la fin du conflit, dans une dynamique similaire à celle de la naissance des cimetières de guerre alliés sur le front.

La décision finale de choisir ces sites comme sépulture définitive des soldats italiens tombés au combat fut prise le 2 avril 1919 par Albricci lui-même[292], avec l'accord du gouvernement italien, et les travaux préparatoires à la construction commencèrent. Le choix de ces deux sites n'est pas fortuit : en effet, ils constituent les points névralgiques des deux grandes opérations militaires menées par les Italiens en France et, étant des lieux déjà connus de l'opinion publique française et italienne, ils se prêtent parfaitement à la naissance de l'installation d'un lieu de mémoire commune franco-italienne.

Le premier, à Bligny, a également été privilégié comme cimetière principal en raison de ses spécificités géographiques : il est situé sur la grande colline où s'est déroulée la bataille elle-même (donc en hauteur, bien visible de toute la campagne environnante)[293], en bordure de la route nationale Paris-Reims (à l'époque l'une des principales voies de communication routière entre la capitale et les régions de l'Est) et à seulement une vingtaine de kilomètres au sud de la ville de Reims elle-même. Le cimetière de Soupir, quant à lui, est situé dans une zone beaucoup moins commode et difficile d'accès, loin des grands axes de communication et sur un terrain dicté par les nombreux marais formés par la rivière Aisne. Malgré ces inconvénients, le cimetière de Soupir était également nécessaire dans la vision du gouvernement italien de l'après-guerre, car les soldats italiens tombés au front furent d'abord divisés en trois régions par les autorités militaires italiennes, et un cimetière aurait du être créé

---

[291] SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, *op. cit*., p. 88

[292] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 3, « Sistemazione delle tombe dei militari italiani caduti in Francia - Relazione riassuntiva », *op. cit*., p. 8

[293] *Ibid*, p. 10

pour chacune d'entre elles. Ces trois cimetières, dans l'idée initiale, devaient représenter chacune des trois étapes qui, selon le jeune « Commissariato Generale per le Onoranze ai Caduti », organisme gouvernemental italien chargé de gérer et d'organiser les corps des soldats du *Bel Paese* tombés au combat et d'entretenir les différents ouvrages funéraires, avaient été déterminantes pour l'action italienne en France pendant les hostilités : Bligny avec l'Offensive de Juillet et avant, Soupir pour les actions avant et pendant la dernière grande offensive jusqu'en 1918 et un dernier, à Douai (à quelques kilomètres à l'ouest de Valenciennes), pour représenter l'action des soldats et militaires italiens morts pendant les dernières opérations militaires en Argonne, du séjour belge du 2e C. A.I. et de la brigade « Alpi » en Rhénanie. Ce dernier projet fut abandonné avant septembre 1919, car il a été jugé trop coûteux, trop compliqué à réaliser et trop banal par rapport aux deux exemples précédents.

Avec l'approbation des projets de Bligny et de Soupir, l'abandon du complexe et difficile projet à Douai et, en même temps, la fin des activités du 2e C.A.I. et le rapatriement des prisonniers, les efforts de l'ambassade italienne et de son énergique attaché militaire, Giorgio Martin Franklin, se concentrèrent sur la construction, la recherche des corps et leur inhumation dans les deux cimetières ; Un grand effort qui lui valut les distinctions de commandeur de la Légion d'honneur française[294] et de l'Ordre de la Couronne d'Italie[295].

b) Les premiers travaux

En raison d'un manque de documentation archivistique et de travaux académiques, la majorité des comptes rendus de l'Archivio Storico Diplomatico du MAECI italien se concentrent sur le cas de Bligny, permettant cependant de tirer quelques conclusions sur le cas de Soupir. Les travaux pour les deux cimetières prirent beaucoup de temps et d'énergie non

---

[294] Un remerciement special à Laurent Blondeau-Georges, du Service des Décorations de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, pour avoir indiqué la nomination du colonel Martin Franklin a Commandeur de la Légion d'Honneur avec le décret du 2 mars 1926 (transmise par mail le 15/11/2023)

[295] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 89, fascicolo 7, depêche du consul d'Italie de Paris à l'ambassadeur d'Italie N°2813, « MARTIN FRANKILN Giorgio », 22/06/1934

seulement au gouvernement italien, mais aussi aux colonies italiennes de toute la France : les travaux durèrent globalement plus de 15 ans, comprenant de nombreuses constructions et agrandissements des deux cimetières en grande quantité, mais rencontrèrent également de nombreux problèmes liés à l'éloignement des deux complexes des grands centres urbains, ainsi qu'aux conditions météorologiques locales très rigoureuses.

Le début de l'aménagement et de la construction des deux cimetières a eu lieu à des dates différentes, fin septembre 1919 pour Bligny[296], vers février 1920 pour Soupir[297]. Dès la date de début des travaux, il possible de deviner la préséance accordée par les autorités italiennes à Bligny plutôt qu'à l'ouvrage jumeau de l'Aisne. Cette différence se reflète également dans le nombre d'hommes utilisés pour les travaux, avec une grande préférence pour le cimetière près de Reims, 150 contre une cinquantaine pour le projet dans l'Aisne.

Il est à noter que si les Britanniques et les Français ont largement fait l'usage des civils locaux ou à des prisonniers de guerre allemands pour les premiers travaux des cimetières militaires dès le lendemain du conflit, les autorités militaires italiennes ont opté pour les mêmes soldats de l'armée royale comme ouvriers ; en effet, deux centuries d'ouvriers militaires italiens ont été créées au début du mois de septembre 1919, à la demande de la section italienne du Conseil supérieur de la guerre à Versailles, pour gérer complètement les travaux[298] ; Composées de deux compagnies de fantassins stationnées à la base de Lyon, elles sont rejointes par un service de camions et l'ensemble de ces unités a sa base et son entrepôt à Epernay (près de Bligny), ce qui signifie encore une fois l'importance attribuée à ce site, ainsi que la disponibilité de la ligne de chemin de fer directe vers Paris qui est fondamentale pour cette unité de travailleurs. Ce choix, bien qu'il ait pu avoir des motivations patriotiques (par exemple, faire enterrer les cadavres des soldats par leurs camarades), entraîna de grands inconvénients dans le travail, comme le manque chronique d'hommes dû aux blessures, aux maladies, aux congés et les difficultés à trouver des soldats en Italie même, en pleine démobilisation, pour les convertir en travailleurs. : en janvier 1920, sur 280 fantassins des

[296] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 34, fascicolo 3, « Sistemazione delle tombe dei militari italiani caduti in Francia - Relazione riassuntiva », *op. cit*., p. 11

[297] *Ibid*., p. 12

[298] AUSSME, fond E-8, fascicolo 195, dépêche du chef de l'office de l'Etat-Major de la Base de Lyon, lieutenant-colonel Barbieri, aux unités intéressés, N° 21665, « Costituzione di un battaglione lavoratori per la sistemazione delle tombe nella zona di Epernay », 07/09/1919

centuries, que 180 étaient disponibles et seulement 100 étaient aptes au travail[299], sans matériel adapté aux travaux requis, comme le manque de gants pour l'exhumation des cadavres des tombes provisoires, effectuée à mains nues[300]. Le nombre de problèmes rencontrés ne doit cependant pas faire illusion, car le gouvernement italien était très attentif à la construction des deux sites, surtout depuis l'arrivée d'Alberico Albricci lui-même comme ministre de la Guerre entre juin 1919 et juin 1920. En considérant les dates de la permanence du général du 2e C.A.I. au ministère, c'est d'ailleurs pendant sa présence au ministère que les travaux ont véritablement commencé sur les deux sites. En outre, le général répondit aux nombreuses plaintes des commandants des centuries, en essayant d'envoyer ce dont ils avaient besoin dans les plus brefs délais, en particulier les hommes et le matériel. Comme exemple il est possible d'observer cet aide avec le manque de soldats-ouvriers signalé dès le début de l'année 1920[301] par les commandants des centuries, auquel le ministre Albricci réagit rapidement en envoyant des renforts pour agrandir les deux unités et aider le travail à Bligny et Soupir[302].

Les travaux se déroulèrent à plusieurs niveaux : dans un premier temps, il s'agissait d'aménager huit grands carrés de terrain, un pour chaque régiment ayant combattu dans le 2e C.A.I., où les tombes seraient placées par la suite, et à ce travail s'ajoutait la construction des murs d'enceinte. Mais le travail qui a demandé le plus de temps et de ressources a certainement été l'exhumation des corps des soldats italiens sur le terrain ou dans les cimetières militaires temporaires et communaux français, qui s'est poursuivie pendant plusieurs mois, et la successive inhumation dans les deux terrains dédiés. Grâce aux nombreux rapports des différents commandants de centurie à l'attaché militaire Martin Franklin, il est possible de constater la constance des travaux tant à Bligny que, à partir de

---

[299] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, dépêche de l'attaché militaire italien Martin Franklin au Ministère de la Guerre, « Gruppo Centurie Italiane Epernay : Situazione uomini e materiale », N° 35, 10/01/1920

[300] *Ibid*.

[301] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, dépêche de l'attaché militaire italien Martin Franklin au Ministère de la Guerre, « Gruppo Centurie Italiane Epernay : Situazione uomini e materiale », *op. cit*.

[302] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, dépêche du ministre de la guerre Albricci à l'attaché militaire italien à Paris Martin Franklin, « Sistemazione dei cimiteri italiani in Francia », N°1051, 14/01/1920

février 1920, à Soupir. Dans l'Aisne, les travaux furent rapides en raison de l'exiguïté des zones de recherche des soldats tombés au champ d'honneur et de la faible capacité du cimetière lui-même de 600 (plus tard réduite à 580) corps ; le 23 avril 1920, deux mois et demi seulement après le début des véritables travaux, 186 tombes étaient déjà occupées[303] et le 4 aout de la même année[304], les 580 tombes disponibles étaient déjà toutes occupées, mettant ainsi fin à la tâche la plus difficile pour ne laisser place qu'à l'achèvement et à la décoration du cimetière même. Concrètement, les travaux du cimetière italien de Soupir prirent fin vers le mois de juillet de l'année suivante, où le dernier rapport disponible envoyé par le commandant de la centurie d'Epernay, daté du 2 juillet 1921, indiquait le début des « Lavori di rifinitura » (travaux de finissage) le 7 juin, avec l'emploi de sept hommes seulement[305].

Dans le cas de Bligny, la situation était différente, où le travail d'inhumation des corps prenait beaucoup de temps malgré l'augmentation de la main d'œuvre, compte tenu du grand nombre de corps dans la région de Bligny mais aussi des difficultés à les retrouver. Si la première année de travaux fut marquée par de grands progrès, avec 358 corps ramassés et inhumés seulement entre septembre 1919 et janvier 1920[306], pour atteindre un pic de plus de 303 corps inhumés en à peine deux mois entre juillet et septembre 1920 (portant le total provisoire à 1 137)[307], les travaux de l'année 1921 connurent de grands ralentissements, avec des chiffres tout à fait différents. À titre d'exemple, entre juillet et août 1921, seuls trois corps furent ajoutés à la liste des sépultures inhumées à Bligny[308], alors même que les mois d'été

---

[303] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, dépêche de l'attaché militaire italien à Paris au ministère de la Guerre, « Stato dei lavori dei cimiteri italiani in Francia di BLIGNY e SOUPIR », N°638, 23/04/1920

[304] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, l'attaché militaire italien à Paris Martin Franklin au Minitere de la Guerre, « Informazioni », N° 1338, 04/08/1920

[305] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 43, fascicolo 2, rapport du capitaine de la Centurie d'Epernay Mario Donati à l'attaché militaire italien à Paris Giorgio Martin Franklin, « Relazione Lavori mese di giugno », N° 623, 02/07/1921

[306] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, dépêche de l'attaché militaire italien à Paris au ministère de la Guerre, « Stato dei lavori dei cimiteri italiani in Francia di BLIGNY e SOUPIR », *op. cit*.

[307] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta

[308] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 43, fascicolo 2, dépêche de l'attaché militaire italien à Paris au ministère de la Guerre, « Stato dei lavori dei cimiteri italiani in Francia di BLIGNY e SOUPIR », N°3652, 01/08/1921

étaient les plus propices à la construction, grâce au climat plus doux par rapport aux mois d'hiver. Les raisons de ces retards dans les travaux d'inhumation et de décoration des corps à Bligny sont multiples, telles que la pénurie de matériaux et d'outils pour effectuer les travaux déjà mentionnée, à coté du manque d'un grand nombre d'ouvriers spécialisés et un climat peu propice à la poursuite des travaux[309]. En témoigne un rapport daté du 22 mai 1922, qui montre les dégâts subis par le cimetière pendant les mois d'hiver, comme la chute des enduits des murs et l'enfoncement du sol à cause des vents violents et du gel, qui ont imposé des travaux de réparation nombreux et continus sur le chantier déjà installé[310]. À cela s'ajoute la récupération désormais achevée d'une grande partie des corps dans l'ancienne zone de guerre, laissant à découvrir les corps des soldats tombés dispersés sur la ligne de front et non placés dans les cimetières provisoires ; une situation encore aggravée aussi par le retour des civils dans la zone de l'ancienne ligne de front et les difficultés de retrouver les corps sur les différents terrains privés, qui obligent les autorités militaires italiennes à s'adresser à de nombreux acteurs pour pouvoir travailler sur leurs terrains.

Les travaux d'inhumation des corps se poursuivirent en nombre réduit mais constant jusqu'à la fin de l'année 1921, avec la fin de l'envoi de rapports réguliers sur l'état des nouvelles tombes dans les deux cimetières par les commandements des centuries ouvrières, mais surtout avec le rapatriement des travailleurs militaires italiens en juin 1922 même[311]. Dans les années qui suivirent, certains corps furent néanmoins transférés au cimetière de Bligny, généralement à partir de cimetières communaux français isolés : en guise de démonstration, toujours en 1938, trois corps de soldats du *Regio Esercito* enterrés dans le cimetière communal de Talence depuis l'époque des hostilités furent transférés à Bligny sur l'ordre du gouvernement italien lui-même[312] ; Ou comme le transfert des corps des « Garibaldiens de l'Argonne », enterrés entre les cimetières du Four-de-Paris (près de

---

[309] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 38, fascicolo 5, rapport de l'attaché militaire italien à Paris Giorgio Martin Franklin au ministère de la Guerre italien, «Stato dei lavori dei cimiteri italiani in Francia di BLIGNY e SOUPIR », N°688, 23/04/1920, p. 5

[310] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 59, fascicolo 1, rappel de l'attaché militaire italien à Paris Martin Franklin à l'ambassade italienne, N° 743, 03/05/1922

[311] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 59, fascicolo 1, dépêche de l'attaché militaire italien Giorgio Martin Franklin au Ministère de la Guerre, N°888, 02/06/1922

[312] *La Petite Gironde*, « Exhumation de militaires italiens au cimetière de Talence », 31/07/1938

Lachalade, dans la Meuse), des Courtes-Chausses (en Argonne) et de la Maison Forestière (près de Souain-Perthes-lès-Hurlus)[313], pour être inhumés à Bligny le 28 février 1938, aux côtés des camarades du 2e C.A.I., du T.A.I.F. et de la *Centurie Operaie*[314].

Les premiers travaux entre 1919 et 1922 ont été à la base de la construction des deux cimetières italiens en France : après ces premières activités nécessaires, telles que le nivellement du terrain, le terrassement des premières voies intérieures aux complexes, l'enterrement de la plupart des corps et la construction du mur d'enceinte, les travaux de décoration et de création d'ouvrages secondaires furent lancés. Mais leur démarrage et leur évolution furent ralentis et instrumentalisés par le gouvernement italien de Benito Mussolini, qui poursuivit ces travaux en alternance.

c) *L'arrivée du fascisme : de l'abandon à la splendeur*

Pendant les premières années du fascisme, entre 1922 et 1926, les deux cimetières italiens en France connurent une période d'abandon des travaux et une extrême pénurie de fonds pour leur entretien, qui ne fut repris et étendu que pendant la décennie 1928-1938, appelée par Mario Isnenghi la « Décennie des sanctuaires »[315]. Effectivement, c'est au cours de ces années que les deux cimetières ont connu une véritable splendeur, grâce aussi aux nombreux ouvrages construits avec des fonds du gouvernement italien ou des colonies immigrées dans la République, démontrant ainsi l'importance que le régime mussolinien accordait à ces deux ouvrages sur le territoire français.

Le ralentissement drastique des travaux à partir de 1923 fut la conséquence principale d'un problème qui se posa dès ces premières années et qui accompagna l'histoire des

---

313 *Excelsior*, « Au cimetière de Bligny, une plaque à la mémoire des Garibaldiens morts au champ d'honneur »,

314 BUZZI Pierre Louis, « Un tourisme fasciste ? Des touristes italiens sur les champs de bataille français de la Première Guerre mondiale », dans EVANNO Yves-Marie, VINCENT Johan (sous la direction de), *Tourisme et Grande Guerre. Voyage(s) sur un front historique méconnu (1914-2019)*, Plœmeur, Editions Codex, 450 p., p. 325-337

315 ISNENGHI Mario, *Le Guerre degli italiani : parole immagini ricordi (1849-1945)*, Bologne, Il Mulino, 2015, 394 p., p. 342-349

cimetières de Bligny et de Soupir jusqu'au début du second conflit mondial : le manque chronique de financements pour les travaux ou les restaurations. Comme évoqué précédemment, les fonds alloués par le gouvernement libéral italien pour les travaux des deux cimetières en France ne furent pas toujours à la hauteur des besoins, comme témoigné par les nombreux problèmes rencontrés par les centuries de travailleurs militaires avant leur rentrée, tels que le manque de matériel adéquat ou même de véhicules lourds tels que des camions. Ce problème de financement se compliqua considérablement avec l'arrivée de Benito Mussolini au gouvernement en octobre 1922 et les premières années du régime fasciste en Italie. En effet, les premières demandes d'aide financière pour l'entretien et la construction des ouvrages prévus dans les deux cimetières arrivent à Rome dès février 1923, quatre mois après le début du gouvernement mussolinien, grâce à l'action du lieutenant Martin Franklin qui, pour éviter que le maigre budget de l'ambassade d'Italie à Paris ne soit déficitaire, imagine de faire supporter à la colonie italienne les frais de Bligny et de Soupir, démontrant ainsi l'indigence des fonds envoyés par Rome[316]. La situation empira au cours des années suivantes, où les plaintes et les demandes d'aide financière des institutions diplomatiques italiennes en France à la *Farnesina* se multiplièrent. Les cimetières furent fortement affectés par ces carences ; le rapport du 22 mai 1924 du colonel Martin Franklin au ministre italien de la Guerre concernant l'état du cimetière de Bligny et les travaux à effectuer[317] permet de comprendre la gravité de la situation : à cette date, les tombes étaient encore surmontées de croix de bois, le portail d'entrée n'existait toujours pas et, surtout, le mur d'enceinte était dans un état précaire, comme le montrent les photos (voir annexe n° 8). L'objet de la négligence et de la dégradation n'était cependant que Bligny, car Soupir, comme le confirme Martin Franklin lui-même, était en bon état et en cours et nécessitait seulement des fonds pour le maintient[318], bien qu'avec quelques détails à terminer, comme la pose de plaques de pierre pour remplacer les croix de bois encore présentes (voir annexe n° 9).

---

316 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 68, fascicolo 4, dépêche du ministre de la guerre à l'ambassade d'Italie, « Cimiteri Militari Italiani in Francia », N° 481, 05/02/1923

317 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, rapport de l'attaché militaire italien à Paris Martin Franklin au Ministère de la Guerre, « Onoranze salme militari in Francia », N°767, 22/05/1922

318 *Ibid*.

L'état d'abandon du cimetière de Bligny a suscité non seulement l'ire des autorités consulaires italiennes et des ingénieurs chargés des travaux d'entretien et d'extension auprès du gouvernement, mais a également provoqué de nombreuses dénonciations de la part des visiteurs illustres et des touristes qui ont visité le complexe. C'est d'ailleurs de leur part que sont venues certaines critiques publiques qui ont conduit les autorités italiennes à prendre rapidement des mesures pour améliorer la situation. L'article du journaliste Antero Belletti, publié dans le quotidien romain *La Gazzetta del Popolo* le 25 février 1928[319], dans lequel il raconte son voyage dans les collines de Champagne et sa visite au cimetière italien, est important à cet égard : « Non vi è ancora un fiore o filo d'erba »[320], à tel point que Belletti lui-même ressent le problème de ce manque d'entretien, en écrivant « Pare che i denari manchino per dare al cimitero il dovuto decoro »[321]. Ces critiques ouvertes sur la mauvaise gestion du cimetière ne sont pas nouvelles, mais c'est le long article de Belletti, simplement intitulé « Bligny », qui persuada les autorités diplomatiques italiennes à se mobiliser pour la réouverture des sites fermés depuis près de cinq ans, démontrant une fois de plus l'importance des cimetières italiens en France pour l'image et la considération des institutions italiennes non seulement en France mais aussi en Italie, comme symbole d'excellence dans la gestion des travaux publics et de la mémoire du conflit, tant en Italie qu'à l'étranger.

L'article de Belletti a profondément affecté l'ambassade d'Italie à Paris, qui a fait procéder à des travaux d'entretien extraordinaires dès le fin du mois de mars de la même année[322]. Mais le résultat le plus significatif de cette première grande analyse devenue célèbre est qu'à partir de ce moment, les opinions négatives sur l'entretien des deux cimetières deviennent plus libres et plus fréquentes, tant dans les journaux que chez les professionnels. Dans ce contexte se situe l'analyse méticuleuse de l'ingénieur Alessandro de Daninos, président d'une compagnie d'assurance et figure importante du microcosme italien à Paris, au consul italien à Reims Paolo Emilio Giusti qui, contrairement à l'article de Belletti, montre avec précision tous les travaux à effectuer ; en effet, ce n'est pas un hasard si, après quelques

---

[319] *La Gazzetta del Popolo*, « Bligny », 25/02/1918

[320] Traduction en français de l'auteur : « Il n'y a toujours pas une fleur ni un brin d'herbe »

[321] Traduction en français de l'auteur : « Il semble que l'argent manque pour donner au cimetière le décorum qu'il mérite »

[322] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 109, fascicolo 1, dépêche de l'attaché militaire italien à Paris, Guglielmo Nasi, au Ministère de la Guerre, « Risposta al foglio 1820/1667 del 31 Marzo 1928 », N° 996/G, 10/04/1928

discussions entre le consul lui-même, l'attaché militaire italien à Paris Guglielmo Nasi (futur comte de Pralormo) et le ministère des Affaires étrangères, il est confirmé dès le 30 novembre 1928 que 200.000 francs de la part du ministère pour l'aménagement des cimetières, notamment celui de Bligny[323]. Dès la fin de l'année 1928, les travaux de restauration reprennent donc, mais aussi ceux de construction dans les deux cimetières, en particulier à Bligny : le temple central en marbre est achevé, des pierres tombales sont installées à la place des croix de bois désormais détruites, et une grille en fer forgé est enfin ajoutée. En outre, en étudiant les documents consulaires italiens conservés à la *Farnesina*, il est possible de trouver des nombreux exemples de projets tentés mais non aboutis, comme le désir du comte Vitelleschi, consul à Reims à partir de 1929, d'installer un phare émettant un faisceau lumineux aux couleurs italiennes dans le cimetière même de Bligny, qui fut écarté en raison du coût élevé de la construction. Ce dernier détail permet cependant de voir comment, à partir de 1928, les cimetières de Soupir et de Bligny sortent d'une période d'abandon, mais deviennent aussi le centre d'idées et de projets, grâce notamment aux importantes sommes d'argent qui commencent à circuler autour des œuvres ; Il faut également ajouter qu'entre 1933 et 1934, bien qu'aucune date précise ne ressorte des sources, les cimetières et leur gestion financière passent sous le contrôle du ministère de la Guerre au ministère des Affaires étrangères, qui disposait d'un réseau de collaborateurs établis sur le territoire français beaucoup plus étendu que ses collègues militaires, comme les nombreux fonctionnaires d'ambassades ou de consulats. Dans les années qui suivent, les plaintes concernant le manque de fonds pour la restauration et les travaux secondaires sont nombreuses, mais contrairement à la période quinquennale 1923-1928, les autorités consulaires italiennes et le gouvernement parviennent toujours à allouer des fonds pour ces travaux : Comme en 1933, suite à une plainte de l'attaché militaire Pralormo (responsable de la gestion financière des deux cimetières) sur le manque d'investissement de l'Etat dans les deux cimetières, le consulat avança les frais nécessaires[324].

---

[323] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 168, fascicolo 3, télégramme du ministre des Affaires Etrangères, Benito Mussolini, à l'ambassade d'Italie à Paris, « Cimitero Militare di Bligny », N°262145, 30/11/1928

[324] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, communication du consul italien à Reims, comte Vitelleschi, à l'attaché militaire à Paris, N° 7156, 02/12/1933

La longue période de 1923 à 1928 est pleine de contradictions : si, d'une part, les deux cimetières italiens en France deviennent progressivement des lieux de regroupement et d'inhumation de tous les soldats italiens tombés sur le front occidental, ils connaissent aussi une période de grave abandon, due aux difficultés économiques d'une Italie encore fortement marquée par la Grande Guerre, mais aussi à l'incompétence et aux difficultés dans les travaux. Avec la renaissance à partir de 1928, les deux ensembles de cimetières (surtout celui de Bligny) connaissent une période de développement et de rénovation, à laquelle s'ajoute la fin de la période de grave négligence des deux complexes, grâce aussi à une présence stable de gardiens rémunérés dans chacun des deux cimetières pour éviter au moins les petits travaux d'entretien nécessaires, grâce à la construction de maisons pour eux achevée en 1930[325].

Le rôle joué par Bligny et Soupir a été considérable dans le panorama plus large de la commémoration de la participation italienne au front occidental pendant la Grande Guerre, grâce aussi aux particularités des deux complexes : leur naissance respecte les caractéristiques propres aux cimetières de guerre nés après la Grande Guerre, étant le résultat clair d'un projet politique à la base, où « ils ne sont pas le simple prolongement ou l'extension des cimetières de fortune »[326] mais nés « par le regroupement de tombes éparses ou de cimetières improvisés »[327], comme souviens Antoine Prost ; d'autre part, Bligny et Soupir sont deux expériences intéressantes qui sortent de l'ordinaire du contexte géopolitique et mémoriel de l'époque en Italie, puisqu'il s'agit de deux grands ouvrages publics hors du territoire national et du centre de la mémoire et de la propagande italophile en France. Bien qu'au niveau local, les colonies d'immigrés italiens se soient appuyées sur les nombreux cimetières locaux éparpillés en toute France qui accueillaient les soldats du 2e C.A.I. pour les diverses cérémonies concernant la mémoire de la Grande Guerre italienne, un grand nombre d'événements mémoriels organisés par l'ambassade et les institutions italiennes en France ont eu pour siège ces deux cimetières. Cela conféra aux deux cimetières une énorme importance symbolique et propagandiste dans

---

325 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 185, fascicolo 4, dépêche de l'attaché militaire Pralormo au consul italien de Reims, N° 1316, 21/10/1930

326 PROST Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre (1914-1940) », dans *Le Mouvement Social*, 2011/4 (N° 237), 208 p., p. 135-151

327 *Ibid*.

l'entre-deux-guerres mais aussi, comme analysé dans les pages suivantes, ils devinrent des lieux fortement exploités par la propagande fasciste, remaniant le message qu'elle était censée diffuser à l'origine, notamment la proximité franco-italienne et le sacrifice du *Regio Esercito* sur le front occidental.

III. Deux centres de grande puissance politique et mémorielle italiens en France

Le phénomène des commémorations et des initiatives publiques pour la mémoire du conflit de l'entre-deux-guerres a déjà été largement analysé par des spécialistes, tels que Stéphane Audoin-Rouzeau[328] ou ; non seulement ils ont analysé l'impact sur les individus et les familles de victimes, mais également l'apparition de processus commémoratifs publics, suite à l'émergence d'une mémoire officielle d'État ou, selon l'expression de Frédéric Guelton, d'une « mémoire d'en-haut »[329]. Ces processus ont également impliqué les deux cimetières de Bligny et de Soupir, dans une dynamique qui, sous plusieurs aspects, suit la tripartition temporelle de la commémoration de la Grande Guerre italienne déjà mentionnée et proposée par Mario Isnenghi[330], même si avec des différences.

Dans cette perspective, en effet, les deux cimetières furent les protagonistes de plusieurs évolutions dans leur perception et dans le message qu'ils véhiculaient et, comme le confirment à plusieurs reprises les documents du ministère italien des Affaires étrangères, de la volonté du régime fasciste de s'approprier Bligny et Soupir, en les présentant non plus comme des lieux de repos des Italiens tombés en France, mais plutôt comme des réalisations du fascisme en France, en organisant des événements de toutes sortes, des manifestations sportives aux commémorations strictement politiques, attirant un grand nombre de touristes dans les années 1930. Ce n'est pas un hasard si Pierre Louis Buzzi a défini « tourisme

---

328 AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Monuments aux morts, commémorations et deuil personnel après la Grande Guerre », dans *Mélanges de l'Ecole Française de Rome. Italie et Méditerranée*, 112/2, 2000, p. 529-547

329 GUELTON Frederick, « Histoire et mémoire de la Grande Guerre en France un siècle après », dans *Cent ans après : la mémoire de la Première Guerre mondiale*, sous la direction de Elli Lemonidou, Athènes, Ecole Française d'Athènes, 2019, 233 p., p. 47-57

330 ISNENGHI Mario, *op. cit*., p. 347

fasciste »[331] le phénomène des visiteurs (principalement italiens) qui, dans le cadre de manifestations organisées ou à des fins touristiques, visitaient les champs de bataille où le 2e C.A.I. avait combattu en 1918, un résultat recherché et souhaité par les institutions italiennes et fascistes elles-mêmes.

a) Les épicentres de l'amitié franco-italienne

Malgré les difficultés et les retards constants dans la construction des deux cimetières, les années entre 1919 et 1925 virent Soupir et surtout Bligny au centre de nombreuses commémorations à la mémoire du 2e C.A.I. et en général de la participation italienne au front occidental. La particularité de ces premières années, outre le grand nombre d'événements reportés par la presse et dans les documents d'archives, est la forte présence française à ces manifestations : en effet, nombreuses furent les célébrations qui virent la participation non seulement des autorités des deux pays mais aussi de la population marnaise et de nombreux habitants ; si à cela s'ajoutent les nombreux discours de fraternité entre les deux peuples prononcés lors des mêmes manifestations aux nombreuses initiatives conjointes franco-italiennes, une proximité et d'une solidarité communes entre les institutions et les communautés de France et d'Italie, qui a caractérisé les premières années de l'entre-deux-guerres.

La grande succession de manifestations et de cérémonies organisées dans les deux cimetières italiens de l'Est de la France débuta avant même que les œuvres fussent mises en chantier : la première cérémonie signalée eut lieu quelques mois seulement après la fin des hostilités, le 23 mai 1919, en souvenir de l'entrée du Royaume d'Italie dans le conflit cinq ans plus tôt[332]. Suivant les chroniques des journaux de l'époque, il s'agit d'une cérémonie encore imparfaite par rapport à celles qui suivront et surtout peu suivie. Mais malgré cette célébration relativement modeste et faiblement couverte par la presse italienne et française de l'époque, de nombreuses caractéristiques qui uniront toutes les manifestations des années suivantes

---

[331] BUZZI Pierre Louis, « Un tourisme fasciste ? Des touristes italiens sur les champs de bataille français de la Première Guerre mondiale », dans EVANNO Yves-Marie, VINCENT Johan (sous la direction de), *Tourisme et Grande Guerre. Voyage(s) sur un front historique méconnu (1914-2019)*, Plœmeur, Editions Codex, 450 p., p. 325-337

[332] *Le Gaulois*, « Emouvante cérémonie franco-italienne à Bligny », 25/05/1919, p. 5

apparaissent déjà à cette occasion : deux exemples sont la présence de hauts fonctionnaires italiens en France aux côtés de représentants locaux des institutions républicaines et la participation de diverses organisations telles que les associations d'anciens combattants ou les associations d'amitié entre les deux pays frontaliers.

À partir de cette date, en effet, les cérémonies de commémoration des soldats italiens tombés en France à Soupir et à Bligny, avec une vive participation italienne et surtout française, se multiplient de manière exponentielle, non seulement pour commémorer les événements du Friedensturm mais aussi en souvenir d'événements concernant plus généralement le Royaume d'Italie et la Grande Guerre, comme l'entrée en guerre même le 24 mai 1915 ou la fin des hostilités sur le front italien le 4 novembre 1918. L'événement qui consacra les deux cimetières comme lieux centraux de la mémoire institutionnelle commune franco-italienne eut lieu le 29 mai 1921, lorsqu'une grande cérémonie fut organisée pour célébrer la pose de la première pierre du monument dédié aux Italiens tombés en France à Bligny. Bien que l'événement fut organisé par la Ligue Franco-Italienne, une association non gouvernementale[333], il vit la participation d'importantes personnalités politiques et militaires italiennes et françaises : à coté du consul général d'Italie à Reims, de l'ambassadeur italien Bonin Longare, le général Albricci lui-même et une fanfare du 89e régiment d'infanterie du *Regio Esercito* participèrent à coté de cinq généraux (dont les commandants des divisions du 2e C.A.I. même, Pittalunga pour la 3e division et Beruto pour la 8e), dix colonels et d'une trentaine d'officiers[334]. Du côté français, outre la délégation locale composée du préfet de la Marne et du maire de Reims Charles Roche, les invités d'honneur étaient le ministre des Pensions Louis Barthou, le maréchal Philippe Pétain et le chef d'état-major de l'armée française, le général Edmond Buat[335]. Outre la grande présence des institutions, il faut aussi rappeler la grande participation de la population marnaise, en particulier des habitants

[333] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 2, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny », le secretare de la Ligue Franco-Italienne Giovanni Mazzoni à l'ambassadeur italien à Paris Bonin Longare, 10/05/1921

[334] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 2, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny », depêche de l'ambassadeur italien à Paris Bonin Longare à l'attaché militaire italien Giorgio Martin Franklin, N°400, 17/05/1921

[335] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 2, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny », télégramme de l'ambassadeur italien Bonin Longare au Ministère des Affaires Étrangères italien, N°441, 30/05/1921

d'Epernay, démontrant l'admiration et la gratitude de la communauté envers le 2e C.A.I. et ses soldats tombés au champ d'honneur, considérés par les locaux comme des sauveurs. Il suffit de regarder les photos de la cérémonie, parues dans de nombreux journaux français et italiens de l'époque, pour comprendre la grande foule qui envahit Bligny à ce moment-là (voir annexes n°10 et n°11), ce qui démontre deux éléments : l'importance du 2e C.A.I. dans les relations culturelles et diplomatiques entre les deux pays frontaliers dans le premier entre-deux-guerres et comment Bligny (et Soupir aussi dans une moindre mesure) furent associés à la mémoire de l'unité elle-même.

À côté de ces cérémonies « officielles », organisées ou avec la présence des autorités des deux pays, selon des horaires et des dates précises fixées dans les semaines précédentes, de nouveaux types de commémorations plus spontanées apparaissent : les pèlerinages, individuels ou collectifs, vers les deux cimetières, un phénomène déjà largement étudié pour d'autres cas sur le front occidental[336] mais encore peu analysé pour Bligny et Soupir. Différents types de pèlerinages se développent dans ces premières années, avec quelques différences à préciser : un premier type de pèlerinage, également mentionné par Pierre Louis Buzzi, est celui de groupes ou de personnalités politiques italiennes visitant la France pour d'autres raisons, qui ajoutent Bligny et Soupir comme une étape de leur voyage français[337]. Les exemples sont nombreux, comme la visite à Bligny du ministre des « terres libérées » Giovanni Raineri en janvier 1922, lors d'une visite à Reims avant de rejoindre Cannes pour assister au Conseil suprême interallié[338]. Il est intéressant d'observer l'importante couverture médiatique par la presse française, principalement marnaise, de ces visites de personnalités politiques italiennes, démontrant le grand attachement de l'opinion publique française à ces événements communs entre l'Italie et la France[339].

---

[336] En ce qui concerne le cas des pèlerinages sur les champs de bataille français après 1918, il est recommandé PIERNAS Gersende, « Les pèlerinages dans les régions dévastées du nord de la France organisés par la Compagnie du chemin de fer du Nord au lendemain de la Première Guerre mondiale », dans *In Situ : Revue des patrimoines*, 25/2014, 32 p.

[337] BUZZI Pierre-Louis, *op. cit*., p. 331

[338] *Ibid*.

[339] Le voyage du ministre Raineri lui-même, un événement mineur par rapport à la scène politique de l'époque, a bénéficié d'une couverture médiatique faible mais significative par les plus grands journaux nationaux français, à partir de *Le Figaro* jusqu'au *Le Matin*, ainsi que par des journaux locaux marnais, tels que l'*Est Républicain*.

À côté de ce pèlerinage des personnalités, un pèlerinage de groupes et d'associations se développa également, qui, venant d'Italie ou d'autres régions de France, avaient pour point d'arrivée les deux cimetières italiens. Dans ce deuxième cas, il faut distinguer deux types de pèlerinage : le premier est de type patriotique, organisé par d'anciens combattants ou des organisations nationalistes italiennes de la Péninsule, dans le but de commémorer le 2e C.A.I.. En général, ces visites collectives, comme celle du groupe patriotique Alfieri d'Italia ou le cas de certains étudiants italiens qui franchirent illégalement la frontière franco-italienne pour se rendre à Bligny en septembre 1922[340], ne sont pas liées au deuil des membres de la famille ou des amis des visiteurs, mais ont un sens de commémoration et de glorification de l'action des Italiens sur le front occidental.

À côté de ce pèlerinage des personnalités, il se développa également un pèlerinage de groupes et d'associations qui, venant d'Italie ou d'autres régions de France, avaient pour point d'arrivée les deux cimetières italiens. Pour ce deuxième cas, il faut distinguer deux types de pèlerinage : le premier est de type patriotique, organisé par d'anciens combattants ou des organisations nationalistes italiennes de la Péninsule, dans le but de commémorer le 2e C.A.I.. En général, ces visites collectives, comme celle du groupe patriotique Alfieri d'Italia en 1926 ou le cas de quelques étudiants italiens qui franchirent illégalement la frontière franco-italienne pour se rendre à Bligny en septembre 1922, ne sont pas liées au souvenir des familles ou des amis des visiteurs, mais ont une signification de commémoration et de glorification de l'action des Italiens sur le front occidental. Au contraire, le deuxième type de pèlerinage collectif est celui des parents et des proches des soldats du 2e C.A.I. et des autres Italiens tombés en France pendant le conflit. Contrairement aux affirmations de Buzzi, ce « pèlerinage des tombes »[341] et le souvenir des victimes connaissent d'ailleurs très tôt leurs premiers exemples : l'un des premiers cas signalés par les autorités consulaires italiennes à Reims a lieu en novembre 1921, avec un pèlerinage organisé par quelques femmes des notables italiens, à la suite de l'épouse de l'ambassadeur Bonin Longare, pour se recueillir sur les tombes italiennes de Bligny[342]. Entre cérémonies et pèlerinages spontanés, autres

[340] Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, 97 CPCOM/51, télégramme de M. Perrielo Musacchio à l'ambassade italienne de Paris, n°512, 11/09/1922

[341] Définition évoquée par Stéphane Audoin-Rouzeau dans AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Monuments aux morts, commémorations et deuil personnel après la Grande Guerre », *op. cit*.

[342] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 43, fascicolo 2, lettre manuscrite de l'ambassadeur d'Italie au sous-préfet de la Marne, N°3613, 03/11/1921

nombreux évènements ont eu lieu dans les années suivantes, comme le pèlerinage organisé en 1926 par l'Association nationale des mères, veuves et familles des morts et disparus de la guerre[343].

Les premières cérémonies à Bligny et à Soupir furent nombreuses, variées et organisées par des acteurs d'horizons divers, des gouvernements aux associations d'anciens combattants en passant par les femmes de la communauté italienne en France. Et cet aspect suit la tripartition temporelle proposée par Isnenghi, puisque dans cette période de 1918 à 1925, la nature des cérémonies est multiple et les acteurs impliqués différents selon l'événement. Un point commun à toutes ces visites et manifestations : la présence d'autorités et de la population française aux côtés des homologues italiens, souhaitée par les deux côtés-mêmes, démontrant ainsi que la participation italienne à la Grande Guerre en France, et plus précisément celle du 2e C.A.I., était bien ressentie par les deux peuples comme un facteur d'unité, et à Bligny et à Soupir comme le lieu de sa célébration. Mais avec l'avènement du régime mussolinien et la fascisation non seulement des institutions consulaires et des associations d'anciens combattants, mais aussi des sociétés d'amitié franco-italiennes, s'ouvre une période de grands changements.

b) *L'arrivée des Chemises Noires dans les cérémonies*

La fascisation des cérémonies de Bligny et de Soupir et l'appropriation par le régime de l'organisation de la plupart des événements qui se déroulent entre la seconde moitié des années 1920 et tout au long des années 1930 fut un processus progressif et méthodique. Parallèlement à l'émergence d'un culte des morts de la Grande Guerre propre à l'idée fasciste, l'implantation de celui-ci dans les cérémonies du souvenir de la 2e C.A.I. en France fut plus complexe, avec plusieurs parties hostiles ou opposées à ce projet, allant des associations d'amitié franco-italiennes elles-mêmes aux institutions françaises. Malgré ces oppositions, les documents des consulats et de l'ambassade italienne conservés au « Archivio Storico Diplomatico » montrent une transformation progressive de l'idée à l'origine des cérémonies,

[343] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 109, fascicolo 3, lettre de Giannino Antona Traversi à l'ambassade italienne de Paris, 15/01/1926

d'une représentation vivante de l'amitié franco-italienne et de la mémoire commune à un outil de propagande du régime fasciste sur le sol français.

L'arrivée du nouveau gouvernement mussolinien passa relativement inaperçue dans les cérémonies de Bligny et de Soupir pendant les premières années, en raison du faible attachement des diplomates italiens en France aux préceptes fascistes et, par conséquent, du peu d'intérêt qu'ils portaient à l'invitation ou à la modification des événements. Cette continuité avec les manifestations précédentes se retrouve encore dans les cérémonies de 1922 et 1923, dans lesquelles une date précise fut même convenue entre les institutions italiennes et la municipalité d'Epernay pour commémorer chaque année la bataille de Bligny et rappeler les exploits du 2e C.A.I. sur le front occidental[344]. En outre, en témoignage de l'important message d'amitié franco-italienne donné par ces cérémonies, la présence de grandes personnalités des deux pays se poursuivit également pendant les premières années du règne de Mussolini : en 1923, les invités d'honneur français à la cérémonie du 1er juillet à Bligny furent le ministre de la Marine, Flaminius Raiberti, et surtout le recteur de l'université de Paris, Paul Emile Appell, aux côtés de représentants des institutions républicaines locales et du nouvel ambassadeur d'Italie à Paris, le baron Carlo Romano Avezzana[345]. Mais si la tradition d'inviter et de laisser la place aux discours et proclamations des personnalités françaises perdure, un changement dans le registre des discours des autorités italiennes commence à se manifester dès 1923, avec l'apparition de compliments et d'éloges à l'égard du nouveau gouvernement fasciste. Toujours lors de la cérémonie de 1923, l'ambassadeur Avezzana, lors de son discours à Bligny, loua le nouveau gouvernement et ses sympathisants, qui « ont arrêté la contagion qui guettait notre peuple, et l'ont ramené à ses grandes traditions qui s'inspirent du sentiment de la patrie, de l'ordre et de la discipline dans la liberté, et au culte du devoir »[346]. Bien que la mutation de 1923 ne concerne donc que les répertoires et non la forme pratique des cérémonies, elle représente une tendance qui, au fil des ans, conduit de plus en plus à une modification des cérémonies commémoratives elles-mêmes. Ce n'est que

---

344 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 59, fascicolo 1, lettre de l'ambassadeur italien à Paris, baron Avezzana, au consul général italien à Reims Fiandaca, N°19/7, 27/11/1922

345 *Le Matin*, « M. Raiberti et l'ambassadeur d'Italie à Bligny et à Epernay : La commémoration de la bataille de Bligny », 02/07/1923, p.3

346 *Ibid*.

l'année suivante, lors de la cérémonie de juillet 1924, que les membres de certains groupes fascistes italiens en France participèrent directement à la manifestation, avec des discours et le dépôt d'une couronne de laurier en bronze[347].

Le changement se manifeste également au niveau des invités, de la responsabilité des institutions diplomatiques italiennes : les personnalités italiennes clés des événements de 1918 et des cérémonies en sa mémoire, pro-françaises ou en tout cas proches des institutions de la République, sont de moins en moins invitées, au profit de groupes ou d'individus proches du nouveau régime. En témoigne la non-invitation du général Albricci lui-même à la cérémonie d'inauguration du monument aux morts d'Epernay en 1924, invité par le maire de la ville lui-même mais décliné sur ordre direct de Mussolini[348].

Parallèlement à l'éloignement des personnalités, les associations et sympathisants du gouvernement fasciste italien prirent de plus en plus de place dans les cérémonies du souvenir de la 2e C.A.I., à tel point que même les institutions françaises commencèrent à contrôler leur présence, surtout à partir de 1925 aux manifestations dans les deux cimetières ; en effet, les violences entre fascistes italo-français et mouvements de gauche furent nombreuses au cours des années 1925/1926, comme par exemple les affrontements entre anciens combattants français et fascistes italiens à Beausoleil, près de Nice, le 2 novembre 1926[349]. En effet, en 1926, confrontés au danger d'affrontements entre les groupes fascistes italiens et les groupes locaux de gauche, les maires d'Epernay et de Reims et le préfet de la Marne, ainsi que d'autres fonctionnaires français, demandèrent formellement au gouvernement italien de ne pas inviter les représentants du M.V.S.N.[350] à la cérémonie, afin d'éviter la présence des Chemises noires dans la foule[351] ; la réponse italienne fut d'interdire les Chemises noires à la cérémonie, sans

---

[347] *La Nuova Italia*, « A Bligny », 03/08/1924, p.3

[348] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Epernay », dépêche du ministre des Affaires Etrangères italien Benito Mussolini à l'ambassade italienne de Paris, N°488, 31/04/1924

[349] *Le Petit Parisien*, « Collision, à Beausoleil, entre français et italiens », 03/11/1926, p.3

[350] « Milizia Volontaria per la Sicurezza Nazionale », en français Milice Volontaire pour la Sécurité Nationale, milice paramilitaire du Parti Nationale Fasciste, née en 1923 et institutionnalisée comme force de gendarmerie l'année suivante.

[351] Archives du ministère des Affaires étrangers français, 97 CPCOM/51, télégramme chiffré du ministère des Affaires Etrangères à Paris pour l'ambassade française à Rome, N°Z 367 11, 15/05/1926

pour autant en interdire la présence[352]. Cette inquiétude face à la présence fasciste de plus en plus écrasante lors des cérémonies entraîna une participation française de moins en moins importante au cours de la seconde moitié des années 1920, à tel point que certaines cérémonies à Bligny et à Soupir ne furent assurées que par des institutions italiennes et des associations fascistes, comme la cérémonie de juillet 1927.

Les raisons de cette augmentation de la présence fasciste aux cérémonies de commémoration dans les deux cimetières italiens en France sont multiples, rappelant que la période entre 1922 et 1928 a été, selon Isnenghi, celle de l'exclusion progressive et de l'éloignement de ceux qui étaient distants ou non alignés sur le modèle fasciste de commémoration de la Grande Guerre, soit les institutions françaises. À cela s'ajoute le fait qu'il s'agit d'une période de violence exercée et soutenue par les différentes *Fasci* en France, sur ordre du secrétaire des *Fasci all'Estero*, Giuseppe Bastianini, dans le but d'écraser toute opposition hors de la Péninsule et de défendre les adhérents contre d'éventuelles attaques d'organisations de gauche antifascistes[353] ; ce qui inquiéta ultérieurement les organes de la République et les dissuadent d'organiser ou de participer à des événements à risque, comme les cérémonies estivales de Bligny et de Soupir.

Dans ce contexte, il serait possible d'imaginer un détachement total entre la communauté italienne en France et les associations et institutions républicaines concernant la mémoire du 2e C.A.I. et les cérémonies à sa mémoire, mais ce serait une simplification exagérée ; même dans ces années difficiles et incertaines, les relations entre Italiens et Français sont restées solides, en particulier entre les associations d'anciens combattants et les corps diplomatiques italiens en France avec leurs collègues français, notamment entre le consulat de Reims et la municipalité d'Epernay, qui chérissait étroitement la mémoire et le souvenir de la 2e C.A.I. et ne risquait pas d'être affectée par l'instrumentalisation fasciste. En témoigne la visite du nouveau maire de la ville de Marne, Maurice Levy, à l'ambassade

---

[352] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 109, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny 1926 », télégramme de l'ambassade italienne à Paris au secretariat des *Fasci all'Estero* à Rome, N°3907, 07/09/1926

[353] MILZA Pierre, « Le fascisme italien à Paris », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 30 N°3, Juillet-septembre 1983, p. 420-452, p.432

d'Italie à Paris le 19 juin 1925[354], expressément pour renouveler les engagements des citoyens d'Epernay avec les instances diplomatiques du Royaume lors des commémorations annuelles dans les deux cimetières.

Mais malgré les nombreux signes de proximité, les pressions et les actions constantes des associations fascistes et du ministère italien des Affaires étrangères conduisent de plus en plus à l'éloignement des citoyens marnais lors des cérémonies. Une dynamique née avec l'arrivée de Mussolini au pouvoir en Italie et intensifiée dans les années 1930, avec l'exploitation de la manipulation mémorielle et propagandiste des événements du 2e C.A.I. et l'instrumentalisation complète des événements commémoratifs de Bligny et de Soupir.

c) *Foyers de l'exaltation de l'Italie fasciste en France*

Les années 1930 sont une période de grande importance pour les deux cimetières du 2e C.A.I., de plus en plus reconnus par le public italien mais aussi français. Cependant, Bligny en particulier fut également au centre de l'appropriation des célébrations par le régime mussolinien qui, en modifiant et en ajoutant de nouveaux détails à chaque événement, fit des deux complexes non plus des centres de la mémoire commune franco-italienne du conflit et du 2e C.A.I., mais des monuments des réalisations fascistes en France. Et malgré la résistance de certaines instances à la fascisation totale des commémorations, voir les institutions françaises ainsi qu'une partie de la communauté italienne de la région, la troisième phase de l'appropriation de la mémoire de la Grande Guerre se réalisa aussi autour du 2e C.A.I. et des cérémonies à sa mémoire dans les deux cimetières.

Après l'éloignement des institutions locales françaises, désormais simples figurants et non plus co-protagonistes des cérémonies, et des éventuels prétendants, les événements dans les cimetières se multiplièrent de manière exponentielle. Dans ce contexte, un phénomène observé dès la fin des années 1920 fut la volonté d'inclure de nombreuses manifestations sportives à coté des cérémonies commémoratives du 2e C.A.I., en particulier les sports

[354] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 91, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny », lettre du maire d'Epernay, Maurice Levy, à l'ambassadeur d'Italie, 20/07/1925

automobiles, fleuron des activités valorisées par le régime[355]. Un premier témoignage en est donné en 1929, avec la tentative de détourner vers Bligny l'itinéraire d'une caravane de 140 voitures et 500 participants, organisée par l'Automobile Club de Rome, partant de la capitale du Royaume jusqu'à Londres, pour assister à la Coupe Schneider[356] ; même s'il ne fut pas réalisé, le projet de l'hypothétique passage de la caravane à Bligny montre une idée bien précise du régime : conjuguer le sport, surtout les plus modernes (marques de fabrique de la propagande fasciste) à la mémoire des événements du 2e C.A.I, en utilisant les cimetières comme lieu de réconciliation entre la mémoire du conflit et les gloires et les œuvres actuelles du régime. En effet, dans les années qui suivent, de plus en plus d'événements à caractère sportif se juxtaposent aux mêmes cérémonies officielles, comme en juillet 1932, avec la visite de pilotes italiens (dont Tazio Nuvolari) aux cimetières italien e français de Bligny dans les jours précédant le Grand Prix de France organisé sur le circuit de Reims[357].

Parallèlement à ces manifestations déjà organisées et qui ont inscrit Bligny et Soupir à leur agenda, l'ambassade à Paris et surtout le consulat à Reims organisèrent de nombreuses manifestations sportives dans les cimetières mêmes, avec pour protagonistes les associations agréées et les organisations proches du régime sur le sol français. Si, dès le milieu des années 1920, dans toute la France, les nombreux *Fasci* locaux finançaient et soutenaient de nombreuses manifestations sportives, caritatives et culturelles organisées par les associations proches des institutions[358], à Bligny et à Soupir ces manifestations apparaissaient dés le début des années 1930. En particulier, bon nombre d'entre elles avaient toujours un caractère sportif mais visaient aussi à commémorer la 2e C.A.I., excluant alors les invités français et accueillant non seulement les autorités italiennes en France, mais aussi les immigrés italiens et les adhérents des associations elles-mêmes. Le point culminant de ces cérémonies fut la Coupe de Bligny, une compétition cycliste dans les environs du cimetière, organisée entre

---

[355] Pour approfondir le rôle des sports dans le régime fasciste, notamment des sports d'automobiles, voir LANDONI Enrico, *Gli atleti del Duce : La politica sportiva del fascismo (1919-1939)*, Milan, Mimes Edizioni, 2026, 232 p.

[356] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 168, fascicolo 1, lettre du président de l'Automobile Club de Rome, Romeo Gallenga Stuart, à l'ambassadeur italien à Paris, Gaetano Manzoni, 03/08/1929

[357] *Paris-Soir*, « Un joli geste des Italiens », 03/07/1932, p.4

[358] Ralph, « Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste », 1922-1939, *Dans Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2011/3 (N° 7), p. 130-140, p. 137

1933 et 1936 après la cérémonie de commémoration du 2e C.A.I., en juillet. Dans ce cas, c'est le consul général de Reims Vitelleschi lui-même qui explique l'importance de cette compétition[359] :

> « La corsa ha il significato di un rito austero e non di una festa sportiva. Nel giorno dell'anniversario della Battaglia dell'Ardre, le organizzazioni sportive giovanili italiane di Reims si cimentano per conquistare con sforzo dei loro muscoli la cima del colle di Bligny, la cui difesa costò già tanto generoso sangue alle trupe del nostro 2° Corpo d'Armata. La corsa non ha, dunque, che il significato morale di voler mantenere, tra i figli dei nostri connazionali, non solo il ricordo, ma anche la tradizione di uno sforzo fisico, ai fini di una loro migliore educazione spirituale e atletica »[360].

Le but était donc clair : juxtaposer le 2e C.A.I. et la mémoire des événements de juillet 1918 aux objectifs et à la propagande fascistes, faisant ainsi de la mémoire des hommes d'Albricci un produit du régime, façonnable à ses propres fins de propagande (dans le cas de la coupe, la mémoire de la fatigue des soldats avec l'engagement sportif).

Parallèlement aux manifestations sportives, l'assimilation de la mémoire du 2e C.A.I. par la propagande du régime passa également par la comparaison et l'assimilation de la mémoire des soldats du général Albricci avec des faits contemporains aux cérémonies et propres au régime. S'inscrire dans la continuité des modèles du passé pour légitimer ses propres actions est donc le fil conducteur des actions de propagande du régime mussolinien, qui mettent au centre Bligny et la mémoire de la 2e C.A.I. en France. L'exemple le plus marquant se situe le 19 juillet 1936, avec une commémoration, organisée par le consulat général de Nancy et les secrétaires de nombreux *Fasci* français, des morts de Bligny et de ceux de la guerre d'Éthiopie ; événement auquel participèrent de nombreuses associations et

---

[359] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, lettre du consul générale italien à Reims, Vitelleschi, à l'ambassade italienne à Paris, « Celebrazione della Battaglia dell'Ardre a Bligny », N°4457, 16/07/1934

[360] « La course a l'importance d'un rituel austère plutôt que d'une célébration sportive. A l'occasion de l'anniversaire de la bataille de l'Ardre, les organisations sportives de la jeunesse italienne à Reims s'efforcent de conquérir par l'effort de leurs muscles le sommet du col de Bligny, dont la défense a déjà coûté tant de sang généreux aux troupes de notre 2ème corps d'armée. La course n'a donc que la signification morale de vouloir maintenir chez les enfants de nos compatriotes, non seulement le souvenir, mais aussi la tradition de l'effort physique, en vue d'une meilleure éducation spirituelle et sportive », traduction de l'auteur.

groupements, à tel point qu'il fallut une colonne de quatre autobus et vingt-cinq voitures pour atteindre la colline du cimetière[361].

Mais, malgré tous les changements et les nouveautés dans les manifestations mémorielles du 2e C.A.I., celles-ci ne disparaissent jamais et, sauf exception (comme en 1935, où les institutions françaises ne sont même pas informées[362]), une petite représentation locale française assista toujours aux cérémonies organisées par le régime : généralement composée du maire de Bligny ou de Soupir, du sous-préfet de la Marne et de quelques officiers de l'Armée de Terre, la présence de la petite délégation française fut une assurance pour toutes les cérémonies jusqu'à l'éclatement du conflit de 1939. La présence de cette représentation, bien qu'elle ne disposât d'aucun droit de faire des discours (à la demande de l'ambassade d'Italie[363]) et que les autorités italiennes l'aient toujours ignorée, montre bien que, malgré toutes les actions menées par le gouvernement mussolinien pour s'approprier la mémoire du 2e C.A.I. et les lieux qui la représentaient, le cimetière de Bligny et les cérémonies qui s'y déroulaient restaient un symbole et l'expression de l'amitié franco-italienne. Et la tentative de dénaturalisation de la mémoire du 2ème C.A.I. et du message que les cimetières de Bligny et de Soupir véhiculaient a été en partie un échec. En témoignent les nombreuses manifestations organisées par les ligues et associations d'amitié franco-italiennes et auxquelles ont participé les autorités des deux pays, comme la cérémonie du 6 novembre 1938 pour la commémoration de la fin de la Grande Guerre sur le front italien, organisée par local comité France-Italie[364].

De plus, il est possible de constater qu'en absence de cérémonies étroitement organisées par les autorités fasciste, liées à l'exaltation du régime proprement-dit, les fonctionnes de Bligny et Soupir ont tout de même été très appréciés par les communautés française et italienne. Il suffit de noter que pour l'événement du 6 novembre 1938, contrairement à la petite représentation française, de nombreuses autorités françaises étaient

---

[361] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 243, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny 1936 », télégramme du consul général de Nancy au ministère des Affaires Etrangères italien, « Visita al cimitero di Bligny - Raduno di tutte le Associazioni del Distretto Consolare », N°8106, 21/07/1936

[362] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 243, fascicolo 3, dépêche de l'attaché militaire italien à Paris au consul général italien de Reims, 11/07/1935

[363] *Ibid*.

[364] *Le Nord-Est*, « Français et italiens se sont recueillis hier dans la nécropole de Bligny », 07/11/1938, p.2

présentes (dès commandants militaires régionaux français aux autorités ecclésiastiques locales), ainsi que de nombreux ministres et sénateurs de la République soutinrent l'événement par des lettres de fraternisation et de soutien, dans l'impossibilité d'y assister directement[365].

Tout au long des années 1920 et 1930, une tendance se manifeste dans les cérémonies du souvenir du 2e C.A.I. et des Italiens tombés sur le front occidental : une fermeture croissante de la manifestation officielle, avec de moins en moins d'invités et un choix rigoureux des participants. Il suffit de regarder les photos des premières manifestations à Bligny et Soupir, comme la pose de la première pierre en 1921, et de comparer l'affluence avec la manifestation de 1936 (voir annexe n°12) pour comprendre comment, en quinze ans, le message transmis par les cimetières de Bligny et Soupir se transforma : de centre pour développer une mémoire commune franco-italienne sur les événements du premier conflit mondial à monument de l'exaltation du gouvernement mussolinien, qui excluait le plus possible les institutions et la population français de ses rituels. Certes, la mémoire du 2e C.A.I. ne fut pas détruite dans les vingt années de l'entre-deux-guerres au sein de la population française, comme en témoignent encore les nombreuses initiatives communes entre la communauté marnaise et la communauté italienne locale, mais elle a certainement beaucoup souffert de l'instrumentalisation qui s'est opérée autour des cérémonies commémoratives. Malgré cela, les deux cimetières de Bligny et de Soupir restèrent des lieux importants de tentatives de rapprochement entre les deux peuples, même dans les moments les plus sombres des relations entre l'Italie et la France, notamment lors du conflit en Éthiopie entre 1935 et 1936 ; dans ce contexte, la cérémonie précédemment nommée du comité France-Italie à Bligny et Soupir le 6 novembre 1938 a également été célébrée pour fêter aussi le rapprochement diplomatique entre le Royaume et la République, outre la commémoration des morts du 2e C.A.I. et des soldats tombés français aussi[366].

---

[365] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 283, fascicolo 3, télégramme du consul général italien de Reims, Attilio Bollati, à l'ambassade italienne de Paris, N°6673, « Cerimonia del Comitato France-Italie à Bligny », 09/11/1938

[366] *Ibid*.

Mais parallèlement aux deux cimetières et à leurs cérémonies, le régime tentait également de revendiquer tous les monuments et les vestiges du 2e C.A.I. en France, en essayant de plus en plus de s'approprier sa mémoire et de l'inscrire dans la logique de la politique mémorialiste et funéraire fasciste, déjà mise en œuvre dans la Péninsule depuis les premiers jours de la dictature mais pas encore pénétrée dans le souvenir des soldats du général Albricci.

Chapitre VI

L'une des particularités du régime fasciste au cours des années allant de la nomination de Benito Mussolini en qualité de Premier ministre en 1922 jusqu'à l'intervention du Royaume d'Italie dans la Seconde Guerre mondiale le 10 juin 1940 a été un grand travail de manipulation et d'appropriation de la mémoire de la Grande Guerre et des lieux y associés. Comme le rappelle Quinto Antonelli[367], c'est également par le biais des *sacrari*, considérés comme des « monuments à l'obéissance et à la mort disciplinée », que la dictature a tenté et partiellement réussi à uniformiser et à instrumentaliser la mémoire collective du conflit à son profit, afin de transmettre le message politique de soumission à l'autorité gouvernementale, en effaçant toute vision et mémoire publique du conflit autre que la vision officielle.

Cette opération, commencée précocement dans la Péninsule[368], dès les premières années du régime, fut plus lente et plus compliquée en France, notamment en ce qui concerne le souvenir de la 2e C.A.I. et de ses morts : en raison des nombreuses particularités du contexte, de la grande hétérogénéité des orientations politiques de la colonie italienne aux difficultés économiques et bureaucratiques, la mise en œuvre d'une homologation de la mémoire du conflit et des monuments qui lui sont liés fut un processus qui dura tout au long des années 1920 et pendant une bonne partie des années 1930. De la discorde avec les nombreux comités à travers la France à l'édification d'œuvres mémorielles en accord avec la politique du souvenir du régime, les autorités diplomatiques italiennes s'efforcent de tenter de mettre en œuvre la même action d'homogénéisation et d'assujettissement de la mémoire de la Grande Guerre, et de la 2e C.A.I., au sein de la communauté italienne en France, avec des résultats mitigés.

---

[367] ANTONELLI Quinto, « Memorie e contro-memorie della Grande Guerra tra sfera pubblica e sfera privata », dans BELVISO Francesca, DE PAULIS Maria Pia, *1918-2018. Cento anni della Grande Guerra in Italia*, Turin, Accademia University Press, 2020, 368 p., p. 299-317

[368] ISNENGHI Mario, *Le guerre degli Italiani : Parole, immagini, ricordi (1848-1945)*, *op. cit*., p. 347-348

I. Les premiers pas du gouvernement fasciste pour une appropriation mémorielle

Pour mieux comprendre la tentative du régime de s'emparer de la mémoire publique du conflit de l'entre-deux-guerres, il est nécessaire de faire une petite parenthèse pour présenter un portrait général de la présence et de l'infiltration des institutions fascistes et de la propagande du régime dans la vaste communauté italienne en France au cours des années 1920 et 1930. Soigneusement analysé par de nombreux spécialistes, entre ceux qui ont étudié l'implantation des organisations et associations fascistes dans les différentes régions de la République[369] et ceux qui ont examiné la pénétration culturelle du régime dans les communautés italiennes[370], le sujet a été disséqué sous presque toutes ses formes.

L'un des rares domaines qui reste peu analysé est l'action du régime à l'égard des monuments et des vestiges de la Grande Guerre italienne en France, avec une plus grande attention portée au 2e C.A.I., ce qui oblige à ouvrir une petite parenthèse également sur les caractéristiques de la politique funéraire fasciste en général, qui s'appliqueront par la suite également au cas de la mémoire des combattants des 3e et 8e D.I. italiennes en France en 1918.

a) Une lente mais progressive infiltration dans la colonie italienne

Première nationalité étrangère sur le sol français, avec plus de 936 000 personnes[371], la communauté italienne de France a été considérée comme une cible privilégiée par le nouveau régime. Malgré de nombreuses difficultés, principalement liées à l'action des groupes

---

[369] Entre les nombreuses études, citons le travail de Pierre Milza sur le fascisme italien à Paris MILZA Pierre, « Le fascisme italien à Paris. » dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 30 N°3, Juillet-septembre 1983, p. 420-452 ; ou encore, pour une analyse du cas lorrain, voir FRANCOFRT Didier, « Être mussolinien en Lorraine : les fascistes italiens face aux associations (1921-1939) », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 38 N°2, Avril-juin 1991, p. 313-336

[370] Citons l'article de Marie-Anne Matard Bonucci sur l'action diplomatique et culturelle fasciste non seulement en France, MATARD BONUCCI Marie-Anne, « Enjeux de la diplomatie culturelle fasciste : De l'Italien à l'étranger à l'Italien nouveau », dans *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 114, N°1, 2002, p. 163-178

[371] GEORGE Pierre, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 : aspects démographiques et sociaux », dans *Les italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de MILZA Pierre, Rome, Ecole Française de Rome, 1986, 808 p., p. 47

antifascistes (italiens et non italiens) en terre républicaine, de nombreuses organisations et activités furent mises en place dans les zones les plus densément peuplées d'immigrés italiens.

L'entrée des groupes fascistes dans la communauté italienne immigrée en France eut lieu dès les semaines qui suivirent la marche sur Rome de l'octobre 1922, avec la naissance des « fasci » de Nice dès le 17 décembre de la même année et celui de Paris en août 1923. Une caractéristique que tous les spécialistes tendent à souligner à plusieurs reprises est le caractère strictement privé de la naissance de ces premières congrégations fascistes sur le sol français : les « fasci », comme sont appelées dès les premiers jours ces organisations de militants fascistes, étaient pour la plupart composées de militants ou d'agents diplomatiques italiens qui, n'ayant pas d'organisation de référence dans leur pays de résidence, formaient spontanément des groupements regroupant ceux qui se considéraient comme proches de l'idéologie du P.N.F.[372]. Ce n'est qu'en octobre 1923, avec Giuseppe Bastianini comme secrétaire, qu'une direction centrale est créée pour organiser et gérer tous ces groupes hétérogènes disséminés dans de nombreux pays de présence migratoire italienne, notamment en France : les *Fasci all'Estero*, qui jettent les bases d'une action structurée et organisée visant à étendre ces sections officielles du PNF à l'étranger ; dans le cas français, d'autres *fasci* verront le jour dans les années suivantes, comme en 1926 à Lyon et à Reims, ce dernier directement concerné par les événements des commémorations annuelles de la 2e C. A.I. à Bligny et Soupir.

La stabilisation au fil des années, après une période initiale chaotique, entre l'opposition à la ligne officielle du gouvernement par certains des *fasci*[373] et la violence constante envers les adhérents fascistes conduite par les ennemis politiques (italiens ou français) et viceversa, conduisit à un grand développement du réseau organisationnel des fasci eux-mêmes[374]. En étroite collaboration avec les agences consulaires locales, grâce aussi à l'action énergique du secrétaire des Fascistes à l'étranger depuis 1928, Piero Parini, un vaste réseau géré par le régime fut créé sur le territoire français, capable de gérer des activités culturelles, sportives et de propagande. Un exemple d'activité qui impliquait directement les

---

372 SCHOR Ralph, *op.cit*., p. 131-132

373 *Ibid*., p. 133

374 *Ibid*., p. 136

communautés italiennes locales avec les différents *fasci* était la *Befana Fascista*, célébrée tous les 6 janvier, qui consistait en la donation de jouets, de vêtements et d'autres biens aux enfants des familles italiennes nécessiteuses[375], généralement organisée par les *fasci* locaux en collaboration avec le consulat général concerné.

Une autre nouveauté que les institutions fascistes importent en France était celle des séjours d'enfants dans des camps de vacances à la mer ou à la montagne, toujours destinés aux familles les moins aisées : le consulat de Paris et le fascio local, qui organisèrent ces séjours à partir de 1928, atteignirent un pic de 3 000 adhérents en 1930[376].

À côté des institutions officielles du P.N.F. et du gouvernement central, de nombreuses associations se développent grâce à la collaboration et au soutien des *fasci*. Parmi celles qui se développent le plus, figurent les associations d'anciens combattants, notamment beaucoup sont des sections de l'A.N.C.I. (*Associazione Nazionale dei Combattenti Italiani*), dont les sections de Moselle et de Lorraine ont été étudiées par Didier Francfort[377]. Dans ce contexte, la section de Metz a été aussi particulièrement active dans la région, collaborant même avec ses homologues français de l'U.N.C., surtout lors des cérémonies annuelles liées au 2e C.A.I. à Bligny et Soupir. Autre exemple est l'Union des Garibaldiens de l'Argonne et des Volontaires Italiens dans l'Armée Française, sous la direction de l'ancien capitaine Camillo Marabini, qui recueillit les vétérans de la Légion Garibaldienne de 1914, soutenue et financée par le *fascio* parisien[378]. Grâce à ces nombreuses initiatives de bienfaisance, combinées aux multiples manifestations culturelles ou patriotiques, l'action du réseau d'organisations directement contrôlées par le gouvernement mussolinien pénétra de plus en plus à l'intérieur de la colonie italienne en France, surtout dans la première moitié des années 1930, sans toutefois parvenir à percer

---

375 WIEGANDT-SAKOUN Caroline, « Le fascisme italien en France », dans *Les Italiens en France de 1914 à 1940*. Sous la direction de MILZA Pierre, Rome, École Française de Rome, 1986, p. 431-469, p. 450

376 MILZA Pierre, « Le Fascisme Italien à Paris », *op. cit*., p. 440

377 Voir FRANCOFRT Didier, « Être mussolinien en Lorraine : les fascistes italiens face aux associations (1921-1939) », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 38 N°2, Avril-juin 1991, p. 313-336

378 MILZA Pierre, « La légion des volontaires italiens dans l'armée française : une antichambre du fascisme ? », dans *Les Italiens en France de 1914 à 1940,* sous la direction de MILZA Pierre, Rome, École Française de Rome, 1986. p. 143-154, p. 147

Les résultats de ces grands efforts du régime portèrent leurs fruits : si en 1926 le fascio parisien ne comptait que 400 membres payants, quatre ans plus tard ce chiffre passait à 3 000[379], tandis qu'en 1936 le fascio lyonnais comptait les 2% de la population italienne de la région inscrite à son registre, avec de nombreux autres immigrés de la colonie qui lui était proche[380]. Mais malgré ces chiffres, l'historiographie reste divisée sur la réussite de ce grand projet : comme le rappelle Schor, même s'il s'enracine dans certains milieux populaires de la communauté italienne grâce aux actions caritatives, « la diffusion du fascisme est restée limitée [...] Les représentants de Rome rassemblaient des notables et des membres des classes laborieuses, mais ils n'avaient pas construit un mouvement de masse »[381]. Mais la pénétration et l'implantation sur le territoire français d'organisations fascistes, avec l'appui de l'appareil consulaire, ont été suffisamment profondes pour permettre au régime de tenter de mettre en œuvre le projet politique funèbre fasciste entre la seconde moitié des années 1920 et tout au long des années 1930.

b) La politique funéraire fasciste

Déjà idéalisé avant la marche sur Rome[382], le souvenir de la Grande Guerre dans le système de valeurs fasciste a pris une place énorme dans la politique commémorative non seulement du parti, mais de l`Italie tout entière, avec encore des héritages dans la politique commémorative de la République italienne elle-même. Pour comprendre l'impact de ces actions mémorielles en France, sur la mémoire de l'intervention italienne mais surtout sur la mémoire des hommes du général Albricci, il faut d'abord analyser les politiques funéraires fascistes en général et les idées qu'ils sous-tendent.

Le panorama de la mémoire des morts et des événements en Italie dans les premières années qui ont suivi le conflit était chaotique et hétérogène : c'était une mosaïque de toutes les

---

379 MILZA Pierre, « Le Fascisme Italien à Paris », *op. cit*., p.

380 VIDELIER Philippe, « Les Italiens de la région lyonnaise, » dans *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza, Rome, École Française de Rome, 1986, p. 661-691, p. 689

381 SCHOR Ralph, *op. cit*., p. 140

382 GENTILE Emilio, *Il culto del Littorio*, Bari, Editori Laterza, 1993, 294 p., p. 37-38

idéologies qui traversaient la société italienne de l'époque et de leur vision de la guerre, depuis les interventionnistes et la sacralisation des morts, jusqu'à la dénonciation du massacre des neutralistes de 1914, montrant les morts comme des victimes et non comme des héros[383]. Dans ce paysage chaotique, où la ligne officielle du gouvernement libéral n'était pas assez marquée pour s'imposer comme la principale, la mémoire propre des fascistes se développa également.

Principalement composé d'anciens combattants et de vétérans, dont ils faisaient leur marque de fabrique, le noyau fasciste des premières années fondait une grande partie de sa rhétorique et de sa propagande sur la Grande Guerre elle-même, également pour légitimer ses actions ; et par conséquent, les morts du conflit devinrent une partie intégrante du discours fasciste dès premiers jours et développé pendant le *Ventennio*, sacralisés en tant que héros et à la base de la Patrie. Emilio Gentile, pour décrire ce mélange entre les soldats tombés au combat et la notion de Patrie dans la rhétorique fasciste, écrit : « Le sang des soldats tombés au combat avait renouvelé le caractère sacré de la nation, et c'est de ce caractère sacré que les fascistes s'élisaient les défenseurs »[384]. Mussolini et sa dictature se montraient donc comme défenseurs et héritiers des soldats tombés en guerre, à leur tour considérés des défenseurs et des piliers de la Patrie dont le régime s'était emparé et qu'il s'employait à promouvoir et à défendre[385].

Après la marche sur Rome, la politique funéraire du régime se manifesta de deux manières : en uniformisant tous les vestiges et monuments liés au conflit italien et à ses morts et en les liant à la doctrine d'ordre et d'obéissance du gouvernement, et surtout en interdisant le Deuil privé, au profit d'un Deuil d'État. Une politique donc opposée à celle mise en œuvre par les institutions britanniques et du Commonwealth, qui ont plutôt favorisé le développement d'un deuil privé, notamment par la mise en place de grands cimetières avec des tombes individuelles de taille considérable, pour accueillir les parents et les connaissances venus se recueillir[386]. De fait, le gouvernement de Mussolini mit en œuvre un vaste programme visant à uniformiser autant que possible les sépultures des soldats tombés au

---

[383] GENOVESI Piergiovanni, « Il culto dei caduti della Grande Guerra nel 'progetto pedagogico' fascista », dans *Annali online della Didattica e della Formazione Docente*, Vol. 8, N°12/2016, p. 83-114, p. 85

[384] GENTILE Emilio, *op. cit*., p. 42

[385] *Ibid*., p. 30-32

[386] PROST Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre (1914-1940) », *op. cit*., p. 148

combat, en rassemblant de grandes masses de corps dans des Sacrari, des nécropoles imposantes généralement situées sur des collines ou des hauteurs sur lesquelles s'étaient déroulées les batailles du conflit. Parmi les plus célèbres, une mention d'honneur pour Redipuglia, sur le front du Carso, construit entre 1935 et 1938 et accueillant plus de 20 000 corps (la plupart non identifiés), ou le sanctuaire de Monte Grappa, édifié dans une zone théâtre de violents affrontements lors de la première bataille du Piave et, à l'été 1918, lors de la bataille du Solstice. Les grands cimetières fascistes étaient tous unis par certains facteurs architecturaux qui reflétaient l'idéologie fasciste : les cadavres placés dans des niches égales, souvent proches les uns des autres comme s'ils étaient encore enrégimentés, la tombe du commandant étant plus grande et plus visible que les autres, en se trouvant généralement au sommet du complexe[387]. Un concept résumé par Antoine Prost « Chez le Duce, les chefs ne sont pas les égaux des soldats »[388], à savoir que les préceptes d'obéissance et d'ordre du régime à l'égard des institutions se traduisaient également dans l'architecture des Sacrari. De plus, la construction de ces cimetières met fin aux nombreux sanctuaires créés pendant la guerre sur le front italien et aménagés après la fin des hostilités, et parallèlement, le régime supprime les pierres tombales et les monuments construits entre 1918 et 1922 avec des messages autres que la ligne officielle du P.N.F.

L'action du régime fasciste sur la mémoire de la Première Guerre mondiale se révéla importante, non seulement pour s'approprier la mémoire du conflit, mais aussi dans le projet de sacraliser la politique et certains concepts comme la Communauté Nationale ou la Patrie[389]. Si ce phénomène d'homogénéisation de la mémoire du conflit et de toutes les structures qui y sont liées se déroula principalement sur le sol italien, il toucha également les monuments et les cimetières militaires italiens à l'étranger sous diverses formes, notamment dans les pays où le *Regio Esercito* avait combattu. Des projets similaires ont vu le jour en Grèce, avec la mémoire du Corps expéditionnaire italien en Macédoine et son cimetière à

---

387 CESCHIN Daniele, « I sacrari della Grande Guerra tra costruzione e politica della memoria », dans *1918-2018. Cento anni della Grande Guerra in Italia*, édité par Maria Pia De Paulis et Francesca Belviso, Accademia University Press, 2020, p. 281-298

388 *Ibid*.

389 GENTILE Emilio, *op. cit*., p. 32

Thessalonique ; mais surtout en France qui, en plus d'être le front le plus important où les Italiens ont combattu en dehors de la Péninsule (en termes d'hommes et de matériel mobilisés pendant le conflit), la colonie immigrée locale et les organisations fascistes firent de grands efforts pour maintenir vivante la mémoire du 2e C.A.I., chacune selon sa propre vision et avec des instruments différents.

II. Fasciser les monuments du 2e C.A.I.

La grande vague de monuments qui frappa l'Europe après la Grande Guerre, en particulier dans les années 1920, se manifesta également dans le cas du 2e C.A.I. en France, avec certaines dynamiques similaires à la première phase de monumentalisation qui eut lieu en Italie entre 1918 et 1922. Entre les comités d'immigrés italiens et les organisations proches du gouvernement de Rome, les années 1920 furent un terrain d'expérimentation pour la tentative du fascisme d'imposer sa propre politique funéraire, y compris dans le domaine des monuments aux soldats italiens tombés à l'étranger, anticipant dans de nombreux cas les mesures prises dans la mère patrie.

a) Une poignée de fer du gouvernement de Rome en France

Bien que peu analysée par les chercheurs, une petite vague de monuments en souvenir des troupes du général Albricci vit le jour au début des années 1920 en France[390], grâce notamment à l'action des communautés italiennes dans les villes ou les régions où les œuvres eux-mêmes étaient érigées. Et bien que les données et les documents ne confirment pas l'érection de nombreuses œuvres sur les toutes premières années après la fin des hostilités , pour la période entre 1923 et 1927, certains cas témoignent l'intention des autorités consulaires et fascistes d'aborder les monuments par deux voies : soit en empêchant la

[390] À signaler l'étude de la vague de monuments dans l'Est de la France par Pierre-Louis Buzzi dans BUZZI Pierre-Louis, « Les marqueurs mémoriels italiens de la Grande Guerre dans l'Est de la France », dans *Les marqueurs mémoriels de la guerre et de l'armée*, sous la direction de Laurent Jalabert et Jean-Noël Grandhomme, Presses universitaires du Septentrion, 2019, 292 p., p. 103-120

naissance des œuvres eux-mêmes, soit en reculant, en abandonnant tous types d'attaques pour se montrer comme des soutiens officiels du projet.

Le cas des monuments aux soldats tombés au combat du 2e C.A.I. construits sur le territoire français présente quelques particularités par rapport au cas italien qu'il convient de noter : alors que dans la Péninsule, comme dans de nombreux pays anciennement belligérants, une grande partie des monuments aux morts fut érigée dans des places ou dans des lieux publics, devenant ainsi un emblème de la ville ou du pays[391], dans le cas français, la grande majorité des monuments fut érigée dans les cimetières municipaux qui abritaient des soldats italiens tombés au combat. En effet, même si de nombreux cas d'abandon de tombes de soldats italiens dans de nombreux cimetières français furent signalés, dans de nombreuses régions où les comités de préservation des tombes de soldats italiens furent créés, les tombes elles-mêmes furent aménagées et embellies, et des monuments érigés à la mémoire des soldats eux-mêmes. Édifiés grâce à l'action des comités pro-monuments formés par les Italiens de la colonie locale, ils s'inscrivent cependant dans la tendance des monuments érigés avec des objectifs et des architectures différents, sans ligne directrice commune mais selon le désir des comités eux-mêmes.

C'est dans ce contexte qu'à partir de 1923, les autorités gouvernementales italiennes interviennent de plus en plus pour influencer les processus décisionnels dans l'érection des différents monuments. Ce projet était si important que Mussolini lui-même, en tant que ministre des Affaires étrangères, ordonna aux consuls de suspendre ou surveiller tous les projets de construction de monuments aux morts en cours voulus par des comités et des particuliers italiens, au moyen du télégramme N°2419 du 12 mai 1924.

L'un des premiers cas signalés par les autorités consulaires italiennes concernant l'érection d'un monument à la mémoire des victimes italiennes par des comités locaux (dont on trouve trace dans les archives de la *Farnesina*) est celui du cimetière de Moyeuvre Grande, commandé par un comité constitué à une date indéterminée entre 1922 et 1923. Alors que le projet était déjà connu depuis le 11 septembre 1923[392] et que les travaux n'avaient pas été

[391] ISNENGHI Mario, *op. cit*., p. 344-347

[392] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 91, fascicolo 3, lettre du président du comité pro-monument, Tessore, à l'ambassadeur italien à Paris, baron Avezzana, 30/06/1925

entravés, le consul de Nancy bloqua les travaux suite à la dépêche de Mussolini du 8 février (repris à la fin de l'année) et, à l'invitation du consul de Reims à l'inauguration fixée au 31 mai 1925, l'ambassadeur d'Italie à Paris refusa tout soutien financier, refusant même d'envoyer des représentants officiels du gouvernement à l'événement. La ville de Moyeuvre Grande, dans le Meurthe-et-Moselle, était dans une région de forte immigration italienne[393], en raison des bassins miniers, avec une forte présence de mouvements et d'individus antifascistes, ce qui inquiéta vraisemblablement les institutions italiennes pour toute action, en particulier les initiatives considérées comme primordiales, telles que l'érection de monuments avec des messages autres que ceux de la rhétorique fasciste. Le projet fut finalement approuvé et la cérémonie d'inauguration, le 6 septembre 1925, se déroula en présence de plusieurs personnalités italiennes importantes, dont le consul général de Metz, Giordano, et l'attaché militaire, Martin Franklin[394].

Le renversement de la situation n'est pas dû à un changement de politique de la part des consulats concernés (Metz et Nancy étaient les plus impliqués dans le dialogue avec le comité pro-monument), mais à deux facteurs à prendre en compte : le premier est la déclaration explicite du président du comité de ne pas s'associer aux nouveaux mouvements antifascistes régionaux, définis par Tessore lui-même comme des « facinorosi », en érigeant lui-même le monument pour rassembler la communauté italienne locale afin d'« imposer un barrage à la propagation mortelle de l'élément subversif » ; d'où un monument et un souvenir des morts éloignés de la vision antifasciste mais plus proches de l'idée fasciste, ainsi qu'exécutés par des éléments plus proches du régime que les groupes d'exilés ennemis du régime. Le deuxième point qui a convaincu les autorités de soutenir finalement le projet est l'architecture même du monument, à savoir une stèle très simple avec l'inscription « aux morts pour la patrie » à la base (voir annexe n°13) ; à certains égards, donc, similaire aux stèles et aux monuments que le régime a érigés pendant les vingt années de fascisme, y compris pour des décorations publiques à la mémoire des morts, comme la stèle aux morts de Sanmichele di Bari, dans les Pouilles.

---

393 Pour une analyse de l'immigration italienne dans la région, même à l'époque fasciste, voir NOIRIEL Gérard, « Les immigrés italiens en Lorraine pendant l'entre-deux-guerres : du rejet xénophobe aux stratégies d'intégration », dans *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza, Rome, École Française de Rome, 1986, p. 609-632

394 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 91, fascicolo 3, rapport du consul général de Metz à l'ambassadeur d'Italie, N°10/77, 06/09/1925

Si, dans le cas de Moyeuvre Grande, le régime, encore jeune et peu expérimenté dans la gestion et la communication avec la communauté italienne en France, finit par s'aligner sur le projet du monument existant, sa stratégie changea complètement dans d'autres cas, principalement des lorsque la mémoire du 2e C.A.I. et les monuments qui lui étaient dédiés étaient directement concernés. C'est le cas du monument de Lyon (voir annexe n°14), érigé dans le cimetière de la Guillotière, lieu de sépulture de plus de 81 corps d'Italiens décédés dans les hôpitaux gérés par le Regio Esercito dans la ville, en particulier celui de la Base Italienne, surtout officiers du 2e C.A.I.. Suite à la cession du carré du cimetière abritant les corps par la mairie de Lyon au gouvernement italien le 30 janvier 1922[395], une longue bataille s'engage entre le comité pro-monument dirigé par le cavalier Bruno, notable italien local, et le gouvernement italien au sujet de l'emplacement de la statue. En effet, comme le rappelle Bruno lui-même à plusieurs reprises, avant le 8 février 1924, le consulat d'Italie à Lyon se montra à plusieurs reprises favorable au projet, changeant brusquement de ligne après les impositions de Mussolini[396]. L'affrontement s'envenime, constatant également à travers les documents consulaires un mépris de la part des autorités italiennes à l'égard du comité et de la communauté italienne elle-même dans la région lyonnaise, considérée comme « peu raffinée et peu cultivée », et le président Bruno également jugé peu raffiné[397]. Après un long conflit, qui aboutit à la démission de Bruno lui-même[398], un accord fut trouvé entre les parties, mais en faveur du régime : en effet, le consul de Lyon fut nommé président du Comité, ce qui permit de finaliser les dernières démarches, comme l'arrivée de la statue de San Remo (où elle avait déjà été réalisée), et enfin d'inaugurer le monument le 24 mai 1925, en présence de l'attaché militaire italien, de quelques fonctionnaires républicains locaux et de citoyens français et italiens, en montrant le gouvernement comme le réalisateur final du monument.

---

[395] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, dépêche du consul général italien à Lyon à l'ambassadeur italien à Paris, N°973, 25/02/1922

[396] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, résumé de la rencontre du Comité Pro-Monument du 19 mai 1924

[397] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, lettre du consul général de Lyon à l'ambassadeur italien à Paris, N°8407, 02/06/1924

[398] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, lettre du consul général italien à Lyon au chargé des affaires de l'ambassade italienne de Paris, N°12930, 07/08/1924

Les raisons de cette première main de fer du réseau diplomatique italien sur les monuments peuvent être multiples : les craintes de laisser carte blanche à la construction d'un monument dont la symbolique était si délicate et modelable, à un moment si important pour le régime en termes d'instrumentalisation de la mémoire de la Grande Guerre, ont certainement joué un rôle décisif, surtout si l'on considère la terrible réputation que les organes diplomatiques fascistes avaient à l'égard de la communauté italienne de la région lyonnaise. Toutefois, compte tenu de la faible présence d'ultérieures sources postérieures à 1925, il est difficile d'observer un développement ultérieur du monument et des célébrations organisées autour de lui.

Considérant que de nombreuses actions de ce type eurent lieu en Italie postérieurement, les actions du régime en France anticipaient également en partie la vague qui balaya les nombreux et hétérogènes monuments aux morts dans les années 1920[399], en en modifiant ou en en créant de nouveaux, approuvés par le régime. Et à partir de la moitié des années 1920, même dans le microcosme français, des œuvres mémorielles voulues, construites et approuvées par le régime firent leur apparition, surtout dans les cas où le 2e C.A.I. était concerné.

b) *Standardisation et appropriation : la situation monumentale à la fin des années 1920*

En prenant l'exemple du monument érigé au cimetière d'Ivry-sur-Seine (voir annexe n°15), il est possible de retracer tous les points communs des monuments aux morts en France après 1925, car ce mémorial fut aussi l'un des plus importants pour le régime en raison de son emplacement et des cérémonies qui s'y déroulèrent entre 1924 et 1939.

Le monument d'Ivry-sur-Seine, comme indiqué précédemment, rassemble dans son histoire tous les points fondamentaux de la deuxième petite vague de monuments italiens qui a touché la France. De plus, il est intéressant de se pencher sur ce cas pour analyser directement le rapport entre la mémoire de la 2e C.A.I. réalisée par le fascisme au-delà de Bligny et de Soupir et les institutions mussoliniennes en terre républicaine. En effet, l'idée du

[399] GENOVESI Piergiovanni, *op. cit*., p. 90

monument naquit avec l'appui de la section parisienne de l'A.N.C. (Associazione Nazionale Combattenti) qui, en juillet 1926, proposa au nouvel attaché militaire de l'ambassade d'Italie, Guglielmo Nasi, la question de réunir dans un carré du champ sacré d'Ivry-sur-Seine tous les morts enterrés dans les nombreux cimetières parisiens[400]. Comme à Lyon, les soldats italiens rassemblés ici tombèrent tous dans les hôpitaux et infirmeries de la 2e C.A.I. ou des alliés de l'arrière, principalement en région parisienne. Mais contrairement aux initiatives monumentales des comités privés, qui pouvaient prendre beaucoup de temps pour ériger des monuments (entre les souscriptions, l'approbation des plans et les autorisations par les autorités consulaires fascistes), le carré d'Ivry fut aménagé rapidement, l'ensemble des exhumations et des inhumations des corps étant achevé dès novembre 1926, soit quatre mois plus tard[401]. Cela est dû à deux facteurs : l'importance que pouvait représenter la réunion de tous les soldats italiens tombés en France dans la région de la capitale, dont la grande majorité appartenait au 2e C.A.I., et l'intervention directe des organes consulaires italiens pour aménager le carré, s'occuper du financement du projet et résoudre les problèmes bureaucratiques avec les autorités françaises.

Les monuments de cette période se caractérisent tous par le fait que leur conception, leur promotion et leur financement furent assurés par des associations favorables au régime ou par les institutions elles-mêmes : il suffit de penser au monument aux Garibaldiens de l'Argonne, inauguré en 1932 dans le cimetière garibaldien de Lachalade, dans l'Argonne, à la demande de l'Associazione Nazionale Volontari di Guerra Italiani (A.N.V.G.) ; des Garibaldiens qui en France, comme dans le cas de l'Union des Garibaldiens de l'Argonne, gravitaient autour des institutions fascistes et des différents *fasci* mis en place, à tel point que la cérémonie d'inauguration se déroula en présence de l'Ambassadeur Manzoni et de l'Honorable Eugenio Coselschi, ainsi que de nombreux représentants des *fasci* en France[402]. Une proximité donc avec ces monuments et leur message, contrairement à la petite représentation envoyée par l'ambassade à Lyon sept ans plus tôt. Situation similaire à Ivry où,

[400] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 109, fascicolo 3, mémorandum de l'attaché militaire italien à Paris, Guglielmo Nasi, à l'ambassadeur italien, 05/07/1926

[401] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 109, fascicolo 3, lettre de l'ambassade italienne à Paris au ministère des Affaires Etrangères français, Aristide Briand, 12/11/1926

[402] *La Nuova Italia*, « L'inaugurazione del monumento a Bruno e Costante Garibaldi si è svolta in una magnifica, indimenticabile giornata di fraternità italo-francese e di comunione nella latinità », 28/04/1932, p. 6

lors de la cérémonie d'inauguration de la plaque placée devant les tombes le 3 juillet 1927, les représentants habituels des associations fascistes locales assistaient, aux côtés des représentants militaires des pays alliés (dont la Fédération Interalliée des Anciens Combattants), à un événement réputé pour avoir été « mené avec dignité et sobriété »[403] mais qui, d'après les photographies parvenues jusqu'à présent, a rassemblé un grand nombre de personnes (voir annexe n°16). Et la juxtaposition des nombreuses institutions du régime au monument à la mémoire des morts du 2ème C.A.I. montre encore le message clair du régime, désireux de s'en approcher pour se montrer comme défenseur et promoteur de la mémoire de ceux qui sont considérés comme des héros.

Une juxtaposition réalisée non seulement lors des manifestations mais aussi dans l'architecture même des sculptures, visant à graver les noms et les visages des combattants dans le symbolisme du régime. Comme la plaque du cimetière parisien, dédiée aux 37 soldats morts en France et portant l'inscription centrale « Aux cinq mille soldats Italiens morts en France », référence aux tombés des deux divisions du *Regio Esercito* entre avril et le 11 novembre 1918, est surmontée de chaque côté de deux grands faisceaux, dans le style classique des nouveaux monuments fascistes (voir annexe n°16).

Cette petite vague monumentale fut évidemment extrêmement réduite par rapport à celle qui eut lieu au sein de toute l'Italie, mais elle eut un grand impact sur les processus mémoriels et le projet fasciste dans la communauté italienne : les différentes autorités du régime installé en France organisèrent de nombreuses cérémonies à la mémoire des Italiens tombés au champ d'honneur du 2e C.A.I., ainsi qu'en mémoire de tous les Italiens morts sur le front occidental au cours de la Première Guerre mondiale. Ivry, en particulier, prit une telle importance dans les célébrations officielles de la communauté italienne de Paris que, lorsque l'ambassade tenta de retirer les 37 corps du cimetière et de les déplacer à Bligny, le cimetière devint un lieu de culte pour les Italiens[404].

---

[403] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 124, fascicolo 3, rapport de l'ambassadeur italien à Paris, Gaetano Manzoni, au ministre des Affaires Etrangères italien, Benito Mussolini, N°2020/1144, 03/07/1927

[404] Avec une petite analyse des articles de *La Nuova Italia*, chaque année au moins trois célébrations officielles se tiennent dans le cimetière par les autorités consulaires et les associations fascistes : la célébration de l'entrée en guerre du Royaume, le 24 mai ; l'anniversaire de Bligny, au début de juillet avec changements de date continus ; et l'armistice de Villa Giusti, le 3 ou 4 novembre.

Cette petite vague monumentale fut évidemment extrêmement réduite par rapport à celle qui eut lieu dans toute l'Italie, mais elle eut un grand impact sur les processus mémoriels et le projet fasciste pour la communauté italienne : les différentes autorités du régime installé en France organisèrent de nombreuses cérémonies en mémoire des Italiens tombés au champ d'honneur du 2e C.A.I., ainsi qu'à la mémoire de tous les Italiens morts sur le front occidental au cours de la Première Guerre mondiale. Ivry, en particulier, prit une telle importance dans les célébrations officielles de la communauté italienne de Paris que, lorsque l'ambassade tenta d'enlever les 37 corps du cimetière pour les réinstaller à Bligny, l'A.N.C. et le consulat lui-même s'y opposent fermement, ce qui fait échouer le projet[405]. Cela démontre comment les monuments construits ou repris par les fascistes à la mémoire des morts dans les années 1920 devinrent des lieux de référence pour les différentes communautés italiennes en France, en montrant comment l'instrumentalisation de la mémoire du 2e C.A.I. fut importante pour le régime dans cette opération longue et délicate.

La vague monumentale et l'offensive fasciste qui s'ensuivit l'épargnèrent aucune région française : elle toucha littéralement les communautés italiennes de toutes les provinces et leur rapport à la mémoire de la Grande Guerre ; des mines de Lorraine à la banlieue parisienne, en passant par la colonie italienne de Lyon et les petits villages de la Côte d'Azur, sans oublier les nombreux carrés de cimetières où les quelques corps de soldats italiens qui y sont enterrés sont surmontés de monuments à leur mémoire. L'opération d'appropriation de la mémoire du conflit italien et de ses cérémonies sur le sol français fut également un succès diplomatique pour le régime qu'il ne faut pas sous-estimer, compte tenu des nombreuses délégations républicaines présentes non seulement aux cérémonies d'inauguration, mais aussi aux célébrations annuelles et aux anniversaires. Démontrant l'attachement des Français à la mémoire du 2e C.A.I. et à l'aide italienne reçue pendant le conflit. Malgré le fait qu'au cours des années 1930, ils jouèrent un rôle de moins en moins important dans les récits et les célébrations au détriment de l'influence fasciste de plus en plus envahissante, ils répondirent

[405] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 243, fascicolo 4, lettre du consul général italien de Paris à l'attaché militaire italien, N°A.572, « Tombe di combattenti italiani nel cimitero di Ivry », 25/02/1935

toujours présents. Et à ce projet politique d'appropriation fasciste de la mémoire de la 2e C.A.I. par le biais de monuments et d'œuvres, Bligny et Soupir n'échappent pas.

III. Modifier pour s'en approprier : le cas des cimetières italiens

En observant les deux cimetières de Bligny le constat est que, bien qu'ils aient été considérés dès l'époque fasciste comme des nécropoles nationales au même titre que les sanctuaires du Carso ou du Piave, ils présentent une structure totalement différente et éloignée des canons de l'architecture funéraire et cimétériale fasciste. Issus de projets antérieurs à l'arrivée du régime mussolinien, les deux complexes rappellent davantage les cimetières britanniques sur le sol français, avec des tombes individuelles bien disposées sur de grands espaces soignés et symétriques ; à l'opposé donc de complexes comme Redipuglia, plus compacts et aux formes totalement différentes des deux cimetières français. C'est précisément dans le but de se rapprocher esthétiquement des mêmes complexes de Bligny et de Soupir que le régime tenta, à bien des égards, de créer dans les deux cimetières des structures et des monuments purement typiques de l'architecture funéraire fasciste, essayant ainsi de s'approprier non seulement les cérémonies et la mémoire du 2e C.A.I., mais aussi le lieu lui-même, en se montrant protecteur et héritier des tombés des deux divisions.

a) Des nombreuses tentatives échouées

Lieux de visite de nombreux groupes, associations et parents de victimes[406], l'association de Soupir et de Bligny au régime fut une préoccupation qui intéressa d'abord le consulat général de Reims et son énergique consul, Pietro Nobili Vitelleschi, en poste entre 1928 et 1936, puis l'ambassade à Paris même, le ministère de la Guerre et le ministère des Affaires étrangères à Rome.

[406] Selon un rapport du 19 aout 1933, presque deux-cents automobiles passaient face au cimetière chaque jour, dans A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, télégramme du consul général italien de Reims à l'ambassade d'Italie à Paris, N°5024/243, 19/08/1933

Comme il n'était précisément pas possible de modifier la structure des deux cimetières eux-mêmes, les plans des institutions étaient en grande partie deux : construire des œuvres de style fasciste dans les cimetières eux-mêmes ou installer des éléments plus fascistes autour d'eux, et pour ces plans, Bligny a été le plus touché des deux. Pour le premier plan, les actions proposées étaient des interventions de petite taille, faisant partie des finitions du cimetière qui étaient déjà en cours et coïncidant ainsi avec le début de la tentative de fascisation architecturale des cimetières avec la fin de l'abandon des complexes entre 1922 et 1928. Un exemple en est le portail du cimetière qui, n'ayant pas encore été construit, fut réalisé en 1930, précisément selon les directives données par le régime, avec les armoiries du Royaume d'Italie au centre de chaque porte, entourées de deux grands faisceaux, à côté de l'inscription « Cimitero Militare Italiano »[407].

Parallèlement, un autre projet visant à rendre le cimetière plus proche du pouvoir fasciste fut la mise en place d'un gardien permanent à côté du cimetière, qui servirait également d'aide et de guide pour les touristes qui viendraient le visiter dans une maison construite expressément en 1930. Le choix se porta sur Pietro Zanini, lui-même ancien combattant du 2e C.A.I. mais aussi fasciste de la première heure, présent à chaque cérémonie dans un uniforme d'avant-garde, qu'il occupa en 1930. Après la mort accidentelle de Zanini, survenue dans la même maison après une fête à Bligny le 17 novembre 1935, un autre gardien fut choisi selon les mêmes critères, ce qui confirme une volonté précise des autorités.

Mais à côté de petits projets plus ou moins faciles à réaliser, des projets beaucoup plus complexes et plus importants ont également été proposés. L'un d'entre eux, pour la première fois par Vitelleschi le 30 juillet 1927 à l'ambassadeur Manzoni[408], né de la nécessité d'éclairer le cimetière la nuit en l'absence d'éclairage artificiel : la construction d'un phare votif à l'intérieur des murs de Bligny, surmonté par une « aigle romaine » et avec un faisceau tricolore comme lumière pour éclairer toute la campagne marnaise la nuit. Non seulement l'idée était particulièrement proche d'autres modèles d'architecture funéraire du *Ventennio*,

---

[407] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 168, fascicolo 3, lettre de l'attaché militaire italien à paris au ministre de la Guerre, « sistemazione del cimitero militare di Bligny », N° 3670, 19/08/1929

[408] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 168, fascicolo 1, sotto-fascicolo « Monumenti », lettre du consul générale de Reims à l'ambassadeur italien à Paris, N°5502, 30/07/1929

comme l'image du phare, également imaginée dans le projet du sanctuaire d'Amba Alagi en Ethiopie (jamais réalisé), mais la même structure imaginée par Vitelleschi lui-même reposait également sur des conceptions proches du concept des réalisations fascistes. En effet, le phare de la nécropole militaire de Douaumont fut proposé comme modèle de base[409], à plusieurs égards construit sur des principes en accord avec l'architecture italienne favorisée par le gouvernement fasciste. Le projet de phare rencontra le succès auprès des autorités italiennes, principalement grâce à l'important travail du consul Vitelleschi pour trouver des partisans et des financements au projet, comme le sénateur du Royaume Eugenio Coselschi.
Mais il suscita aussi de nombreuses critiques : les habituels problèmes économiques qui avaient déjà affecté les travaux de Bligny et de Soupir (notamment concernant le préventif proposé de 80 000 francs pour commencer les travaux) ; la difficulté de trouver des financements même dans la colonie italienne par le biais de souscriptions ; la présence de l'aérodrome de Reims à proximité ; les luttes internes au sein des institutions pour savoir qui devait gérer l'entretien, entre le consulat, le ministère de la Guerre et l'ambassade d'Italie à Paris. Tous ces obstacles firent échouer le projet l'année suivante. Mais même si le phare ne se réalisa pas, la volonté de créer des structures et des monuments purement liés au régime se poursuit dans les années suivantes, à la différence que chaque proposition fut faite pour édifier hors de l'enceinte du cimetière. Mais à la fin des années 1930, les projets d'ouvrages hors du cimetière se raréfient, à l'exception d'une tentative de construction d'un musée à la mémoire du 2e C.A.I. en 1939, dont le sort final n'est pas connu, pour manque de documentation.

Malgré la forte volonté des autorités fascistes de fasciser l'ensemble du complexe de Bligny sans en modifier la structure de base, les résultats ne furent que médiocres, avec seulement un petit nombre des ouvrages prévus qui furent réalisés. Mais malgré d'innombrables difficultés et retards, un chantier majeur voit le jour entre 1933 et 1939, grâce notamment à l'action de l'autoproclamé « consul des morts de Bligny »[410] Pietro Nobili Vitelleschi et du bureau consulaire de Reims : *le Parco delle Rimembranze* de Bligny.

---

[409] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 185, fascicolo 2, sotto-fascicolo « Monumenti 1930 », lettre du consul général de Reims au ministère des Affaires Etrangères, « Faro tricolore al Cimitero di Bligny », N°1599-47, 14/03/1930

[410] [410] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 209, fascicolo 3, lettre du consul général de Reims à l'ambassadeur italien à Paris, « Acquisto di terreno antistante al Cimitero Militare Italiano di B L I G N Y », N°6718, 16/07/1932

b) Le « Parco delle Rimembranze » de Bligny

La conception et la construction du *Parco delle Rimembranze* du cimetière italien près de Reims a été un long processus, avec de nombreuses difficultés qui ont entravé les travaux tout au long des années 1930. Mais l'importance symbolique de la construction du parc a permis de poursuivre et d'achever les travaux.

Le concept du *Parco delle Rimembranze* (traduisible en français avec Parc du Souvenir) a des racines profondes : de grands espaces verts, avec plaques et monuments dédiés aux soldats tombés et ornés de nombreux arbres, symbolisant la mémoire des morts du conflit, dont la tâche de les entretenir et de les soigner (comme la mémoire elle-même) a été confiée aux nouvelles générations ; comme l'affirme Isnenghi, une « appropriazione politica dell'antico simbolismo degli alberi »[411] par le régime fasciste[412]. Entre 1922, avec les circulaires envoyées par le sous-secrétaire Dario Lupi, et 1926, lorsque les parcs et les avenues du souvenir furent classés comme lieux publics, de nombreuses villes de la Péninsule virent la construction ou l'aménagement d'espaces verts déjà existants pour accueillir ce nouveau type de jardin du souvenir, fortement souhaité comme un instrument supplémentaire d'association de la mémoire de la Grande Guerre avec le régime[413]. Il n'est donc pas surprenant que l'idée de construire un parc en souvenir des morts de la 2e C.A.I. ait également été évoquée en France. Comme beaucoup d'autres initiatives à la mémoire des soldats du général Albricci, l'idée de construire ce parc vint du consul Vitelleschi, qui la transmit à l'ambassadeur Bonifacio Pignatti Morano di Custoza dès juillet 1932, suite à l'acquisition par le consul, à titre personnel, du terrain situé devant le cimetière de Bligny[414].

---

411 « Appropriation politique de l'ancien symbolisme des arbres », traduction de l'italien par l'auteur

412 ISNENGHI Mario, *Le guerre degli Italiani, Parole, immagini, ricordi (1848-1945)*, *op. cit*., p. 347

413 GENTILE Emilio, *op. cit*., p. 61

414 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 209, fascicolo 3, lettre du consul général de Reims à l'ambassadeur italien à Paris, « Acquisto di terreno antistante al Cimitero Militare Italiano di B L I G N Y », N°6718, 16/07/1932

Les motivations de Vitelleschi pour cette proposition sont doubles : si, d'une part, le consul lui-même tient à souligner son dévouement au projet de mémoire des soldats tombés au combat, n'ayant pas pu prendre part au conflit, d'autre part, il faut toujours rappeler l'impact important qu'une œuvre majeure de ce type pourrait avoir sur la manipulation fasciste de la mémoire de la IIe C.A.I..Il suffit de dire que la première cérémonie documentée sur le terrain non encore clôturé fut la pose des premiers pins le 23 avril 1933[415] (voir annexe n°17), dédiés non pas tant aux morts de la 2e C.A.I. mais davantage aux victimes fasciste in Francia, ainsi qu'aux villes et villages où les 2e et 8e divisions ont combattu pendant la « Kaiserslacht » ; lors de cette cérémonie, à laquelle assistent de nombreuses associations fascistes locales, y compris une équipe de football de jeunes Balilla, il est possible de voir quel était le rôle envisagé pour le parc, à savoir assimiler les martyrs du fascisme italien en France aux Italiens tombés eux-mêmes, en plaçant les pins à côté des croix.

L'étape suivante, après la pose des premiers pins, fut la création de gradins pour atteindre la butte et donner au projet un aspect plus majestueux. Un facteur incroyable a été la grande participation de la colonie italienne en France aux dépenses, grâce aux souscriptions promues par les *Fasci* des différentes villes et régions françaises, en particulier de certaines communautés comme Nice, Reims et Lyon, atteignant la somme de 105 124.85 francs collectés en un peu plus d'un an[416]. Cela permit le début des travaux des grands gradins et de creusement du sentier, commencés le 21 avril 1933 et qui se poursuivirent pour plus de quatre ans (voir annexe n°18). De plus, la plantation des pins fut relativement simple et peu coûteuse, bien qu'ils dépérissent régulièrement en raison des conditions climatiques prohibitives, à tel point qu'il fallut planter des cyprès à feuilles persistantes.

Le parc a également été le théâtre de nombreux événements et cérémonies avant le début de la Seconde Guerre mondiale, même dans son état d'inachèvement : la visite à Bligny du corps expéditionnaire italien en Sarre, le 28 février 1935, s'est déroulée presque entièrement sur les grandes marches encore en construction, comme en témoigne le compte rendu de *La Nuova Italia*[417].

---

[415] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, télégramme du consul général italien de Reims à l'ambassadeur d'Italie à Paris, « Parco de cimitero di Bligny. Piantagione dei pini votivi », N°2694, 02/05/1933

[416] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, télégramme du consul général italien de Reims à l'ambassadeur d'Italie à Paris, N°4524/355, 21/07/1934

[417] *La Nuova Italia*, « Attualità de 'La Nuova Italia' », 21/03/1935, p. 10

Les travaux au *Parco delle Rimembranze* furent colossaux, compte tenu de la situation du cimetière en rase campagne, des difficultés climatiques et du manque chronique de fonds pour l'entretien ou l'achèvement des travaux (voir annexe n°19). Mais malgré d'innombrables efforts, le résultat ne fut pas à la hauteur des espérances, ce qui, ajouté aux nombreux échecs de Bligny, donne l'image d'une défaite partielle du régime dans la « bataille architecturale » menée par le consulat général de Reims et le gouvernement mussolinien dans les cimetières italiens en France.

c) *Un résultat discret*

Faire le bilan de la tentative d'appropriation du cimetière de Bligny en l'homologuant avec des ouvrages construits de toutes pièces par le régime reste difficile : si ces derniers furent salués par l'opinion publique franco-italienne comme de grandes œuvres du régime à la mémoire du 2e C.A.I., leur entretien s'avéra extrêmement coûteux en termes économiques et logistiques, laissant les travaux en suspens pendant de longs mois et les chantiers à l'abandon faute de moyens financiers.

Le cas le plus frappant reste le Parc lui-même, fierté de Vitelleschi jusqu'à la fin de son mandat consulaire à Reims en août 1936, mais aussi source de nombreuses complications. Les plus évidents furent la discontinuité et l'inconstance des travaux, en particulier le creusement de la butte et la construction des marches, qui durèrent plus de trois ans, avec le déroulement des travaux seulement pendant les printemps et les étés entre 1933 et 1936, en raisons des difficultés économiques de l'hiver et de la sévérité du climat[418]. A cela vinrent s'ajouter de nombreux problèmes liés aux structures elles-mêmes, en particulier les escaliers et les deux structures latérales. De fait, ces structures conçues par l'architecte Paul Dupuis et construites par une entreprise de construction italienne basée à Reims, sous la direction de l'entrepreneur Martino Oggeri-Breda, présentaient des problèmes d'infiltration d'eau et de formation de moisissures sur les côtés seulement trois ans après leur construction. Selon un rapport envoyé

[418] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 271, fascicolo 4, lettre de Martino Oggeri-Breda à l'attaché militaire italien à Paris, 05/04/1937

par Vitelleschi à l'ambassade le 1er août 1936, plus de trois ans après le début des travaux, il manquait encore l'allée qui devait passer au milieu du parc et le pavage des gradins ; ainsi que la nécessité de changer les plaques des cyprès votifs portant les noms des villes ou des personnes qui leur sont dédiées, qui étaient rouillées et en mauvais état car il s'agissait encore des plaques d'origine et temporaires[419].

L'inachèvement des travaux a également été constaté par les autorités italiennes elles-mêmes, qui se sont souvent plaintes de l'état d'abandon du parc au milieu des matériaux de construction entassés. Parmi les plus importants, les 40 tonnes de silex romains pour l'allée, offertes par le gouverneur de Rome et arrivées de la « Ville Eternelle » en février 1935[420], qui ne furent posées qu'au printemps 1937, après de nombreuses réclamations du consul de Reims lui-même, Attilio Bollati, surtout en vue des cérémonies officielles dans le parc[421].

Et la faible présence de cérémonies sur le terrain du parc est considérable comme une défaite supplémentaire pour le régime, compte tenu de l'important effort économique, de propagande et de logistique déployés pour la réalisation de l'oeuvre. Les cérémonies annuelles de juillet, entre 1933 et 1939, se sont en effet toutes déroulées non pas dans le jardin du souvenir, mais dans le cimetière de Bligny, comme les précédentes, n'utilisant que rarement la pelouse du parc ; comme lors de la cérémonie de juillet 1936, où le parc a accueilli non pas la cérémonie officielle, mais seulement le panier-repas qui suivait les événements[422].

Malgré ses nombreux aspects critiques, le Parco delle Rimembranze réussit néanmoins son projet propagandiste, principalement dans deux sens : réunir la colonie italienne autour de la réalisation de l'œuvre, grâce aux financements de celle-ci, et montrer la force du régime en France également, à travers ces œuvres monumentales qui, comme le commente la presse

---

[419] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 255, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Parco Bligny 1936 », lettre du consul général italien de Reims au ministère de la Guerre, « PARCO DEL CIMITERO DI BLIGNY : Rendiconto complementare », N°4160, 01/08/1936

[420] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 230, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Parco Bligny 1936 », télégramme du ministère des Affaires Etrangères italien au consulat général d'Italie à Reims, « MATERIALE ARCHEOLOGICO OCCORRENTE PER IL COSTRUENDO PARCO DEL CIMITERO DI BLIGNY », N° 136/4-7, 18/02/1935

[421] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 271, fascicolo 3, télégramme du consul générale d'Italie à Reims au ministère des Affaires Etrangères, N°2613/154, 28/04/1937

[422] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 243, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny 1936 », télégramme du consul général de Nancy au ministère des Affaires Etrangères italien, « Visita al cimitero di Bligny - Raduno di tutte le Associazioni del Distretto Consolare », N°8106, 21/07/1936

française locale, donnent au cimetière de Bligny lui-même « un aspect un peu moins austère »[423].

Bligny, et surtout Soupir, peuvent difficilement être rattachés à leurs homologues italiens. Des difficultés économiques, bureaucratiques et logistiques empêchèrent la réalisation du projet du consul Vitelleschi, soutenu par l'ensemble de l'appareil diplomatique italien en France[424] : « Parco e cimitero dovranno completarsi a vicenda - armonicamente - e dare l'impressione e dare l'impressione di essere stati concepiti da una sola mente e concepiti in un medesimo tempo »[425]. Mais le processus d'appropriation et d'association de la mémoire du 2e C.A.I. et de l'intervention italienne dans la Grande Guerre en général eut des résultats discutables, ne parvenant pas à pénétrer complètement dans la communauté italienne en France, qui manifesta encore à plusieurs reprises une grande proximité avec les messages initiaux attachés à ces monuments et cimetières : le rapprochement entre les communautés italienne et française, concomitant au développement d'une mémoire commune entre les deux peuples sur les événements de la Grande Guerre.

Outre l'instrumentalisation et l'appropriation de la mémoire du 2e C.A.I. par le régime fasciste, la mémoire des deux divisions italiennes n'a pas seulement été un instrument politique, mais elle a aussi été racontée et rappelée de différentes manières, grâce à la grande production mémorielle et non romanesque réalisée par ses nombreux vétérans et autres.

---

[423] *Le Nord-Est*, « Un nouveau mémorial italien à Bligny : Il sera constitué d'un parc de 200 sapins évocateurs de l'Italie et de la fraternité de nos armes », 24/04/1933

[424] A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, télégramme du consul général italien de Reims à l'ambassade d'Italie à Paris, N°5024/243, 19/08/1933

[425] « Le Parc et le cimetière doivent se compléter - harmonieusement - et donner l'impression qu'ils ont été conçus par un seul esprit et en même temps », traduction faite de l'italien par l'auteur.

Chapitre VII

Le récit du conflit mondial par le public et par les anciens combattants dans les années qui ont suivi la guerre a fait l'objet d'études en Italie et en France depuis des années, notamment en ce qui concerne la naissance d'une veine mémorielle encore célèbre aujourd'hui : Il suffit de penser aux nombreux romans semi-biographiques ou autobiographiques nés sous la plume d'anciens combattants, comme *Un anno sull'Altipiano* d'Emilio Lussu en Italie[426], *Le Grand Troupeau* de Jean Giono en France ou le célèbre *À l'ouest rien de nouveau* d'Erich Maria Remarch. Outre la production mémorielle, les études et les textes d'analyse du conflit et de ses dynamiques furent nombreux, et la 2ème C.A.I. n'échappe pas à ces mécanismes.

Déjà énormément politisée et propagandisée par le gouvernement du Royaume pendant le conflit, l'intervention officielle du *Regio Esercito* sur le front occidental fut le prétexte pour l'élaboration d'une mémoire commune franco-italienne des événements de la guerre, mais aussi à l'action de la presse sur les événements de la guerre, qui s'est également développée à travers l'action de la presse, des textes et des événements. La mémoire du 2e C.A.I. a également été à la base d'une instrumentalisation qui a eu lieu non seulement en France par le régime fasciste, mais aussi par d'autres acteurs intéressés à façonner la mémoire commune des Italiens de l'Ardre à des fins diverses. Ce n'est donc pas seulement sur le camp, avec des monuments et des cimetières : la mémoire des 8e et 3e D.I. italiennes en France a également été un champ de bataille d'un point de vue intellectuel, en France autant qu'en Italie. Par ailleurs, l'étude de la « littérature de guerre » et de la littérature combattante, comme le souligne Nicolas Beaupré, permet également d'aborder des aspects sociaux et culturels inédits[427] ; et dans le cas du 2e C.A.I. la manière dont il est devenu une source d'inspiration pour les artistes et les écrivains, ainsi que l'impact des œuvres et de leur contenu sur la mémoire de l'expérience française du Regio Esercito de 1918.

---

[426] En français traduisit avec *Les Hommes Contre*, dont l'une des dernières éditions est LUSSU Emilio, *Les Hommes Contre*, traduit de l'italien par Emmanuelle Genevois et Josette Monfort, Paris, Arléa, 2015, 328 p.

[427] BEAUPRÉ Nicolas, « De quoi la littérature de guerre est-elle la source ? », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011 / 4 (n°112), p. 41-55

I. Une expérience commune à des grands personnages italiens

Un trait caractéristique qui distingue le 2e C.A.I. des autres unités de l'armée royale durant la Grande Guerre est la grande concentration de futures personnalités, protagonistes de l'histoire italienne dans plusieurs domaines : nombreux sont les futurs généraux célèbres qui dirigent l'armée italienne dans les guerres des années 1930 et plus tard dans la Seconde Guerre mondiale ; à ceux-ci s'ajoutent les artistes, les poètes et les journalistes en grand nombre, qui participent à la guerre en combattant également sur le front occidental. Ils seront en effet parmi les principaux porteurs et défenseurs de la mémoire de la IIe A.I. dans les années qui suivirent le conflit, même si les messages cultivés et diffusés étaient différents.

a) Les vétérans devenus hauts-officiers et fascistes

Le 2e C.A.I. fut une forge d'où émergèrent de nombreux officiers supérieurs du *Regio Esercito* dans les années 1920 et 1930, période des conflits du régime en Éthiopie, en Espagne et en Albanie, avant la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup d'entre eux firent carrière grâce à l'expérience française, tandis que pour d'autres, c'est leur séjour au sein des deux divisions en France qui apporta la gloire finale à une carrière déjà entamée.

Sans compter certains officiers du 2e C.A.I. ayant déjà une grande expérience derrière eux, de nombreux jeunes officiers ayant servi sous le commandement du général Albricci firent de grandes carrières sous le régime, dans les rangs du *Regio Esercito*. Deux exemples sont les plus marquants, celui de Mario Roatta et de Ubaldo Soddu. Le premier, âgé de 31 ans en 1918, vécut l'expérience en France en tant que chef d'état-major de la 8e D.I., sous les ordres du général Giovanni Beruto, occupant le poste d'avril au 11 novembre 1918[428]. Après le conflit, entre 1934 et officiellement jusqu'en 1939, il fut chef du S.I.M. (Service d'Information Militaire, détachement de renseignement du Regio Esercito) et surtout, entre 1936 et 1937, général en chef du Corps des Troupes Volontaires (C.T.V.), les unités de

[428] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *La Champagne italiana : Arditi e Curzio Malaparte in Francia*, *op. cit*., p. 11

volontaires et de l'armée régulière envoyées par Mussolini pour soutenir les troupes franquistes. La grande victoire des républicains sur les Italiens et les nationalistes espagnols à Guadalajara en mars 1937 fut un coup fatal pour Roatta, qui fut démis du commandement des troupes italiennes en Espagne, mais devint également chef d'état-major de l'armée de terre entre 1941 et 1942[429].

Le second, Ubaldo Soddu, était lieutenant-colonel dans les 19e et 52e régiments d'infanterie. Il s'est distingué dans de nombreuses actions et a obtenu deux médailles d'argent italiennes pour sa valeur militaire, ainsi que le titre d'officier de la Légion d'honneur le 28 septembre 1935[430]. L'officier originaire de Salerno a gravi les échelons du *Regio Esercito* au cours des années suivantes, atteignant le rang de chef d'état-major de l'armée en 1937[431]. Sa carrière fut si fulgurante qu'en novembre 1940, il fut promu général d'armée, dirigeant et tentant de résoudre le désastre de la campagne italienne en Grèce, initiée par le général Sebastiano Visconti Prasca le 28 octobre 1940.

Outre les jeunes officiers, des militaires de haut rang, grâce à leur expérience au sein du 2e C.A.I., obtiennent également des avantages et grimpent dans la hiérarchie militaire, devenant des personnalités importantes d'abord dans l'Italie libérale, puis dans l'Italie fasciste. Alberico Albricci lui-même, le général commandant les deux divisions envoyées en France qui, un an seulement après la fin du conflit, devint ministre de la Guerre entre le 24 juin 1919 et le 13 mars 1920, pendant la phase très délicate de la démobilisation des forces armées italiennes et de l'agitation qui régnait dans le pays[432].

De nombreux autres personnages importants ont fait partie de la 2e C.A.I., poursuivant leur carrière politique et militaire dans les décennies suivantes. Mais pas seulement souteneurs du fascisme sortent du 2e C.A.I., avec nombreux anti-fascistes ; notamment Peppino

---

[429] FOCARDI Filippo, « ROATTA, Mario », dans *Dizionario biografico degli Italiani*, volume 87, Rome, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 2016, 831 p.

[430] Un remerciement special à Laurent Blondeau-Georges, du Service des Décorations de la Grande Chancellerie de la Légion d'Honneur, pour avoir indiqué la nomination du général Ubaldo Soddu à commandeur de la Légion d'Honneur (mail reçue le 04/09/2024)

[431] GEMIGNANI Marco, « SODDU, Ubaldo », dans *Dizionario biografico degli Italiani,* volume 93, Rome, Istituto dell'Enciclopedia Italiana, 2018, 811 p.

[432] SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, *op. cit*., p. 67

Garibaldi, qui après une première affiliation au fascisme alors qu'il vivait à Paris, s'est enfui aux États-Unis en 1926 à la suite de pressions et d'attaques de la part des *squadristes* et des institutions gouvernementales italiennes[433].

Mais outre les personnalités politiques et militaires, de nombreux artistes et intellectuels ont également émergé de l'expérience de la 2e C.A.I..

b) Les vétérans devenus intellectuels

Entre sculpteurs, poètes et journalistes, le 2ème C.A.I. a réussi à réunir dans un même contexte des personnes et des formes d'expression artistique totalement différentes. Et c'est aussi à travers cette grande variété d'artistes que la mémoire de la 2ème C.A.I. a été façonnée, adaptée et réélaborée, grâce à la polyvalence des différents moyens d'expression maîtrisés.

Même dans le cas des intellectuels qui ont servi dans la 2e C.A.I., il existe une grande hétérogénéité : du sculpteur Arturo Martini, actif surtout dans la seconde moitié des années 1920 et tout au long des années 1930, au journaliste Antero Belletti, correspondant de la *Gazzetta del Popolo*, qui rédigea également un reportage sur le cimetière de Bligny en 1928 pour ce même journal. L'homme de lettres le plus célèbre ayant servi dans les lignes du 2e C.A.I. est sans aucun doute le poète Giuseppe Ungaretti, l'un des plus grands représentants de la littérature italienne du 20e siècle. Son expérience de guerre sur le front français, alors qu'il avait une trentaine d'années et servait dans le 19e régiment de la brigade de Brescia (8e D.I.), traumatisa profondément le jeune poète, qui risqua même de perdre la vie à plusieurs reprises. Outre son expérience au front, Ungaretti fut l'un des principaux collaborateurs du journal *Sempre Avanti!* grâce à l'intercession de son ami Giuseppe Prezzolini, qui l'aida à obtenir ce poste au début du mois d'octobre 1918[434]. Le choc des combats pendant le « Friedensturm », associé également aux tourments personnels qui avaient déjà affligé l'homme de lettres avant les combats, conduisit finalement à la rédaction et à la publication de *Le Guerre*, un recueil de

[433] MILZA Pierre, « Le fascisme italien à Paris », *op. cit*., p. 434

[434] BULTRINI Nicola, FABI Lucio, *Pianto di pietra : La Grande Guerra di Giuseppe Ungaretti,* Rome, Iacobelli Editore,159 p., p. 125

poèmes publié initialement par l'imprimerie parisienne Lux (la même du *Sempre Avanti!*), dont son œuvre la plus célèbre, *Soldati* :

> « Si sta come
> d'autunno
> sugli alberi
> le foglie » [435]

Un poème qui, comme le précisent le lieu et la date de composition de plusieurs de ses poèmes, a été initialement conçu et écrit dans le Bois de Courton au cours des événements de juillet 1918. *Soldati* n'est pas le seul poème d'Ungaretti écrit pendant les mois que le poète passa sur le front occidental avec le 2e C.A.I., puisque le recueil de poèmes *L'Allegria* en contient deux autres écrits devant les soldats, dont *Girovago*, composé dans le camp d'acclimatation de Mailly-le-Camp, et *Sereno*, également écrit dans le Bois de Courton.[436]

Outre le célèbre Ungaretti et de nombreux autres intellectuels et artistes, un autre personnage emblématique de la littérature italienne du 20e siècle, qui a combattu dans la 2e C.A.I. et en a été profondément marqué pour le reste de sa vie, est l'écrivain et journaliste de Prato, Curzio Malaparte.

c) Le cas de Curzio Malaparte

Malaparte est certainement l'un des intellectuels qui a le plus entretenu la mémoire de la 2ème C.A.I., non seulement dans ses œuvres, mais aussi dans sa carrière journalistique. Dans nombre de ses ouvrages et mémoires, le 2e C.A.I. apparaît comme protagoniste ou comme toile de fond des événements, et le récit des événements de « Friendesturm » en juillet 1918 évolue tout au long de sa production littéraire.

---

[435] « Nous sommes comme/ en automne/ sur les arbres », traduction en français de l'auteur

[436] UNGARETTI Giuseppe, *Vita d'un uomo. Tutte le poesie*, sous la direction de PICCIONI Leone, Milan Mondadori, 1969, 1008 p., p. 31-33

Le déploiement des deux divisions du général Albricci en 1918 n'est pas la première expérience de guerre en France du jeune Curzio Malaparte (né Curt Erich Suckert), encore mineur au début du conflit. Il fut l'un des premiers Italiens à s'enrôler et à combattre parmi les Garibaldini de l'Argonne entre 1914 et 1915. Cependant, son expérience de 1918 sur le front occidental fut très différente, puisqu'il avait désormais une vingtaine d'années en 1918 et commandant de la 94e section de lance-flammes des Arditi, appartenant à la brigade Alpi[437]. Les cicatrices de l'attaque allemande contre les positions italiennes le 15 juillet 1918 frappèrent durement le jeune officier toscan, gravement blessé par l'inhalation des gaz toxiques lancés par les forces du Kaiser sur la montagne de Bligny, ce qui fut probablement aussi l'une des causes de sa mort, survenue en 1957 à la suite d'un cancer du poumon. Les combats de Bligny furent si traumatisants que, comme le rappelle sa sœur Edda Malaparte, après s'être évanoui à la suite de l'attaque et avoir été présumé mort, « L'addetto al recupero delle salme, nel buttarlo in una fossa insieme agli altri, sentì che non era diaccio e così, a un pelo, Curtino non fu sotterrato ancora vivo »[438] [439].

Malgré le lourd traumatisme et les tourments causés par cette expérience de guerre, qui obligèrent Malaparte à rester hospitalisé ou à l'arrière pour le reste du conflit, il ne faut pas croire qu'il resta inactif, commençant notamment sa carrière littéraire et journalistique au sein de la 2e C.A.I.. En effet, dans le Sempre Avanti du 6 octobre 1918, il est possible de trouver un premier article de Suckert lui-même, avec la nouvelle *Ferragù : l'uomo dei boschi*[440], en apparant également dans certains numéros suivants, se signant *Suchert Erisch* et connu comme « un jeune officier d'origine polonaise »[441]. Mais pas seulement le journalisme : le 2e C.A.I. marque aussi le début d'une carrière littéraire pour le jeune officier. Dans le *Sempre*

---

[437] CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *op. cit*., p. 26-30

[438] MARTELLINI Luigi, « Caporetto e La rivolta dei santi maledetti di Malaparte : Ovvero, le due Italie: la verità e la menzogna », dans *Line@editoriale*, 09/2017, mis en ligne le 20/01/2019, URL : http://interfas.univ-tlse2.fr/lineaeditoriale/1161

[439] « Le préposé au ramassage des cadavres, en le jetant dans une fosse avec les autres, a estimé qu'il n'était pas mort et, à un cheveu près, Curtino n'a donc pas été enterré vivant », traduction de l'italien par l'auteur

[440] *Sempre Avanti! Giornale del soldato italiano in Francia*, « Racconti della trincea ; Ferragù, l'uomo dei boschi », 06/10/1918, p. 6

[441] *Sempre Avanti! Giornale del soldato italiano in Francia*, « A un fante della Brigata Alpi », 20/10/1918, p. 3

Avanti!, il publie le 20 octobre 1918 le poème *A un fante della Brigata Alpi*[442], ainsi que d'autres petits écrits tels que *I morti di Bligny giocano a carte*[443].

La reconstitution par Malaparte des événements du 2ème C.A.I., telle que Maria Pia de Paulis l'a analysée, est un processus qui a connu différents moments, en fonction de la sensibilité manifestée par Malaparte lui-même face au traumatisme lui-même[444]. Dans un premier temps, dans la seconde moitié des années 1920, c'est observable une grande exaltation de la 2ème C.A.I. et de l'intervention italienne en général dans le conflit, s'inscrivant dans le discours fasciste qui acclamait le conflit comme une étape intégrante du régime lui-même. Ce type de langage apparaît clairement dans le premier grand reportage sur les événements, réalisé par le Toscan dans *La Stampa*, un important journal turinois qu'il dirige entre 1929 et 1931, intitulé « Terra di Francia rossa di sangue italiano : La battaglia di Bligny nella rievocazione di Curzio Malaparte » (Terre de France rouge de sang italien : la bataille de Bligny dans la reconstitution de Curzio Malaparte)[445]. Dans ce premier cas, « il testimone-sopravvissuto Malaparte sposta il focus dal suo vissuto soggettivo all'azione corale della guerra »[446] [447], racontant les événements du « Friedensturm » dans des tons glorieux mais méticuleux, en mettant de côté le récit de sa propre expérience. Ce dernier deviendra un élément important de son parcours littéraire, surtout dans les années 1930, où la mémoire traumatique des événements du juillet 1918 devient persistante, mais conduit surtout à l'émergence d'un récit subjectif des événements et des nombreux traumatismes survenus au cours de ces journées. De nombreuses nouvelles de ces années-là, comme *Sangue* ou *Fughe di Prigione*, évoquent des événements liés à la 2e C.A.I. et à l'expérience que Malaparte a vécue au cours des mois de 1918 en France, mais toutes s'orientent désormais vers une mémoire

---

[442] *Ibid*.

[443] MARTELLINI Luigi, *op. cit*.

444 DE PAULIS Maria Pia, Curzio Malaparte. Il trauma infinito della Grande Guerra, Florence, Franco Cesati Editore, 2019, 163 p.

[445] *La Stampa*, « Terra di Francia rossa di sangue italiano : La battaglia di Bligny nella rievocazione di Curzio Malaparte », 14/09/1929, p. 1

[446] DE PAULIS Maria Pia, *op. cit*., p. 62

[447] « Le témoin-survivant Malaparte déplace l'accent de son expérience subjective vers l'action chorale de la guerre », traduction de l'italien par l'auteur.

purement subjective[448], avec l'abandon presque total du registre élevé proche de celui du fascisme.

Il est possible d'affirmer que Malaparte a été, indirectement ou non, l'un des vétérans-littéraires qui a le plus entretenu la mémoire de la 2e C.A.I. et de cette expérience au fil des ans. Outre ses écrits, il a également utilisé sa position de directeur d'un grand quotidien comme *La Stampa* pour partager l'expérience du 2e C.A.I. et des hommes d'Albricci, faisant ainsi preuve d'un grand attachement à la mémoire des deux divisions sur le front occidental. Un attachement dicté aussi par la conviction que le 2e C.A.I. et les événements français qui lui sont liés ont été peu connus du grand public après la guerre, ce qui est aussi à l'origine d'une grande partie de la production littéraire de l'entre-deux-guerres.

Le grand nombre de futures personnalités importantes ou célèbres dans les rangs du 2e C.A.I. n'est pas un fait à sous-estimer. C'est aussi grâce au souvenir des anciens combattants de premier plan eux-mêmes que la mémoire du 2e C.A.I. a pu être influencée auprès du grand public. En effet, beaucoup de ces personnalités furent actives dans le domaine de la mémoire publique du 2e C.A.I., chacune avec des objectifs ou des buts différents, entre ceux qui utilisèrent leur expérience pour dénoncer les horreurs de la guerre, ou ceux qui au contraire glorifièrent l'action des troupes italiennes en France à des fins politiques. D'autres, en revanche, et en particulier le général Albricci, s'engagèrent en faveur de lieux de mémoire pour les événements ou les morts, dépensant une énergie considérable et dont on se souviendra plus tard pour ces engagements.

II. <u>Raconter le 2e C.A.I. : un enjeu politique et mémoriel</u>

Raconter et transmettre une expérience de guerre d'une telle ampleur et d'une telle importance a été à l'origine des nombreuses initiatives de commémoration du 2e C.A.I. entre

[448] Maria Pia De Paulis affirme que avec cette nouvelle période du souvenir de Malaparte du conflit « Si passa dallo scrivere *il* trauma allo scrivere *sul* trauma » (On passe de l'écriture *du* traumatisme à l'écriture *sur* le traumatisme). Dans DE PAULIS Maria Pia, *op. cit*., p. 69

la France et l'Italie. Par rapport à notre époque, la mémoire des hommes d'Albricci et sa préservation dans l'entre-deux-guerres apparaissent comme une œuvre gigantesque, impliquant de nombreux acteurs et des dynamiques variées, presque toutes oubliées à ce jour. Un phénomène particulier, si l'on considère que de nombreux autres événements du conflit sont encore bien mémorisés par l'opinion publique, bien qu'avec des différences substantielles. Il suffit de penser au cas de la brigade Sassari (151e et 152e régiments d'infanterie), une seule unité du *Regio Esercito* qui, en 2024, reste encore une source continue d'études, d'essais et de romans[449]. Le cas du 2e C.A.I., en revanche, est celui d'un abandon progressif, volontaire ou non, de l'étude et de la préservation de la mémoire, déjà perceptible dans les années 1930 et causé par de nombreux facteurs, tels que la diminution de l'implication de la partie française dans le souvenir commun, ainsi que la diminution de l'activité de mémoire et d'essai, qui avait connu un essor dans la seconde moitié des années 1920. Malgré cela, les activités liées au souvenir du 2e C.A.I. ont toujours été menées par de nombreux individus et associations, localement. Toutefois ils n'ont pas contribué à l'entretien d'une mémoire publique nationale ou infra-nationale entre Italie et France.

a) L'évolution du rapport entre le souvenir du 2e C;A.I. et la presse italienne et française

Les presses nationales française et italienne peuvent être des interlocuteurs en ce qui concerne la sensibilité de l'opinion publique à l'égard de la mémoire du 2ème C.A.I. et la manière dont elle a été perçue. À travers l'étude de certains articles des journaux les plus importants, notamment français tels que *Le Gaulois*, *Excelsior* ou *Le Figaro*, il est possible d'observer comment, lentement, l'opinion publique s'est de plus en plus détachée des différentes manifestations en mémoire des deux divisions, ne ressentant plus le souvenir de Bligny et les manifestations liées comme un événement célébrant l'amitié « latine » entre les deux pays.

---

[449] Entre les dernières études en matière, on cite DI PASQUALE Stefania, *L'eroe Irredento della brigata Sassari, vita e morte di Guido Brunner : Trieste 1893 - Monte Fior 1916*, Varese, Ravizza Editore, 2024 152 p.
Ou encore DI STASIO Andrea, *Brigata Sassari & Sardegna*, Sassari, Carlo Delfino Editore, 2021, 232 p.

Les premières manifestations franco-italiennes liées au 2ème C.A.I. ont été suivies par la presse avec beaucoup d'enthousiasme, en raison de la fin du récent conflit et de la présence de troupes italiennes encore sur le sol français. En effet, dans les premières années suivant le conflit, les journaux de la République ont toujours salué les différentes manifestations organisées en l'honneur des divisions italiennes, saluant de nombreux événements comme l'expression de « l'union latine » entre les deux pays voisins. Dès les premières manifestations à Bligny, comme celle du 25 mai 1919 lorsque les travaux du cimetière n'ont pas encore commencé, où *Le Gaulois* titre « Émouvante cérémonie franco-italienne à Bligny »[450], associant ainsi l'événement non seulement aux Italiens, mais aussi aux Français eux-mêmes. Outre l'association de l'événement de Bligny non seulement à la mémoire italienne, mais aussi à la mémoire française. Le début des années 1920 voit une utilisation intense du vocabulaire héroïque par les journaux français à l'égard de la 2e C.A.I., comme « les héros italiens de Bligny »[451] ou « les morts glorieux »[452].

Le point culminant est sans aucun doute la pose de la première pierre au cimetière de Bligny, avec l'événement de Bligny en première page, considéré par *Excelsior* comme une « Glorification de l'amitié latine », et un reportage photo entier qui lui est consacré[453]. D'autres grands journaux font également des titres retentissants sur l'événement, de « La fraternité d'armes franco-italienne glorifiée à Bligny »[454] à « Les Soldats Italiens morts sur notre sol furent solennement glorifiés »[455]. Ainsi, la presse française, et par conséquent l'opinion publique, ont vu durant les événements commémoratifs du 2e C.A.I. un grand rapprochement avec le Royaume d'Italie lui-même.

Mais avec l'avènement du régime et l'éloignement progressif de la partie française du récit du 2e C.A.I., un détachement de la même presse se fait également sentir : la cérémonie de Bligny en juillet 1926 fut reçue par *Le Journal* comme une cérémonie exclusivement italienne[456], et pour la manifestation du 4 novembre 1929, l'objectif de l'amitié franco-

---

[450] *Le Gaulois*, « Emouvante cérémonie franco-italienne à Bligny », 25/05/1919, p. 5

[451] *Le Matin*, « A la mémoire des héros italiens tombés à Bligny », 03/07/1922, p. 3

[452] *Le Petit Provençal*, « L'amitié franco-italienne : Emouvante cérémonie à Bligny », 02/07/1923, p. 2

[453] *Excelsior*, « Hier à été posée, à Bligny, la première pierre du monument aux morts italiens », 30/05/1921, p. 1

[454] *Le Petit Parisien*, « La fraternité d'armes franco-italienne glorifiée à Bligny », 30/05/1921, p. 3

[455] *L'Avenir (Paris),* « Les Soldats Italiens morts sur notre sol furent solennement glorifiés », 30/05/1921, p. 1

[456] *Le Journal*, « A la mémoire des soldats italiens tombés à Bligny », 02/11/1926, p. 3

italienne se résumait en une seule phrase[457]. Le déclin se poursuit ainsi tout au long des années 1930, les événements n'étant plus décrits qu'en quelques lignes, dans de petits paragraphes de la rubrique « Dernière Heure » des journaux. À cela s'ajoute le brusque déclin des relations franco-italiennes au cours des deux années 1935-1936, qui a également nui aux rencontres culturelles[458] et donc aux mémoires italo-françaises (de moins en moins françaises et de plus en plus italiennes) sur le 2e C.A.I.

Malgré le détachement français, la presse italienne célèbre de plus en plus les événements de Bligny et la mémoire du 2e C.A.I., comme une propagande en faveur du régime. Le travail le plus intense est réalisé par le journal du Parti fasciste de Paris, La Nuova Italia, qui, par des articles grandiloquents contenant des récits des événements de 1918 et des comptes rendus des cérémonies commémoratives, tenta d'exalter et d'entretenir la mémoire des hommes d'Albricci chaque fois que l'occasion s'en présentait. Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que le registre des articles soit toujours héroïque, avec « Nos glorieux morts » même dans les articles faisant référence aux cérémonies encore de 1942[459]. L'espace accordé aux reportages sur le 2e C.A.I. dans la presse italienne est également très important entre 1919 et 1939 : il suffit de penser à l'article de Malaparte du 14 juillet 1929, paru sur *La Stampa* en première et en deuxième page, monopolisant presque la Une elle-même.

L'approche de la presse italienne et française a été différente en la mémoire du 2e C.A.I.. Si la première utilise, surtout à l'époque fasciste, l'exemple des hommes d'Albricci comme un modèle de gloire et d'héroïsme, la seconde voit d'abord dans le souvenir des deux divisions un exemple d'amitié italo-française. Au fil des années, elle se dégrade de plus en plus, se désintéresse totalement et ne laisse à la mémoire du 2e C.A.I. que des événements provinciaux. Mais au-delà de la presse de deux pays, l'expérience du Regio Esercito sur le front occidental fut aussi une grande source pour une littérature de guerre des vétérans et

---

[457] *Le Phare de la Loire*, « LES ANCIENS COMBATTANTS ITALIENS FÊTENT L'ARMISTICE », 05/11/1929, p. 2

[458] POUPAULT Christophe, « Amitié « latine » et pragmatisme diplomatique. Les relations franco-italiennes de 1936 à 1938 », dans *Relations Internationales*, 2013/2 (n°154), p. 51-62, p. 54

[459] *La Nuova Italia*, « Omaggio ai caduti di bligny e Soupir », 03/11/1942, p. 2

d'études par les spécialistes dans les années qui suivirent 1918, en particulier dans la Péninsule.

b) La mémoire des vétérans et la production bibliographique et mémorielle

Compte tenu des nombreux intellectuels qui servirent dans les rangs des 3e et 8e D.I., ainsi que de la spécificité de l'événement (la première intervention officielle de l'Armée Italienne sur le sol français), la production littéraire des années 1920 et 1930 fut intense et exhaustive pour l'époque, esquissant même certaines caractéristiques encore soulignées aujourd'hui dans les quelques études réalisées sur le 2e C.A.I.

Dans le contexte chaotique du début de l'après-guerre, avec le bouleversement des valeurs, notamment celles littéraires, la littérature de guerre devient de plus en plus populaire auprès du public, où l'ancien combattant « Il ne songe pas à la reconnaissance de ses pairs, mais à celle de la Nation et de la postérité »[460]. Le récit du 2e C.A.I. est également envahi par un grand nombre d'études, d'articles et d'ouvrages. Le récit des événements de l'Ardre et du Chemin des Dames se divisa alors en deux courants, qui traversèrent toutes les années 1920 et 1930 : le courant « technique » et le courant mémoriel. Le premier est particulièrement riche, avec des textes généralement écrits par des officiers du *Regio Esercito* ou des vétérans du 2e C.A.I. lui-même, qui décrivent minutieusement les faits militaires, en citant des données techniques et des documents d'archives. Deux des textes les plus importants furent rédigés par le général Mario Caracciolo, *Le truppe Italiane in Francia : il II° Corpo d'Armata, le TAIF*[461] et *Bligny, Ardre e Chemin des Dames*[462] ». Ils servent encore de base à de nombreuses études et essais ultérieurs sur le 2e C.A.I., en particulier par Sapori et Baroni. Bien qu'il ne s'agisse pas de textes particulièrement intéressants, dans la mesure où ils constituent uniquement des comptes rendus objectifs des affrontements, il est intéressant de voir la quantité de textes

[460] BEAUPRÉ Nicolas, « De quoi la littérature de guerre est-elle la source? Témoignages et fictions de la Grande Guerre sous le regard de l'historien », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011 / 4 (n° 112), p. 41-55, p. 50

[461] CARACCIOLO Mario, *Le truppe Italiane in Francia : il II° Corpo d'Armata, le TAIF*, Milan, Mondadori, 1929, 272 p.

[462] CARACCIOLO Mario, *Bligny, Ardre e Chemin des Dames*, Rome, Libreria del Littorio, 1928, 142 p.

écrits, surtout vers la fin des années 1920, dont beaucoup sont également rédigés par des officiers vétérans. Citons le cas du général Vittorio Emanuele Pittalunga, commandant de la 3e D.I. et auteur de *In Italia, in Francia e a Fiume*[463], mais aussi celui de Guglielmo Cartia, commandant de la brigade de Brescia, publié en 1930[464]. D'ailleurs, le titanesque ouvrage consistant dans la narration des événements du 2e C.A.I., ainsi que des autres participations officielles du *Regio Esercito* en France entre 1917 et 1918, réalisé par l'USSME, fut précisément initié dans cette période d'avant-guerre, en sollicitant également l'aide du SHD français lui-même. D'ailleurs, le travail titanesque de narration des événements du 2e C.A.I., ainsi que des autres participations officielles du *Regio Esercito* en France entre 1917 et 1918, réalisé par l'USSME[465], a été commencé dès cette période d'avant-guerre, demandant même au SHD français lui-même de l'aider à réaliser l'ouvrage dès 1938[466]. En fait, il ne fut publié par l'Etat-Major général de la nouvelle Armée Italienne républicaine qu'en 1951, en raison à la fois du conflit et surtout de l'énorme quantité de travail effectué.

Le deuxième volet, celui des mémoires, compte plus de protagonistes et de types différents, des intellectuels comme Malaparte aux simples soldats, comme Angelo Berenzi, fréquemment cité dans les trois premiers chapitres.

Malgré des différences évidentes entre ces deux courants, ceux-ci ont cependant des points communs dans la construction de la narration des événements du 2e C.A.I., qui s'est ensuite inscrite dans la mémoire de l'unité elle-même. Un exemple est la prise en compte, notamment par les vétérans, de l'oubli de cette expérience par l'opinion publique des deux pays. Berenzi lui-même le souligne dans la conclusion de son texte, et Malaparte, dans son article du 14 juillet 1929, écrit : « Dell'eroico sacrificio dei nostri fanti in quelle sanguinose giornate, gli italiani sanno ben poco: sanno, è tutto dire, assai meno dei francesi »[467].

---

463 PITTALUNGA Vittorio Emanuele, *In Italia, in Francia e a Fiume*, Milan, Unitas, 1926, 240 p.

464 CARTIA Guglielmo, *Da Adua alla Mosa. Le truppe italiane in Francia durante la prima guerra mondiale*, Catanie, Spapinato e Sgroi, 1930, 196 p.

465 CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione)*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, *op. cit*.

466 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 303, fascicolo 4, lettre de l'attaché militaire italien à Paris au chef du Service Historique de l'Armée, n°33, 07/01/1939

467 « Du sacrifice héroïque de nos fantassins en ces jours sanglants, les Italiens savent peu de choses : ils en savent, il est juste de le dire, beaucoup moins que les Français », traduction de l'italien par l'auteur

Considérer que le 2e C.A.I. a été complètement oublié par les institutions et les sociétés des deux pays est un mythe qui a survécu jusqu'à nos jours, rappelé même dans des études récentes comme celle de Baroni. A ce mythe s'ajoute celui du rôle fondamental du 2e C.A.I. pendant le « Friedensturm », qui surgit dès les mois qui suivent la fin de la bataille de l'Ardre, à tel point que le journaliste américain Walter Littlefield écrit un article pour le *New York Times*, soulignant en titre « comment un corps d'armée italien a sauvé Reims et une armée française », démontrant ainsi que le mythe ne s'est répandu que dans les mois qui ont suivi le conflit[468]. Un mythe encore vivace, comme en témoigne la phrase de Baroni dans l'introduction de son ouvrage[469] : « La Grande Guerra si sarebbe conclusa con la vittoria dell'Impero germanico se a Bligny i soldati del II corpo d'armata non avessero stroncato la poderosa offensiva scatenata dal generale Ludendorff nel luglio 1918 »[470].

La littérature des années 1920 et 1930 a laissé de nombreuses cicatrices dans la mémoire du 2e C.A.I., qu'il est encore difficile d'effacer ou de remodeler dans le peu d'historiographie scientifique disponible aujourd'hui : de la prise en compte exagérée du 2e C.A.I. dans l'échiquier de juillet 1918 au mythe de l'abandon total de la mémoire des 30 000 hommes d'Albricci. Mais, outre la mémoire littéraire, un champ d'étude non négligeable est également la mémoire au quotidien du 2e C.A.I. et de ses hommes en Italie et en France, dont certaines traces ont encore survécu à la Seconde Guerre mondiale.

c) L'héritage des Italiens de Bligny entre France et Italie

Dans l'entre-deux-guerres, la mémoire du 2e C.A.I. s'enracine également non seulement dans la littérature et les monuments, mais aussi dans la vie quotidienne, avec

---

[468] New York Times, « AN UNKNOWN DECISIVE BATTLE OF THE WAR; How an Italian Army Corps Saved Rheims and a French Army and Made Possible the Great Foch Counter Offensive --The Action From Official Report The Battle of the Ardre », 16/07/1922

[469] BARONI Pietro, *Gli eroi di Bligny : 1918, l'epopea delle truppe italiane sul fronte occidentale*, Milan, Greco&Greco, 2012, 330 p., p. 12

[470] « La Grande Guerre se serait terminée par la victoire de l'Empire allemand si les soldats du 2e corps d'armée n'avaient pas écrasé la puissante offensive déclenchée par le général Ludendorff en juillet 1918 à Bligny », traduction de l'italien par l'auteur

diverses actions entre l'Italie et la France qui permettent de transmettre le souvenir des combattants des deux divisions.

Le souvenir du 2e C.A.I. reste largement présent dans les sociétés française et italienne dans les années qui suivent 1918 et l'une des manifestations plus vivantes se trouve dans l'accueil réservé au général Alberico Albricci lui-même. En effet, à chaque événement ou manifestation auquel le général lombard participa, son accueil fut toujours grandiose, tant de la part de la presse que de la population des deux pays. Il suffit d'observer sa proximité avec la municipalité d'Epernay, qui non seulement lui accorda la citoyenneté d'honneur[471], mais l'accueillit toujours avec des cérémonies, même des années après la bataille de l'Ardre. Lors de la visite d'Albricci en France, proche de la retraite, pour assister aux funérailles du général français Joseph Joffre en 1931, il fut accueilli à la fois par le ministre de la Guerre Louis Barthou[472], mais aussi par le maire d'Epernay lui-même, lors d'une visite au cimetière de Bligny. L'attachement franco-italien au général italien se manifesta notamment lorsque, à sa mort en 1936, une proposition émanant d'associations italiennes et françaises d'anciens combattants tenta de dédier une avenue de Paris à Albricci en 1937, avec le soutien de Louis Madelin lui-même, déclarant que « la ville de Paris s'honorerait de voir inscrit en lettres d'or (...) le nom du vaillant général qui collabora à la défense du sol français »[473].

Bien que le projet soit resté inachevé, un certain nombre de rues et de places ont été dédiées au général Albricci : la seule en France, l'Allée Général Albérico Albricci, est située à Epernay, témoignage ulterieure de l'attachement de la citoyenneté au commandant de la 2e C.A.I. En Italie, en 2024, dix villes compteront une *Via* (Rue) Generale AlbericoAlbricci ou *Via* Alberico Albricci parmi leurs rues : Salice Salentino (province de Lecce), Messagne (province de Brindisi), Vicenza, Bergame, Gallarate (région metropolitane de Milan), Rome, Palerme, Milan, Vilminiore di Scalve et Sarnico (les deux dans la province de Bergame). De nombreuses rues et places italiennes ont également été dédiées au 2ème C.A.I. : au juin 2024,

---

471 SAPORI Julie, *op. cit*., p. 67

472 Le Figaro, « le général Albricci chez M. Barthou », 07/01/1931, p. 2

473 A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 217, fascicolo 4, extrait de la revue *Front Latin*, p. 9-11, «Le nom glorieux du vainqueur de BLIGNY, du défenseur d'EPERNAY, et du sauveur de ROCROI sera-t-il donné à une rue de Paris? », 10/08/1937

dix-sept villes ont une *Via* Bligny dans leur plan d'urbanisme[474], auxquelles il faut ajouter quatre communes ayant un *Viale* (Boulevard) Bligny[475], pour finir avec Rome et sa *Piazza* (Place) Bligny et Gênes, ayant le *Piazzale* (Esplanade) Bligny.

Malgré ces actions, la mémoire des morts de Bligny reste encore faible dans la société italienne. Bien qu'à certains égards beaucoup plus analysée et mémorisée que l'intervention française en Italie en 1917[476]. Elle fut plus importante en termes quantitatifs, les événements du Regio Esercito sur le front occidental restent méconnus et oubliés, dont le souvenir est perpétué grâce à l'action des associations d'anciens combattants italiens et de quelques chercheurs, généralement liés à Malaparte.

---

[474] Ces villes sont Reggio Calabria, Castellana Grotte (province de Brindisi), Santa Marinella (région metropolitane de Rome), Terni, Ventimiglia (province de Imperia), Padova, Magenta (région metropolitane de Milan), Prato, Casale Monferrato (province de Alessandria), Torino, Brescia, Cagliari, Reggio Emilia, Alberobello (région metropolitane de Bari), Palermo, Sant'Angelo Lodigiano (province de Lodi), Collegno (région metropolitane de Turin)

[475] Ces villes sont Turin, Mantoue, Milan et Pavia

[476] Un exemple est la toponymie dédiée aux événements du F.F.I. sur le front italien : les rues ou places dédiées aux divisions de l'armée française sont inexistantes et celles dédiées au général chef de l'expédition, Jean Cesar Graziani, ne sont qu'une rue à L'Ile Rousse, en Corse (ville natale du commandant) et un boulevard à Bastia.

Conclusion

Le 2e C.A.I. est une expérimentation militaire et sociale surprenante pour son époque : pour la première fois, depuis la naissance du Royaume d'Italie en 1861, des unités de soldats du *Regio Esercito* combattent à côté de leurs alliés sur le champ. Dans ce cas, c'est à côté des Français, Américains et Anglais, sur le front plus important de la Grande Guerre. En collaborant avec les autres armées de l'Entente, les Italiens ont pu montrer au monde entier la capacité militaire du *Regio Esercito* et du système-Pays italien, encore endommagé par les défaites subies en 1917 mais capable d'affronter une tâche si difficile et compliqué, à plus de 800 kilomètres. À côté de ces aspects purement décisionnels et militaires, il est extrêmement interessant voir comment cette énorme masse de troupes, stationnée dans un pays qui se nourrissait des doutes sur le peuple italien, en raison des stéréotypes en circulation, à réussit à vaincre les préjugés et à créer une liaison de fraternité et camaraderie avec les homologues alliés.

Les événements du 2e C.A.I. sur le front occidental ne s'arrêtent pas au 11 novembre 1918 : après l'armistice, les forces du général Albricci stationnaient en Belgique, à proximité de Namur, avec action de patrouille et police, ce qui a été l'objet d'un grand étude par Simon Duthoit[477], grâce à une étude qui compare les documents provenant d'archives italiennes, françaises et belges, et les documents privés des citoyens belges et des soldats italiens. La permanence en territoire belge dure jusqu'au 8 mars 1918, avec le départ du dernier convoi ferroviaire vers l'Italie et la fin de la permanence de combattants italiens en France et Belgique.

Même après la guerre, le 2e C.A.I. est resté un événement incroyable pour l'époque et différent des normes italiennes, avec la construction des deux cimetières militaires de Bligny et de Soupir. Malgré cela, la mémoire de cette expérience a fait l'objet de revisitations et d'appropriations par de nombreux acteurs, du régime fasciste lui-même aux lettrés, tant l'événement était hors du commun et important pour l'époque. Le gouvernement de Mussolini

---

[477] Simon DUTHOIT, *Le cantonnement du IIe Corps d'Armée italien sur le territoire belge entre novembre 1918 et mars 1919 : les étapes préliminaires à l'arrivée italienne, les mouvements, la cohabitation avec la population belge, les conséquences de cette présence et sa mémoire*, mémoire de master en Histoire à finalité comunicationnelle, Université catholique de Louvain, 2017, 153 p.

fut le plus engagé, atteignant le sommet de ce processus de juxtaposition de la mort de Bligny et Soupir avec les actions du régime en Éthiopie. En effet dans le discours du 2 octobre 1935 que, suite aux actions diplomatiques françaises et de la Société des Nations contre le Royaume d'Italie après la déclaration de guerre italienne au royaume d'Ailé Selasie, Mussolini prononça : « Sino a prova contraria, mi rifiuto di credere che l'autentico e generoso popolo di Francia possa aderire a sanzioni contro l'Italia. I seimila morti di Bligny, caduti in un eroico assalto, che strappò un riconoscimento di ammirazione allo stesso comandante nemico, trasalirebbero sotto la terra che li ricopre »[478] [479].

Par contre, l'historiographie moderne ne s'est intéressée au 2e C.A.I. que avec un égard extrêmement superficiel, avec des études synthétiques (voir les travaux de Sapori et Ferrara) et à la fois sans approfondir suffisamment certains aspects au de la des questions militaires ou diplomatiques. Les aspects qui impactent la vie quotidienne des soldats, comme l'alimentation ou les problèmes liés aux différences avec le front italien et les actions liées a la mémoire du 2e C.A.I., ne sont pas analysés qu'en quelques lignes dans les études précédemment citées, ce qui entraînera de grandes lacunes dans l'exposé actuel de cette unité militaire. De plus, la dispersion des documents entre la France et l'Italie, sans un catalogue précis, ralentit tout travail sur le sujet. Ce n'est qu'au début des années 2020, grâce aux nombreuses contributions de Pierre Louis Buzzi notamment, que certains aspects sont de plus en plus analysés concernant le monde des Italiens en France et leur lien avec la mémoire du conflit, donc nécessairement aussi avec la 2e C.A.I.

L'analyse du 2e C.A.I. et de son héritage entre 1919 et 1939 a fait apparaître de nombreuses lacunes dans l'historiographie sur de nombreux sujets : il suffit de dire qu'une étude approfondie et étendue des relations entre le réseau des institutions diplomatiques

---

[478] Discours de Benito Mussolini du 2 octobre 1935, publié sur le site de la Région Emilia-Romagna, https://assemblea.emr.it/cittadinanza/per-approfondire/formazione-pdc/viaggio-visivo/lideologia-nazista-e-il-razzismo-fascista/il-razzismo-fascista/la-guerra-detiopia/approfondimenti/mussolini-annuncia-linizio-delle-guerra-detiopia#:~:text=Con%20l'Etiopia%20abbiamo%20pazientato,a%20sanzioni%20contro%20l'Italia (visitée le 23/09/2023)

[479] « Jusqu'à preuve du contraire, je refuse de croire que le peuple authentique et généreux de France puisse adhérer à des sanctions contre l'Italie. Les six mille morts de Bligny, tombés dans un assaut héroïque qui a arraché une reconnaissance admirative au commandant ennemi lui-même, grimaceraient sous la terre qui les recouvre », traduction de l'italien par l'auteur

italiennes et la communauté italienne en France, la plus nombreuse dans la première moitié du 20e siècle, reste absente, et que seuls quelques ouvrages récents permettent une analyse de la situation dans certaines régions et à des époques particulières[480].

La recherche scientifique et d'archive sur le 2e C.A.I. ne peut être considérée comme complète : de nombreuses archives n'ont pas été consultées, notamment celles du Département de la Marne (région où le 2e C.A.I. a stationné le plus longtemps pendant le conflit) ou du « Archivio Centrale di Stato » à Rome et le fonds du *Commissariato Generale Onoranze Caduti in Guerra* (l'homologue italien de la Commonwealth War Graves Commission), où il serait possible d'approfondir les aspects décisionnels et administratifs des deux cimetières de Bligny et de Soupir. Pour cela, une analyse économique des dépenses est encore nécessaire, car il existe de nombreux documents dans l'A.S.D. relatifs aux paiements pour la construction et la gestion des deux cimetières de guerre italiens, ainsi que pour les cérémonies et le *Parco delle Rimembranze*. L'étude de la presse italienne n'a pas non plus fait l'objet d'une attention particulière, car la plupart des archives numériques des journaux de presse de la Péninsule ne sont pas disponibles ou sont payantes (comme pour Il Corriere della Sera, le journal italien le plus influent du début du 20e siècle). A cela s'ajoute la possibilité d'étudier la perception du 2e C.A.I. et de ses actions sur le peuple allemand, tant en ce qui concerne les événements du « Friedensturm » que le souvenir de la présence de la brigade « Alpi » dans les territoires de la toute nouvelle République de Weimar en 1919.

De plus, l'étude du 2e C.A.I. peut être le point de départ pour analyser non seulement les actions de cette unité, mais aussi celles des F.F.I. qui, comme analysé plus haut, étaient économiquement liées au C.A.I., pour analyser comment l'Entente et l'Italie s'organisaient pour gérer les troupes de leurs alliés sur leur propre territoire ; à partir de là, il serait possible d'analyser l'influence mutuelle dans l'organisation des armées, des tactiques et enfin des armements et le développement de nouvelles armes dans les années d'après-guerre à partir de l'expérience murée dans les tranchées. Avec elle, l'étude comparative des mémoires des combattants anglo-français en Italie et des Italiens sur le front occidental permettrait aussi de

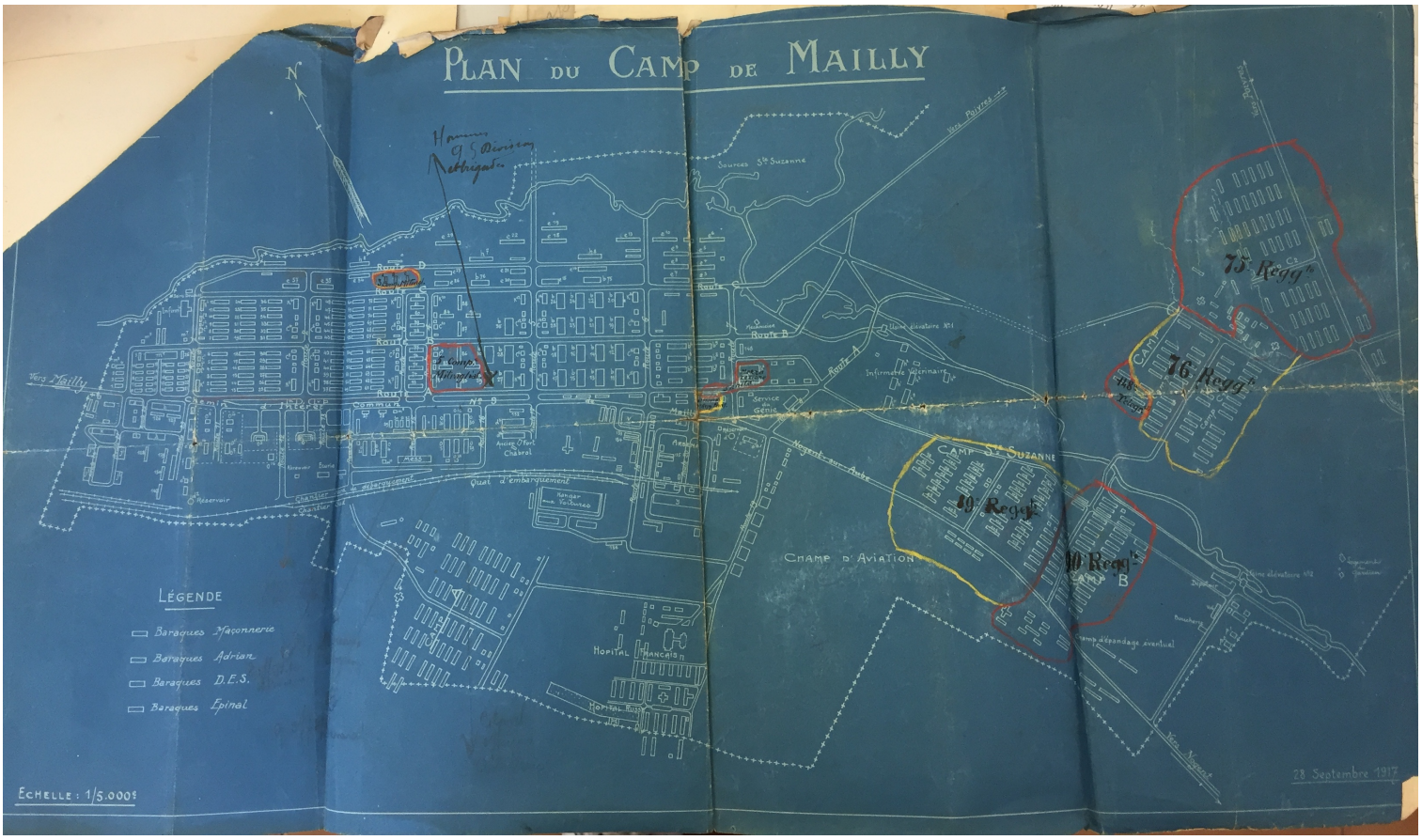
---

[480] Pour voir la naissance du consulat de Toulouse sous l'action du régime, voir BATAILLÉ Olivier. « La création d'un consulat d'Italie à Toulouse le fascisme italien dans le sud-ouest de la France » dans *La France et l'Italie*, édité par Jean Bastier, Toulouse, Presses de l'Université Toulouse Capitole, 2001, p. 225-277. De plus, des études sur l'action des consulats italiens en France pendant le premier conflit mondial est en cours par Pierre Louis Buzzi (https://efrome.hypotheses.org/6116)

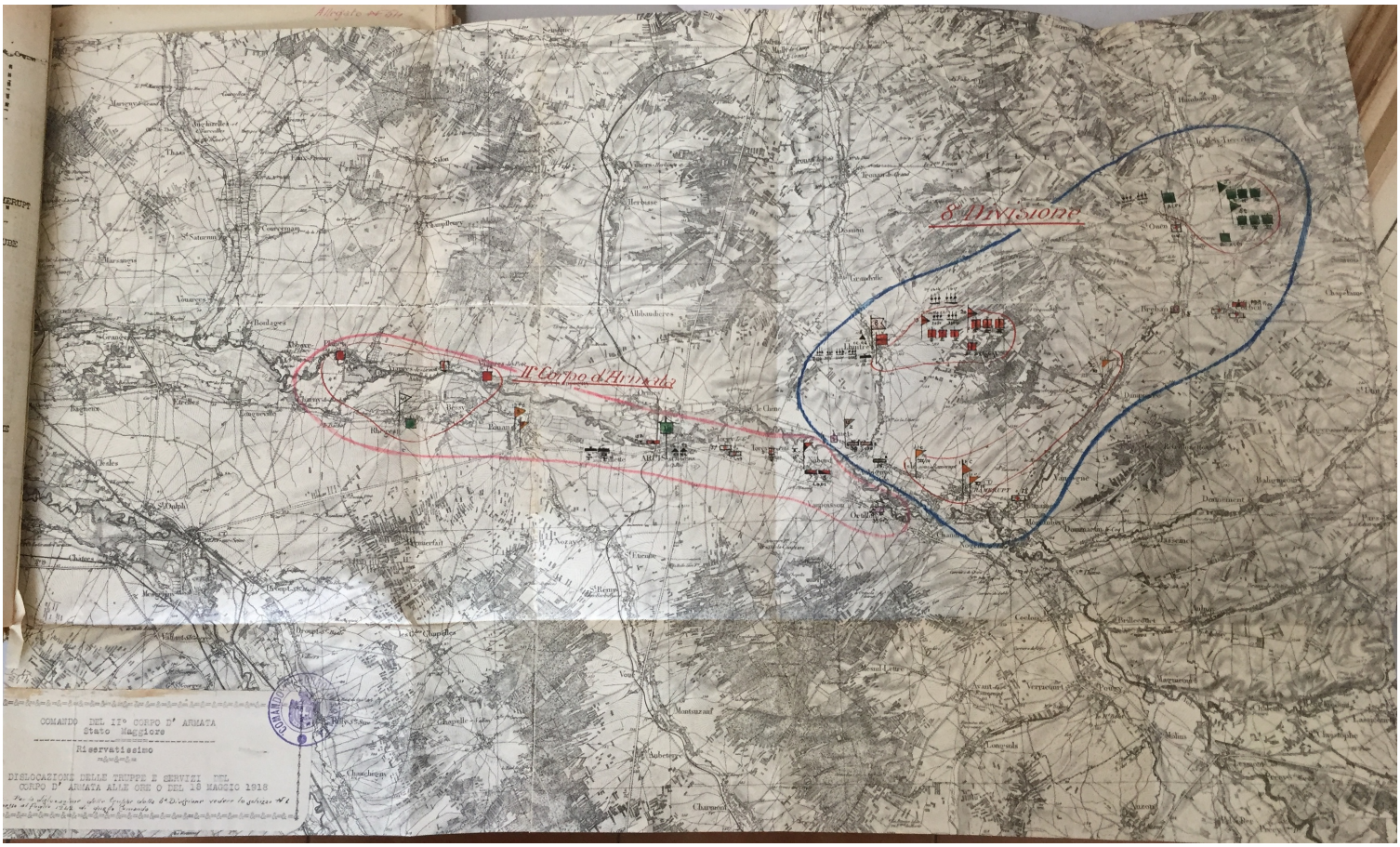
voir les différences qu'ils ont connues par rapport à leurs collègues sur les autres fronts, comme les difficultés vécues ou le rapport avec la population locale. Mais aussi comment la mémoire de ces théâtres, petits mais intéressants, s'est développée dans leurs pays respectifs. Grâce à ces nouvelles perspectives, le champ historiographique de la collaboration entre l'Italie et ses alliés pendant la Première Guerre mondiale pourrait s’élargir, avec de nouvelles perspectives dans les études militaires, mais aussi sociales et économiques.

Liste des annexes

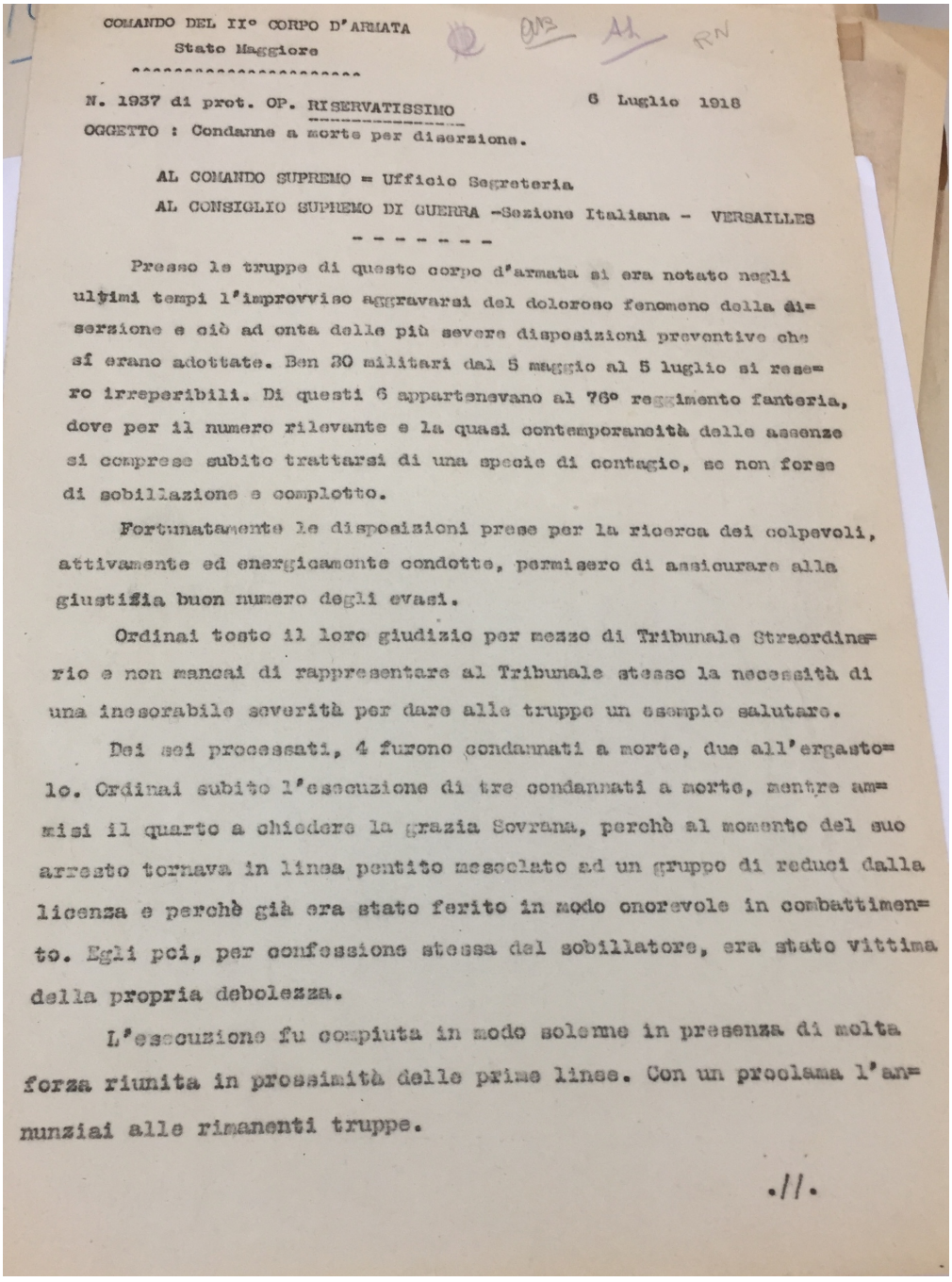
1. AUSSME, Fondo E8, dossier 6, sous-dossier 9, emplacement des unités italiennes au camp de Mailly-le-Camp, entre avril et mai 1918



2. AUSSME, 111/S 12 B-5C, dislocation des troupes et des services du 2e C.A.I. à minuit le 18 mai 1918



3. AUSSME, dossier 6, sous-dossier 3, lettre du général Albricci à la section italienne du Conseil Supérieur de Guerre de Versailles et au Comando Supremo sur la question des désertions à l'intérieur de l'unité, 06/07/1918



COMANDO DEL IIº CORPO D'ARMATA
Stato Maggiore

N. 1937 di prot. OP. RISERVATISSIMO — 6 Luglio 1918
OGGETTO : Condanne a morte per diserzione.

AL COMANDO SUPREMO = Ufficio Segreteria
AL CONSIGLIO SUPREMO DI GUERRA -Sezione Italiana - VERSAILLES

Presso le truppe di questo corpo d'armata si era notato negli ultimi tempi l'improvviso aggravarsi del doloroso fenomeno della diserzione e ciò ad onta delle più severe disposizioni preventive che si erano adottate. Ben 30 militari dal 5 maggio al 5 luglio si resero irreperibili. Di questi 6 appartenevano al 76º reggimento fanteria, dove per il numero rilevante e la quasi contemporaneità delle assenze si compresse subito trattarsi di una specie di contagio, se non forse di sobillazione e complotto.

Fortunatamente le disposizioni prese per la ricerca dei colpevoli, attivamente ed energicamente condotte, permisero di assicurare alla giustizia buon numero degli evasi.

Ordinai tosto il loro giudizio per mezzo di Tribunale Straordinario e non mancai di rappresentare al Tribunale stesso la necessità di una inesorabile severità per dare alle truppe un esempio salutare.

Dei sei processati, 4 furono condannati a morte, due all'ergastolo. Ordinai subito l'esecuzione di tre condannati a morte, mentre ammisi il quarto a chiedere la grazia Sovrana, perchè al momento del suo arresto tornava in linea pentito mescolato ad un gruppo di reduci dalla licenza e perchè già era stato ferito in modo onorevole in combattimento. Egli poi, per confessione stessa del sobillatore, era stato vittima della propria debolezza.

L'esecuzione fu compiuta in modo solenne in presenza di molta forza riunita in prossimità delle prime linee. Con un proclama l'annunziai alle rimanenti truppe.

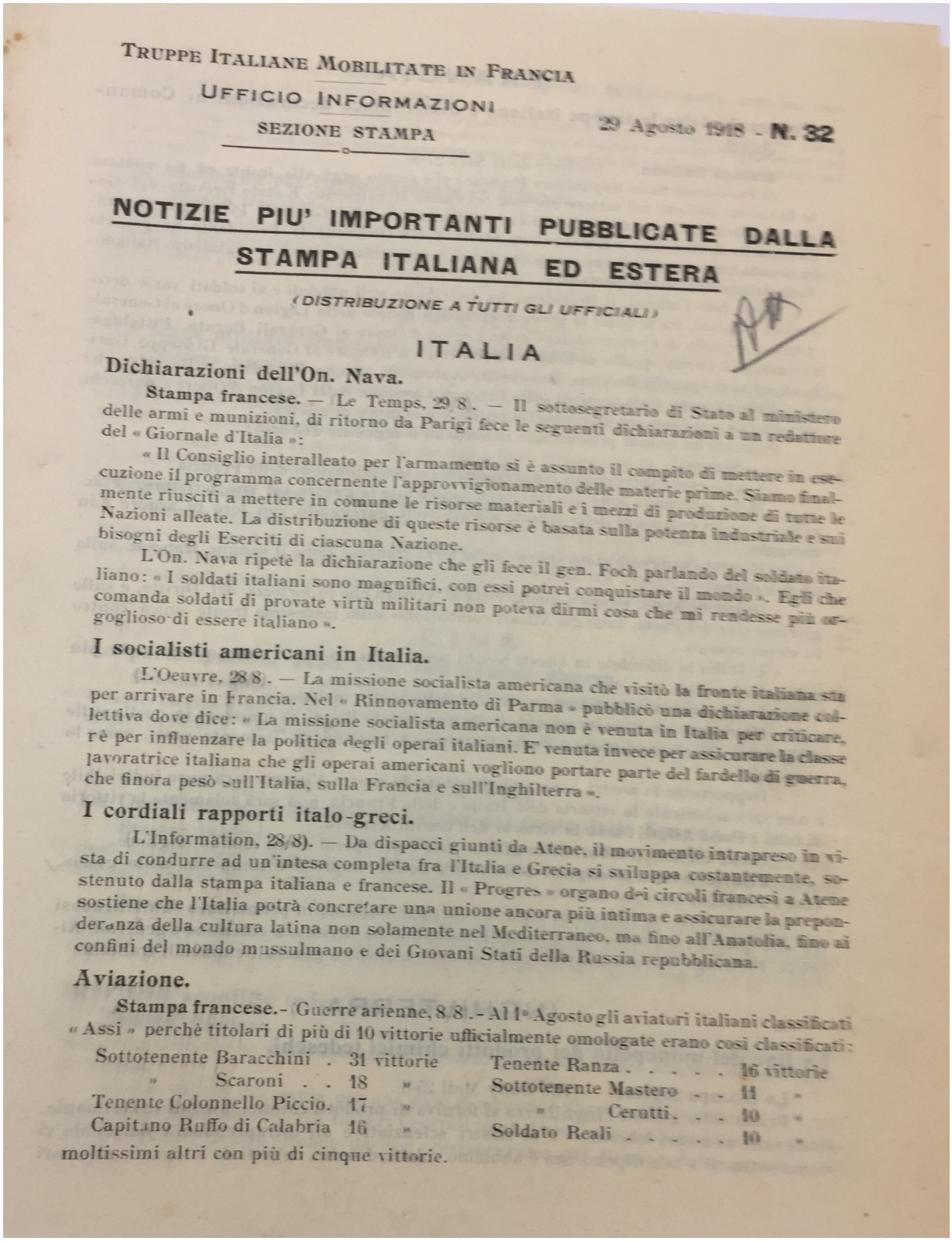
.//.

Se, da confidenti o dalle dichiarazioni ufficiali dei comandi, che il pronto e severo esempio è stato giudicato dallo stesso gruppo come giusto e che esso ha agito in modo salutare.

Collo stesso inflessibile sistema si continuerà ad opporsi a questa deplorevole piaga se casi consimili avessero a verificarsi.

IL TENENTE GENERALE
Comandante del Corpo d' Armata

4. AUSSME, dossier 6, sous-dossier 1, brochure « *Notizie più importanti pubblicate dalla stampa italiana ed estera* », n° 32, 29/08/1918



TRUPPE ITALIANE MOBILITATE IN FRANCIA

UFFICIO INFORMAZIONI

SEZIONE STAMPA

29 Agosto 1918 - N. 32

NOTIZIE PIU' IMPORTANTI PUBBLICATE DALLA STAMPA ITALIANA ED ESTERA

(DISTRIBUZIONE A TUTTI GLI UFFICIALI)

ITALIA

Dichiarazioni dell'On. Nava.

Stampa francese. — Le Temps, 29/8). — Il sottosegretario di Stato al ministero delle armi e munizioni, di ritorno da Parigi fece le seguenti dichiarazioni a un redattore del « Giornale d'Italia »:

« Il Consiglio interalleato per l'armamento si è assunto il compito di mettere in esecuzione il programma concernente l'approvvigionamento delle materie prime. Siamo finalmente riusciti a mettere in comune le risorse materiali e i mezzi di produzione di tutte le Nazioni alleate. La distribuzione di queste risorse è basata sulla potenza industriale e sui bisogni degli Eserciti di ciascuna Nazione.

L'On. Nava ripetè la dichiarazione che gli fece il gen. Foch parlando del soldato italiano: « I soldati italiani sono magnifici, con essi potrei conquistare il mondo ». Egli che comanda soldati di provate virtù militari non poteva dirmi cosa che mi rendesse più orgoglioso di essere italiano ».

I socialisti americani in Italia.

(L'Oeuvre, 28/8). — La missione socialista americana che visitò la fronte italiana sta per arrivare in Francia. Nel « Rinnovamento di Parma » pubblicò una dichiarazione collettiva dove dice: « La missione socialista americana non è venuta in Italia per criticare, nè per influenzare la politica degli operai italiani. E' venuta invece per assicurare la classe lavoratrice italiana che gli operai americani vogliono portare parte del fardello di guerra, che finora pesò sull'Italia, sulla Francia e sull'Inghilterra ».

I cordiali rapporti italo-greci.

(L'Information, 28/8). — Da dispacci giunti da Atene, il movimento intrapreso in vista di condurre ad un'intesa completa fra l'Italia e Grecia si sviluppa costantemente, sostenuto dalla stampa italiana e francese. Il « Progres » organo dei circoli francesi a Atene sostiene che l'Italia potrà concretare una unione ancora più intima e assicurare la preponderanza della cultura latina non solamente nel Mediterraneo, ma fino all'Anatolia, fino ai confini del mondo mussulmano e dei Giovani Stati della Russia repubblicana.

Aviazione.

Stampa francese. - Guerre arienne, 8/8). - Al 1° Agosto gli aviatori italiani classificati « Assi » perchè titolari di più di 10 vittorie ufficialmente omologate erano così classificati:

Sottotenente Baracchini	31 vittorie	Tenente Ranza	16 vittorie
» Scaroni	18 »	Sottotenente Mastero	11 »
Tenente Colonnello Piccio	17 »	» Cerutti	10 »
Capitano Ruffo di Calabria	16 »	Soldato Reali	10 »

moltissimi altri con più di cinque vittorie.

FRANCIA

Poincarè visita le truppe italiane e distribuisce decorazioni ai Comandanti.

Stampa italiana. — (Corriere della Sera 27/8).

Il Presidente della Repubblica Poincarè si è recato oggi alla fronte ed ha visitato le Divisioni italiane nel settore che esse occupano attualmente. È stato ricevuto dal Generale Albricci, Comandante del II Corpo d'Armata e dai Generali Pittaluga Comandante della 3. Divisione e Beruto Comandante dell'8 Divisione. Il Presidente ha passato in rivista un corpo di truppe composto di una compagnia di ciascun reggimento italiano. Tutte le bandiere erano presenti.

Dopo dato l'attenti, il Presidente ha distribuito agli ufficiali e ai soldati varie decorazioni francesi, fra le quali la Croce di Grande Ufficiale della Legion d'Onore al Generale Albricci e quella di Commendatore della Legion d'Onore ai Generali Beruto, Pittaluga, Girimaggi e Cartia, quella di Ufficiale della Legion d'Onore al Generale Giuseppe Garibaldi ed ai Colonnelli Berrino, Ronchetti, Antonielli, Leone, Giordano e Bassi. Anche altri Ufficiali sono stati decorati colla Croce di Cavaliere della Legion d'Onore e parecchi sottufficiali e soldati con la medaglia militare e la croce di guerra.

Poincarè ha quindi pronunciato in italiano il seguente discorso:

« Signori,

« Voglio esprimervi oggi i ringraziamenti e le felicitazioni della Francia.

« Molte settimane sono già trascorse dacchè fate la guerra sul suo territorio, e accanto ai vostri compagni delle armate alleate avete gareggiato con loro in ardore e in coraggio.

« Il vostro sangue è stato sparso sulla terra francese come il sangue francese sulla terra italiana.

« In queste selve, vicino a quella città di Verdun che fu fortezza del Diritto, e sulle gloriose rive del Piave, tutti gli Alleati combattono sulla medesima fronte unica contro lo stesso nemico.

« L' Italia la difendete in questi boschi più freschi dei vostri sotto questo cielo più pallido del vostro.

« La Francia la difendiamo sui fianchi delle vostre montagne.

« Mi ricordo che l'estate passata il vostro augusto Re mi ha mostrato in quella valle dell' Isonzo che riconquisterete, i soldati italiani e francesi strettamente uniti, come lo sono qui.

« Dappertutto la nostra sorte è indivisibile, la nostra Vittoria sarà pure indivisibile e non sarà solamente la vittoria dell' Italia e della Francia, non sarà solamente la vittoria di tutti i Paesi Alleati: sarà la vittoria dell'umanità intera.

« Siate, Signori, i fabbri della giusta pace e gli operai di un mondo migliore.

« Pieni di fiducia proseguite nella vostra nobile impresa e compitela nella gloria.

Viva l' Italia! ».

Il Presidente ha visitato in seguito le truppe italiane, in prima linea trattenendosi tra esse qualche ora nelle loro trincee. Ritornando ha invitato a colazione i generali Albricci, Pittaluga, Beruto e diversi altri ufficiali assieme a generali e ufficiali francesi.

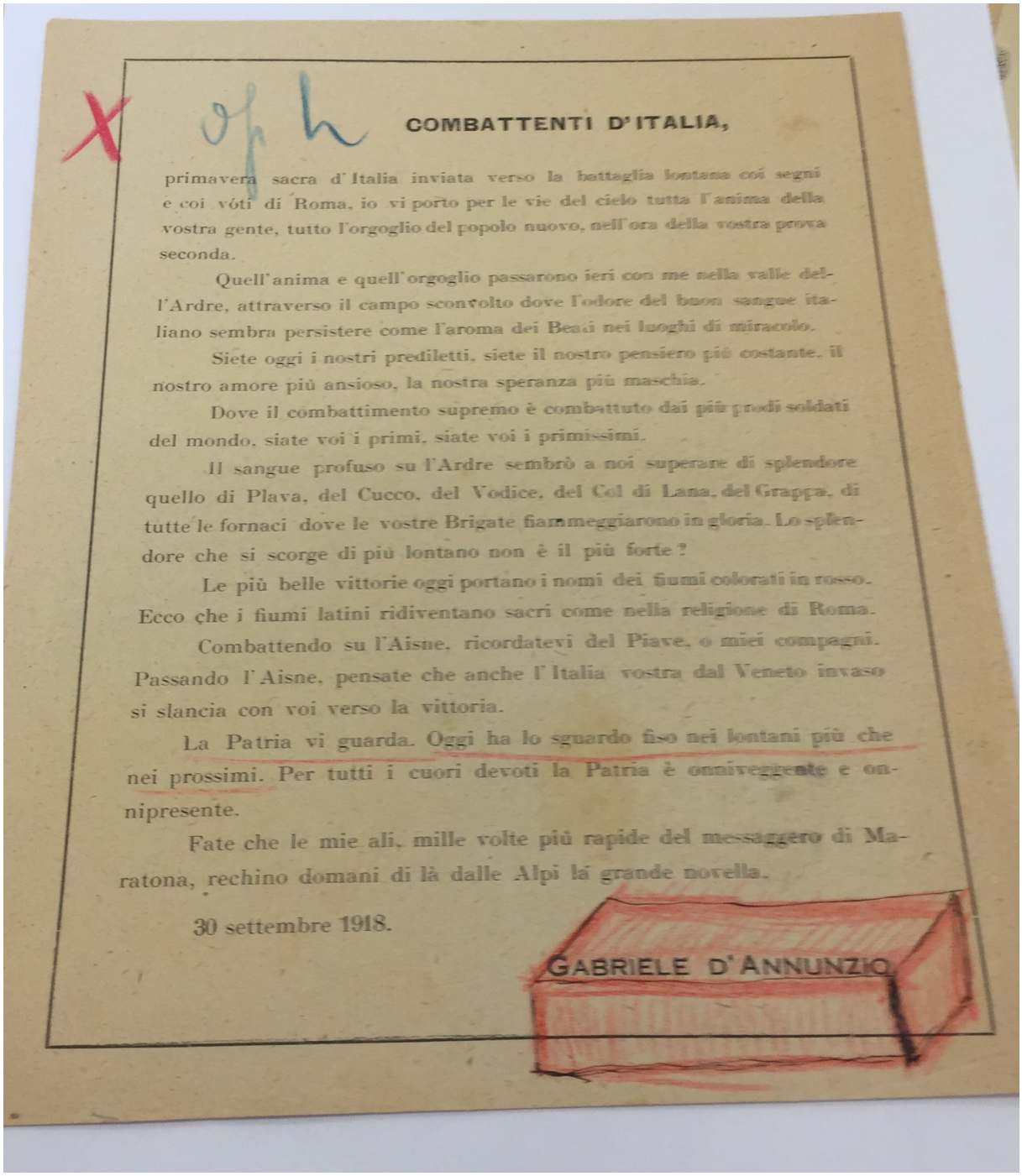
INGHILTERRA

La fine del monopolio dei prodotti chimici tedeschi.

La Stampa inglese. — (The Daily Mail 25/8).

Prima della guerra l'Inghilterra si forniva di prodotti chimici lavorati in Germania. Ora grazie ai nostri laboratori e ai nostri scienziati e all' intraprendenza nazionale ci siamo sottratti a tale dipendenza e abbiamo colori, droghe, oggetti da fotografia migliori

5. AUSSME, Fondo E8, raccoglitore 6, dossier 5, discours de Gabriele D'Annunzio transmis aux soldats italiens, 30/09/1918



COMBATTENTI D'ITALIA,

primavera sacra d'Italia inviata verso la battaglia lontana coi segni e coi vóti di Roma, io vi porto per le vie del cielo tutta l'anima della vostra gente, tutto l'orgoglio del popolo nuovo, nell'ora della vostra prova seconda.

Quell'anima e quell'orgoglio passarono ieri con me nella valle dell'Ardre, attraverso il campo sconvolto dove l'odore del buon sangue italiano sembra persistere come l'aroma dei Beati nei luoghi di miracolo.

Siete oggi i nostri prediletti, siete il nostro pensiero più costante, il nostro amore più ansioso, la nostra speranza più maschia.

Dove il combattimento supremo è combattuto dai più prodi soldati del mondo, siate voi i primi, siate voi i primissimi.

Il sangue profuso su l'Ardre sembrò a noi superare di splendore quello di Plava, del Cucco, del Vodice, del Col di Lana, del Grappa, di tutte le fornaci dove le vostre Brigate fiammeggiarono in gloria. Lo splendore che si scorge di più lontano non è il più forte?

Le più belle vittorie oggi portano i nomi dei fiumi colorati in rosso. Ecco che i fiumi latini ridiventano sacri come nella religione di Roma.

Combattendo su l'Aisne, ricordatevi del Piave, o miei compagni. Passando l'Aisne, pensate che anche l'Italia vostra dal Veneto invaso si slancia con voi verso la vittoria.

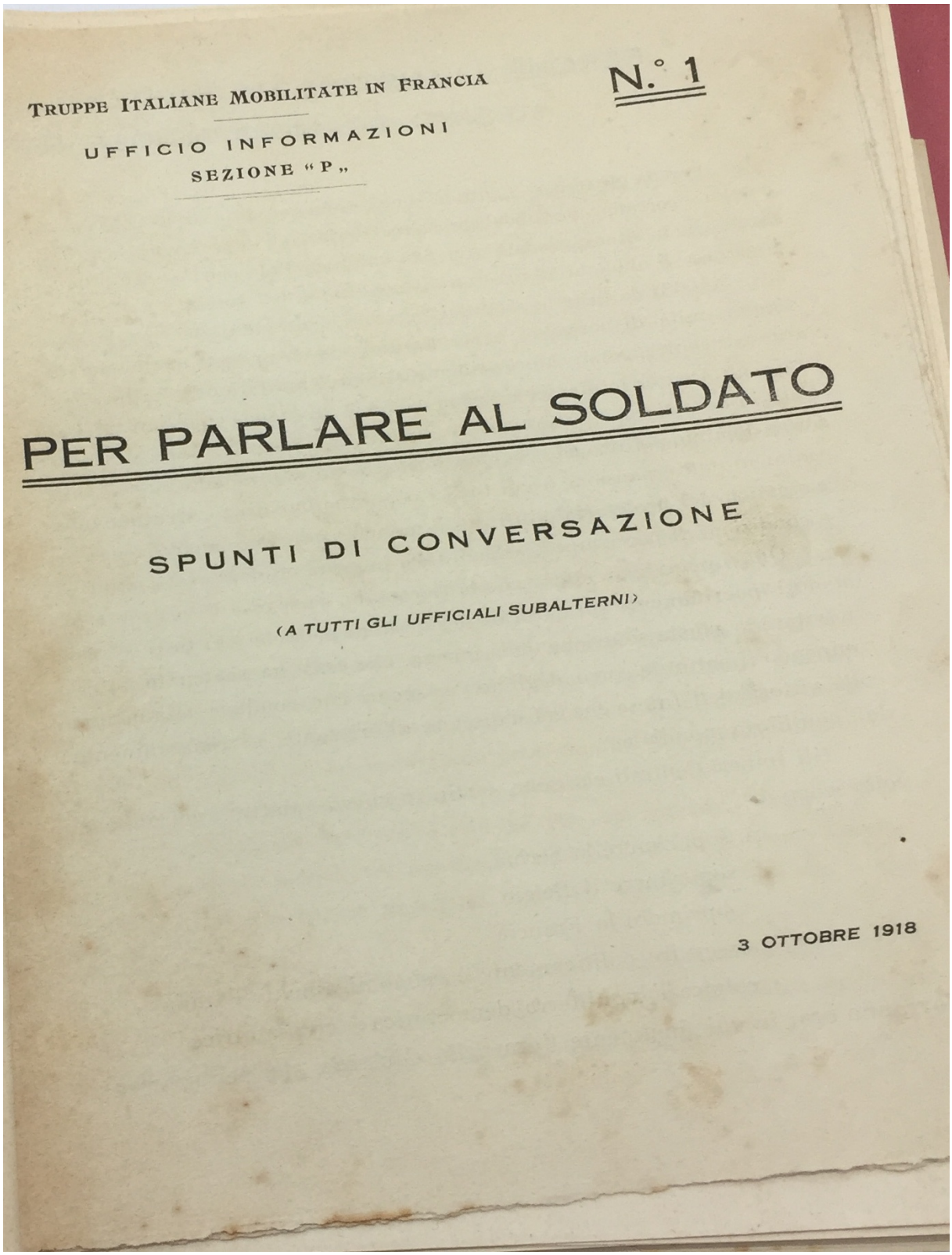
La Patria vi guarda. Oggi ha lo sguardo fiso nei lontani più che nei prossimi. Per tutti i cuori devoti la Patria è onniveggente e onnipresente.

Fate che le mie ali, mille volte più rapide del messaggero di Maratona, rechino domani di là dalle Alpi la grande novella.

30 settembre 1918.

GABRIELE D'ANNUNZIO

6. AUSSME, Fondo E15, raccoglitore B32, brochure « Per parlare al soldato : spunti di conversazione », N° 1, 03/10/1918



TRUPPE ITALIANE MOBILITATE IN FRANCIA

UFFICIO INFORMAZIONI
SEZIONE "P"

N.° 1

PER PARLARE AL SOLDATO

SPUNTI DI CONVERSAZIONE

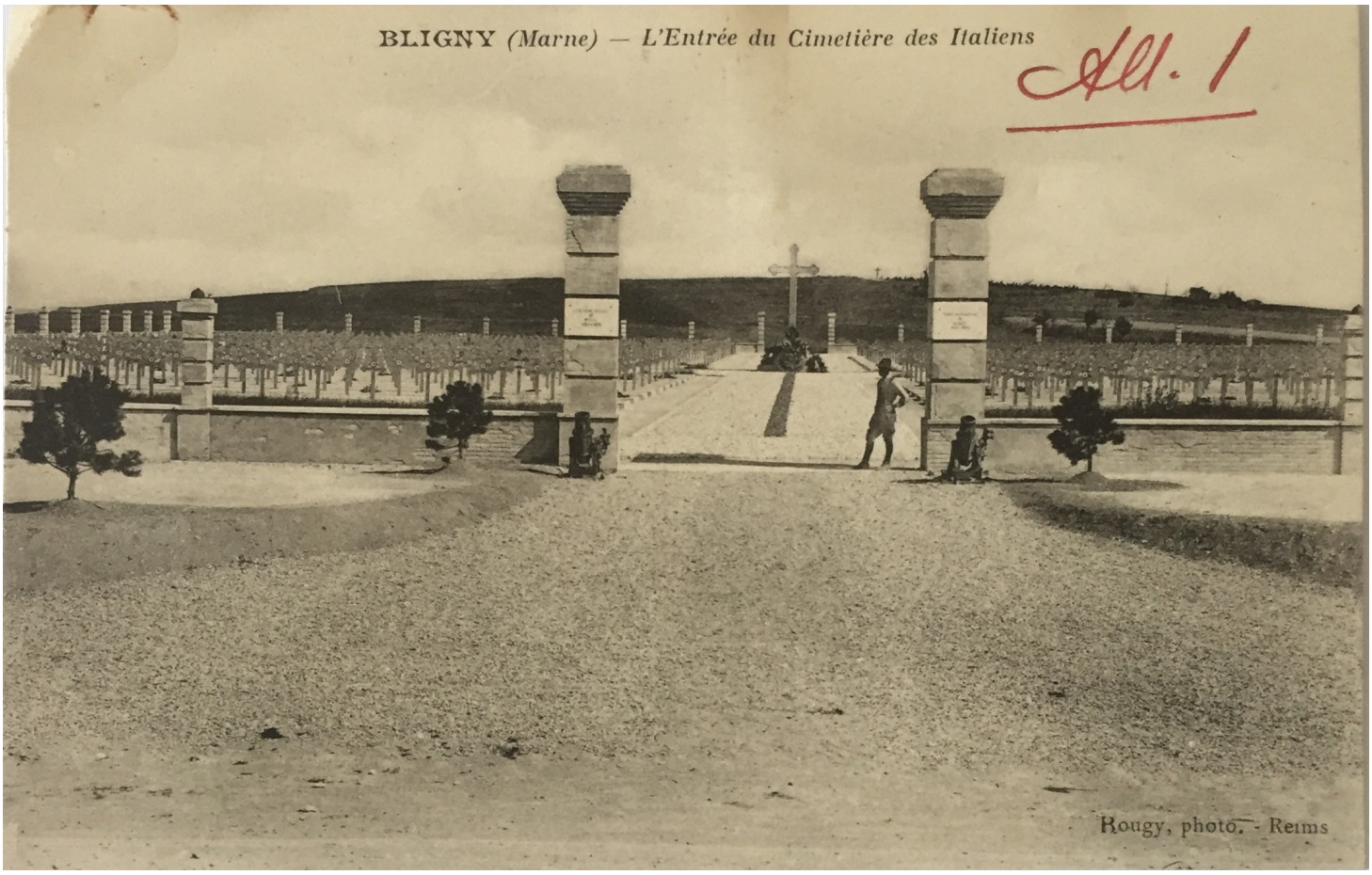
(A TUTTI GLI UFFICIALI SUBALTERNI)

3 OTTOBRE 1918

7. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, photo annexe à la dépêche N°666 de l'attaché militaire italien à Paris, Martin Franklin, au ministère de la Guerre italien, « Rimpatrio salme di militari italiani », 29/04/1924



8. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, annexe N°1 du rapport de l'attaché militaire italien à Paris Martin Franklin au Ministère de la Guerre, « Onoranze salme militari in Francia », N°767, 22/05/1922



9. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 77, fascicolo 3, annexe N° 2 du rapport de l'attaché militaire italien à Paris Martin Franklin au Ministère de la Guerre, « Onoranze salme militari in Francia », N°767, 22/05/1922



10. Agence Roll, « Discours du général Alberico ALBRICCI lors de la cérémonie du 29 mai 1921 au cimetière de Bligny, Pose de la 1ère pierre (du) monument (italien à) Bligny, général Albricci (29, mai 1921) », archives numérisées de la Bibliothèque Nationale de France (BnF), https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53055773c?rk=214593;2 (consulté le 08/08/2024)



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

11. Agence Roll, « Cimetière italien de Bligny [29 mai 1921] : [photographie de presse] / [Agence Rol] », archives numérisées de la Bibliothèque Nationale de France (BnF), https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b53055774t?rk=107296;4 (consulté le 08/08/2024)



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

12. Photo prise par l'hebdomadaire *L'Excelsior* du 20/07/1936, « Pèlerinage des anciens combattants italiens au cimetière de Bligny », p. 3 (Consulté le 23/08/2024, disponible sur retronews.fr)



13. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 91, fascicolo 3, représentation de la stèle de Moyeuvre Grande, extrait de l'hebdomadaire *Le Messin* du 07/09/1925, « L'inauguration du Monument aux Morts Italiens à Moyeuvre Grande »,



14. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 91, fascicolo 3, photographie de l'installation du monument aux morts italien en France dans le cimetière de la Guillotière de Lyon, date non précisée.



15. Monument aux morts italiens au Cimetière Parisien d’Ivry-sur-Seine, à la date du 16/03/2024 (crédits de l’auteur)



16. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 124, fascicolo 3, photos annexes de la lettre du secrétaire de la section française de l'*Associazione Nazionale Combattenti Italiani*, Alessandro Marazzani, à l'ambassade italienne, 18/07/1927




1799.

17. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3, photo de l'événement du 23 avril 1933 au *Parco delle Rimembranze* de Bligny. Dans la photo d'en haut, sur la gauche, le consul général italien de Reims Pietro Nobili Vitelleschi ; sur la droite, le secrétaire du *Fascio* de Reims Publio Mangione

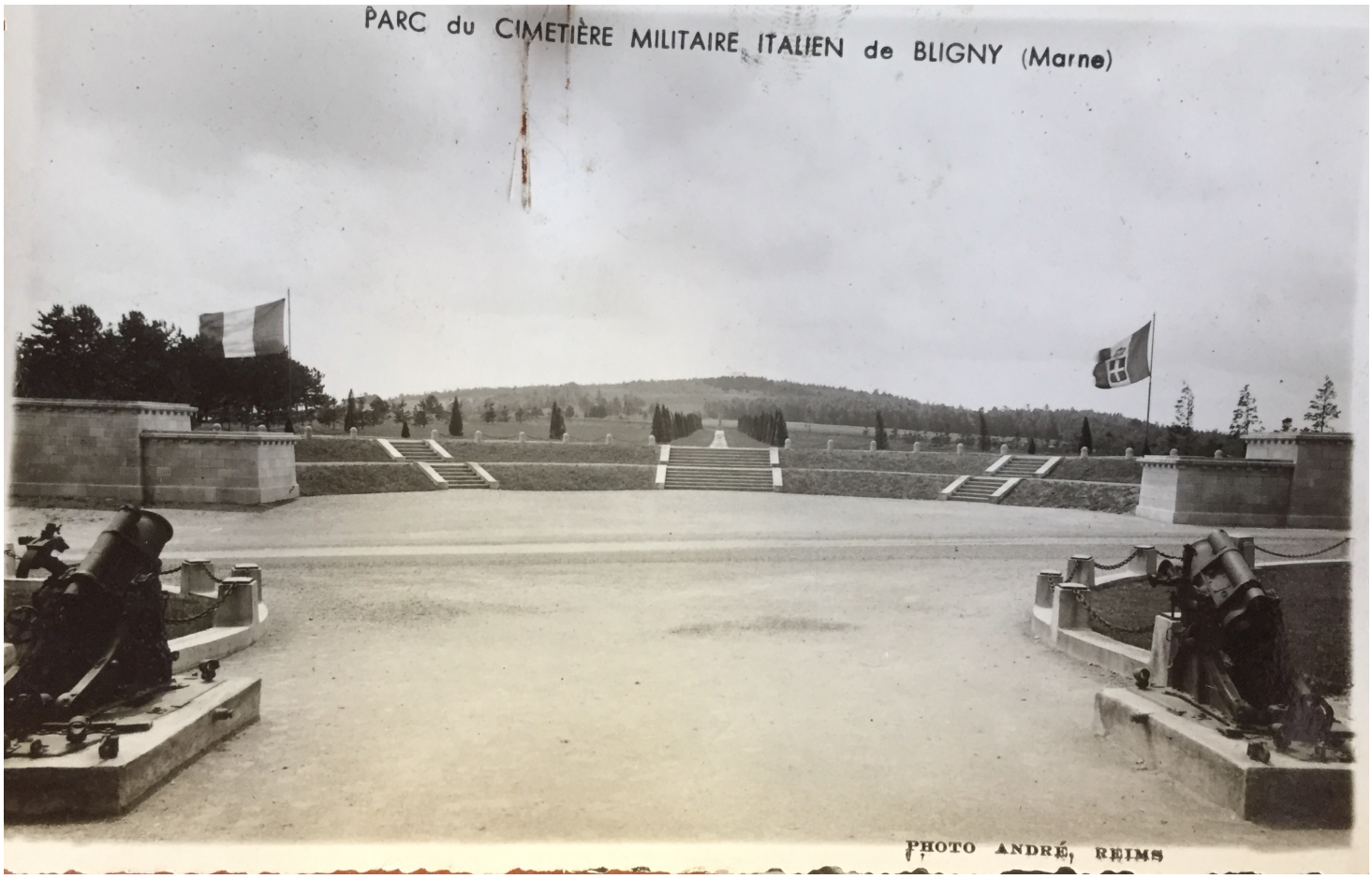




18. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 230, fascicolo 3, annexe du télégramme du consul générale d'Italie à Reims à l'ambassade d'Italie à Paris, , N°6410, 25/10/1934. Travaux au *Parco delle Rimembranze* de Bligny au 25/10/1934 depuis le chancel di Cimetière Militaire Italien de Bligny



19. A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 317, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cimiteri di guerra », photo du *Parco delle Rimembranze* depuis le chancel du Cimetière Militaire Italien de Bligny, date non spécifiée, entre 1939 et 1940



Sources

Sources d'archives

Archives publiques françaises :

- Service Historique de la Défense (SHD), Château de Vincennes, avenue de Paris, 94306 ,Vincennes

  Fonds de l'Armée de Terre :

  - GR 16 N 2655 « Armée italienne en France: ravitaillements divers, travailleurs italiens », dossier 2 « Armée Italienne, opérations, , projets pour la solde, les travailleurs : 19 avril 1918 - 27 juillet 1919 ».
  - GR 16 N 2490 « Armée italienne : correspondance générale, base de Lyon, ravitaillement du 2e C.A. italien ; transports de troupes en Italie et ravitaillements ; travailleurs italiens : répartition, transport, tableaux d'emploi et travaux », dossier 1.
  - GR 16 N 3004, dossier 1, « A propos de la propagande défaitiste (2 avril 1918); au sujet d'un article de Mussolini sur l'envoi des troupes Italiennes en France (3 avril) ».
  - GR 19 N 425 « Correspondance des 31e, 32e et 33e C.A.: du groupement de Commercy, du 2e C.A.C. et du 2e corps d'armée italien : juin 1917 - novembre 1918 », dossier 2-8.
  - GR 19 N 924, dossier 3, « Opérations du 2e C.A. italien à la Ve armée ».

- Centre des Archives diplomatiques du ministère des Affaires étrangères, 3 Rue Suzanne Masson, 93120 La Courneuve :

- Fond 97/CPCOM :
  - Dossier 13, 14, 15 « Dossier général corps diplomatique d'Italie ».
  - Dossier 36, « Analyse de la presse italienne ».
  - Dossier 47 « Coopération militaire italienne en France ».
  - Dossier 49, 50, 51 « Monuments et sépultures italiennes en France ».

Archives publiques italiennes :

- Archivio dell'Ufficio Storico dello Stato Maggiore dell'Esercito (AUSSME), Via Lepanto 5, Rome :

- Fond E-8 :
  - Dossier 4.
  - Dossier 6.
- Fond E-14 :
  - Dossier B32.
- Fond 111/S. John roux de guerre des unités italiennes pendant la première guerre mondiale.

- Archivio Storico Diplomatico del ministero degli Affari Esteri e della cooperazione Internazionale (ASD), Piazzale della Farnesina 1, Rome :

Fond « Rappresentanza diplomatica italiana in Francia » :

- Cote (B*usta*) 25, dossier (*Fascicolo*) 4 « Licenze ai militari italiani », dossier 7 « Consolati e agenzie consolari », dossier 8 « Addetti militari », dossier 10 « Miscelanea ».
- Cote 34, dossier 3 « Cimiteri », dossier 4 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi ».
- Cote 38, dossier 5 « Cimiteri », dossier 6 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi ».
- Cote 43, dossier 2 « Cimiteri », dossier 3 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi ».
- Cote 59, dossier 2 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri belgi », dossier 3 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi ».
- Cote 60, dossier 1 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi ».
- Cote 68, dossier 4 « Cimiteri », dossier 5 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi »
- Cote 73, dossier 7 « Fuoriusciti - Movimento garibaldino ».
- Cote 77, dossier 3 « Cimiteri ».

- Cote 78, dossier 1 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. di anni precedenti e seguenti) ».
- Cote 79, dossier 1 « Sistemazione di salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. di anni precedenti e seguenti) ».
- Cote 91, dossier 3 « Cimiteri ».
- Cote 106, dossier 3 « Associazione Nazionale Combattenti ».
- Cote 109, dossier 3 « Cimiteri »
- Cote 124, dossier 1 « Consolati e agenzie consolari » et 3 « Cimiteri »
- Cote 168, dossier 1 « Cimiteri »
- Cote 185, dossier 2 « Cimiteri » et 4 « Sistemazione dì salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. di anni seguenti) »
- Cote 197, dossier 3 « Sistemazione dì salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. di anni seguenti) »
- Cote 209, dossier 3 « Cimiteri »
- Cote 220, dossier 3 « Cimiteri » et 4 « Sistemazione dì salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. di anni seguenti) »
- Cote 230, dossier 3 « Cimiteri » et 4 « Miscelanea »
- Cote 243, dossier 4 « Cimiteri di guerra »
- Cote 255, dossier 3 « Cimiteri »
- Cote 271, dossier 3 « Cimiteri di guerra» et 4 « Sistemazione dì salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. di anni seguenti) »
- Cote 283, dossier 3 « Cimiteri di guerra »
- Cote 303, dossier 3 « Cimiteri di guerra » et 4 « Sistemazione dì salme di militari italiani in cimiteri francesi (con doc. Del 1940) »
- Cote 317, dossier 3 « Cimiteri »

Sources imprimées

Sources imprimées accessibles en lignes :

- Titres de presse français :

- *Excelsior*, numéros du 20/07/1919, 23/07/1919, 30/05/1921 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *L'Avenir (Paris)*, numéro du 30/05/1921 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Les Annales politiques et littéraires*, numéro du 13/10/1918, (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- Le Figaro, numéro du 07/01/1931 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Gaulois*, numéros du 28/09/1918, 25/05/1919 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Journal*, numéro du 02/11/1926 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Matin*, numéro du 03/07/1922, 02/07/1923 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *L'Oeuvre*, numéro du 14/07/1918 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Petit Parisien*, numéro du 30/05/1921 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Petit Provençal*, numéro du 02/07/1923 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Phare de la Loire*, numéro du 06/11/1929 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *Le Temps*, numéro du 04/10/1918 (disponible sur Retronews.fr).
- *Paris-Soir*, numéro du 03/07/1932 (disponible sur Retronews.fr).

- Titres de presse italiens :

- *La Nuova Italia*, numéros du 03/08/1924, 28/04/1932, 21/03/1935, 03/11/1942 (disponible en ligne sur Retronews.fr).
- *La Stampa*, numéros du 13/01/1915 et du 14/07/1929 (disponibles en ligne sur Archiviolastampa.it)
- *Il Popolo d'Italia*, numéro du 04/04/1918 (disponible en ligne sur Digiteca.bsmc.it/)
- *Sempre Avanti! Giornale del soldato italiano in Francia*, numéros du 06/10/1918, 20/10/1918 (disponible en ligne sur Bsmc.it).

- Titres de presse d'autres pays :

- *The Chicago Tribune and the Daily News* (États-Unis d'Amérique), numéro du 26/08/1918 (disponible en ligne sur Retronews.fr)

Sources imprimées accessibles en archive :

- *La Gazzetta del Popolo*, numéro du 25/02/1918 (dans A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 109, fascicolo 1)
- *La Petite Gironde*, numero du 31/07/1938 (disponible dans A.S.D, Busta 283, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Trasporto salme soldati italiani 1938 »)
- *Le Nord-Est*, numéro du 07/11/1938 (disponible dans A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 283, fascicolo 3, sotto-fascicolo « Cerimonia Bligny 1938 »), 24/04/1933 (disponible dans A.S.D., fond « Rappresentanza italiana in Francia (1861-1950) », Busta 220, fascicolo 3)

Bibliographie

Historiographie générale du 2e Corps d'Armée en France et des T.A.I.F.

BARONI Pietro, *Gli eroi di Bligny : 1918, l'epopea delle truppe italiane sul fronte occidentale*, Milan, Greco&Greco, 2012, 330 p.

CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, *I reparti d'assalto italiani nella Grande Guerra (1915-1918),* Rome, Stato Maggiore dell'Esercito, 2007, 1022 p., p. 263-283

CAPPELLANO Filippo, DI MARTINO Basilio, GASPARI Paolo, *La Champagne italiana. Arditi e Curzio Malaparte in Francia*, Udine, Gaspari Editore, 2019, 128 p.

CARACCIOLO Mario, *Bligny, Ardre, Chemin des Dames*, 1929, Milan, Libreria del Littorio

CARACCIOLO Mario, *Le truppe italiane in Francia, (Il II° Corpo d'Armata, Le T.A.I.F.)*, 1929, Milan, Mondadori

CONTI Mario, CONTINI Massimo, DRAGO Antonino, MEMMO Giorgio, ZUCCARINI Tullio, *L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2: Soldati in terra di Francia (Narrazione)*, Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1951, 419 p.

FERRARA Matteo, *La Grande Guerra degli italiani in Francia*, Messine, Kimerik, 2018, 164 p.

HEYRIÈS Hubert, *Les travailleurs militaires italiens en France pendant la Grande Guerre: "Héros de la pelle et de la truelle" au service de la victoire*, Montpellier, Presses Universitaires de la Méditerranée, collection Histoire et Société », 276 p.

HEYRIÈS Hubert, « *Le truppe ausiliarie in Francia (1918). Lettere dei soldati* », *Italia Contemporanea*, Rome, Carrocci Editore, n° 245, juin 2004, p. 205-220

LAPESCHI CASELLI Alberto, MITELLO Giancarlo, *1918. Gli italiani sul fronte occidentale nel diario di Giacomo Tortora e in altro documenti inediti*, Udine, Gaspari Editore, 2007, 156 p.

LIBERT Giancarlo, *Piemontesi sul fronte occidentale. I morti dimenticati della Grande Guerra*, Chivasso, Aquattro Edizioni, 2018, 158 p.

SAPORI Julien, *Les troupes italiennes en France pendant la première guerre mondiale*, Paris, Anovi, 2008, 139 p.

L'Esercito Italiano nella Grande Guerre, Volume VII, Tomo 2-bis: Soldati in terra di Francia (Documenti), Rome, Istituto Poligrafico dello Stato, 1951, 426 p.

Historiographie général du Front Italien et du Regio Esercito

CANDELORO Giorgio, *Storia dell'Italia moderna, Vol. 8: la Prima Guerra Mondiale, il dopoguerra, l'avvento del Fascismo*, Milan, Feltrinelli, 1994 (1e éd. 1974)

CERNIGOI Enrico, *Soldati del Regno. La struttura e l'organizzazione dell'esercito italiano dall'Unità alla Grande Guerra*, Vicenza, Itinero Progetti, 2009, 254 p.

GIBELLI Antonio, *La Grande Guerra degli italiani*, 2014, Milan, Rizzoli, 399 p.

HEYRIÈS Hubert, *Histoire de l'Armée Italienne*, 2021, Paris, Perrin, 568 p.

LORMIER Dominique, *L'Italie en Guerre: 1915-1918*, 1986, Ulysse Editions, 138 p.

MONDINI Marco, *«* L'historiographie italienne face à la Grande Guerre : saisons et ruptures », *Histoire@Politique*. *Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014, 298 p., p. 69-84

OSTENC Michel, « 1915. L'Italie en guerre », *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, n° 219, 2005, 128 p., p. 15-30

PROCACCI Giovanna, *Soldati e prigionieri italiani nella Grande Guerra : con una raccolta di lettere inedite*, Rome, Editori Riuniti, 1993

Les « Garibaldiens de l'Argonne »

PREZIOSO Stephanie, « Les Italiens en France au prisme de l'engagement volontaire : les raisons de l'enrôlement dans la Grande Guerre (1914-1915) », *Les Cahiers De La Méditerranée* n° 81, 2010, 408 p., p. 147-163

MILZA Pierre, « La légion des volontaires italiens dans l'Armée française: une antichambre du fascisme? », *Les Italiens en France de 1914 à 1940,* sous la direction de Pierre Milza, Rome, Collection de l'Ecole Française de Rome, 1986, 787 p., p. 143-154

HEYRIÈS Hubert, *Les Garibaldiens de 14: splendeurs et misères des chemises rouges en France de la grande guerre a la seconde guerre mondiale*, Nice, Serre Editeur, 2005, 670 p.

Coopération militaire et diplomatique anglo-franco-italienne

BASTIER Jean, « Trois ambassadeurs de France à Rome : Camille Barrère (1897-1924), Henry de Jouvenel (1933), André Francois-Poncet (1938-1940) d'après les Bulletins de presse étrangère du Quai d'Orsay », *La France et l'Italie: Affinités intellectuelles, diplomatie, immigration (1544-1940)*, sous la direction de Jean BASTIER, Toulouse, Presse Universitaire de Toulouse, 2001, 446 p., p. 19-21

BOUDAS Emmanuel, *L'Italie et les Alliés de 1914 à 1919: indépendance ou subordination ?*, thèse de doctorat en Histoire Contemporaine, Université de Paris III, Paris, 2009, 487 p.

CAPPELLANO Filippo, « Les relations entre les armées italienne et française pendant la Grande Guerre », traduis par Adam Molho, *Revue Historique des Armées*, n° 250, 2008, 439 p., p. 53-65

GIUNFRIDA Alessandro, *L'Italia e il coordinamento "interalleato" nella Prima Guerra Mondiale*, Rome, Ufficio Storico dello Stato Maggiore, 2008, 277 p.

LEHMAN Eric, *Alliées et Rivales: L'Italie et la France dans la Grande Guerre*, collection, Grenoble, Uga Editions, Collection "Italie Plurielle", 2021, 246 p.

Deuxième Bataille de la Marne

MADELIN Louis, « La deuxième bataille de la Marne », *La bataille de France*, 2018, nouvelle édition, Paris, Perrin, 350 p., p. 104-145

LANZA Conrad Hammons, *The German Offensive of July 15, 1918 (Marne source book)*, Fort Leavenworth, The General Service Schools, 1923, 910 p.

Événements après l'armistice

B. T. Reynolds, « A review of the Occupation of the Rhineland », dans *Journal of the Royal Institute of International Affairs*, Vol. 7, N°3 (mai 1928), Oxford, Oxford University Press, pp. 198-211, p. 200

BOLOGNA Enzo, PEDERZOLI Elvio, *Guida ai sacrari della Grande guerra da Redipuglia a Bligny : 19 itinerari lungo il fronte italiano*, Udine, Gaspari Editore, 2011, 165 p.

DUTHOIT Simon, *Le cantonnement du IIe Corps d'Armée italien sur le territoire belge entre novembre 1918 et mars 1919 : les étapes préliminaires à l'arrivée italienne, les mouvements, la cohabitation avec la population belge, les conséquences de cette présence et sa mémoire*, mémoire de master en Histoire à finalité comunicationnelle, Université catholique de Louvain, 2017, 153 p.

PAU Beatrix, « Le transfert des corps des militaires italiens tombés en terre de France », *Cahiers de la Méditerranée* n° 81, 2010, 408 p., p. 221-237

POUPAULT Christophe, « Amitié « latine » et pragmatisme diplomatique. Les relations franco-italiennes de 1936 à 1938 », dans *Relations Internationales*, 2013/2 (n°154), p. 51-62

Mémoire de la Grande Guerre et politiques funéraires

ANTONELLI Quinto, « Memorie e contro-memorie della Grande Guerra tra sfera pubblica e sfera privata », dans BELVISO Francesca, DE PAULIS Maria Pia, *1918-2018. Cento anni della Grande Guerra in Italia*, Turin, Accademia University Press, 2020, 368 p., p. 299-317

AUDOIN-ROUZEAU Stéphane, « Monuments aux morts, commémorations et deuil personnel après la Grande Guerre », dans *Mélanges de l'Ecole Française de Rome. Italie et Méditerranée*, 112/2, 2000, p. 529-547

BEAUPRÉ Nicolas, « De quoi la littérature de guerre est-elle la source ? », dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2011 / 4 (n°112), p. 41-55

BUZZI Pierre Louis, « Un tourisme fasciste ? Des touristes italiens sur les champs de bataille français de la Première Guerre mondiale », dans EVANNO Yves-Marie, VINCENT Johan (sous la direction de), *Tourisme et Grande Guerre. Voyage(s) sur un front historique méconnu (1914-2019)*, Plœmeur, Editions Codex, 450 p., p. 325-337

CESCHIN Daniele, « I sacrari della Grande Guerra tra costruzione e politica della memoria », dans *1918-2018. Cento anni della Grande Guerra in Italia*, édité par Maria Pia De Paulis et Francesca Belviso, Accademia University Press, 2020, p. 281-298

GENOVESI Piergiovanni, « Il culto dei caduti della Grande Guerra nel 'progetto pedagogico' fascista », dans *Annali online della Didattica e della Formazione Docente*, Vol. 8, N°12/2016, p. 83-114

GENTILE Emilio, *Il culto del Littorio*, Bari, Editori Laterza, 1993, 294 p

GUELTON Frederick, « Histoire et mémoire de la Grande Guerre en France un siècle après », dans *Cent ans après : la mémoire de la Première Guerre mondiale*, sous la direction de Elli Lemonidou, Athènes, Ecole Française d'Athènes, 2019, 233 p., p. 47-57

ISNENGHI Mario, *Le Guerre degli Italiani : parole immagini ricordi (1849-1945)*, Bologne, Il Mulino, 2015, 394 p., p. 342-349

PROST Antoine, « Les cimetières militaires de la Grande Guerre (1914-1940) », dans *Le Mouvement Social*, 2011/4 (N° 237), 208 p., p. 135-151

L'immigration italienne en France et fascisme, 1918-1939

GEORGE Pierre, « L'immigration italienne en France de 1920 à 1939 : aspects démographiques et sociaux », dans *Les italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de MILZA Pierre, Rome, Ecole Française de Rome, 1986, 808 p.

MILZA Pierre, « Le Fascisme italien à Paris », dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 30 N°3, Juillet-septembre 1983, p. 420-452

SCHOR Ralph, « Les immigrés italiens en France et l'engagement fasciste », 1922-1939, *Dans Parlement[s], Revue d'histoire politique*, 2011/3 (n°HS 7), p. 130-140

VIDELIER Philippe, « Les Italiens de la région lyonnaise, » dans *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, sous la direction de Pierre Milza, Rome, École Française de Rome, 1986, p. 661-691, p. 689

Témoignages et biographies des vétérans

BERENZI Angelo, *La nostra compagna di Francia nel 1918 [con lettera di Gen. Albricci]*, Rome, La Volontà d'Italia, 1932, 47 p.

BULTRINI Nicola, FABI Lucio, *Pianto di pietra : La Grande Guerra di Giuseppe Ungaretti*, Rome, Iacobelli Editore, 2018, 159 p., p. 111-130

DE PAULIS Maria Pia, *Curzio Malaparte. Il trauma infinito della Grande Guerra*, Florence, Franco Cesati Editore, 2019, 163 p.

MARTELLINI Luigi, « Caporetto e La rivolta dei santi maledetti di Malaparte : Ovvero, le due Italie: la verità e la menzogna », dans *Line@editoriale*, 09/2017, mis en ligne le 20/01/2019, URL : http://interfas.univ-tlse2.fr/lineaeditoriale/1161

MARZIANO Luigi, *Soldati per la patria. Con il II Corpo d'Armata sul fronte occidentale: 1918*, Milan, Ugo Mursia Editore, 1996, 146 p.

PARDINI Giuseppe, *Curzio Malaparate: Biografia Politica*, Milan, Lui Editrice, 1998, collection « Biblioteca di Storia Contemporanea 2 », 267 p., p. 36-43

UNGARETTI Giuseppe, *Vita d'un uomo. Tutte le poesie*, sous la direction de PICCIONI Leone, Milan Mondadori, 1969, 1008 p., p. 31-33

Mémoires des généraux et politiciens

BERTHELOT Henri Mathias, *Souvenirs de la Grande Guerre - Notes extraites de mon journal de guerre*, Metz, Editions des Paraiges, 2018, 801 p.

BRANCACCIO Nicola, *In Francia durante la guerra*, Milan, Mondadori, 1926, 272 p., p. 247

BRODZIAK Sylvie, TOMEI Samuël, *Dictionnaire Clemenceau*, Paris, Éditions Robert Laffont, 2017, collection « Bouquins », 736 p.

GADDA Carlo Emilio, *Giornale di guerra e di prigionia*, Milan, Adelphi, 2023, 626 p.

MORDACQ Henri, *Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin*, Tome III, Paris, Libraire Plon, 1930, 368 p.

PÉTAIN Philippe, *Discours prononcés dans la séance publique tenue par l'Académie Française pour la réception de M. Le maréchal Pétain le jeudi 22 janvier 1931*, Paris, Institut de France, 1931, p. 20-21

PITTALUNGA Vittorio Emanuele, *In Italia, in Francia, a Fiume*, Milan, Unitas, 1926, 268 p.

POINCARÉ Raymond, *Au service de la France: neuf années de souvenirs. Tome X: Victoire et Armistice*, Paris, Libraire Plon, 1933, 467 p., p. 321-322

ROVITO Teodoro, *Alberico Albricci : l'eroe di Bligny*, Naples, Tipografia Francesco Giannini & Figli, 1937, 16 p.